



**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**



Annuaire Statistique 2025

de l'Economie et des Finances



14^e Edition

Direction générale des études et des statistiques sectorielles **Juillet 2026**

Annuaire Statistique 2025

de l'Economie et des Finances

14^e Edition

Juillet 2026

AVANT-PROPOS



Le Ministère de l'économie et des finances (MEF), conformément à ses attributions, assure l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière de pilotage de l'économie, de finances publiques, de gestion du domaine foncier national, de prospective, de planification, de programmation, de gestion durable du développement et d'aménagement du territoire.

A cet effet, il assure également la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et la diffusion des données destinées à éclairer le Gouvernement, les partenaires et les autres utilisateurs sur les principaux défis économiques, financiers et de développement.

En décembre 2018, le Burkina Faso a adhéré au Système général de diffusion des données amélioré (SGDD-a) afin d'optimiser la publication de ses statistiques macroéconomiques officielles, tout en veillant à la collecte et à l'analyse des données stratégiques nécessaires aux décisions du Gouvernement et de ses partenaires.

Conscient que l'information statistique est un pilier du développement socioéconomique, le Burkina Faso a inscrit la production de données de qualité parmi les priorités de la Politique du secteur de la gouvernance économique (PSGE 2018-2027). C'est dans ce cadre que le MEF publie chaque année l'Annuaire statistique de l'économie et des finances (ASEF), conformément à la Charte africaine de la statistique.

Cette démarche vise à ancrer la culture statistique au sein du ministère et à répondre à notre devoir de redevabilité. L'édition 2026, quatorzième de cette série, compile ainsi les indicateurs économiques, sociaux, monétaires et financiers majeurs sur la période 2016-2025.

Je traduis ma profonde gratitude aux acteurs internes et externes dont l'engagement a rendu possible la production de ce document.

Enfin, j'invite l'ensemble des structures à intensifier leurs efforts afin de relever les défis du ministère en matière de production statistique. Je les encourage à préserver les relations de travail et de collaboration, indispensables à l'amélioration du système d'information du ministère, à la production et à la publication des données de qualité.

Le Ministre de l'économie et des finances



Dr. Aboubakar NACANABO
Officier de l'Ordre de l'Étalon

TABLE DES MATIERES

A V A N T - P R O P O S	3
TABLE DES MATIERES	4
SIGLES ET ABREVIATIONS	6
LISTE DES TABLEAUX	11
EQUIPE DE COLLECTE DE DONNEES	14
DEMARCHE METHODOLOGIQUE	15
PREMIERE PARTIE :	17
PRESENTATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	17
1.1. ORGANISATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	18
1.2. ORGANIGRAMME DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE	21
1.3. MOYENS DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	22
1.3.1. Ressources humaines du ministère	22
1.3.2. Ressources financières du ministère	23
DEUXIEME PARTIE :	26
QUELQUES DONNEES SOCIOECONOMIQUES	26
2.1. DONNEES DEMOGRAPHIQUES	27
2.2. ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE AUX PRIX COURANTS	29
2.3. ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE EN VOLUME AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE CHAINEE	30
2.4. AUTRES ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE	31
2.5. INDICATEURS DE L'INFLATION	32
2.6. INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN	32
2.7. INDICATEURS DE PAUVRETE	32
TROISIEME PARTIE :	33
SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET	33
3.1. RECETTES BUDGETAIRES	34
3.1.1. Situation globale des recettes	34
3.1.2. Situation détaillée des recettes par nature et par régie	34
3.1.3. Mobilisation des ressources propres par Unité de recouvrement (UR)	40
3.2. DEPENSES BUDGETAIRES	42
3.2.1. Situation d'exécution des dépenses par titre budgétaire	42
3.2.2. Evolution des dépenses par ministère et institution	44
3.2.3. Evolution des dépenses par titre budgétaire et par ministère et institution	75
QUATRIEME PARTIE :	104
SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE	104
4.1. ENCOURS DE LA DETTE	105
4.2. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	105
4.3. RATIOS D'ENDETTEMENT	106
4.4. TIRAGES SUR EMPRUNTS	106

4.5. ALLEGEMENTS DE DETTE OBTENUS	106
CINQUIEME PARTIE :	107
SITUATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT.....	107
5.1. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT PAR NATURE DE FINANCEMENT	108
5.2. PRINCIPAUX RATIOS DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	109
5.3. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT PAR DONATEUR	109
5.4. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT SELON LES INSTRUMENTS DE FINANCEMENT	110
SIXIEME PARTIE :	116
TABLEAUX DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT ET SOLDES CARACTERISTIQUES	116
6.1. SITUATION DES OPERATIONS DE RECETTES DE L'ÉTAT	117
6.2. SITUATION DES OPERATIONS DE DEPENSES DE L'ÉTAT	118
6.3. SITUATION DES SOLDES CARACTERISTIQUES.....	119
SEPTIEME PARTIE :	120
COMPTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.....	120
7.1. COMPTE DES REGIONS.....	121
7.2. COMPTES DES COMMUNES.....	122
7.3. RECETTES ET DEPENSES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES PAR NATURE	124
HUITIEME PARTIE :	126
SITUATION DU COMMERCE EXTERIEUR	126
8.1. SOLDE COMMERCIAL.....	127
8.2. EXPORTATIONS	127
8.3. IMPORTATIONS.....	133
NEUVIEME PARTIE :	139
BALANCE DES PAIEMENTS ET SITUATION MONETAIRE	139
9.1. BALANCE DES PAIEMENTS	140
9.2. SITUATION MONETAIRE	141
DIXIEME PARTIE :	148
INDICATEURS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE	148
10.1. CRITERES DE CONVERGENCE UEMOA ²	149
ONZIEME PARTIE :	150
AUTRES STATISTIQUES DU SECTEUR DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	150
11.1. STATISTIQUES DES PASSATIONS DE MARCHES PUBLICS	151
11.2. STATISTIQUES DE L'INCLUSION FINANCIERE	151
11.3. STATISTIQUES DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DE L'EQUIPEMENT DE L'ÉTAT.....	154
11.4 STATISTIQUES SUR LA BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE ET AUX DROITS DE L'ENFANT (BSGDE)	155
11.5 STATISTIQUES SUR LES PROJETS ET PROGRAMMES	158
GLOSSAIRE	159
METADONNEES.....	169
EQUIPE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE.....	174

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ACDI	: Agence canadienne de développement international
AE	: Autorisation d'engagements
AES	: Alliance des Etats du Sahel
AJE	: Agence judiciaire de l'Etat
ANDFOP	: Agence nationale du domaine foncier des organismes publics
ANPFI	: Agence nationale de promotion de la finance inclusive
APD	: Aide publique au développement
ASEF	: Annuaire statistique de l'économie et des finances
BAD	: Banque africaine de développement
BADEA	: Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BIDC	: Banque d'investissements et de développement de la CEDEAO
BOAD	: Banque ouest africaine de développement
BDSM	: Base de données pour la surveillance multilatérale
CAF	: Coût assurance et fret
CASEM	: Conseil d'administration du secteur ministériel
CCP	: Comptes courants postaux
CEDEAO	: Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest
CENTIF	: Cellule nationale de traitement des informations financières
CID	: Circuit informatisé de la dépense
CMDA	: Cellule ministérielle de déconcentration administrative
CMLS	: Comité ministériel de lutte contre le sida
CNDP	: Comité national de la dette publique
CNE	: Caisse nationale d'épargne
CNPE	: Comité national de politique économique
CODEP-MP	: Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de services publics
COSED	: Comité de suivi de l'économie et du développement
CP	: Crédit de paiements
CPC	: Commission permanente de concertation
CSEBT	: Comité de suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie
CTCI	: Classification type du commerce international
DAB	: Distributeurs automatiques de billets
DDII	: Direction du développement institutionnel et de l'innovation
DDP	: Direction de la dette publique
DGAIE	: Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat
DGB	: Direction générale du budget
DG-CMEF	: Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGCOOP	: Direction générale de la coopération
DGD	: Direction générale des douanes
DGDT	: Direction générale du développement territorial
DGEP	: Direction générale de l'économie et de la planification
DGESE	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGF	: Direction de la gestion des finances
DGF	: Dotations globales de fonctionnement
DGI	: Direction générale des impôts
DGTCP	: Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique
DRH	: Direction des ressources humaines
DSOFE	: Direction du suivi des opérations financières de l'Etat
DTS	: Droit de tirage spécial

EPE	: Etablissement public de l'Etat
FAD	: Fonds africain de développement
FBCF	: Formation brute de capital fixe
FBDES	: Fonds burkinabè de développement économique et social
FCFA	: Franc de la communauté financière africaine
FMI	: Fonds monétaire international
FOB	: Free on board (sans frais à bord)
GAB	: Guichets automatiques de billets
GIZ	: Deutsche gesellschaft für internationale zusammenarbeit
IAP	: Instrument automatisé de prévision
IARD	: Incendies, accidents et risques divers
IDH	: Indice de développement humain
IFPD	: Institut des finances publiques et des douanes
IGF	: Inspection générale des finances
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
IMF	: Institution de microfinance
INDS	: Institut national de la statistique et de la démographie
ISBLSM	: Institution sans but lucratif au service des ménages
KFW	: Kreditanstalt Für Wiederaufbau (Banque Allemand de Développement)
LONAB	: Loterie nationale burkinabè
ME	: Monnaie étrangère
MEF	: Ministère de l'économie et des finances
MEMC	: Ministère de l'Energie des mines et des carrières
na	: Non applicable
nd	: Non disponible
nda	: Non déclaré ailleurs
ODD	: Objectif de développement durable
ONG	: Organisation non gouvernementale
OPEP	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAP	: Plan d'action prioritaire
PGA	: Plateforme de gestion de l'aide
PIB	: Produit intérieur brut
PNDES	: Plan national de développement économique et social
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
PPTTE	: Pays pauvres très endettés
PS	: Perceptions spécialisées
PSGE	: Politique du secteur de la gouvernance économique
PTF	: Partenaires techniques et financiers
RRO/RCP	: Rémunération pour Reprographie des Œuvres (RRO) /Rémunération pour copie privée (RCP)
REV	: Revenu
RGPH	: Recensement général de la population et de l'habitation
SFD	: Système financier décentralisé
SIGASPE	: Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat
SONABEL	: Société nationale d'électricité du Burkina
SP-CPF	: Secrétariat permanent du Comité de politique fiscale
SP-ITIE	: Secrétariat permanent de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives
SYGADE	: système de gestion et d'analyse de la dette
TAF	: Taxe sur les activités financières
TBS	: Taux de bancarisation strict
TGUSF	: Taux global d'utilisation des services financiers
TINc	: Taux d'intérêt nominal des crédits

TIND	: Taux d'intérêt nominal des dépôts
TMDC	: Trésoreries des missions diplomatique et consulaire
TOFE	: Tableau des opérations financières de l'Etat
TPP	: Taxe sur les produits pétroliers
TUSM	: Taux d'utilisation des services de microfinance
TUSME	: Taux d'utilisation des services de monnaie électronique
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
UR	: Unité de recouvrement
VA	: Valeur ajoutée
VAN	: Valeur actualisée nette
ACDI	: Agence canadienne de développement international
AE	: Autorisation d'engagements
AJE	: Agence judiciaire de l'Etat
ANDFOP	: Agence nationale du domaine foncier des organismes publics
ANPFI	: Agence nationale de promotion de la finance inclusive
APD	: Aide publique au développement
ASEF	: Annuaire statistique de l'économie et des finances
BAD	: Banque africaine de développement
BADEA	: Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIDC	: Banque d'investissements et de développement de la CEDEAO
BOAD	: Banque ouest africaine de développement
BDSM	: Base de donnée pour la surveillance multilatérale
CAF	: Coût assurance et fret
CASEM	: Conseil d'administration du secteur ministériel
CCP	: Comptes courants postaux
CEDEAO	: Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest
CENTIF	: Cellule nationale de traitement des informations financières
CID	: Circuit informatisé de la dépense
CMDA	: Cellule ministérielle de déconcentration administrative
CMLS	: Comité ministériel de lutte contre le sida
CNDP	: Comité national de la dette publique
CNE	: Caisse nationale d'épargne
CODEP-MP	: Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de services publics
COSED	: Comité de suivi de l'économie et du développement
CP	: Crédit de paiements
CPC	: Commission permanente de concertation
CSEBT	: Comité de suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie
CTCI	: Classification type du commerce international
DAB	: Distributeurs automatiques de billets
DDII	: Direction du développement institutionnel et de l'innovation
DDP	: Direction de la dette publique
DGAIE	: Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat
DGB	: Direction générale du budget
DG-CMEF	: Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGCOOP	: Direction générale de la coopération
DGD	: Direction générale des douanes
DGDT	: Direction générale du développement territorial
DGEP	: Direction générale de l'économie et de la planification

DGESS	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGF	: Direction de la gestion des finances
DGF	: Dotations globales de fonctionnement
DGI	: Direction générale des impôts
DGTCP	: Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique
DRH	: Direction des ressources humaines
DSOFE	: Direction du suivi des opérations financières de l'Etat
DTS	: Droit de tirage spécial
EPE	: Etablissement public de l'Etat
FAD	: Fonds africain de développement
FBCF	: Formation brute de capital fixe
FBDES-TOOGO	: Fonds burkinabè de développement économique et social
FCFA	: Franc de la communauté financière africaine
FMI	: Fonds monétaire international
FOB	: Free on board (sans frais à bord)
GAB	: Guichets automatiques de billets
IAP	: Instrument automatisé de prévision
IARD	: Incendies, accidents et risques divers
IDH	: Indice de développement humain
IFPB	: Institut des finances publiques du Burkina
IGF	: Inspection générale des finances
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
INS	: Institut national de la statistique et de la démographie
ISBLSM	: Institution sans but lucratif au service des ménages
KFW	: Kreditanstalt Für Wiederaufbau (Banque Allemand de Développement)
LONAB	: Loterie nationale burkinabè
ME	: Monnaie étrangère
MEF	: Ministère de l'économie et des finances
MEMC	: Ministère de l'énergie, des mines et des carrières
na	: Non applicable
nd	: Non disponible
nda	: Non déclaré ailleurs
ODD	: Objectif de développement durable
ONG	: Organisation non gouvernementale
OPEP	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAP	: Plan d'action prioritaire
PGA	: Plateforme de gestion de l'aide
PIB	: Produit intérieur brut
PND	: Plan national de développement
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
PSGE	: Politique du secteur de la gouvernance économique
PTF	: Partenaires techniques et financiers
RRO/RCP	: Rémunération pour Reprographie des Œuvres (RRO) /Rémunération pour copie privée (RCP)
REV	: Revenu
RGPH	: Recensement général de la population et de l'habitation
SIGASPE	: Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat
SI@Nafolo	: Système intégré de gestion des Finances publiques
SFD	: Système financier décentralisé
SONABEL	: Société nationale d'électricité du Burkina
CNPE	: Comité national de politique économique

SP-CPF	: Secrétariat permanent du Comité de politique fiscale
SP-ITIE	: Secrétariat permanent de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives
SYGADE	système de gestion et d'analyse de la dette
TAF	: Taxe sur les activités financières
TBS	: Taux de bancarisation strict
TGUSF	: Taux global d'utilisation des services financiers
TINc	: Taux d'intérêt nominal des crédits
TINd	: Taux d'intérêt nominal des dépôts
TI	Trésoreries institutionnelles
TM	: Trésoreries ministérielles
TOFE	: Tableau des opérations financières de l'Etat
TPP	: Taxe sur les produits pétroliers
TUSM	: Taux d'utilisation des services de microfinance
TUSME	: Taux d'utilisation des services de monnaie électronique
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
UR	: Unité de recouvrement
VA	: Valeur ajoutée
VAN	: Valeur actualisée nette

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. 1: Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité et les sorties temporaires.....	22
Tableau 1. 2: Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité par catégorie, par sexe et par statut	22
Tableau 1. 3: Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité par région.....	22
Tableau 1. 4: Répartition de l'effectif du personnel du ministère en activité par tranche d'âge	23
Tableau 1. 5: Répartition de l'effectif du personnel du ministère en activité par ancienneté	23
Tableau 1. 6: Evolution des prévisions budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA)	23
Tableau 1. 7: Evolution des prévisions budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA) -suite-1	24
Tableau 1. 8: Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires du ministère (hors financements extérieurs en millions FCFA)	25
Tableau 2. 1: : Evolution de l'effectif de la population par région (ancien découpage) et selon le sexe	27
Tableau 2. 2: Effectif de la population par région et par sexe aux recensements de 2006 et 2019.....	29
Tableau 2. 3: Évolution du taux d'accroissement démographique intercensitaire	29
Tableau 2. 4: Evolution de la structure de la population par groupe d'âge et rapport de dépendance démographique	29
Tableau 2. 5: Evolution de la valeur ajoutée par secteur aux prix courants (en milliards FCFA)	29
Tableau 2. 6: Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, Valeurs courantes (en milliards FCFA).....	30
Tableau 2. 7: Evolution de la valeur ajoutée brute par secteur, volumes aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015 (en milliards FCFA)	30
Tableau 2. 8: Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, volumes aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015 (en milliards FCFA)	31
Tableau 2. 9: Evolution des taux de croissance du produit intérieur brut, de la consommation finale des ménages et du PIB réel/habitant en volume aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015	31
Tableau 2. 10: Evolution des indicateurs de l'inflation	32
Tableau 2. 11: Evolution des indicateurs de développement humain	32
Tableau 2. 12: Evolution de l'espérance de vie selon le sexe (en années)	32
Tableau 2. 13: Evolution des indices de pauvreté.....	32
Tableau 3. 1: Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget objet (en milliards FCFA)	34
Tableau 3. 2: Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget programme (en milliards FCFA) - fin.....	34
Tableau 3. 3: Evolution des recouvrements par régie au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA)	34
Tableau 3. 4: Evolution des recouvrements des impôts par nature de recettes (en milliards FCFA)	34
Tableau 3. 5: Evolution des impôts par grande catégorie (en milliards FCFA)	35
Tableau 3. 6: Evolution des impôts directs par type d'impôt (en milliards FCFA)	35
Tableau 3. 7: Evolution des impôts sur la propriété par type (en milliards FCFA)	35
Tableau 3. 8: Evolution des taxes sur les biens et services par type (en milliards FCFA)	36
Tableau 3. 9: Evolution des recettes mobilisées par la DGI par nature auprès des sociétés minières (milliards FCFA).....	36
Tableau 3. 10: Evolution des recouvrements de la DGD par type (en milliards FCFA)	37
Tableau 3. 11: Evolution des recettes douanières par grandes catégories (en milliards FCFA)	38
Tableau 3. 12: Evolution des taxes douanières sur les biens et services par nature (en milliards FCFA)	38
Tableau 3. 13: Evolution des recettes liées au commerce international (en milliards FCFA)	38
Tableau 3. 14: Evolution des recettes mobilisées par la DGD par nature au titre du code minier (en millions FCFA)	39
Tableau 3. 15: Evolution des recouvrements de la DGTCP par nature (en milliards FCFA)	39
Tableau 3. 16: Evolution des recettes minières mobilisées par la DGTCP par type (en milliards FCFA)	39
Tableau 3. 17: Evolution des recouvrements des UR de la DGI au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA)	40
Tableau 3. 18: Evolution des recouvrements des UR de la DGI au profit des collectivités territoriales (en milliards de FCFA)	40
Tableau 3. 19: Evolution des recouvrements par UR de la DGD (en milliards FCFA)	41
Tableau 3. 20: Evolution des recouvrements par UR de la DGTCP (en milliards FCFA)	41
Tableau 3. 21: Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires par titre selon l'optique Budget objet (en milliards FCFA)	42
Tableau 3. 22: Evolution de la situation de l'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA)	42
Tableau 3. 23: Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution hors financement extérieur (en milliards FCFA) selon l'optique Budget objet	44
Tableau 3. 24: Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA)	46
Tableau 3. 25: Evolution de l'exécution des dépenses du titre I par ministère et institution (en milliards FCFA)	75
Tableau 3. 26: Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA)	75
Tableau 3. 27: Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA)	76

Tableau 3. 28: Situation des dépenses du titre II par ministère et institution (en milliards FCFA)	76
Tableau 3. 29: Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA)	78
Tableau 3. 30: Situation des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA)	82
Tableau 3. 31: Evolution de l'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA)	84
Tableau 3. 32: Situation des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA)	88
Tableau 3. 33: Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA)	90
Tableau 3. 34: Situation des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA)	95
Tableau 3. 35: Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements « part Etat » par ministère et institution (en milliards FCFA)	96
Tableau 3. 36: Situation des dépenses du titre VI par ministère et institution (en milliards FCFA)	103
Tableau 3. 37: Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA)	103
Tableau 4. 1: Evolution de l'encours de la dette extérieure par détenteur (en milliards FCFA)	105
Tableau 4. 2: Evolution de l'encours de la dette intérieure par détenteur (en milliards FCFA)	105
Tableau 4. 3: Evolution du service de la dette publique selon l'origine par type de service (en milliards FCFA)	105
Tableau 4. 4: Evolution des principaux ratios d'endettement	106
Tableau 4. 5: Evolution des tirages sur emprunts par type (en milliards FCFA)	106
Tableau 4. 6: Evolution des allègements obtenus de la dette par type (en milliards FCFA)	106
Tableau 5. 1: Déboursement de l'aide extérieure par nature de financement (millions dollars US)	108
Tableau 5. 2: Déboursement de l'aide extérieure par secteur et sous-secteur nationaux de 2015 à 2020 (millions dollars US)	108
Tableau 5. 3: Déboursement de l'aide extérieure par secteur de planification (millions dollars US)	109
Tableau 5. 4: Evolution des principaux ratios de l'Aide publique au développement (APD)	109
Tableau 5. 5: Evolution de l'aide publique au développement par bailleur (en millions de dollars US)	109
Tableau 5. 6: Evolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financement	110
Tableau 5. 7: Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions dollars US)	111
Tableau 5. 8: Evolution de l'appui budgétaire par agence donatrice (en millions dollars US)	113
Tableau 5. 9: Evolution de l'aide alimentaire par agence donatrice (en millions dollars US)	114
Tableau 5. 10: Evolution de l'assistance et secours d'urgence par agence donatrice (en millions dollars US)	115
Tableau 6. 1: Evolution des opérations de recettes par nature (en milliards FCFA)	117
Tableau 6. 2: Evolution des opérations de recettes fiscales par type (en milliards FCFA)	117
Tableau 6. 3: Evolution des opérations de recettes non fiscales par type (en milliards FCFA)	117
Tableau 6. 4: Evolution des opérations de dépenses et prêts nets par nature (en milliards FCFA)	118
Tableau 6. 5: Evolution des soldes caractéristiques et financements (en milliards FCFA)	119
Tableau 7. 1: Evolution des recouvrements de recettes des régions collectivités territoriales (en millions FCFA)	121
Tableau 7. 2: Evolution de l'exécution des dépenses totales des régions collectivités territoriales (en millions FCFA)	121
Tableau 7. 3: Evolution des recouvrements des recettes totales par communes urbaines (en millions FCFA)	122
Tableau 7. 4: Evolution de l'exécution des dépenses totales par commune urbaine (en millions FCFA)	123
Tableau 7. 5: Evolution des recouvrements des recettes totales des communes rurales par région (en millions FCFA)	124
Tableau 7. 6: Evolution de l'exécution des dépenses totales des communes rurales par région (en millions FCFA)	124
Tableau 7. 7: Evolution des recouvrements des recettes des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)	124
Tableau 7. 8: Evolution de l'exécution des dépenses des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)	125
Tableau 8. 1: Evolution des flux du commerce extérieur (en milliards FCFA)	127
Tableau 8. 2: Evolution des exportations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)	127
Tableau 8. 3: Situation des principaux produits exportés selon la nomenclature CTIC (en milliards FCFA)	128
Tableau 8. 4: Evolution des principaux produits d'exportation (nomenclature INSD en milliards FCFA)	131
Tableau 8. 5: Evolution des exportations selon les principaux pays de destination (en milliards FCFA)	132
Tableau 8. 6: Evolution des importations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)	133
Tableau 8. 7: Situation des importations de quelques produits selon la nomenclature CTIC (en milliards FCFA)	134
Tableau 8. 8: Situation des principaux produits importés selon la nomenclature CTIC (en milliards FCFA)	134
Tableau 8. 9: Evolution des importations de quelques produits selon la nomenclature INSD (en milliards FCFA)	137
Tableau 8. 10: Evolution des importations selon certains pays d'origine (en milliards FCFA)	137
Tableau 9. 1: Présentation synthétique de la balance des paiements (en milliards FCFA)	140
Tableau 9. 2: Agrégats de monnaie (en milliards FCFA)	141
Tableau 9. 3: Situation des créances nettes sur l'Administration centrale (en milliards FCFA)	142
Tableau 9. 4: Situation des autres institutions de dépôt (en milliards FCFA)	143
Tableau 9. 5: Situation de la Banque centrale (en milliards FCFA)	144
Tableau 9. 6: Situation des créances sur les secteurs autres que l'Administration centrale (en milliards FCFA)	145
Tableau 9. 7: Situation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôt (en milliards FCFA)	146

Tableau 10. 1: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1er rang UEMOA)	149
Tableau 10. 2: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2ème rang UEMOA)	149
Tableau 11. 1: Evolution des marchés publics par mode de passation des ministères et institutions (en nombre).....	151
Tableau 11. 2: Evolution des marchés publics par mode de passation des ministères et institutions (en milliards FCFA)	151
Tableau 11. 3: Nombre d'institutions de microfinance (IMF) agréées et répartition des membres/clients	151
Tableau 11. 4: Evolution des encours de l'épargne, des crédits, des créances en souffrance (en milliards FCFA) et du portefeuille à risque.....	151
Tableau 11. 5: Répartition des points de services des IMF agréées par région et par province (en nombre)	152
Tableau 11. 6: Situation des indicateurs des Prestataires des Services Financiers	153
Tableau 11. 7: Situation des indicateurs des banques.....	153
Tableau 11. 8: Evolution du nombre de compagnies d'assurances	153
Tableau 11. 9: Evolution du nombre des intermédiaires	153
Tableau 11. 10: Situation des indicateurs des Emetteurs de Monnaie Electronique (en nombre).....	154
Tableau 11. 11: Evolution du nombre de bâtiments administratifs réhabilités et de baux administratifs conclus	154
Tableau 11. 12: Autres statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (en milliards FCFA)	154
Tableau 11. 13: Evolution du Parc Automobile de l'Etat	155
Tableau 11. 14: Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA).....	155
Tableau 11. 15: Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant du MEF (en milliers FCFA)	156
Tableau 11. 16: Situation des projets et programmes de développement en exécution sous tutelle du MEF	158

EQUIPE DE COLLECTE DE DONNEES

Nom et prénom (s)	Qualité
BAKAYOGO/ZOUNGO Aminata	Superviseur, DGESS
NIKIEMA S. Olivier	Coordonnateur, DGESS
GUIATIN Youssouf	Contrôleur, DGESS
DAKISSAGA Sayouba	Contrôleur, DGESS
OUEDRAOGO Abdoul Guelilou	Contrôleur, DGESS
OUANGO Moussa	Contrôleur, DGESS
COMPAORE Felix	Contrôleur, DGESS
SIMPORE Vincent	Contrôleur, DGESS
SAWADOGO Abdoulaye	Contrôleur, DGESS
TRAORE Noufou	Contrôleur, DGESS
OUATTARA Soma Ismael	Correspondant, DGI
OUEDRAOGO Oussenii	Correspondant, DGB/DISB
SAWADOGO Abdoulaye	Correspondant, DGB/DTFCT
KABORE Mahamoudou	Correspondant, DGD
TAPSOBA Kiswendsida Edouard	Correspondant, DGEP
OUATTARA Ibrahim	Correspondant, INSD
BAGAYA Aminata	Correspondant, DGCMEF
ZIDA/TAPSOBA Odile	Correspondant, DGTCP/DSOFE
SOULAMA Ibrahim	Correspondant, DGCOOP
OUEDRAOGO Sayouba	Correspondant, DGTCP/DDP
SENI Yves Innocent	Correspondant, DGTCP/RG
NABI Pousga	Correspondant, SEN-PND
GUIGMA Alidou	Correspondant, BCEAO
ILBOUDO Gaston	Correspondant, ANPFI
TAMBOURA Abdoul-Rasmané	Correspondant, DRH
OUEDRAOGO/ZONGO Bernadette	Correspondant, DGAIE
GANOU/ KINDA N. Véronique	Correspondant, DGF

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La présente note méthodologique décrit les principales étapes du processus de production de l'annuaire statistique 2025 de l'économie et des finances (ASEF), les grands domaines abordés, les changements majeurs intervenus et les insuffisances.

1- Processus de production de l'Annuaire statistique 2025 de l'économie et des finances

Le processus d'élaboration de l'ASEF 2025 s'est déroulé en trois phases : (i) collecte des données auprès des structures internes et externes au MEF, (ii) mise à jour de la base de données et (iii) validation des données et production de l'annuaire.

1.1- Phase de collecte des données

Dans l'optique de faciliter la collecte des données et de s'assurer de leur fiabilité, la Direction générale des études et des statistiques sectorielles du MEF s'appuie sur un réseau de correspondants statistiques désignés par chaque structure concernée qui sont chargés de renseigner les canevas de collecte de données après leur mise à jour.

Les données ont été collectées au cours des mois de mai à juillet 2026.

1.2- Phase de mise à jour de la base de données

La mise à jour a consisté essentiellement à examiner les données transmises par les structures et à alimenter la base de données de la période 2016-2025.

1.3- Phase de validation des données et de production de l'annuaire

Cette phase a été marquée par la tenue d'un atelier d'élaboration de l'ASEF 2025. Il a réuni des correspondants statistiques pour valider les données et élaborer l'annuaire statistique 2025.

2- Diffusion de l'annuaire statistique 2025

L'annuaire statistique de l'économie et des finances validé est diffusé sur les sites :

- ✓ de la DGESS (www.dgess.finances.bf) ;
- ✓ du MEF (www.finances.gov.bf) ;
- ✓ du CNS (www.cns.bf).

3- Thématiques abordées

Les thématiques abordées dans l'annuaire statistique 2025 sont :

- l'organisation et les moyens du ministère;
- les domaines socio-économiques et financiers;
- la gestion budgétaire et comptable (Etat et Collectivités territoriales);
- la gestion monétaire ;
- le commerce extérieur ;
- la surveillance multilatérale ;
- les domaines transversaux.

4- Principaux changements

L'ASEF 2025 a connu quelques changements par rapport à l'édition précédente. Ces changements sont :

- Le tableau 2.1 intitulé « Evolution de l'effectif de la population par région et selon le sexe » a été scindé en deux (2.1 et 2.1.a) pour tenir compte de l'ancien et du nouveau découpage administratif
- La dénomination « Système financier décentralisé » (SFD) a été remplacée par « Institution de microfinance » (IMF).
- Ajout d'un nouveau tableau 11.13 intitulé « Evolution du Parc Automobile de l'État »

L'élaboration de l'Annuaire statistique 2025 de l'économie et des finances (ASEF) s'est déroulée dans un contexte de réorganisation territoriale. En effet, les décrets N-2025-1012/PF/PRIM/MATM/MEF portant réorganisation du territoire national en circonscriptions administratives et N-2025-1003/PM/PRIM/MATM/MEF portant changement de dénomination de provinces et de régions circonscriptions administratives du 07 Août 2025 ont été pris en compte. Ainsi, le nombre de régions administratives est passé de treize (13) à dix-sept (17). Le second semestre de l'année 2025 a été considéré comme une phase transitoire vers l'opérationnalisation de cette réforme. De ce fait, certaines productions statistiques du Ministère n'ont pas pu intégrer le nouveau découpage. Ainsi, la présente édition a été élaborée sur la base des informations disponibles par région. Afin d'en faciliter l'exploitation, une matrice de correspondance entre les anciennes et les nouvelles régions est intégré au document.

5- Insuffisances

La principale insuffisance de l'ASEF 2025 reste la non disponibilité des données actuelles de certaines structures. Ces données sont relatives entre autres à :

- la situation de l'aide publique au développement pour l'année 2025 ;
- la situation de l'Indice de développement humain pour l'année 2024 et 2025 ;
- les données du commerce extérieur pour l'année 2025 ;
- les données des comptes nationaux pour l'année 2025 ;
- Au niveau des collectivités territoriales, le fonctionnement opérationnel et l'application du nouveau code, suivant le décret N 2025-1003/PM/PRIM/MATM/MEF portant changement de dénomination de provinces et de régions circonscriptions administratives et le décret N 2025-1012/PM/PRIM/MATM/MEF portant réorganisation du territoire national en circonscriptions administrative sont en cours d'exécution. Cette situation ne permet pas la présentation des statistiques des collectivités territoriales en tenant compte des implications de cette nouvelle réorganisation du territoire.



PREMIERE PARTIE :

PRESENTATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



1.1. Organisation du Ministère de l'économie et des

Aux termes de l'article 7 du décret n°2024-1022/PRES/PM du 02 septembre 2024 portant attributions des membres du Gouvernement, le Ministre de l'économie et des finances assure l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière de pilotage de l'économie, de finances publiques, de gestion du domaine foncier national, de prospective, de planification, de programmation, de gestion durable du développement et d'aménagement du territoire.

Pour prendre en charge sa mission, le Ministère de l'économie et des finances est organisé, conformément au décret n°2026-0348/PF/PRIM/MEF du 27 mars 2026, comme suit :

- le Cabinet du Ministre, Chef de département ;
- le Cabinet du Ministre délégué, chargé du budget ;
- le Secrétariat général.

Le Cabinet du Ministre, Chef de département comprend :

- le Directeur de cabinet ;
- les Conseillers techniques ;
- les Chargés de mission ;
- le Secrétariat particulier ;
- le Service du protocole ;
- le Service de sécurité du Ministre ;
- les structures de mission ;
- les structures transversales rattachées au Cabinet du Ministre.

Les structures de missions sont :

- l'Agence nationale du domaine foncier des organismes publics (ANDFOP) ;
- la Coordination nationale de lutte contre la fraude (CNLF) ;
- la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) ;
- le Secrétariat exécutif national de la Politique nationale de développement (SEN/PND) ;
- le Secrétariat permanent du comité de politique fiscale (SP/CPF) ;
- le Secrétariat permanent de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (SP/ITIE).

Les structures transversales rattachées au Cabinet du Ministre sont :

- la Direction de la communication et des relations presses (DCRP) ;
- l'Inspection générale des finances (IGF) ;
- la Direction de la gestion des finances (DGF)

Le Cabinet du Ministre délégué, chargé du budget comprend :

- le Chef de cabinet du Ministre délégué ;
- les Conseillers techniques ;
- le Secrétariat particulier ;
- le Service du protocole ;
- le Service de sécurité du Ministre délégué.

Le Secrétariat général comprend :

- les services du Secrétariat général ;
- les structures centrales ;
- les structures rattachées ;
- les structures déconcentrées.

Les structures centrales du Ministère de l'économie et des finances comprennent les directions générales spécifiques et les structures transversales rattachées au Secrétariat général.

Les directions générales spécifiques sont :

- la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP) ;
- la Direction générale de la coopération (DGCOOP) ;
- la Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (DGAIE) ;
- la Direction générale des douanes (DGD) ;
- la Direction générale des impôts (DGI) ;
- la Direction générale du budget (DGB) ;
- la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DGCMEF) ;
- la Direction générale du développement territorial (DGGDT) ;
- la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP).

Les structures transversales rattachées au Secrétariat général sont les suivantes :

- le Bureau comptable matières principal (BCMP) ;
- la Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSO) ;
- la Direction des archives et de la documentation (DAD) ;
- la Direction des marchés publics (DMP) ;
- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII) ;
- la Direction des affaires juridiques et du contentieux (DAJC) ;
- la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ;
- la Direction générale des systèmes d'information (DGSII).

Les structures rattachées sous tutelle du ministère et sont les suivantes :

- l'Institut des finances publiques du Burkina (IFPB) ;
- le Fonds burkinabè de développement économique et social « Toôgo » (FBDES «Toôgo ») ;
- l'Agence nationale de promotion de la finance inclusive (ANPFI) ;
- l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD¹) ;
- la Loterie nationale burkinabè (LONAB) ;
- Faso Transit et Logistique (FTL) ;
- la Caisse des dépôts et d'investissements du Burkina Faso (CDI-BF) ;
- l'Agence de gestion du péage (AGP).

Les structures déconcentrées sont les directions régionales de l'économie et des finances (DREF) et les régions douanières (RD). Les directions régionales de l'économie et des finances sont rattachées au Secrétariat général, tandis que les régions douanières sont rattachées à la Direction générale des douanes.

La Direction régionale de l'économie et des finances comprend des départements qui portent les attributions des structures centrales et des services :

- le Département de l'économie et de la planification (DEP) ;
- le Département des impôts (DI) ;
- le Département du budget, du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DBCMEF) ;
- le Département du trésor et de la comptabilité publique (DTCP), qui est la trésorerie régionale.

La Direction régionale de l'économie et des finances comprend aussi des directions provinciales dont les attributions, l'organisation et le fonctionnement sont précisés par arrêté du Ministre de l'Économie et des Finances.

¹ L'INSD dispose de trois (03) directions régionales

Dans le cadre de sa mission, des projets et programmes de développement sous sa tutelle technique sont mis en œuvre. En 2025, le portefeuille est constitué de quinze (15) projets et programmes.

Ce sont :

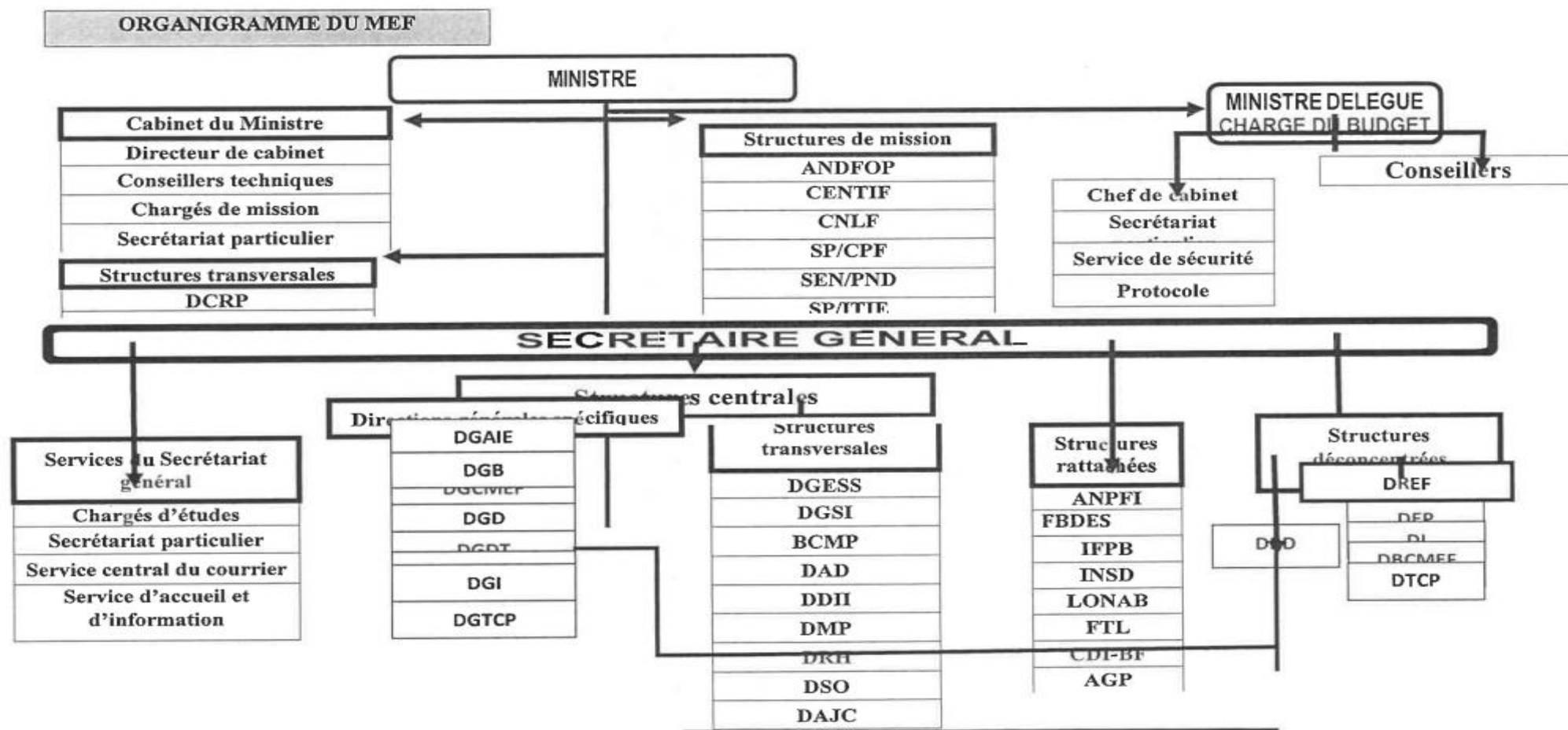
En exécution :

- ✓ Programme de coopération entre le Burkina Faso et le Royaume de Belgique (PC-BF-RB) ;
- ✓ Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL) ;
- ✓ Projet de protection du capital humain au Burkina Faso (PPCH-BF)
- ✓ Projet de résilience économique et système agroalimentaire dans le triangle Ouagadougou-Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (PRESA-OKDB)
- ✓ Projet d'appui au développement humain et aux services sociaux de base dans le triangle Ouagadougou-Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (PASS-OKDB)
- ✓ Projet d'appui à la gestion de l'aide de l'Union européenne pour le Burkina Faso (PAGA) ;
- ✓ Projet d'appui à l'inclusion financière et l'accès au financement des Petites et Moyennes Entreprises (PAIF-PME) ;
- ✓ Projet d'appui au renforcement de la gestion du foncier et des mines (PARGFM) ;
- ✓ Projet d'assistance technique et financière au profit de la Direction générale des impôts Phase 3 (PATF-DGI III) ;
- ✓ Projet communautaire de relèvement et de stabilisation pour le sahel (PCRSS) ;
- ✓ Projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest (PHASAO) ;
- ✓ Projet de promotion des finances inclusives et accès aux populations à faible revenu (PPFIB) ;
- ✓ Projet « renforcement des capacités nationales à l'intégration du dividende démographique dans les politiques de développement » (PRCNI-DD) ;
- ✓ Projet de stabilisation de l'axe Ouaga-Kaya-Dori-Djibo (Projet OKDD) ;
- ✓ Projet d'urgence de développement territorial et de résilience (PUDTR).

Par ailleurs, pour exécuter des missions spécifiques et assurer une bonne mise en œuvre du plan de travail du ministère, des cadres de concertations existent. Il s'agit :

- ✓ le Comité national de la dette publique (CNDP) ;
- ✓ le Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de services publics (CODEP-MP) ;
- ✓ le Comité de suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie (CSEBT) ;
- ✓ la Commission permanente de concertation (CPC) ;
- ✓ le Conseil d'administration du secteur ministériel (CASEM) ;
- ✓ le Comité de suivi de l'économie et du développement (COSED) ;
- ✓ le Comité ministériel de lutte contre le sida (CMLS) ;
- ✓ la Cellule genre ;
- ✓ la Cellule environnementale ;
- ✓ la Cellule ministérielle de déconcentration administrative (CMDA).

1.2. Organigramme du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective



1.3. Moyens du Ministère de l'économie et des finances

1.3.1. Ressources humaines du ministère

Tableau 1. 1: Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité et les sorties temporaires

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
En activité au sein du MEF	nd	nd	nd	nd	8 122	8 178	8 489	8 214	7 756	8 167
Mise à disposition	nd	nd	nd	nd	391	321	331	806	922	1 017
Mise en position de stage	nd	nd	nd	nd	253	221	230	436	363	437
Détachement	nd	nd	nd	nd	339	357	365	218	263	308
Disponibilité	nd	nd	nd	nd	124	124	129	130	132	124
Ensemble	8 368	8 538	9 312	9 411	9 229	9 201	9 544	9 804	9 436	10 053

Source : Direction des ressources humaines, base de données du personnel

Tableau 1. 2: Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité par catégorie, par sexe et par statut

	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022	2023	2024	2025
Effectif total	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122	8 178	8 489	8 214	7 756	8 167
Catégorie										
P	na	3	3	3	3	5	5	6	6	6
A et assimilées	2 480	2 841	3 367	3 382	2 643	2 731	2 956	3 009	2 813	2949
B et assimilées	2 258	2 248	2 518	2 566	2 253	2 280	2 396	2 337	2 237	2315
C et assimilées	2 253	2 049	2 158	2 185	2 665	2 612	2 593	2 390	2 270	2453
D et assimilées	1 050	1 052	928	934	261	255	261	232	215	239
E et assimilées	327	345	338	341	297	295	278	240	215	205
Sexe										
Hommes	6 750	6 845	7 486	7 569	6 602	6 676	6 876	6 600	6 228	6536
Femmes	1 618	1 693	1 826	1 842	1 520	1 502	1 613	1 614	1 528	1631
Statut										
Fonctionnaires	8 113	8 323	9 202	9 327	8 082	8 159	8 489	8 007	7 517	7936
Contractuels**	255	215	110	84	40	19	0	207	239	231

Source : Direction des ressources humaines, base de données du personnel

(*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEF

(**) Il s'agit des contractuels de l'Etat non encore reversés dans la loi 081 y compris ceux des EPE

Tableau 1. 3: Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité par région

Région	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022	2023	2024	2025
Bankui et Sourou (Ex Boucle du Mouhoun)	251	235	208	214	159	194	224	164	154	150
Tannounyan (Ex Cascades)	214	230	228	237	123	186	203	179	156	172
Kadiogo (Ex Centre)	5 058	5 183	6 361	6 372	5 146	5 284	5 369	5 648	5 328	5 718
Nakambé (Ex Centre-Est)	428	366	361	367	343	342	352	327	315	304
Koulsé (Ex Centre-Nord)	192	266	182	188	142	149	163	129	110	117
Nando (Ex Centre-Ouest)	270	287	273	281	219	234	268	265	256	250
Nazinon (Ex Centre-Sud)	231	209	212	218	259	251	296	215	227	242
Goulmou, Sirba et Tapoa (Ex Est)	345	327	321	327	306	295	298	182	157	148
Guiriko (Ex Hauts-Bassins)	586	649	413	421	724	588	632	526	499	493
Yaadga (Ex Nord)	223	226	222	228	227	202	195	140	135	135
Oubri (Ex Plateau Central)	136	148	133	143	141	132	139	132	134	127
Liptako et Djelgodji (Ex Sahel)	238	216	202	208	127	119	137	124	114	128
Djôrô (Ex Sud-Ouest)	196	196	196	207	206	202	213	183	171	183
Total	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122	8 178	8 489	8 214	7 756	8 167

Source : DGEES, à partir des données de la DRH/ base de données du personnel

(*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEF

Tableau 1. 4: Répartition de l'effectif du personnel du ministère en activité par tranche d'âge

Tranche d'âge	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022	2023	2024	2025
Moins de 20 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20 à 24 ans	72	120	131	131	41	4	0	12	30	110
25 à 29 ans	843	724	790	817	687	216	149	131	132	358
30 à 39 ans	4 192	3 911	4 269	4 304	3 688	3 716	3 845	2 696	2 350	2 282
40 à 49 ans	2 115	2 315	2 520	2 565	2 407	3 119	3 287	3 705	3 695	3 818
50 à 59 ans	1 146	1 433	1 564	1 594	1 299	1 123	1 208	1 670	1 549	1 599
60 ans et plus	0	35	38	0	0	0	0	0	0	0
Total	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122	8 178	8 489	8 214	7 756	8 167

Source : Direction des ressources humaines, base de données du personnel

(*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEF

Tableau 1. 5: Répartition de l'effectif du personnel du ministère en activité par ancienneté

Tranche d'ancienneté	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022	2023	2024	2025
Moins de 5 ans	2 609	1 809	1 974	2 064	1 552	777	621	489	464	1 089
5 à 9 ans	2 460	2 744	2 988	3 048	3 272	2 026	2 184	1 882	1 537	1 168
10 à 14 ans	966	1 390	1 517	1 577	1 138	2 570	2 745	2 379	2 238	2 192
15 à 19 ans	820	755	824	867	751	1 091	1 203	1 681	1 837	1 974
20 à 24 ans	643	699	763	812	524	773	751	617	669	791
25 à 29 ans	492	526	574	612	482	505	586	709	634	620
30 à 34 ans	289	430	469	377	261	326	310	399	355	298
35 ans et plus	89	185	202	54	142	110	89	58	22	35
Total	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122	8 178	8 489	8 214	7 756	8 167

Source : Direction des ressources humaines, base de données du personnel

(*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEF

1.3.2. Ressources financières du ministère

Tableau 1. 6: Evolution des prévisions budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA)

Nature	2016
Dépenses courantes	43 516,50
Personnel	26 506,60
Fonctionnement	5 566,90
Transferts courants	11 443,00
Dépenses en capital	40 742,10
Equipements et Investissements	40 742,10
Ressources nationales	35 272,20
Ressources extérieures	5 469,90
Subventions	4 469,90
Prêts	1 000,00
Total	84 258,60

Source : Direction de la gestion des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)

Tableau 1. 7: Evolution des prévisions budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA) -suite-1

	2017		2018		2019		2020	
	AE*	CP	AE*	CP	AE*	CP	AE*	CP
Dépenses ordinaires		85 275,30		109 892,34		109 596,54		87 180,45
Dépenses de personnel		28 279,70		28 157,42		35 177,50		34 733,29
Dépenses d'acquisitions de biens et services		45 119,60		60 235,75		42 095,22		26 912,85
Dépenses de transferts courants		11 876,00		21 499,17		32 323,82		25 534,31
Dépenses en capital	58 209,37	28 231,20	13 380,74	18 324,23	21 800,77	16 873,13	28 436,45	43 339,76
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	58 209,37	28 231,20	13 380,74	18 324,23	21 800,77	16 873,13	28 436,45	43 339,76
Financement sur budget national (ressources propres)	57 886,76	26 165,10	12 819,57	12 092,15	21 734,32	12 470,53	12 894,55	15 388,75
Financement sur ressources Extérieures	322,61	2 066,10	561,17	6 232,08	66,45	4 402,60	15 541,90	27 951,01
Subventions	322,61	2 066,10	561,17	4 524,23	66,45	3 622,02	1 201,87	10 504,94
Prêts	-	-	-	1 707,85	0,00	780,58	14 340,03	17 446,07
Total	58 209,37	113 506,50	13 380,74	128 216,57	21 800,77	126 469,67	28 436,45	130 520,21

Source : Direction de la gestion des finances, loi de règlement, SI- N@folo, SIGASPE

(*) il n'y a pas d'autorisation d'engagement pour les dépenses ordinaires.

Tableau N°1. 7 : Evolution des prévisions budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA) -suite-2

	2021		2022		2022		2023	
	AE*	CP	AE*	CP	AE*	CP	AE*	CP
Dépenses ordinaires		97 152,16	0	110 131,00	-	117 280,66		97 152,16
Dépenses de personnel		36 624,00	0	40 905,31	-	35 066,35		36 624,00
Dépenses d'acquisitions de biens et services		30 300,78	0	35 351,20	-	32 718,35		30 300,78
Dépenses de transferts courants		30 227,38	0	33 874,50	-	49 495,96		30 227,38
Dépenses en capital	42 240,86	47 647,00	71 143,45	59 357,13	90 746,40	110 848,89	42 240,86	47 647,00
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	42 240,86	47 647,00	71 143,45	59 357,13	90 746,40	110 848,89	42 240,86	47 647,00
Financement sur budget national (ressources propres)	21 044,08	20 838,09	12 551,94	13 612,23	7 365,51	9 212,43	21 044,08	20 838,09
Financement sur ressources Extérieures	21 121,78	26 724,95	58 591,51	45 744,89	83 380,89	101 636,46	21 121,78	26 724,95
Subventions	40,63	3 107,20	31 112,65	35 171,48	21 261,64	39 981,45	40,63	3 107,20
Prêts	21 081,15	23 617,75	27 478,86	10 573,42	62 119,25	61 655,01	21 081,15	23 617,75
Total	42 240,86	144 799,16	71 143,45	169 488,13	90 746,40	228 129,55	42 240,86	144 799,16

Source : Direction de la gestion des finances, loi de règlement, SI-N@folo, SIGASPE

(*) Il n'y a pas d'autorisation d'engagement pour les dépenses ordinaires.

Tableau N°1. 7 : Evolution des prévisions budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA) -fin

	2024		2025	
	AE*	CP	AE*	CP
Dépenses ordinaires		105 247,15		101 619,75
Dépenses de personnel		34 891,93		36 102,43
Dépenses d'acquisitions de biens et services		30 442,12		31 160,34
Dépenses de transferts courants		39 913,10		34 356,99
Dépenses en capital	103 327,95	112 750,45	42 049,96	119 680,17
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	103 327,95	112 750,45	42 049,96	119 680,17
Financement sur budget national (ressources propres)	14 340,97	19 999,86	5 632,43	9 069,27
Financement sur ressources Extérieures	88 986,98	92 750,64	36 417,53	110 610,90
Subventions	20 526,69	28 727,12	17 287,32	45 690,51
Prêts	68 460,29	64 023,51	19 130,21	64 920,39
Total	103 327,95	217 997,60	42 049,96	221 299,93

Source : Direction de la gestion des finances, loi de règlement, SI-N@folo, SIGASPE

Tableau 1. 8: Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires du ministère (hors financements extérieurs en millions FCFA)

Nature	2016
Dépenses courantes	43 500,2
Personnel	26 506,6
Fonctionnement	5 550,7
Transferts courants	11 442,9
Dépenses en capital	35 022,2
Total	78 522,4

Source : Direction de la gestion des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID), SIGASPE

Tableau N°1.8: Evolution de la situation de l'exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA) –suite-1

	2017		2018		2019		2020	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP*	AE	CP
Dépenses ordinaires		83 830,20		102 297,10		107 200,95		69 015,68
Dépenses de personnel		27 470,00		24 602,94		34 533,03		17 397,94
Dépenses d'acquisitions de biens et services		44 800,10		59 383,21		41 791,60		26 772,57
Dépenses de transferts courants		11 560,10		18 310,95		30 876,32		24 845,17
Dépenses en capital	26 701,51	26 996,50	1 303,70	12 557,70	8 970,04	13 736,50	28 436,44	35 956,97
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	26 701,51	25 060,63	1 303,70	12 557,70	8 970,04	13 736,50	28 436,44	35 956,97
Dépenses de transferts en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	26 701,51	110 826,70	1 303,70	114 854,80	8 970,04	120 937,45	28 436,44	104 972,65

Source : Direction de la gestion des finances, loi de règlement, SI-N@folo, SIGASPE

(*) Montant engagé visé et ordonnancé

Tableau N°1.8 : Evolution de la situation de l'exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA) –suite-2

	2021		2022		2023	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP*
Dépenses ordinaires		94 683,56		103 161,32		114 462,29
Dépenses de personnel		34 732,03	0,00	35 613,66	-	35 066,34
Dépenses d'acquisitions de biens et services		29 891,58	0,00	33 941,00	-	31 316,52
Dépenses de transferts courants		30 059,95	0,00	33 606,66	-	48 079,43
Dépenses en capital	15 324,00	16 660,74	36 462,64	58 406,81	7 365,51	108 783,64
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	15 324,00	16 660,74	11 177,13	58 406,81	7 365,51	108 783,64
Dépenses de transferts en capital	0,00	0,00	25 285,52	0,00	0,00	0,00
Total	15 324,00	111 344,30	36 462,64	161 568,14	7 365,51	223 245,94

Source : Direction de la gestion des finances, loi de règlement, SI-N@folo, SIGASPE

(*) Montant engagé visé et ordonnancé

Tableau N°1.8 : Evolution de la situation de l'exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA) -fin

	2024		2025	
	AE	CP*	AE	CP*
Dépenses ordinaires	0,00	104 863,94	0,00	101 207,51
Dépenses de personnel	0,00	34 898,44	0,00	36 050,08
Dépenses d'acquisitions de biens et services	0,00	30 052,41	0,00	30 852,39
Dépenses de transferts courants	0,00	39 913,09	0,00	34 305,03
Dépenses en capital	12 895,61	112 868,00	5 097,05	119 658,11
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	12 895,61	112 868,00	5 097,05	119 658,11
Dépenses de transferts en capital	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	12 895,61	217 731,93	5 097,05	220 865,61

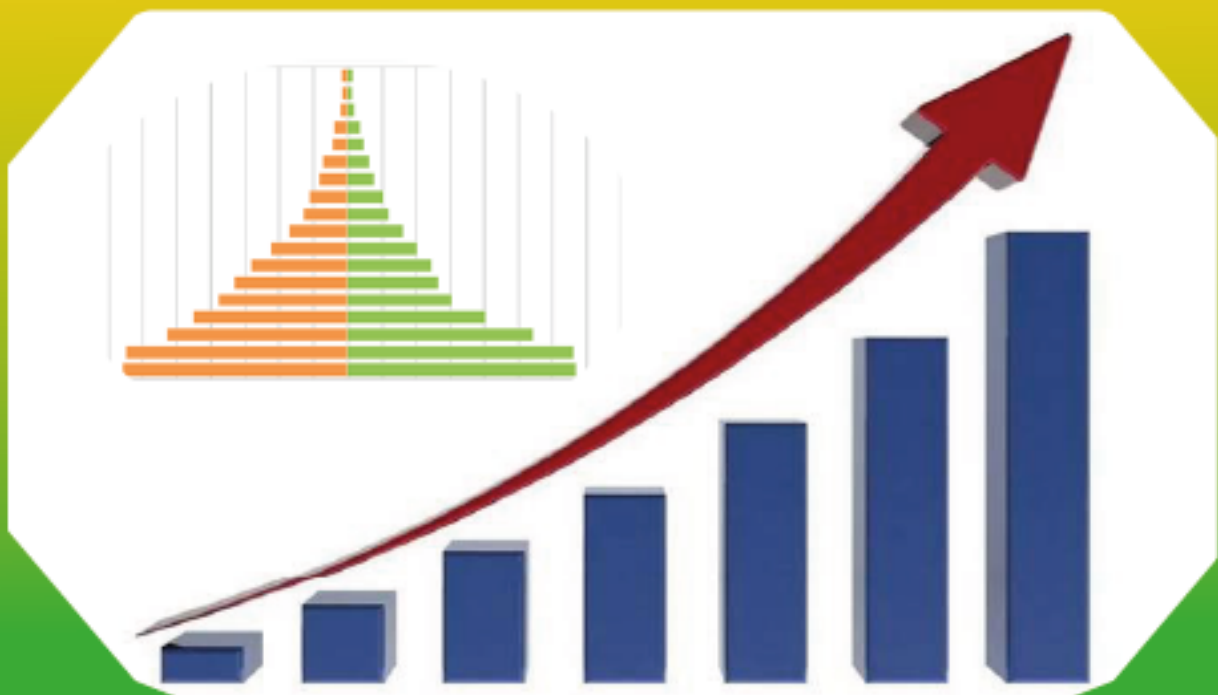
Source : Direction de la gestion des finances, loi de règlement, SI-N@folo, SIGASPE

(*) Montant engagé visé et ordonnancé



DEUXIEME PARTIE :

QUELQUES DONNEES SOCIOECONOMIQUES



2.1. Données démographiques

Tableau 2. 1: Evolution de l'effectif de la population par région (ancien découpage) et selon le sexe

	2016	2017	2018	2019*
Boucle du Mouhoun	1 871 492	1 923 192	1 976 217	1 901 269
Femmes	947 633	973 657	1 000 301	955 086
Hommes	923 859	949 535	975 916	946 183
Cascades	766 540	794 192	822 445	812 466
Femmes	394 295	408 452	422 896	420 560
Hommes	372 245	385 740	399 549	391 906
Centre	2 637 303	2 744 666	2 854 356	3 030 384
Femmes	1 313 150	1 366 387	1 420 713	1 540 872
Hommes	1 324 153	1 378 279	1 433 643	1 489 512
Centre-Est	1 515 518	1 561 208	1 607 993	1 580 508
Femmes	804 056	828 173	852 825	845 623
Hommes	711 462	733 035	755 168	734 885
Centre-Nord	1 593 214	1 639 966	1 687 858	1 874 669
Femmes	844 102	868 744	893 938	987 255
Hommes	749 112	771 222	793 920	887 414
Centre-Ouest	1 554 040	1 598 159	1 643 388	1 660 135
Femmes	838 044	861 711	885 930	891 548
Hommes	715 996	736 448	757 458	768 587
Centre-Sud	826 548	848 940	871 927	788 731
Femmes	437 333	449 111	461 181	414 493
Hommes	389 215	399 829	410 746	374 238
Est	1 668 520	1 722 513	1 777 738	1 942 805
Femmes	850 514	877 903	905 865	990 126
Hommes	818 006	844 610	871 873	952 679
Hauts-Bassins	2 025 513	2 091 282	2 158 541	2 239 840
Femmes	1 024 636	1 057 737	1 091 534	1 145 740
Hommes	1 000 877	1 033 545	1 067 007	1 094 100
Nord	1 544 677	1 587 866	1 632 149	1 722 115
Femmes	825 394	848 347	871 838	899 373
Hommes	719 283	739 519	760 311	822 742
Plateau Central	899 884	924 474	949 697	978 614
Femmes	481 349	494 431	507 824	520 027
Hommes	418 535	430 043	441 873	458 587
Sahel	1 312 463	1 353 307	1 395 109	1 098 177
Femmes	660 302	680 747	701 625	541 341
Hommes	652 161	672 560	693 484	556 836
Sud-Ouest	818 685	842 382	866 662	875 442
Femmes	425 685	437 942	450 474	452 264
Hommes	393 000	404 440	416 188	423 178
Burkina Faso	19 034 397	19 632 147	20 244 080	20 505 155
Femmes	9 846 493	10 153 342	10 466 944	10 604 308
Hommes	9 187 904	9 478 805	9 777 136	9 900 847

Source : INSD, les données de 2016 à 2018 sont issues de la projection démographique 2007-2030

*Données issues du RGPH5

Tableau N°2.1. A : Evolution de l'effectif de la population par région (nouveau découpage) et selon le sexe

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
BANKUI	1 062 678	1 090 789	1 119 183	1 147 788	1 176 571	1 205 534
Femmes	533 390	547 174	561 099	575 128	589 247	603 448
Hommes	529 288	543 615	558 084	572 660	587 324	602 086
DJÔRÔ	876 277	900 711	925 396	950 277	975 322	1 000 520
Femmes	452 347	464 693	477 167	489 738	502 392	515 122
Hommes	423 930	436 018	448 229	460 539	472 930	485 398
GOULMOU	545 261	562 634	580 223	597 993	615 910	633 940
Femmes	277 609	286 284	295 069	303 945	312 891	321 889
Hommes	267 652	276 350	285 154	294 048	303 019	312 051
GUIRIKO	2 399 834	2 476 331	2 553 728	2 631 854	2 710 593	2 789 890
Femmes	1 227 239	1 265 624	1 304 459	1 343 650	1 383 143	1 422 909
Hommes	1 172 595	1 210 707	1 249 269	1 288 204	1 327 450	1 366 981
KADIOGO	3 155 661	3 283 326	3 413 090	3 544 669	3 677 826	3 812 408
Femmes	1 603 806	1 667 713	1 732 660	1 798 491	1 865 095	1 932 388
Hommes	1 551 855	1 615 613	1 680 430	1 746 178	1 812 731	1 880 020
KOULSÉ	1 751 581	1 804 165	1 857 322	1 910 936	1 964 930	2 019 275
Femmes	922 531	949 692	977 149	1 004 837	1 032 718	1 060 778
Hommes	829 050	854 473	880 173	906 099	932 212	958 497
LIPTAKO	635 448	651 547	667 794	684 145	700 608	717 159
Femmes	311 802	319 506	327 286	335 110	342 993	350 918
Hommes	323 646	332 041	340 508	349 035	357 615	366 241
NAKAMBÉ	1 648 120	1 695 370	1 743 117	1 791 257	1 839 725	1 888 497
Femmes	881 274	906 039	931 065	956 293	981 691	1 007 247
Hommes	766 846	789 331	812 052	834 964	858 034	881 250
NANDO	1 675 634	1 721 466	1 767 761	1 814 420	1 861 380	1 908 625
Femmes	899 269	923 358	947 692	972 214	996 894	1 021 723
Hommes	776 365	798 108	820 069	842 206	864 486	886 902
NAZINON	795 205	814 305	833 588	853 013	872 557	892 216
Femmes	417 609	427 399	437 284	447 243	457 263	467 343
Hommes	377 596	386 906	396 304	405 770	415 294	424 873
OUBRI	1 138 603	1 169 545	1 200 805	1 232 314	1 264 031	1 295 944
Femmes	604 874	620 967	637 225	653 612	670 106	686 702
Hommes	533 729	548 578	563 580	578 702	593 925	609 242
SIRBA	773 318	797 870	822 681	847 722	872 937	898 345
Femmes	393 714	405 979	418 373	430 872	443 461	456 149
Hommes	379 604	391 891	404 308	416 850	429 476	442 196
SOUM	292 291	298 903	305 576	312 304	319 053	325 842
Femmes	143 420	146 578	149 762	152 978	156 200	159 441
Hommes	148 871	152 325	155 814	159 326	162 853	166 401
SOUROU	868 073	889 615	911 359	933 269	955 316	977 483
Femmes	435 707	446 258	456 909	467 639	478 435	489 295
Hommes	432 366	443 357	454 450	465 630	476 881	488 188
TANNOUNYAN	824 962	853 546	882 503	911 769	941 298	971 063
Femmes	426 712	441 244	455 964	470 837	485 841	500 962
Hommes	398 250	412 302	426 539	440 932	455 457	470 101
TAPOA	602 562	623 750	645 229	666 922	688 821	710 892
Femmes	306 779	317 383	328 128	338 981	349 932	360 966
Hommes	295 783	306 367	317 101	327 941	338 889	349 926
YAADGA	1 772 528	1 821 771	1 871 519	1 921 663	1 972 137	2 022 920
Femmes	924 788	949 941	975 353	1 000 963	1 026 741	1 052 676
Hommes	847 740	871 830	896 166	920 700	945 396	970 244
BURKINA FASO	20 818 036	21 455 644	22 100 874	22 752 315	23 409 015	24 070 553
Femmes	10 762 870	11 085 832	11 412 644	11 742 531	12 075 043	12 409 956
Hommes	10 055 166	10 369 812	10 688 230	11 009 784	11 333 972	11 660 597

Source : INSD, les données de 2020 à 2025 sont issues de la projection démographique actualisée 2020-2035.

Tableau 2. 2: Effectif de la population par région et par sexe aux recensements de 2006 et 2019

Région	2006			2019		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
Bankui et Sourou (Ex Boucle du Mouhoun)	714 342	728 407	1 442 749	946 183	955 086	1 901 269
Tannounyan (Ex Cascades)	261 368	270 440	531 808	391 906	420 560	812 466
Kadiogo (Ex Centre)	867 010	860 380	1 727 390	1 489 512	1 540 872	3 030 384
Nakambé (Ex Centre-Est)	529 333	602 683	1 132 016	734 885	845 623	1 580 508
Koulsé (Ex Centre-Nord)	565 986	636 039	1 202 025	887 414	987 255	1 874 669
Nando (Ex Centre-Ouest)	546 825	639 741	1 186 566	768 587	891 548	1 660 135
Nazinon (Ex Centre-Sud)	302 859	338 584	641 443	374 238	414 493	788 731
Goulmou, Sirba et Tapoa (Ex Est)	594 868	617 416	1 212 284	952 679	990 126	1 942 805
Guiriko (Ex Hauts-Bassins)	726 229	743 375	1 469 604	1 094 100	1 145 740	2 239 840
Yaadga (Ex Nord)	554 692	631 104	1 185 796	822 742	899 373	1 722 115
Oubri (Ex Plateau Central)	324 588	371 784	696 372	458 587	520 027	978 614
Liptako et Djelgodji (Ex Sahel)	481 375	487 067	968 442	556 836	541 341	1 098 177
Djôrô (Ex Sud-Ouest)	299 264	321 503	620 767	423 178	452 264	875 442
Burkina Faso	6 768 739	7 248 523	14 017 262	9 900 847	10 604 308	20 505 155

Source : DGEES, à partir des données de l'Institut national de la statistique et de la démographie.

Tableau 2. 3: Évolution du taux d'accroissement démographique intercensitaire

	1975-1985	1985-1996	1996-2006	2006-2019
Taux d'accroissement démographique (en %)	2,67	2,38	3,12	2,94

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, les rapports des RGPH

Tableau 2. 4: Evolution de la structure de la population par groupe d'âge et rapport de dépendance démographique

*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Moins de 15 ans	9 013 150	9 245 884	9 476 556	9 286 263	9 745 729	10 024 488	10 290 296	10 535 649	10 766 125	10 982 905
15 à 64 ans	9 464 398	9 818 466	10 190 131	10 531 217	10 412 309	10 766 315	11 134 596	11 521 076	11 924 920	12 346 599
65 ans et plus	556 849	567 797	577 393	68 7675	659 998	664 841	675 982	695 590	717 970	741 049
Total	19 034 397	19 632 147	20 244 080	20 505 155	20 818 036	21 455 644	22 100 874	22 752 315	23 409 015	24 070 553
Rapport de dépendance démographique ²	101	100	99	95	100	99	98	97	96	95

Source : DGEES/MEF, à partir des données de l'INSD

2.2. Éléments de comptabilité nationale aux prix courants

Tableau 2. 5: Evolution de la valeur ajoutée par secteur aux prix courants (en milliards FCFA)

Secteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*	2025**
Secteur primaire	1 651,43	1 686,23	1 853,25	1 711,60	1 827,75	1 888,59	2 396,33	2 318,74	2 935,08	3 401,54
Secteur secondaire	1 892,27	2 059,31	2 258,55	2 576,34	3 006,56	3 116,37	3 025,25	3 141,90	3 717,75	4 847,37
Secteur tertiaire	3 331,49	3 601,55	3 843,83	4 256,92	4 586,27	4 954,52	5 415,31	5 804,05	6 162,08	6 664,92
Impôts et taxes	729,94	844,21	870,45	848,95	781,69	963,41	779,03	935,01	1 206,66	1 262,44
Produit intérieur brut	7 605,12	8 191,30	8 826,08	9 393,80	10 202,27	10 922,88	11 615,92	12 199,70	14 021,57	16 176,27

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels (1999 à 2024)

(*) données estimées à partir des comptes nationaux trimestriels (CNT) Base 2015, SCN 2008

(**) donnée issue des estimations du comité de prévision et de conjoncture (CPC)/IAP, DGEP, Mars 2026.

² Nombre d'inactifs pour 100 personnes actives

Tableau 2. 6: Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, Valeurs courantes (en milliards FCFA)

	1,5	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*	2025**
Consommation Finale	6 484,56	6 905,44	7 299,06	7 715,64	8 164,32	8 882,30	10 108,83	10 352,23	11 421,70	12 705,48
Ménage	4 938,58	5 152,00	5 369,18	5 468,05	5 810,34	6 309,08	7 277,51	7 408,70	8 304,30	9 441,87
Administration Publique	1 255,39	1 453,08	1 625,71	1 925,72	2 018,43	2 211,66	2 437,48	2 549,43	2 721,02	3 263,61
ISBSLM3	290,59	300,37	304,17	321,86	335,55	361,56	393,84	394,1	396,37	nd
Formation Brut de Capital	1 581,53	1 807,15	1 918,71	1 856,02	1 750,86	1 693,91	2 097,60	2 488,97	3 075,48	1 598,88
Formation Brute de Capital Fixe	1 539,67	1 710,63	1 778,66	1 769,81	1 811,61	1 977,91	2 107,85	2 241,48	2 406,79	2 502,67
Variation des Stocks	40,78	95,3	138,63	84,51	-62,74	-286,12	-12,28	245,48	666,12	-903,79
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	1,08	1,22	1,42	1,7	2,00	2,12	2,02	2,02	2,57	nd
Exportations nettes	-460,97	-521,30	-391,69	-177,85	287,09	346,67	-590,51	-640,76	-474,91	1 871,91
Exportations	1 970,94	2 166,79	2 478,27	2 748,41	3 241,96	3 582,38	3 626,33	3 530,62	4 004,24	6 608,08
Biens	1 762,62	1 953,63	2 272,61	2 499,81	3 011,71	3 335,70	3 340,87	3 208,80	3 636,58	6 271,30
Services	208,33	213,17	205,65	248,6	230,25	246,69	285,46	321,82	367,66	336,77
Importations	2 431,91	2 688,09	2 869,95	2 926,26	2 954,87	3 235,72	4 216,84	4 171,38	4 479,15	4 736,17
Biens	2 073,81	2 311,19	2 491,34	2 511,30	2 567,45	2 817,81	3 745,10	3 688,60	3 992,47	4 207,47
Services	358,1	376,9	378,62	414,96	387,43	417,9	471,73	482,78	486,68	528,70
PIB	7 605,12	8 191,30	8 826,08	9 393,80	10 202,27	10 922,88	11 615,92	12 200,44	14 022,27	16 176,27
Ecart statistique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,74	0,70	

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels (1999 à 2024)

(*) données estimées à partir des CNT Base 2015, SCN 2008

(**) donnée issue des estimations de CPC/IAP, DGEP, Mars 2026

2.3. Eléments de comptabilité nationale en volume aux prix de l'année précédente chaînée

Tableau 2. 7: Evolution de la valeur ajoutée brute par secteur, volumes aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015 (en milliards FCFA)

Secteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*	2025
Secteur primaire	1 650,16	1 646,75	1 787,70	1 777,96	1 796,57	1 659,98	1 816,94	1 846,80	2 043,19	nd
Secteur secondaire	1 789,35	1 894,88	2 075,35	2 273,13	2 499,13	2 665,58	2 449,93	2 502,98	2 427,43	nd
Secteur tertiaire	3 289,56	3 492,95	3 670,68	3 963,98	3 870,88	4 353,63	4 536,12	4 703,65	4 953,76	nd
Impôts et taxes	683,04	830,51	847,52	854,83	869,74	953,24	996,74	1 052,54	1 193,20	nd
Produit intérieur brut	7 412,09	7 871,90	8 391,80	8 886,02	9 064,70	9 694,02	9 852,08	10 147,67	10 634,53	nd
Ecart statistique (écart de chaînage)	0,00	6,81	10,56	16,12	28,38	61,59	52,35	41,70	16,95	nd

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels (1999 à 2024)

(*) données estimées à partir des CNT Base 2015, SCN 2008

³ Les données des ISBSLM de 2025 sont contenues dans l'Administration publique et seront dissocié et renseigné lorsque les comptes définitifs seront disponibles

⁴ Les données des Acquisitions moins cessions d'objets de valeur de 2025 sont contenues dans les Variation des Stocks et seront dissocié et renseigné lorsque les comptes définitifs seront disponibles

Tableau 2. 8: Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, volumes aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015 (en milliards FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*	2023*	2024*	2025
Consommation Finale	6 449,90	6 800,58	7 041,30	7 424,45	7 361,90	7 905,93	8 289,12	8 566,54	9 339,50	nd
Ménage	4 929,90	5 110,16	5 236,96	5 428,65	5 549,23	5 739,89	5 990,20	6 159,67	6 775,20	nd
Administration Publique	1 233,83	1 398,39	1 509,33	1 696,88	1 543,32	1 822,95	1 924,58	2 024,09	2 174,57	nd
ISBLSM ⁵	286,17	290,65	291,92	290,61	279,60	311,26	338,88	344,39	348,06	nd
Formation Brute de Capital	1 564,18	1 758,61	1 949,13	2 167,97	2 135,10	2 002,48	2 277,23	2 347,04	2 677,54	nd
Formation Brute de Capital Fixe	1 518,13	1 654,52	1 796,41	2 064,83	2 196,49	2 282,53	2 256,85	2 358,32	2 587,54	nd
Variation des Stocks	45,03	109,20	165,25	105,19	-70,46	-272,54	-29,71	-103,60	-159,57	nd
Acquisitions moins ⁶ cessions d'objets de valeur	1,01	1,16	1,32	1,36	1,46	1,64	1,43	1,37	1,37	nd
Exportations nettes	-601,98	-692,09	-614,71	-710,67	-478,44	-358,39	-807,89	-842,48	-1 418,00	nd
Exportations	1 874,10	2 034,24	2 343,40	2 346,67	2 625,82	2 977,50	2 768,09	2 663,61	2 551,20	nd
Biens	1 666,80	1 821,42	2 134,64	2 098,12	2 378,40	2 710,45	2 483,80	2 495,27	2 383,46	nd
Services	207,30	212,18	205,56	247,88	240,90	255,28	283,18	205,74	202,40	nd
Importations	2 476,08	2 726,33	2 958,11	3 057,33	3 104,26	3 335,89	3 575,97	3 506,09	3 969,19	nd
Biens	2 125,75	2 361,01	2 592,70	2 657,46	2 703,43	2 908,82	3 107,56	3 235,19	3 712,40	nd
Services	350,33	366,26	367,92	401,01	402,43	428,85	470,25	335,95	340,74	nd
Produit Intérieur Brut	7 412,09	7 871,90	8 391,80	8 886,01	9 064,69	9 694,01	9 852,07	10 147,35	10 633,57	nd
Ecart statistique (écart de chaîne)	-0,0	4,8	16,1	4,3	46,1	144,0	93,6	-453,6	-729,4	nd

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels ;

(*) données estimées à partir des CNT Base 2015, SCN 2008

2.4. Autres éléments de comptabilité nationale

Tableau 2. 9: Evolution des taux de croissance du produit intérieur brut, de la consommation finale des ménages et du PIB réel/habitant en volume aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*	2025**
Croissance réelle du PIB (%)	6,0	6,2	6,6	5,9	1,9	6,9	1,6	3,0	4,8	5,3
Taux de croissance en volume de la consommation finale des ménages (%)	4,05	3,66	2,48	3,66	2,22	3,40	4,36	2,83	9,99	14,27
PIB/tête en Valeur courante (milliers de Fcfa)	399,55	417,24	435,98	458,12	490,07	509,16	525,79	536,61	599,74	672,04
PIB/tête en Volume chaîné 2015 (milliers de Fcfa)	389,41	400,97	414,53	433,36	435,43	451,88	445,95	446,35	454,86	nd

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels ;

(*) données estimées à partir des CNT Base 2015, SCN 2008

(**) les données 2025 sont issues des estimations de l'IAP/DGEP, mars 2026

⁵ Les données des ISBLSM de 2022, 2023 et 2024 sont contenues dans l'Administration publique et seront dissocié et renseigné lorsque les comptes définitifs seront disponibles⁶ Les données des Acquisitions moins cessions d'objets de valeur de 2022, 2023 et 2024 sont contenues dans les Variation des Stocks et seront dissocié et renseigné lorsque les comptes définitifs seront disponibles

2.5. Indicateurs de l'inflation

Tableau 2. 10: Evolution des indicateurs de l'inflation

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Déflateur annuel du PIB base 100 de 2015	102,6	104,1	105,2	105,7	112,5	112,68	117,90	120,22	131,85	nd
Déflateur de la consommation finale des ménages base 100 de 2015	100,2	100,8	102,5	100,7	104,7	109,90	121,50	120,30	122,60	nd
Taux d'inflation annuel (%)	-0,20	2,90	1,90	-3,20	1,90	3,90	14,10	0,70	4,20	-0,50

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels, IHPC

2.6. Indice de développement humain

Tableau 2. 11: Evolution des indicateurs de développement humain

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Indice du développement humain	0,420	0,423	0,434	0,452	0,449	0,449	0,438	0,459	nd	nd
Rang	182	183	182	182	184	184	185	186	nd	nd
Nombre de pays classés	189	189	189	189	191	191	193	193	nd	nd

Source : Rapports mondiaux sur le développement humain du PNUD

Tableau 2. 12: Evolution de l'espérance de vie selon le sexe (en années)

Sexe	1985	1991	1996	2006	2019
Hommes	48,20	50,70	53,50	55,80	60,00
Femmes	48,80	53,20	54,10	57,50	64,00
Ensemble	48,50	52,20	53,80	56,70	61,90

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Enquête démographique (1991) et les RGPH (1985, 1996, 2006 et 2019)

2.7. Indicateurs de pauvreté

Tableau 2. 13: Evolution des indices de pauvreté

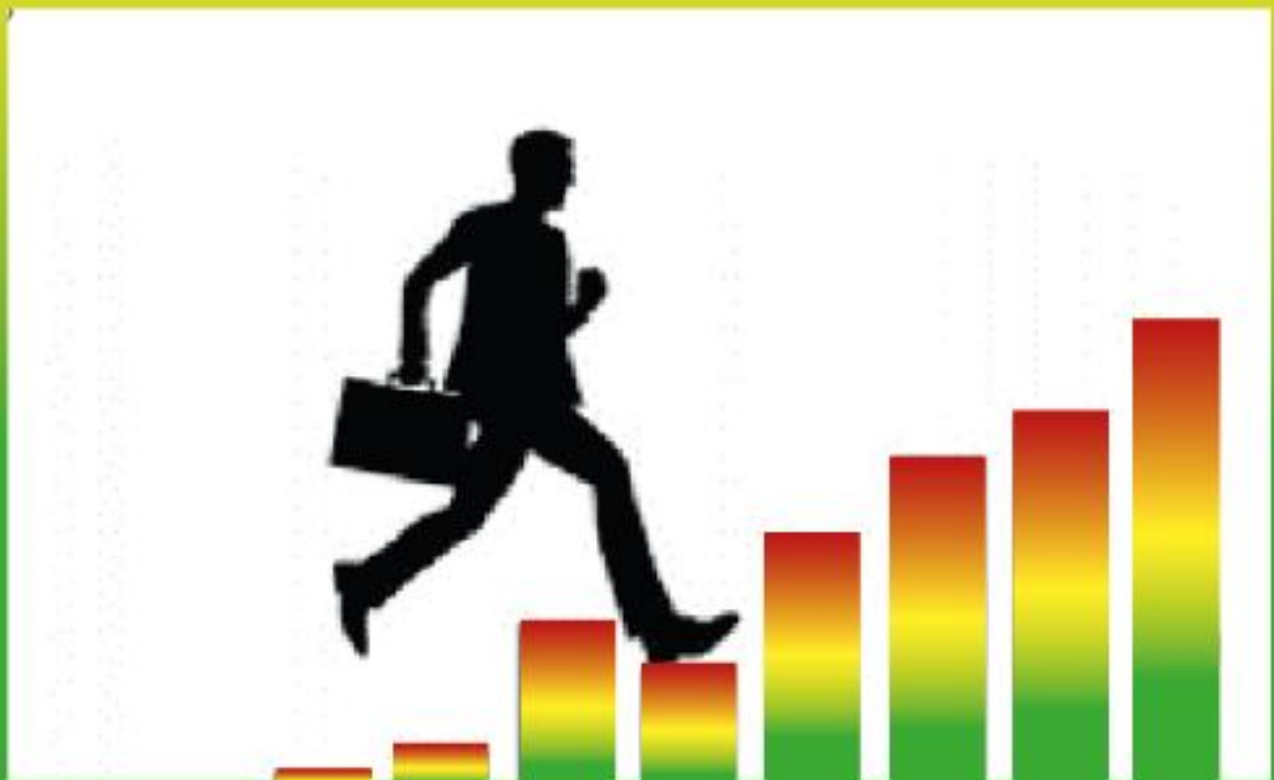
Indices de pauvreté	1994	1998	2003	2009	2014	2018	2021
Seuil de pauvreté (en FCFA)	41 099,0	72 690,0	82 672,0	130 735,0	153 530,0	194 629,0	247 806,0
Incidence P0 (%)	44,5	45,3	46,4	46,7	40,1	41,4	43,2
Profondeur P1 (%)	13,9	13,7	15,6	15,1	9,7	12,3	13,0
Sévérité P2 (%)	6,0	5,9	7,1	6,7	3,3	5,0	5,4

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, enquête sur les conditions de vie des ménages (EP 1994, 1998 ; EBCVM 2003 EICVM 2009-2010 ; EMC 2014, EHCVM 2018 et 2021)



TROISIEME PARTIE :

SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET



3.1. Recettes budgétaires

3.1.1. Situation globale des recettes

Tableau 3. 1: Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget objet (en milliards FCFA)

	2016
Recettes ordinaires	1 201,79
Recettes fiscales	1 040,29
Recettes non fiscales	160,05
Recettes en capital	1,45
Recettes extraordinaires	465,89
Dons	170,09
Emprunts	295,80
Recettes budgétaires	1 667,68

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau 3. 2: Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget programme (en milliards FCFA)

Natures	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	2025*
Recettes ordinaires	1 355,60	1 439,91	1 660,19	1 566,98	1 886,84	2 153,88	2 616,55	2 406,41	3 290,10
Vente de produits	0,00	3,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes fiscales	1 191,24	1 252,64	1 355,77	1 288,58	1 590,36	1 885,85	2 341,99	1 992,99	2 599,99
Recettes non fiscales	122,23	144,81	293,50	265,37	245,81	230,15	262,14	396,46	678,77
Produits financiers	27,76	2,63	2,55	3,30	14,90	9,64	1,91	2,34	1,48
Recettes exceptionnelles	14,37	36,62	8,38	9,72	35,76	28,23	10,51	14,61	9,86
Recettes extraordinaires	122,17	151,55	144,97	291,24	275,81	232,56	168,59	173,09	170,91
Dons programmes	60,99	78,59	102,43	157,92	120,50	60,27	0,67	0,00	0,00
Dons projets et legs	61,18	72,95	42,53	133,32	155,31	172,30	167,92	173,09	170,91
Recettes totales	1 477,77	1 591,45	1 805,16	1 858,22	2 162,65	2 386,44	2 785,14	2 579,50	3 461,01

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

(*) les données de 2024 sont celles de la loi de règlement et celles de 2025 sont de l'avant-projet de loi de règlement

Tableau 3. 3: Evolution des recouvrements par régie au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA)

Régie	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
DGD	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30	696,06	945,26	1 023,27	1 083,26	1 231,37
DGI	595,02	673,37	723,48	844,64	861,92	1 052,93	1 215,12	1 262,39	1 293,40	1 578,84
DGTCP	148,81	149,13	178,00	323,07	279,60	253,94	239,84	268,00	392,60	501,46
Ensemble	1 232,00	1 397,71	1 540,66	1 806,00	1 752,81	2 002,93	2 400,23	2 553,67	2 769,26	3 311,66

Source : DGESS à partir des données de la DGTCP ; DGI ; DGD.

3.1.2. Situation détaillée des recettes par nature et par régie

3.1.2.1. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des impôts

Tableau 3. 4: Evolution des recouvrements des impôts par nature de recettes (en milliards FCFA)

Nature	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Total recettes recouvrées au profit Budget Etat	595,02	673,37	723,48	844,64	861,92	1 052,93	1 215,12	1 262,39	1 293,40	1 578,84
Recettes fiscales	594,99	673,37	723,48	844,64	861,26	1 052,22	1 214,57	1 261,41	1 292,23	1 577,36
Recettes non fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,66	0,71	0,56	0,98	1,16	1,48
Recettes en capital	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes recouvrées au profit des collectivités	22,83	22,30	27,63	29,92	31,61	48,34	39,10	45,49	48,75	51,11
Ensemble	617,85	695,67	751,11	874,57	893,53	1 101,27	1 254,23	1 307,88	1 342,14	1 629,94

Source : Direction générale des impôts, rapport de l'atelier de stabilisation et de validation des recouvrements définitifs de la DGI

Tableau 3. 5: Evolution des impôts par grande catégorie (en milliards FCFA)

Grande catégorie	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Impôts directs	295,16	334,10	387,71	461,67	469,68	590,67	741,43	742,86	740,17	926,00
Impôts sur la propriété	10,69	8,42	7,81	8,59	10,24	12,92	10,46	12,18	21,66	13,68
Taxes sur les biens et services	288,47	330,19	327,23	373,66	381,01	448,60	462,66	506,37	530,39	524,89
Autres taxes	0,70	0,65	0,74	0,73	0,99	0,74	0,57	0,98	1,16	0,00
Total	595,02	673,37	723,48	844,64	861,92	1 052,93	1 215,12	1 262,39	1 293,40	1 464,56

Source : Direction générale des impôts, rapport de l'atelier de stabilisation et de validation des recouvrements définitifs de la DGI.

Tableau 3. 6: Evolution des impôts directs par type d'impôt (en milliards FCFA)

	2016	2017	2018*	2019**	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Impôt sur les sociétés	163,45	173,79	209,66	249,43	225,53	327,37	429,52	409,41	398,30	504,41
Impôt progressif sur les revenus	0,01	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impôt unique sur les traitements et salaires	78,32	89,66	101,50	113,74	134,78	131,07	157,16	175,92	176,79	188,11
Impôts sur les bénéfices industriels des personnes physiques	4,88	19,74	16,13	26,25	30,09	34,68	37,47	27,79	32,02	40,92
Impôts sur les bénéfices non commerciaux	6,05	6,67	8,01	9,48	7,54	12,67	12,45	12,89	12,74	25,73
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières	23,81	22,75	30,12	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00
Impôts sur les revenus des créances	5,46	6,15	4,71	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM)	na	na	na	43,92	51,06	61,26	76,37	87,94	89,51	142,29
Impôt sur les revenus fonciers	3,67	4,14	4,81	4,87	4,96	6,17	7,14	7,49	8,28	8,87
Taxe sur la plus-value des valeurs immobilières	0,73	1,18	0,35	0,76	1,08	0,87	2,65	1,21	0,61	0,85
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres miniers (TPVCTM)	na	na	na	na	0,00	0,35	0,34	1,64	1,31	3,69
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres de sociétés (TPVCTS)	na	na	na	na	0,00	0,00	0,06	0,10	0,49	11,12
Taxe patronale et d'apprentissage	8,76	10,81	12,43	13,21	14,65	16,23	18,27	18,46	20,12	22,31
Autres impôts directs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ensemble	295,16	334,95	387,71	461,67	469,68	590,67	741,43	742,85	740,17	948,30

Source : DGI, rapport de l'atelier de stabilisation et de validation des recouvrements définitifs de la DGI, 2016 à 2025

(*) Depuis 2018, l'impôt progressif sur les revenus est pris en compte dans l'IUTS ;

(**) à compter de 2019, l'IRC et l'IRVM ont été fusionnés pour donner l'IRC

Tableau 3. 7: Evolution des impôts sur la propriété par type (en milliards FCFA)

Type	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Droits d'inscription et d'immatriculation foncière	1,67	1,62	1,82	2,49	2,69	4,02	3,15	3,74	4,05	0,11
Droits de mutation	8,84	6,70	5,81	5,78	7,24	8,60	6,81	8,00	17,11	12,93
Droits de succession	0,17	0,10	0,16	0,27	0,25	0,26	0,41	0,32	0,42	0,62
Droits de donation	0,02	0,01	0,01	0,05	0,06	0,04	0,09	0,12	0,08	0,01
Impôts sur la propriété	10,69	8,42	7,81	8,59	10,24	12,92	10,46	12,18	21,66	13,68

Source : DGI, rapport de l'atelier de stabilisation et de validation des recouvrements définitifs de la DGI, 2016 à 2025

Tableau 3. 8: Evolution des taxes sur les biens et services par type (en milliards FCFA)

Nature	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taxes sur la valeur ajoutée	201,85	228,04	222,16	269,6	272,41	305,02	274,95	300,69	307,8	355,78
Taxe sur les Activités Financières (TAF)	na	na	na	na	na	20,02	58,06	64,88	70,03	66,18
Taxe sur le Ciment (TSC)	na	na	na	na	na	na	na	na	5,5	7,51
Taxes sur les boissons	19,55	23,79	24,26	27,56	31,43	37,17	37,77	35,9	35,7	44,43
Taxes sur les tabacs	17,67	18,36	22,27	24,16	22,65	23,68	23,89	23,44	25,18	30,53
Contribution du secteur boisson	9,46	10,48	10,61	1,08	0,01	0,01	0	0	0	0
Taxe sur les jeux de hasard	na	na	1,34	0,85	0,64	0,74	0,61	0,4	0,33	1,74
Taxe sur les contrats d'assurances*	4,37	4,34	4,01	4,4	na	na	na	na	0	0
Taxe unique sur les contrats d'assurances	na	na	na	na	4,97	5,64	6,14	7	7,81	7,86
Taxe sur les Emballages et Sachets Plastiques (TESPB&NB)	na	na	na	na	na	0	0	0	0	0
Contribution du Secteur Elevage (CSE)	na	na	na	na	na	0	0	0	0	0
Licences**	0,06	0,02	na	na	na	na	na	na	0	0
Autres droits d'enregistrement	24,41	30,87	29,29	32,21	35,1	36,94	41,13	50,1	54,47	72,62
Droits de timbre	7,99	10,19	9,79	9,96	7,97	10,45	10,45	11,1	10,6	12,15
Taxes pour le développement touristique	0,68	0,81	0,87	0,87	0,32	0,54	0,61	0,68	0,78	0,62
Taxe Spécifique sur les Entreprises de Télécommunication de promotion de Monnaies Electronique et de Transfert d'Argent (TSET/META (35%))	2,43	2,45	2,63	2,76	5,45	8,32	8,92	12,04	12,03	12,59
Prélèvement sur les Billets d'Avion (PBA)	na	na	na	0,2	0,05	0,08	0,13	0,13	0,14	0,13
Taxes sur biens et services	288,47	329,34	327,23	373,66	381,01	448,6	462,66	506,36	530,38	612,14

Source : DGI, rapport de l'atelier de stabilisation et de validation des recouvrements définitifs de la DGI, 2016 à 2025

(*) La taxe sur les contrats d'assurances devient la taxe unique sur les contrats d'assurance à partir de 2020

(**) La taxe sur les licences n'est plus comptabilisée dans le budget de l'Etat. Elle est versée aux collectivités territoriales à partir de 2018.

Tableau 3. 9: Evolution des recettes mobilisées par la DGI par nature auprès des sociétés minières (milliards FCFA)

Nature	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Total recettes budget Etat	68,85	87,10	97,09	103,81	117,67	228,35	258,15	234,73	215,64	368,78
Total Recettes Fiscales	68,85	87,10	97,09	103,81	117,67	228,35	258,15	234,72	215,64	368,78
Autres droits d'enregistrement (ADE)	0,04	0,01	0,02	0,01	0,01	0,05	0,03	0,25	0,24	2,57
Impôt sur les sociétés (IS)	26,41	38,82	48,99	53,08	50,84	135,35	180,60	139,03	126,39	209,53
Impôt sur les revenus des créances, dépôts et cautionnements (IRC)	0,18	2,58	5,63	4,61	na	na	na	na	na	0,00
Impôt sur les Revenus des créances et des valeurs Mobilières (IRCM)	na	na	na	na	10,61	17,85	23,40	28,86	20,56	65,47
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)	6,33	1,47	0,00	0,00	na	na	na	na	na	0,00
Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	19,04	21,29	22,36	22,90	26,53	27,92	26,82	25,52	24,97	29,46
Impôt sur les bénéfices industriels des personnes physiques / Minimum forfaitaire de perception (BIC-PP/MFP)	0,00	0,00	0,00	0,13	0,05	0,01	0,06	0,09	0,16	2,04
Retenues à la source / Impôts sur les revenus fonciers (RET/IRF)	0,10	0,10	0,11	0,13	0,13	0,13	0,15	0,14	0,12	0,23
Retenues intérieures (RET/INT)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na	0,00	0,00
Retenues extérieures (RET/ EXT)	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	na	0,00	0,00

Nature	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taxe patronale et d'apprentissage (TPA)	0,88	2,03	1,84	2,23	2,90	3,42	3,53	3,41	4,39	4,95
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	15,42	20,34	18,13	20,65	25,63	43,08	23,31	35,16	36,97	44,57
TSC	na	na	na	na	na	na	na	na	0,68	5,62
Taxe sur la plus-value immobilière (TPVI)	0,46	0,47	0,01	0,06	0,93	0,00	0,07	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres miniers (TPVCTM)	na	na	na	na	na	0,44	0,15	2,22	1,04	3,65
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres de sociétés (TPVCTS)	na	na	na	na	na	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits divers et accidentels (PDA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	na	na	na	na	0,00
Ventes d'Imprimés d'Attestation de situation fiscale (ASF)	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prestations des Services des impôts (PSI)	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices non commerciaux				0,01	0,02	0,02	0,02	0,01	0,06	0,21
DMI									0,00	0,00
Droits de timbre				0,00		0,00	0,00	0,01	0,01	0,14
Pénalités									0,05	0,33
Total recettes hors budget de l'Etat	0,54	0,97	1,69	1,83	2,48	4,99	2,96	6,60	16,02	9,88
Patente	0,40	0,82	1,54	1,68	2,47	3,93	2,62	5,30	5,85	8,57
Contribution des Micro Entreprises	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de résidence	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pénalités/Assiette	0,07	0,06	0,01	0,00	0,00	0,43	0,01	0,29	0,00	0,00
Pénalités/Recouvrement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na	na	na	na	0,00
Frais de poursuite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na	na	na	na	0,00
Pénalités	na	na	na	na	na	0,43	0,01	0,00	0,18	0,00
Autres	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00	8,92	0,00
Taxes sur la voirie	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,24	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les Armes	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe foncière sur les sociétés (ex Taxe sur les biens de mainmorte)	0,06	0,08	0,12	0,14	0,00	0,38	0,31	0,97	1,03	1,24
Taxe de Jouissance								0,03	0,02	0,02
Taxe sur les véhicules à moteur	na	na	na	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,04
Taxe sur les propriétés bâties et non bâties				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01
Total recettes minières	69,39	88,06	98,78	105,64	120,16	233,34	261,11	241,34	231,65	378,66

Source : DGI, rapport de l'atelier de stabilisation et de validation des recouvrements définitifs de la DGI, 2016 à 2025

3.1.2.2. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des douanes

Tableau 3. 10: Evolution des recouvrements de la DGD par type (en milliards FCFA)

Type	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Recettes fiscales	476,04	561,64	625,60	624,70	598,31	682,33	929,15	1 006,07	1 060,54	1 204,68
Recettes non fiscales	12,13	13,57	13,58	13,59	12,99	13,74	16,11	17,20	22,72	26,68
Total	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30	696,06	945,26	1 023,27	1 083,26	1 231,37

Source : DGD, situations des réalisations de recettes.

Tableau 3. 11: Evolution des recettes douanières par grandes catégories (en milliards FCFA)

Grandes catégories	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taxes sur les biens et services	316,94	380,45	423,44	428,82	413,02	467,30	633,53	688,11	720,83	806,50
Commerce International	139,17	159,51	180,42	175,07	163,93	191,37	265,33	287,39	305,16	356,74
Autres recettes fiscales	19,93	21,68	21,74	20,81	21,36	23,66	30,28	30,57	34,55	41,45
Recettes non fiscales	12,13	13,57	13,58	13,59	12,99	13,74	16,11	17,20	22,72	26,68
Total	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30	696,06	945,26	1 023,27	1 083,26	1 231,37

Source : DGD, situations des réalisations de recettes.

Tableau 3. 12: Evolution des taxes douanières sur les biens et services par nature (en milliards FCFA)

Nature	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taxe sur la valeur ajoutée	238,73	283,89	315,56	317,06	295,82	327,99	475,95	517,56	534,25	612,43
Taxe boissons	1,59	1,45	1,83	1,46	2,18	4,37	5,67	4,59	4,21	7,35
Colas	0,14	0,13	0,07	0,08	0,14	0,19	0,16	0,15	0,18	0,18
Tabacs/allumettes	1,19	1,28	1,84	1,71	1,50	1,06	1,34	1,37	1,84	1,29
Café/Thé	1,28	1,25	1,43	1,75	1,51	1,82	1,77	1,87	1,98	2,60
Taxes sur les produits pétroliers	71,82	90,17	100,04	102,92	106,86	125,77	143,15	157,70	172,98	176,08
Taxes sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques	0,32	0,24	0,27	0,35	0,36	0,61	0,70	0,58	0,61	0,73
Redevance informatique	1,88	2,04	2,08	2,33	3,62	3,72	3,61	3,15	3,62	4,01
Taxe sur les emballages plastiques	na	0,00	0,12	0,56	0,49	1,01	0,53	0,62	0,54	0,67
Taxe sur les véhicules de Tourisme	na	0,00	0,20	0,60	0,53	0,75	0,66	0,51	0,64	1,16
Total	316,94	380,45	423,44	428,82	413,02	467,30	633,53	688,11	720,83	806,50

Source : Direction générale des douanes/Direction de la comptabilité, situations des réalisations de recettes 2016 à 2025

Tableau 3. 13: Evolution des recettes liées au commerce international (en milliards FCFA)

	2016	2017	2018*	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Droit de douanes	123,15	140,24	159,78	154,22	144,16	169,38	235,78	255,09	270,45	317,09
Redevance statistique	15,60	18,82	20,19	20,25	19,43	21,67	29,19	31,82	34,34	39,38
Contribution du secteur élevage	0,42	0,45	0,45	0,42	0,34	0,31	0,36	0,47	0,38	0,27
Total	139,17	159,51	180,42	174,89	163,93	191,37	265,33	287,39	305,16	356,74

Source : Direction générale des douanes/Direction de la comptabilité, situations des réalisations de recettes 2016 à 2025.

(*) A partir de 2018, les amendes initialement comptabilisées dans le Commerce international sont prises en compte dans les autres recettes fiscales.

Tableau 3. 14: Evolution des recettes mobilisées par la DGD par nature au titre du code minier (en millions FCFA)

Nature	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Total recettes budget Etat	67 093,97	80 485,60	92 739,91	95 214,28	81 420,59	61 174,07	103 540,93	99 828,51	114 735,59	84 823,50
Acompte Impôt sur le Bénéfice (AIB)	72,18	155,55	157,11	67,72	60,40	108,50	92,86	185,95	952,37	414,47
Contribution pour le programme de vérification des importations (CPVI)	1 464,90	2 203,18	2 018,55	2 091,37	1 757,98	1 544,02	1 684,33	1 389,37	1 924,97	1 289,41
Droit de douanes (DD)	11 461,78	13 246,11	15 750,84	16 085,69	15 920,09	14 511,51	19 684,92	18 935,78	21 956,31	15 547,37
Prélèvement communautaire (CEDEAO)	1 242,83	1 747,40	1 770,24	1 906,48	1 698,23	1 478,82	2 138,40	1 932,13	2 653,72	524,77
Prélèvement confédéral AES	na	na	na	na	na	na	na	na	na	1 217,46
Prélèvement communautaire de solidarité (UEMOA)	1 668,35	2 313,72	1 896,27	1 915,95	1 622,07	1 442,89	1 519,05	1 268,90	1 761,03	1 168,95
Péage (PEA)	34,74	43,95	46,15	48,27	48,07	44,77	38,68	36,54	44,56	29,16
Redevance informatique (RI)	70,95	91,55	98,88	115,10	190,87	172,94	179,27	129,14	154,58	112,78
Redevance statistique (RS)	2 485,65	3 494,77	3 540,47	3 812,94	3 396,44	2 957,62	4 276,79	3 864,24	5 307,42	3 484,46
Remise spéciale (RSP)	65,51	78,55	90,00	92,99	76,96	51,05	93,24	85,47	97,25	73,34
Taxe sur la marge bénéficiaire (TMB)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00
Taxe spécifique sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques (TPPC)	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,13	0,84	0,00	0,01	0,00
Taxe sur les produits pétroliers (TPP)	8 401,04	10 435,28	11 968,23	12 803,88	13 425,95	11 931,08	13 300,27	10 409,21	13 352,13	9 690,14
Taxe sur les emballages plastiques (TEP)	na	na	na	3,38	1,49	2,59	2,49	4,00	1,76	1,95
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	40 126,04	46 675,54	55 403,16	56 270,49	43 222,03	26 928,16	60 529,79	61 587,78	66 529,45	51 269,23
Total Hors Budget Etat	15,92	65,45	59,05	88,76	41,26	46,96	68,59	72,29	83,58	66,76
RRO/RCP	15,92	65,45	59,05	88,76	41,26	46,96	68,59	72,29	83,58	66,76
Total	67 109,89	80 551,05	92 798,97	95 303,04	81 461,85	61 221,03	103 609,52	99 900,79	114 819,17	84 890,26

Source : Direction générale des douanes, SYDONIA WORLD

3.1.2.3. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique

Tableau 3. 15: Evolution des recouvrements de la DGTCP par nature (en milliards FCFA)

Nature	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Recettes courantes	147,28	135,57	168,50	314,30	270,12	245,46	227,17	259,01	383,88	496,10
Recettes fiscales	4,33	3,25	5,19	5,12	2,02	1,89	8,17	9,17	6,24	5,38
Recettes non fiscales	142,96	132,33	163,31	309,18	268,11	243,56	219,00	249,84	377,64	490,73
Recettes en capital	1,53	13,55	9,50	8,77	9,47	8,48	12,67	8,99	8,72	5,36
Total	148,81	149,13	178,00	323,07	279,60	253,94	239,84	268,00	392,60	501,46

Source : DGTCP/RG, situation des recouvrements des UR

Tableau 3. 16: Evolution des recettes minières mobilisées par la DGTCP par type (en milliards FCFA)

Type	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Royalties ou redevances proportionnelles	35,67	42,56	50,76	59,19	91,24	73,95	70,64	68,72	98,79	162,78
Taxes superficielles part Etat	7,42	8,11	8,86	6,91	9,98	4,32	5,89	5,69	5,60	5,15
Taxes superficielles part collectivités	1,85	2,03	2,22	1,73	2,50	2,88	1,47	1,42	1,40	4,21
Droits fixes/titre minier	0,24	1,14	1,60	0,92	1,01	0,59	0,40	0,83	0,74	0,59
Frais de dossier	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01
Pénalités	0,02	0,10	0,16	0,19	0,48	0,11	0,70	0,66	0,71	0,11

Type	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Amendes/BNAF			0,19	0,06	0,03	0,02	0,02	0,75	9,26	0,01
Vente sur saisi BNAF					0,06					0,00
Frais de prestations										
DGMG										0,19
Cessions des actifs miniers										5,40
Total	45,19	53,93	63,81	69,00	105,30	81,87	79,13	78,08	116,51	178,45

Source : DGTCP/Recette générale, Perception Spécialisée (PS/MEMC)

3.1.3. Mobilisation des ressources propres par Unité de recouvrement (UR)

Tableau 3. 17: Evolution des recouvrements des UR de la DGI au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA)

UR	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
DGE	497,01	564,03	603,42	715,78	726,55	886,60	1015,56	1 015,63	1 012,90	1 225,36
DME-C I	38,08	35,85	38,38	44,63	40,44	42,15	32,87	31,59	29,67	28,02
DME-C II	9,42	25,31	30,49	29,70	28,10	39,09	39,97	33,60	28,77	30,15
DME-C III	na	na	na	na	6,92	12,91	12,21	13,24	14,85	16,38
DME-C IV	na	na	na	na	na	na	47,39	100,29	105,11	126,79
DME-C V	na	na	na	na	na	na	na	na	24,40	53,81
DME-HBS	3,50	3,88	4,02	4,23	4,51	4,77	5,06	6,38	6,54	11,77
DGUF-O	6,12	5,05	4,03	4,79	5,73	7,18	5,09	5,87	10,37	8,26
DGUF-B	1,60	1,09	1,34	1,10	1,36	1,64	1,45	1,45	2,55	2,91
DRI-C	25,92	22,68	24,76	27,93	29,84	37,52	32,55	30,79	32,27	46,42
DRI-PC	1,02	1,03	1,24	1,33	1,40	2,05	1,88	1,89	2,50	2,79
DRI-CS	0,56	0,58	0,57	0,63	0,69	0,92	1,13	1,11	1,36	1,90
DRI-HBS	2,20	2,71	2,96	2,85	2,98	3,20	3,78	3,82	3,98	3,63
DRI-CSC	0,87	1,03	1,07	1,10	1,20	1,34	1,32	1,42	1,49	1,86
DRI-SO	0,48	0,52	0,59	0,61	0,80	1,06	1,00	1,03	0,94	1,18
DRI-CO	1,51	1,71	1,92	2,07	2,24	2,35	3,18	3,60	3,97	4,39
DRI-BMH	1,04	1,41	1,77	1,68	1,65	1,86	1,86	1,70	1,96	2,43
DRI-CN	1,24	1,55	1,49	1,25	1,35	1,57	1,77	1,86	2,01	2,01
DRI-SHL	0,72	0,74	0,98	0,86	1,16	1,41	1,09	1,41	1,35	1,67
DRI-N	1,24	1,50	1,46	1,27	1,61	1,76	1,83	2,00	2,27	2,39
DRI-E	1,30	1,35	1,34	1,27	1,57	1,75	2,01	1,59	1,84	1,86
DRI-CE	1,18	1,35	1,65	1,47	1,81	1,81	2,09	2,11	2,29	2,86
Ensemble	595,01	673,37	723,48	844,53	861,92	1 052,93	1 215,12	1 262,39	1 293,40	1 578,84

Source : DGI/Direction des services fiscaux (DSF), rapport de l'atelier de stabilisation et de validation des recouvrements définitifs de la DGI, 2016 à 2025

Tableau 3. 18: Evolution des recouvrements des UR de la DGI au profit des collectivités territoriales (en milliards de FCFA)

UR	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
DGE	7,58	5,8	7,21	8,58	9,81	11,82	12	22,77	26,93	27,65
DME-C I	1,05	0,9	1,29	1,32	1,33	1,25	0,95	0,8	0,77	0,77
DME-C II	0,22	0,74	1,04	0,95	0,89	0,87	0,83	0,8	0,75	0,74
DME-C III	na	na	na	na	0,18	0,36	0,44	0,47	0,49	0,49
DME-C IV	na	na	na	na	na	na	0,11	0,41	0,56	0,49
DME-C V	na	na	na	na	na	na	na	na	0,55	1,12
DME-HBS	1,56	1,59	2,09	1,99	1,93	1,99	2,38	0,92	0,3	0,43
DGUF-O	0,64	0,53	0,5	0,25	0,52	0,48	0,62	0,46	0,86	0,46
DGUF-B	0,23	0,19	0,2	0,21	0,28	0,3	0,29	0,26	0,48	0,18
DRI-C	4,23	3,51	3,61	3,76	4,05	5,96	5,18	6,74	7,8	8,37
DRI-PC	0,51	0,53	0,5	0,48	0,66	0,54	0,73	0,85	0,72	0,80
DRI-CS	0,22	0,26	0,24	0,28	0,32	0,48	0,53	0,65	0,59	0,65
DRI-HBS	1,83	1,54	1,67	1,68	1,95	2,31	2,21	2,92	2,14	2,51
DRI-CSC	0,61	0,65	0,65	0,7	0,66	0,85	0,9	0,72	1,12	1,35
DRI-SO	0,32	0,31	0,34	0,4	0,32	0,49	0,46	0,42	0,56	0,60
DRI-CO	0,57	0,58	0,59	0,69	0,67	1,22	1,44	0,88	0,97	1,09

UR	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
DRI-BMH	0,5	1,53	1,53	1,24	1,13	1,57	1,82	0,83	0,6	0,73
DRI-CN	0,97	0,52	2,5	2,26	2,72	2,74	3,21	0,6	0,45	0,50
DRI-SHL	0,16	1,32	1,79	3,01	2,01	2,05	2,15	1,66	0,17	0,11
DRI-N	0,4	0,43	0,38	0,4	0,46	0,61	0,49	0,49	0,53	0,54
DRI-E	0,67	0,68	0,72	0,88	0,81	0,75	1,1	0,94	0,45	0,45
DRI-CE	0,55	0,69	0,78	0,84	0,93	0,94	1,27	0,91	0,94	1,07
Ensemble	22,83	22,3	27,63	29,92	31,61	37,6	39,1	45,49	48,75	51,11

Source : DGI/Direction des services fiscaux (DSF), rapport de l'atelier de stabilisation et de validation des recouvrements définitifs de la DGI, 2016 à 2025

Tableau 3. 19: Evolution des recouvrements par UR de la DGD (en milliards FCFA)

Unité de recouvrement	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
DR Centre	387,81	449,21	500,39	497,98	483,54	537,08	708,73	785,07	821,78	944,28
DR Centre-Sud	na	5,05	7,42	6,89	6,57	10,55	10,29	12,36	14,93	17,86
DR Ouest	92,24	110,61	120,65	124,01	112,88	137,34	211,44	211,95	230,06	251,97
DR Centre-Est	5,03	6,28	6,60	6,40	5,63	7,64	11,56	10,38	12,48	13,30
DR Est	1,77	1,93	2,35	1,42	1,27	0,95	0,10	0,07	0,07	0,04
DR Sud-Ouest	0,25	0,76	0,84	0,85	0,94	1,83	1,99	2,77	3,17	3,52
DR Nord	1,07	1,37	0,93	0,73	0,47	0,67	1,16	0,67	0,78	0,40
Total	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30	696,06	945,26	1 023,27	1 083,26	1 231,37

Source : DGD/Direction de la comptabilité, situations des réalisations de recettes 2016 à 2025

Tableau 3. 20: Evolution des recouvrements par UR de la DGTCP (en milliards FCFA)

	2016	2017	2018*	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Groupe RG	145,18	145,22	178,00	323,07	279,60	253,94	239,84	268,00	392,60	501,46
Recette Générale	19,17	15,74	28,36	151,39	70,03	73,48	27,67	27,01	40,41	48,93
DAMOF	32,62	33,23	43,08	60,84	66,01	57,21	80,49	113,51	187,68	224,56
DDP	2,31	14,89	13,93	10,86	11,73	10,16	15,41	10,37	9,83	6,02
TMDC	2,90	3,32	3,17	3,10	2,05	2,37	2,50	2,04	2,02	na
SCSP	2,82	2,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na
AJE	1,40	0,77	0,47	0,74	0,68	0,11	0,00	0,07	na	na
PS/MEF	2,05	1,93	1,92	1,29	1,68	2,77	1,29	1,38	1,93	2,13
PS/MTMUSR	3,10	3,26	3,82	4,75	5,85	7,03	6,22	5,67	5,25	6,35
PS/MDICAPME	14,99	0,36	0,40	1,01	1,02	1,14	1,30	0,99	1,21	1,54
PS/MATDS	4,59	4,23	3,95	4,32	2,56	3,58	4,80	6,29	7,41	8,42
PS/MEEA	1,84	1,56	1,62	1,23	1,17	1,20	0,89	0,82	1,10	1,07
PS/MCCAT	0,13	0,08	0,16	0,06	0,11	0,08	0,08	0,18	0,12	0,22
PS/MESRI	0,03	0,03	0,03	0,04	0,04	0,07	0,07	0,07	0,10	0,12
PS/MEMC	48,04	55,76	67,66	73,10	106,41	82,91	86,43	86,47	121,68	182,81
PS/MARAH (Volet Agriculture)	0,60	0,68	0,68	0,63	0,74	0,68	0,69	0,73	0,70	3,40
PS/MJDHRI	1,15	1,23	2,70	3,28	1,45	2,39	2,09	3,03	2,77	4,19
PS/MUAFH	0,22	0,25	0,55	0,31	0,47	0,56	0,96	0,65	0,80	1,00
PS/MSAHRNGF	0,08	0,02	0,04	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
PS/MFPTPS	0,56	0,78	0,91	0,80	2,42	2,77	2,89	2,42	2,83	3,23
PS/MSHP	0,45	0,43	0,55	0,54	0,35	1,58	0,54	0,36	0,40	0,53
TM/MENAPLN	1,01	1,14	1,39	1,48	1,54	1,36	3,55	3,33	3,38	3,40
PS/MARAH (Volet Ressources animales)	0,30	0,20	0,17	0,18	0,42	0,51	0,24	0,25	0,25	0,30
PS/MSJE	0,07	0,09	0,03	0,04	0,06	0,07	0,10	0,10	0,09	0,10
PS/MAECRBE	0,12	0,12	0,11	0,12	0,05	0,09	0,10	0,15	0,17	1,94
PS/MTDPCE	0,00	0,02	0,06	0,04	0,04	0,06	0,05	0,27	1,42	0,41
PS/MDAC	4,62	2,35	2,26	2,87	2,71	1,77	1,46	1,82	1,04	0,78
Groupe TR	3,63	3,91	0,00	na	na	na	na	na	na	na
TRHB	1,06	1,09	na	na	na	na	na	na	na	na
TR Cas	0,21	0,20	na	na	na	na	na	na	na	na
TRBM	0,13	0,14	na	na	na	na	na	na	na	na
TRCO	0,12	0,11	na	na	na	na	na	na	na	na
TRSO	0,11	0,14	na	na	na	na	na	na	na	na

	2016	2017	2018*	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
TRE	0,56	0,63	na	na	na	na	na	na	na	na
TRCE	0,82	0,85	na	na	na	na	na	na	na	na
TRN	0,13	0,13	na	na	na	na	na	na	na	na
TRPC	0,07	0,17	na	na	na	na	na	na	na	na
TRCS	0,22	0,21	na	na	na	na	na	na	na	na
TR Sahel	0,12	0,14	na	na	na	na	na	na	na	na
TRCN	0,09	0,09	na	na	na	na	na	na	na	na
Total	148,81	149,13	178,00	323,07	279,60	253,94	239,84	268,00	392,60	501,46

Source : DGTCP/Recette générale, situation des unités de recouvrement

(*) les recettes recouvrées par les TR au profit du budget de l'Etat concernait uniquement le péage qui sont transférées au Fond spécial routier depuis 2018

3.2. Dépenses budgétaires

3.2.1. Situation d'exécution des dépenses par titre budgétaire

Tableau 3. 21: Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires par titre selon l'optique Budget objet (en milliards FCFA)

Titre	2016
Dépenses ordinaires	1 279,07
Titre 1 : Amortissements, charge de la dette	229,10
Titre 2 : Dépenses de personnel	556,88
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	127,20
Titre 4 : Transferts courants	365,89
Dépenses en capital	535,88
Titre 5 : Dépenses d'investissements	528,89
Etat	319,45
Subventions	100,85
Prêts	108,58
Titre 6 : Transferts en capital	6,99
Total dépenses budgétaires	1 814,95

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau 3. 22: Evolution de la situation de l'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA)⁷

*	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses ordinaires		1 311,88	1 299,24		1 413,47	1 382,70		1 650,35	1 612,32
Charges financières de la dette		67,69	69,63		99,71	95,77		100,00	116,77
Dépenses de personnel		620,89	619,31		705,52	695,70		845,90	844,24
Dépenses d'acquisition de biens et services		180,34	173,91		198,55	192,47		209,96	201,10
Dépenses de transferts courants		442,46	436,34		409,19	398,33		493,98	449,86
Dépenses en atténuation des recettes		0,50	0,05		0,50	0,42		0,50	0,36
Dépenses en capital	2 270,97	985,91	673,37	1 222,77	778,47	564,76	780,54	716,32	525,31
Investissements exécutés par l'Etat	2 250,78	965,71	656,85	1 190,27	752,97	542,53	775,48	711,26	524,00
Etat	1 444,75	577,66	555,28	849,32	444,32	432,44	409,49	409,35	393,63
Subventions	209,36	261,44	61,18	100,41	174,21	49,95	92,48	171,26	44,08
Prêts	596,68	126,62	40,39	240,54	134,44	60,13	273,51	130,65	86,28
Transferts en capital	20,19	20,19	16,52	32,50	25,50	22,23	5,06	5,06	1,31
Total	2 270,97	2 297,78	1 972,61	1 222,77	2 191,93	1 947,45	780,54	2 366,67	2 137,63

Source : DGB /lois de règlements

⁷ La nomenclature budgétaire en 2017 a changé en tenant compte de l'opérationnalisation du Budget Programme.

Tableau N°3.22 : Evolution de la situation de l'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA) (suite)

	2020			2021			2022		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses ordinaires		1 677,95	1 665,87		1 771,57	1 778,05		1 924,70	1 940,17
Charges financières de la dette		113,38	139,91		173,60	191,76		195,80	229,50
Dépenses de personnel		898,01	897,20		950,00	949,52		1 012,03	1 009,11
Dépenses d'acquisition de biens et services		186,20	175,82		199,95	196,73		219,71	209,59
Dépenses de transferts courants		479,87	452,48		447,20	439,23		496,16	491,26
Dépenses en atténuation des recettes		0,50	0,46		0,82	0,82		1,00	0,70
Dépenses en capital	695,49	854,81	737,04	643,64	901,22	772,38	673,33	1 127,30	994,20
Investissements exécutés par l'Etat	630,49	789,81	675,35	623,64	891,67	762,83	663,33	1 122,41	989,37
Etat	323,77	437,55	411,85	378,76	546,09	509,23	316,61	776,25	728,44
Subventions	116,99	208,80	141,70	135,22	221,09	155,27	138,59	221,67	172,20
Prêts	189,73	143,46	121,80	109,66	124,49	98,33	208,13	124,49	88,74
Transferts en capital	65,00	65,00	61,69	20,00	9,55	9,55	10,00	4,90	4,83
Total	695,49	2 532,76	2 402,91	643,64	2 672,78	2 550,43	673,33	3 052,01	2 934,37

Source : DGB/Lois de règlement.

Tableau N°3.22 : Evolution de la situation de l'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA) (fin)

	2023			2024*			2025*		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses ordinaires		2 090,12	2 089,19		2 289,85	2 296,14		2 773,03	2 776,16
Charges financières de la dette		234,16	245,39		292,77	310,42		343,95	360,98
Dépenses de personnel		1 097,18	1 096,90		1 177,38	1 170,75		1 274,60	1 273,35
Dépenses d'acquisition de biens et services		218,17	211,17		224,37	220,88		230,85	226,47
Dépenses de transferts courants		538,82	533,96		593,60	592,34		922,16	913,93
Dépenses en atténuation des recettes		1,79	1,76		1,74	1,74		1,48	1,44
Dépenses en capital	840,20	1 336,02	1 253,95	794,10	1 416,26	1 356,34	612,58	1 322,37	1 298,77
Investissements exécutés par l'Etat	840,20	1 329,20	1 247,13	737,35	1 357,28	1 300,09	594,58	1 289,37	1 266,62
Etat	440,23	830,51	804,97	501,63	884,51	827,39	295,42	772,75	753,02
Subventions	162,19	203,61	177,98	75,70	179,59	179,52	56,00	170,35	170,07
Prêts	237,78	295,08	264,18	160,01	293,17	293,17	243,16	346,28	343,52
Transferts en capital	0,00	6,82	6,82	56,75	58,98	56,25	18,00	33,00	32,15
Total	840,20	3 426,14	3 343,14	794,10	3 706,11	3 652,47	612,58	4 095,41	4 074,94

Source : DGB/Lois de règlement

(*) Les données de 2024 sont celles de la loi de règlement et celles de 2025 sont de l'avant-projet de la loi de règlement.

3.2.2. Evolution des dépenses par ministère et institution

Tableau 3. 23: Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution hors financement extérieur (en milliards FCFA) selon l'optique Budget objet

Ministère et institution	2016
Présidence	19,06
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministre	0,61
Premier Ministère	21,14
Parlement	na
Assemblée Nationale	12,66
Conseil Economique et Social	0,79
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na
Ministère des Relations avec le Parlement et des reformes politiques	na
Ministère des Relations avec les institutions et des reformes politiques	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation.et Sécurité.	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure.	87,03
Ministère de la Justice	na
Ministère de la Justice Promo. Droits Hum.	na
Ministère de la Justice, Droits Humains et de la Promotion. Civique	18,85
Ministère de la Défense	na
Ministère Défense Nationale et des Anciens Combattants.	95,43
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	34,46
Ministère de la Sécurité	0,26
Ministère de l'Economie et des Finances	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	306,91
Ministère des Finances et du Budget	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et francophonie	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	4,56
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na
Ministère.de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Administration.	na
Ministère.de la Fonction Publique, du Travail et de Sécurité. Sociale	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail.et de la Protection Sociale	9,12
Ministère de l'Information	na
Ministère de la Communication	na
Ministère de la Communication, chargé des Relations avec Conseil National de la Transition	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	8,36
Ministère de la Promotion de la Femme	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	1
Ministère. Femme. Solidarité Nationale et de la Famille	12,58
Ministère des Sports et des Loisirs	7,46
Ministère de la Santé	146,71
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	na
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na
Ministère de l'Education Nationale et Alphabétisation	266,24
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur	na
Ministère de l'enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	121,4
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na
Ministère de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na
Ministère de l'Industrie Commerce et l'Artisanat	4,28
Ministère des Carrières et de l'Energie	na

Ministère et institution	2016
Ministère des Mines et de l'Energie	9,58
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	na
Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique.	na
Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na
Ministère Agri Ress. Hydr. Ass&Séc Alimentaire	na
Ministère de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	48,56
Ministère des Ressources Animales	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	9,93
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	na
Ministère de l'Environnement et des Ressources. Halieutiques	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	11,21
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	na
Ministère des Infrastructures, du désenclavement et des Transports	na
Ministère des Infrastructures	61,24
Ministère des Postes et Télécommunications (Technologie)	na
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	na
Ministère des Transports	na
Ministère des Transports, des Postes et de l'Economie Numérique.	na
Ministère. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	0,45
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	3,18
Ministère de l'Economie et du Développement	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na
Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi.	na
Ministère Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle	13,74
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	6,22
Ministère. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na
Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	1,73
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	25,32
Grande Chancellerie	0,51
Conseil Supérieur de l'Information	na
Conseil Supérieur de la communication	0,64
Inspection Générale de l'Etat	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	0,8
Délégation Générale à l'Informatique	na
Conseil Constitutionnel	0,79
Conseil d'Etat	0,63
Cour des Comptes	1
Cour de Cassation	1,07
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,21
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,33
Médiateur du Faso	0,43
Transferts Ressources Collectivités Territoriales	15,05
Dépenses Communes Interministérielles	213,99
Total	1 605,51

Source : DGB/Lois de règlement

Tableau 3. 24: Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA)

SCT°	PROGProgramme / Dotation	2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
01	Présidence du Faso	16,94	40,55	27,47	32,49	34,07	20,81	34,29	37,52	36,88
	001 Pilotage de l'action présidentielle	12,75	20,78	18,55	24,73	14,93	14,78	26,11	30,61	30,98
	002 Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	-	0,64	0,3	-	0,79	0,32	-	1,34	0,61
	003 Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	4,2	19,13	8,62	7,76	18,35	5,72	8,17	5,57	5,29
02	Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	-	0,74	0,74	0,1	0,72	0,79	0,24	1,1	1,08
	004 Organisation du travail gouvernemental	-	0,74	0,74	0,1	0,72	0,79	0,24	1,1	1,08
03	Primature	187,68	59,61	37,15	111,55	48,92	24,86	109,94	33,84	25,68
	005 Soutien à l'action de la Primature (EX Soutien à l'action du Premier Ministre)	1,07	2,98	2,99	0,62	2,57	3,1	1,25	3,06	2,24
	006 Appui à la gouvernance	-	2,1	2,06	-	2,46	2,32	-	2,57	2,59
	007 Pilotage des projets stratégiques	186,61	47,71	25,3	110,93	38,34	13,94	108,69	26,69	19,08
	008 Promotion du capital humain	-	6,83	6,8	-	5,54	5,5	-	1,53	1,77
04	Parlement	3,25	15,42	15,42	3,5	16,67	16,67	-	20,87	20,87
	134 Fonction parlementaire	3,25	15,42	15,42	3,5	16,67	16,67	-	20,87	20,87
05	Conseil Economique et Social	-	0,84	0,84	-	0,79	0,79	-	0,83	0,82
	009 Conseil Economique et Social	-	0,84	0,84	-	0,79	0,79	-	0,83	0,82
08	Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	0,1	0,75	0,71	0,18	2,68	2,53
	029 Intégration africaine	na	na	na	-	0,51	0,49	0,18	2,32	2,17
	137 Gestion des Burkinabè de l'extérieur	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	141 Pilotage et soutien des services du MIABE	na	na	na	0,1	0,23	0,22	-	0,37	0,36
09	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	17,24	109,75	97,05	33,43	37,73	35,38	3,14	45,38	36,1
	010 Sureté de l'Etat	0,27	0,27	0,27	-	-	-	-	-	-
	011 Administration du territoire	2,96	14,5	15,22	3,48	8,83	9,46	1,02	11,98	13,6
	012 Sécurité intérieure	0,46	2,7	40,22	-	-	0,09	-	-	-
	013 Protection civile	0,99	2,52	2,04	24,09	2,05	1,82	0,66	3,6	3,29
	014 Décentralisation	11,84	33,58	23,12	3,24	22,53	18,29	1,2	23,46	13,3
	015 Etat civil	0,08	0,89	0,56	1,02	0,42	0,12	0,16	0,38	0,2
	016 Pilotage et soutien des services du MATD	0,64	55,3	15,62	1,61	3,9	5,6	0,1	5,96	5,71
	098 Transports et météorologie									
	099 Mobilité et sécurité routière									

SCT°	PROGProgramme / Dotation	2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	11,02	27,15	24,1	9,34	31,28	28	6,48	32,19	30,33
	017 Administration judiciaire	7,38	11,1	9,46	6,06	12,99	12,14	3,82	14,58	11,27
	018 Administration pénitentiaire	2,81	9,08	8,11	3,01	9,9	8,4	2,66	11,27	11,91
	019 Droits humains	0,47	1,49	0,32	-	2,5	0,42	-	1,6	-
	020 Citoyenneté et paix	-	0,34	0,2	-	0,47	0,21	-	0,28	-
	021 Pilotage et soutien	0,35	5,13	6,01	0,27	5,41	6,83	-	4,47	7,15
	124 Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	na	na	na
11	Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	13	114,1	114,06	67,93	169,94	169,94	67,95	209,73	209,73
	022 Défense	6,27	8,89	8,9	38,4	40,71	40,73	29,25	33,57	33,57
	023 Préparation et emploi des forces	1,32	54,45	54,43	4	63,51	63,48	2	80,21	80,21
	024 Equipement des forces	3,27	3,74	3,74	15,59	15,99	15,99	15,75	16,28	16,28
	025 Appui à la sécurité publique et à la protection civile	0,44	26,61	26,6	0,43	25,19	25,19	0,52	34,56	34,56
	026 Renforcement du lien Armée-Nation	0,13	1,24	1,24	-	1,03	1,03	-	1,27	1,27
	027 Pilotage et soutien	1,58	19,15	19,14	9,52	23,52	23,51	20,43	43,84	43,84
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabés de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération)	13,6	38,16	37,93	12,6	46,6	35,98	5,22	41,86	40,93
	028 Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	12,6	33,72	33,24	12,41	35,21	24,42	5,22	38,39	37,6
	029 Intégration Africaine (ex Intégration régionale)	-	0,51	0,77	-	2,09	2,41	-	-	-
	030 Pilotage et soutien aux services du Ministère	1	3,92	3,92	0,19	9,3	9,15	-	3,47	3,34
	137 Gestion des Burkinabè de l'extérieur	na	na	na	na	na	na	na	na	na
13	Ministère de la Sécurité	12,58	21,31	20,96	13,89	71,23	72,01	14,75	107,01	102,12
	010 Sureté de l'Etat	-	0,07	0,07	0,27	0,34	0,34	1,06	4,82	0,94
	012 Sécurité intérieure	12,37	19,82	19,53	13,33	62,61	66,92	13,17	83,9	82,5
	139 Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	0,22	1,41	1,36	0,29	8,27	4,74	0,53	18,3	18,67
14	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	58,21	181,2	179,3	13,38	227,93	225,46	21,8	226,47	238,34
	031 Charge de la dette	-	67,69	69,63	-	99,71	95,77	-	100	116,77
	032 Pilotage de l'Economie et du développement	17,28	17,92	17,7	6,55	11,71	9,86	14,31	9,41	9,2
	033 Mobilisation des ressources	11,79	43,08	38,99	1,05	59,76	57,9	-	26,01	19,89

SCT°	PROGProgramme / Dotation	2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
034	Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	1,1	4,36	4,96	-	4,05	4,64	-	4,73	5,2
035	Gestion des comptes publics et sauvegarde des intérêts financiers et du patrimoine de l'Etat	0,3	0,91	3,58	-	4,92	7,86	-	4,49	5,49
036	Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	0,69	0,87	1,3	-	1,18	1,57	-	3,91	1,87
037	Relations économiques et financières internationales	0,11	7,02	6,09	0,03	6,7	3,75	-	17,18	16,98
038	Pilotage et soutien des services du ministère	26,94	39,35	37,06	5,75	39,89	44,11	7,49	60,74	62,94
15	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	8,04	6,13	5,6	9,41	7,17	7,38	0,41	8,13	8,06
039	Culture	6,75	3,05	3,12	7	4,38	4,82	-	4,02	4
040	Tourisme	1,29	1,41	0,94	2,36	1,08	0,8	0,41	2,22	1,85
041	Pilotage et soutien aux services du MCAT	-	1,67	1,55	0,05	1,7	1,76	-	1,88	2,2
046	Communication	na	na	na	na	na	na	na	na	na
047	Pilotage et soutien	na	na	na	na	na	na	na	na	na
124	Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	na	na	na
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2,19	11,68	11,35	5,21	12,43	11,99	1,72	12,48	12,32
042	Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	0,85	5,79	5,48	1,05	5,15	4,79	1,16	5,51	4,93
043	Réforme de l'administration	0,05	0,23	0,25	-	0,17	0,26	-	0,2	0,03
044	Travail décent	1,28	2,92	2,7	4,16	3,76	3,92	0,56	3,48	3,06
045	Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	0,01	2,75	2,91	-	3,36	3,02	-	3,28	4,3
18	Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement)	5,74	11,04	10,25	2,59	13,06	13,04	1,4	11,56	11,26
1	Culture	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	Tourisme	na	na	na	na	na	na	na	na	na
046	Communication	5,74	9,09	8,55	1,75	11,09	10,89	1,32	9,12	8,7
047	Pilotage et soutien	-	1,87	1,68	0,84	1,84	2,09	0,08	2,34	2,49
124	Relations avec le Parlement	-	0,08	0,02	-	0,13	0,06	-	0,09	0,07
19	Ministère du Genre et de la Famille	na	na	na	na	na	na	na	na	na
048	Femme et du genre	na	na	na	na	na	na	na	na	na
049	Enfance et famille	na	na	na	na	na	na	na	na	na

SCT°	PROG	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	151	Pilotage des services du ministère	na	na	na	na	na	na	na	na	na
20		Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	3,25	8,79	8,26	2,92	7,6	7,5	1,43	8,99	8,89
	052	Sport et activités physiques	3,25	3,45	3,47	2,57	5,26	5,59	1,29	6,31	6,68
	053	Loisirs	-	0,38	0,09	0,07	0,42	0,13	0,11	0,58	0,25
	054	Pilotage et soutien des services du MSL	-	4,96	4,7	0,28	1,92	1,79	0,03	2,11	1,96
	101	Jeunesse	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	102	Formation professionnelle	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	103	Promotion de l'emploi	na	na	na	na	na	na	na	na	na
21		Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique (EX Ministère de la Santé)	98,45	219,56	192,58	58,72	207,27	196,76	46,54	238,29	218,59
	055	Offre de soin (ex Accès aux services de santé)	73	99	119,2	46,98	72,83	119,13	41,65	77,53	116,93
	056	Santé publique (ex Prestation des services de santé)	23,14	97,69	54,22	9,18	104,42	52,25	3,73	124,73	73,29
	057	Pilotage et soutien aux services de la Santé	2,31	22,87	19,16	2,55	30,02	25,38	1,16	36,02	28,37
	146	Accès aux produits de santé	na	na	na	na	na	na	na	na	na
22		Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille (EX Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire)	2,93	17	14,8	3,17	17,72	16,13	1,48	22,14	18,86
	048	Femme et du genre	0,69	3,22	1,3	0,6	2,31	0,52	0,6	3,25	1,53
	049	Enfance et famille	1,93	4,2	1,85	1,67	6,32	2,02	0,75	6,59	1,72
	050	Solidarité nationale et gestion des catastrophes	0,31	5,23	6,95	0,9	7,18	9,42	0,13	9,74	11,45
	051	Pilotage et soutien des services du Ministère	-	4,34	4,7	-	1,9	4,17	-	2,56	4,15
23		Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (ex Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation)	35,36	348,43	331,78	34,31	353,82	385,12	21,93	465,89	451,07
	058	Accès à l'éducation formelle	31,8	105,46	288,24	31,51	189,3	336,79	18,66	332,06	210,18
	059	Qualité de l'éducation formelle	3,06	122,56	25,47	1,6	127,06	26,61	3,27	76,75	42,06
	060	Accès et qualité de l'éducation non formelle	-	2,3	2,02	0,02	2,23	2,03	-	2,48	2,02
	061	Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	0,5	118,12	16,06	1,18	35,23	19,68	-	54,6	196,81
24		Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de	118,82	110,51	105,63	33,18	88,89	88,4	59,24	99,2	95,84

SCT°	PROGProgramme / Dotation	2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	l'Innovation (EX Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)									
062	Enseignement supérieur	49,64	47,57	61,74	22,09	42,77	44,5	25,31	49,33	48,91
063	Fourniture des services sociaux aux étudiants	42,26	28,55	25,81	1,6	29,25	26,05	29,6	32,35	30,47
064	Recherche scientifique et technologique	0,42	8,41	7,88	1,82	9,98	9,74	2,44	11,42	8,95
065	Pilotage de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	22,83	23	9,32	1,22	4,81	6,3	0,7	4,55	6,08
066	Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	3,67	2,98	0,87	6,45	2,08	1,81	1,2	1,54	1,43
25	Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	12,72	16,84	14,94	7,86	20,36	16,75	4,12	11,85	11,46
067	Industrie	10,73	6,12	4,7	5,32	5,46	5,07	3,97	7,14	6,74
068	Commerce	0,03	8,3	7,77	0,73	11,33	8	-	1,17	1,01
069	Artisanat	1,78	0,61	0,36	1,7	1,26	1,02	0,15	0,52	0,45
070	Secteur privé	-	0,45	0,28	-	0,79	0,65	-	1,16	0,84
071	Pilotage et soutien	0,18	1,36	1,82	0,11	1,52	2,02	-	1,86	2,41
26	Ministère de la Transition Énergétique, des Mines et des Carrières (EXMinistère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	-	7,42	4,28	4,34	2,73	2,83	0,48	6,06	5,84
072	Mines (ex Mines et carrières)	-	6,49	3,19	2,42	2,22	2,1	0,26	5,27	5,14
073	Energie	-	0	0,19	-	-	0,07	-	-	-
074	Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	-	0,93	0,9	1,92	0,52	0,66	0,22	0,79	0,7
138	Carrières	na	na	na	na	na	na	na	na	na
27	Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	92,82	129,69	86,49	134,39	135,68	85,63	69,88	99,58	70,4
075	Aménagements hydro-agricoles et irrigations	44,24	40,65	24,38	63,52	41,81	30,21	45,29	38,36	28,68

SCT°	PROGProgramme / Dotation	2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
076	Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	26,11	25,25	22,51	22,22	40	14,64	6,77	11,85	8,83
077	Economie agricole	5,99	8,27	2,02	15,01	10,31	4,19	5,86	12,06	2,83
078	Développement durable des productions agricoles	5,09	17,69	16,82	22,47	11,4	11,14	4,53	13,32	13,06
079	Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	9,17	16,04	10,24	3,89	12,25	11,19	6,81	9,18	7,45
080	Pilotage et soutien	2,21	21,8	10,53	7,28	19,91	14,26	0,61	14,81	9,55
081	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	na	na	na	na	na	na	na	na	na
082	Productivité et compétitivité des productions animales	na	na	na	na	na	na	na	na	na
083	Santé animale et santé publique vétérinaire	na	na	na	na	na	na	na	na	na
084	Développement des productions halieutiques et aquacoles	na	na	na	na	na	na	na	na	na
28	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	107,99	20,73	16,31	55,71	24,67	17,45	27,71	26,21	24,17
081	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	29,44	5,44	5,2	12,83	8,01	9,03	3,58	5,4	6,09
082	Productivité et compétitivité des productions animales	52,06	7,86	5,36	19,7	10,49	4,21	22,37	13,04	12,19
083	Santé animale et santé publique vétérinaire	12,23	2,08	0,99	5,68	1,53	0,33	0,77	1,75	0,57
084	Développement des productions halieutiques et aquacoles	9,33	0,85	0,51	11,67	1,47	0,83	0,08	1,76	0,61
085	Pilotage et soutien	4,93	4,49	4,26	5,83	3,17	3,06	0,91	4,26	4,71
29	Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	9,61	35,41	19,7	6,41	21,61	15,74	9,41	22,13	17,68
086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	2,37	9,73	12,06	1,71	7,72	8,28	7,28	13,31	11,16
087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	0,65	2,38	0,92	0,27	1,57	0,46	0,11	1,56	0,53
088	Gouvernance environnementale et développement durable	4,23	13,52	1,65	3,34	4,97	0,47	0,45	1,23	0,39
089	Economie verte et changement climatique	2,35	3,3	1,09	0,89	3,41	1,21	1,57	2,64	1,24
090	Pilotage et soutien	-	6,46	3,98	0,2	3,94	5,33	-	3,39	4,36
30	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX	1 046,12	211	135,48	175,62	123,41	106,34	119,49	166,36	99,3

SCT°	PROGProgramme / Dotation	2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	Ministère des Infrastructures)									
091	Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	1 040,32	206,15	130,7	171,62	119,33	101,73	119,41	162,79	94,89
092	Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	5,8	0,34	0,02	3	0,13	0,06	-	0,19	0,17
093	Développement de réseau de pistes rurales	-	1,01	1,01	-	0,67	0,62	-	0,15	0,15
094	Pilotage et soutien	-	3,49	3,75	1	3,29	3,94	0,08	3,23	4,09
31	Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	30,42	21,39	5,37	49,22	23,8	13,56	19,92	17,16	16,05
095	Developpement d'infrastructures de communications électroniques	30,15	19,39	3,38	48,92	21,65	11,52	19,92	15,06	14
096	Appui au sous-secteur postal	0,15	0,03	0,02	0,22	0,02	0,01	-	0,23	0,23
097	Pilotage et soutien aux structures du MDENP	0,11	1,98	1,97	0,08	2,13	2,03	-	1,88	1,82
136	Transformation et écosystème numérique	na	na	na	na	na	na	na	na	na
32	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	2,72	1,93	1,87	17,49	7,17	6,84	7,38	10,19	9,52
098	Transports et météorologie	1,07	0,72	0,64	16,07	4,63	4,27	5,87	7,38	7,19
099	Mobilité et sécurité routière	1,65	0,73	0,73	1,42	1,89	1,59	1,47	1,43	1,06
100	Pilotage et soutien des services du MTMUSR	-	0,48	0,5	-	0,65	0,98	0,03	1,38	1,27
35	Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na	-	1,59	0,72
019	Droits humains	na	na	na	na	na	na	-	1,2	0,35
020	Citoyenneté et paix (ex Civisme et citoyenneté)	na	na	na	na	na	na	-	0,26	0,25
145	Pilotage et soutien des services du Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na	-	0,13	0,12
37	Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de	7,16	20,11	18,52	4,8	20,47	17,29	1,09	11,63	11,42

SCT°	PROGProgramme / Dotation	2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	L'Entrepreneuriat des Jeunes)									
101	Jeunesse	0,54	1,32	2,54	0,1	2,18	3,42	-	2,62	2,68
102	Formation professionnelle	0,9	3,21	3,04	2,76	6,19	2,65	0,79	4,97	4,79
103	Promotion de l'emploi (ex Insertion professionnelle)	5,72	11,46	10,08	1,95	9,21	8,73	-	2,67	1,83
104	Pilotage et soutien des services du Ministère	-	4,12	2,86	-	2,88	2,5	0,3	1,37	2,12
38	Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat (EX Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville)	22,66	9,29	7,24	8,93	5,94	4,02	6,99	8,18	5,72
105	Planification et aménagement urbain	3,18	2,05	1,91	4,32	0,86	0,92	2,63	2,27	0,81
106	Architecture et construction	2	1,41	1,41	1,74	1,33	1,22	3,37	3,81	2,93
107	Accès aux logements décents	16,81	3,75	2,22	2,7	2,51	0,61	0,97	1,05	0,88
108	Pilotage et soutien aux service du MUH	0,67	2,08	1,7	0,17	1,24	1,28	0,03	1,05	1,1
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	84,18	87,48	78,02	90,3	66,28	51,2	27,43	42,86	39,34
073	Energie	na	na	na	na	na	na	na	na	na
086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	na	na	na	na	na	na	na	na	na
087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	na	na	na	na	na	na	na	na	na
088	Gouvernance environnementale et développement durable	na	na	na	na	na	na	na	na	na
089	Economie verte et changement climatique	na	na	na	na	na	na	na	na	na
109	Aménagements hydrauliques (ex Mobilisation des ressources en eau)	53,79	55,43	50,97	72,14	44,71	34,45	17,29	26,17	24,35
110	Gestion intégrée des ressources en eau	4,67	4,2	2,41	3,57	5,54	2,86	1,54	4,08	3,41
111	Approvisionnement en eau potable (exEau potable)	16,44	17,02	15,75	11,78	10,14	8,78	6,83	8,74	8,26
112	Assainissement des eaux usées et excréta (ex Assainissement)	8,54	6,97	5,25	2,09	4,17	3,13	1,25	1,38	1,2
113	Pilotage et soutien	0,73	3,85	3,63	0,72	1,72	1,98	0,52	2,49	2,12
143	Approvisionnement en Eau et Assainissement									
43	Ministère de l'Energie	176,3	44,94	15,11	132,46	34,84	23,94	67,28	27,18	22,61
073	Energie	173,3	41,71	11,89	131,96	34,54	23,41	67,2	26,34	21,95

SCT°	PROG	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	140	Pilotage et soutien des services du Ministère de l'Energie	3	3,23	3,22	0,5	0,3	0,53	0,08	0,84	0,66
44		Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières	na	na	na	na	na	na	na	na	na
44	150	Pilotage et soutien	na	na	na	na	na	na	na	na	na
50		Grande Chancellerie	0,21	0,9	0,89	-	0,61	0,66	-	0,72	0,72
	114	Ordres burkinabè	0,21	0,9	0,89	-	0,61	0,66	-	0,72	0,72
51		Conseil Supérieur de la Communication	0,05	0,91	0,76	0,5	0,95	0,82	0,4	1,01	0,87
	115	Régulation du secteur de la communication	0,05	0,91	0,76	0,5	0,95	0,82	0,4	1,01	0,87
52		Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	6,1	3	2,72	1	2,24	2,22	1,2	2,46	2,41
	116	Contrôle d'Etat	6,1	3	2,72	1	2,24	2,22	1,2	2,46	2,41
54		Conseil Constitutionnel	5,37	2,61	2,57	32,33	3,27	3,23	-	0,81	0,8
	117	Coordination des actions du Conseil constitutionnel	5,37	2,61	2,57	32,33	3,27	3,23	-	0,81	0,8
55		Conseil d'Etat	-	0,74	0,74	-	0,75	0,75	-	0,78	0,78
	118	Juridiction supérieure de l'ordre administratif	-	0,74	0,74	-	0,75	0,75	-	0,78	0,78
56		Cour des Comptes	na	1,13	1,13	-	1,06	1,12	-	1,13	1,13
	119	Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	-	1,13	1,13	-	1,06	1,12	-	1,13	1,13
57		Cour de Cassation	0,06	1,46	1,4	0,11	1,31	1,32	0,16	1,54	1,47
	120	Juridiction supérieure de l'Ordre judiciaire	0,06	1,46	1,4	0,11	1,31	1,32	0,16	1,54	1,47
58		Commission Electorale Nationale Indépendante	na	0,27	0,27	-	1,25	1,25	-	0,38	0,37
	121	Elections	-	0,27	0,27	-	1,25	1,25	-	0,38	0,37
59		Commission de l'Informatique et des Libertés	0,04	0,39	0,39	-	0,38	0,38	-	0,37	0,37
	122	Protection des données à caractère personnel	0,04	0,39	0,39	-	0,38	0,38	-	0,37	0,37
60		Médiateur du Faso	na	0,43	0,43	-	0,43	0,43	-	0,58	0,58
	123	Médiateur du Faso	-	0,43	0,43	-	0,43	0,43	-	0,58	0,58
61		Commission Nationale des Droits Humains	na	na	na	na	na	na	na	na	na
61	147	Défense des Droits Humains	na	na	na	na	na	na	na	na	na
98		Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	57,13	57,13	12,08	41,25	41,25	9,26	38,59	38,59
	135	Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	57,13	57,13	12,08	41,25	41,25	9,26	38,59	38,59
99		Dépenses Communes Interministérielles	30,16	280,64	265,56	41,41	256,91	174,67	10,2	241,18	184,96
	133	Dépenses communes interministérielles	30,16	280,64	265,56	41,41	256,91	174,67	10,2	241,18	184,96
TOTAL GENERAL			2 270,97	2 97,78	1972,61	1 222,77	2 191,93	1 947,45	780,54	2 366,67	2 137,63

Source : DGB/Lois de règlement.

Tableau N°3.24 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA) (suite)

SCT°	PROGProgramme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
01	Présidence du Faso	27,41	31,19	29,57	25,75	36,66	36,53	10,48	132,96	129,58
	001 Pilotage de l'action présidentielle	27,41	23,55	23,76	25,75	28,76	29,24	10,48	124,71	121,95
	002 Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	-	0,67	0,51	-	0,75	0,59	-	0,61	0,43
	003 Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	-	6,97	5,30	-	7,15	6,70	-	7,65	7,20
02	Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,10	0,95	0,89	0,21	1,18	1,12	0,10	1,14	1,12
	004 Organisation du travail gouvernemental	0,10	0,95	0,89	0,21	1,18	1,12	0,10	1,14	1,12
03	Primature	93,07	39,71	33,69	24,25	29,99	25,22	36,42	46,69	28,72
	005 Soutien à l'action de la Primature (EX Soutien à l'action du Premier Ministre)	0,70	2,73	2,04	0,49	2,99	1,88	0,79	3,37	1,57
	006 Appui à la gouvernance	-	5,97	6,15	0,07	1,47	1,56	-	1,17	1,46
	007 Pilotage des projets stratégiques	92,37	29,17	23,47	23,69	23,64	19,63	35,63	38,00	21,39
	008 Promotion du capital humain	-	1,83	2,03	-	1,89	2,14	-	4,14	4,30
04	Parlement	1,50	18,94	18,94	7,40	26,79	24,79	-	9,99	9,99
	134 Fonction parlementaire	1,50	18,94	18,94	7,40	26,79	24,79	-	9,99	9,99
05	Conseil Economique et Social	-	0,77	0,77	0,10	0,88	0,87	0,06	0,80	0,79
	009 Conseil Economique et Social	-	0,77	0,77	0,10	0,88	0,87	0,06	0,80	0,79
08	Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0,08	2,68	2,67	-	0,25	0,25			
	029 Intégration africaine	-	1,88	1,88	-	0,09	0,03	na	na	na
	137 Gestion des Burkinabè de l'extérieur	-	0,21	0,14	-	0,11	-	na	na	na
	141 Pilotage et soutien des services du MIABE	0,08	0,58	0,65	-	0,05	0,22	na	na	na
09	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	9,48	57,51	48,29	7,69	79,02	58,11	50,32	202,98	195,33
	010 Sureté de l'Etat	-	-	-	-	-	-	0,75	2,06	2,06
	011 Administration du territoire	0,13	8,89	11,91	1,92	11,07	13,75	0,09	8,55	9,02
	012 Sécurité intérieure	-	-	-	-	-	-	39,13	147,15	140,33
	013 Protection civile	0,80	4,34	4,04	3,55	8,08	5,41	1,60	6,19	5,99
	014 Décentralisation	8,50	39,37	27,90	1,93	55,39	34,34	4,32	22,16	20,55
	015 Etat civil	-	0,24	0,07	0,30	0,67	0,26	0,23	0,50	0,42
	016 Pilotage et soutien des services du MATD	0,05	4,69	4,37	-	3,80	4,35	4,21	16,37	16,96
	098 Transports et météorologie									
	099 Mobilité et sécurité routière									

SCT°	PROGProgramme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	0,82	25,40	25,06	2,69	33,23	32,38	4,76	35,41	32,08
	017 Administration judiciaire	0,39	11,65	9,92	1,31	14,49	12,91	2,95	15,22	13,13
	018 Administration pénitentiaire	0,43	10,90	9,65	1,38	12,02	11,65	1,59	15,32	11,78
	019 Droits humains	-	-	-	-	0,82	0,82	0,03	0,68	0,31
	020 Citoyenneté et paix	-	-	-	-	0,20	0,20	0,03	0,62	0,32
	021 Pilotage et soutien	-	2,85	5,49	0,01	5,69	6,80	0,16	3,52	6,49
	124 Relations avec le Parlement							-	0,05	0,05
11	Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	78,34	223,17	223,17	90,46	254,61	254,61	77,47	377,87	377,87
	022 Défense	18,54	19,99	19,99	61,56	64,05	64,05	37,98	149,81	149,81
	023 Préparation et emploi des forces	9,31	90,26	90,27	2,89	100,36	100,37	2,09	114,03	114,04
	024 Equipement des forces	19,52	20,32	20,08	8,40	8,95	8,97	8,73	9,30	9,33
	025 Appui à la sécurité publique et à la protection civile	0,92	34,96	34,96	0,83	35,85	35,85	-	46,22	46,21
	026 Renforcement du lien Armée-Nation	-	1,27	1,27	0,06	1,35	1,35	0,28	1,62	1,62
	027 Pilotage et soutien	30,05	56,36	56,60	16,73	44,05	44,01	28,38	56,89	56,86
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabés de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération)	2,44	44,51	44,39	8,02	50,74	49,58	3,61	50,05	46,74
	028 Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	2,43	40,61	40,63	6,10	42,72	42,60	3,54	42,59	40,75
	029 Intégration Africaine (ex Intégration régionale)	-	-	-	-	1,33	1,33	-	1,39	1,30
	030 Pilotage et soutien aux services du Ministère	0,01	3,90	3,76	1,83	6,37	5,43	0,05	5,78	4,54
	137 Gestion des Burkinabè de l'extérieur				0,09	0,33	0,22	0,02	0,28	0,15
13	Ministère de la Sécurité	19,28	115,36	114,21	23,83	120,44	116,09	na	na	na
	010 Sureté de l'Etat	0,75	1,00	1,00	0,75	1,10	1,00	na	na	na
	012 Sécurité intérieure	17,97	95,64	79,48	22,50	108,68	79,42	na	na	na
	139 Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	0,56	18,72	33,73	0,58	10,66	35,67	na	na	na
14	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	28,44	243,90	262,22	42,17	316,37	326,35	71,14	360,02	391,10
	031 Charge de la dette	-	113,38	139,91	-	173,60	191,76	-	195,80	229,50
	032 Pilotage de l'Economie et du développement	26,03	49,27	46,55	31,55	58,48	52,65	67,15	81,98	81,52
	033 Mobilisation des ressources	1,09	27,97	27,16	3,66	27,59	29,23	2,35	26,84	29,06

SCT°	PROGProgramme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	0,21	14,53	11,09	0,04	13,13	10,80	-	11,70	9,67
034										
	Gestion des comptes publics et sauvegarde des intérêts financiers et du patrimoine de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
035										
	Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	-	2,77	1,46	0,08	1,99	2,22	0,19	4,59	3,91
036										
	Relations économiques et financières internationales	-	-	-	-	-	-	na	na	na
037										
	Pilotage et soutien des services du ministère	1,11	35,98	36,05	6,83	41,59	39,69	1,45	39,12	37,44
038										
15	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	0,32	8,49	8,49	1,46	10,16	8,29	0,69	19,76	18,87
	039 Culture	0,15	4,50	4,30	0,21	3,48	3,51	-	3,35	3,53
040	Tourisme	0,11	1,84	1,72	0,73	2,21	1,64	-	1,69	1,22
	041 Pilotage et soutien aux services du MCAT	0,05	2,16	2,47	0,52	4,46	3,14	na	na	na
	046 Communication							0,03	9,61	9,01
047	Pilotage et soutien							0,64	5,06	5,11
	124 Relations avec le Parlement							-	0,05	-
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1,68	9,76	9,71	1,78	13,46	13,41	1,00	13,98	13,37
	042 Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	0,42	4,09	3,97	0,61	5,37	4,76	0,53	6,37	5,54
	043 Réforme de l'administration	-	0,22	0,02	-	0,31	0,08	-	0,40	0,21
044	Travail décent	1,26	2,00	1,63	1,07	4,50	3,45	0,11	4,31	3,27
	045 Pilotage et soutien des services du MEPTPDS	-	3,45	4,09	0,10	3,29	5,12	0,37	2,90	4,34
18	Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement)	2,06	15,64	15,63	3,08	14,78	14,63	na	na	na
1	Culture									
	Tourisme									
	046 Communication	2,06	13,13	13,14	3,00	12,47	12,24	na	na	na
047	Pilotage et soutien	-	2,37	2,42	0,05	2,14	2,28	na	na	na
	124 Relations avec le Parlement	-	0,14	0,07	0,03	0,16	0,11	na	na	na
19	Ministère du Genre et de la Famille							0,55	2,96	2,21
19	048 Femme et du genre							0,08	0,90	0,71
19	049 Enfance et famille							0,41	1,84	1,39

SCT°	PROG	Programme / Dotation	2020			2021			2022		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
19	151	Pilotage des services du ministère							0,06	0,23	0,11
20		Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	2,28	8,23	8,16	18,61	14,97	14,70	12,60	32,77	31,98
	052	Sport et activités physiques	2,19	5,58	5,98	18,61	12,57	12,38	8,40	12,01	13,66
	053	Loisirs	0,08	0,71	0,21	-	0,18	0,17	0,11	0,30	0,23
	054	Pilotage et soutien des services du MSL	0,01	1,94	1,97	-	2,23	2,14	-	4,51	3,87
	101	Jeunesse							-	1,99	1,29
	102	Formation professionnelle							4,03	9,41	9,18
	103	Promotion de l'emploi							0,06	4,55	3,75
21		Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique (EX Ministère de la Santé)	54,27	280,72	271,04	34,29	291,38	284,59	48,20	321,79	311,20
	055	Offre de soin (ex Accès aux services de santé)	29,48	58,32	129,62	30,88	81,17	147,67	43,78	174,63	184,78
	056	Santé publique (ex Prestation des services de santé)	24,54	171,34	116,27	1,97	146,57	81,00	2,98	87,17	79,23
	057	Pilotage et soutien aux services de la Santé	0,25	51,06	25,15	0,25	49,57	43,51	1,04	36,33	27,43
	146	Accès aux produits de santé				1,20	14,08	12,41	0,40	23,65	19,76
22		Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille (EX Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire)	0,35	42,78	33,80	2,41	39,52	36,68	4,89	39,33	35,06
	048	Femme et du genre	-	7,39	5,68	0,80	2,50	1,14	-	2,09	0,42
	049	Enfance et famille	0,30	4,21	1,41	1,14	7,77	3,26	0,01	2,32	0,74
	050	Solidarité nationale et gestion des catastrophes	0,05	28,67	22,50	0,40	26,63	27,85	4,84	32,42	29,79
	051	Pilotage et soutien des services du Ministère	-	2,52	4,21	0,07	2,62	4,43	0,04	2,50	4,10
23		Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (ex Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation)	12,46	499,25	495,19	39,39	516,92	507,13	17,37	551,40	539,51
	058	Accès à l'éducation formelle	11,52	382,13	263,11	35,84	399,03	267,37	14,55	428,34	271,42
	059	Qualité de l'éducation formelle	0,49	62,28	48,17	1,95	69,52	52,23	1,64	87,17	58,79
	060	Accès et qualité de l'éducation non formelle	-	10,51	1,54	-	16,36	2,23	0,10	21,35	1,26
	061	Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	0,46	44,33	182,37	1,60	32,01	185,29	1,08	14,53	208,04
24		Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de	17,64	95,81	92,30	41,33	123,99	122,05	55,48	124,87	116,40

SCT°	PROGProgramme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	l'Innovation (EX Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)									
062	Enseignement supérieur	11,61	47,25	44,11	34,56	74,30	71,69	29,84	68,32	64,43
063	Fourniture des services sociaux aux étudiants	2,03	26,33	26,91	4,92	29,63	30,85	21,65	35,79	33,05
064	Recherche scientifique et technologique	2,61	15,12	14,28	0,86	10,34	10,79	2,49	13,41	11,51
065	Pilotage de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	0,11	5,49	6,14	0,80	8,37	7,72	0,33	6,83	7,23
066	Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	1,28	1,62	0,86	0,20	1,36	0,99	1,18	0,52	0,18
25	Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	2,08	19,45	6,41	2,56	12,37	10,36	0,78	11,49	10,57
067	Industrie	0,93	2,44	1,70	0,82	1,54	1,16	0,12	1,73	1,10
068	Commerce	0,58	13,71	0,86	0,47	5,38	4,44	0,05	5,64	4,52
069	Artisanat	0,39	1,26	0,64	1,17	2,11	0,74	0,42	1,34	0,97
070	Secteur privé	0,10	0,81	0,58	0,10	1,94	1,23	0,06	1,64	1,14
071	Pilotage et soutien	0,09	1,24	2,63	-	1,41	2,79	0,14	1,13	2,84
26	Ministère de la Transition Énergétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	-	5,07	5,03	14,02	30,82	23,65	5,50	6,54	6,40
072	Mines (ex Mines et carrières)	-	4,13	4,02	-	4,73	4,78	-	4,29	4,48
073	Energie	-	-	-	14,02	24,22	17,18	5,50	0,21	0,01
074	Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	-	0,66	0,83	-	1,46	1,30	-	1,76	1,70
138	Carrières	-	0,28	0,18	-	0,41	0,39	-	0,28	0,21
27	Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	57,38	95,52	72,04	68,94	134,36	110,50	53,67	128,29	111,66
075	Aménagements hydro-agricoles et irrigations	33,56	19,67	18,43	33,73	49,14	46,29	20,40	31,88	34,11

SCT°	PROGProgramme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	076 Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	3,86	12,51	10,36	2,31	7,54	5,57	2,61	13,59	10,81
	077 Economie agricole	5,88	14,67	7,53	8,94	29,70	19,60	12,49	23,29	17,56
	078 Développement durable des productions agricoles	13,05	30,13	23,23	21,81	33,16	25,93	4,42	23,02	15,71
	079 Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	0,68	3,47	2,96	0,91	5,43	3,69	0,74	4,61	3,00
	080 Pilotage et soutien	0,35	15,07	9,52	1,23	9,38	9,41	0,21	7,73	11,49
	081 Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales							7,34	11,49	11,23
	082 Productivité et compétitivité des productions animales							4,73	7,99	6,11
	083 Santé animale et santé publique vétérinaire							0,51	2,85	1,39
	084 Développement des productions halieutiques et aquacoles							0,22	1,84	0,23
28	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	25,87	35,74	32,64	18,95	30,69	23,88			
	081 Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	3,11	6,50	7,01	9,09	16,07	15,82	na	na	na
	082 Productivité et compétitivité des productions animales	21,93	23,39	21,98	8,66	7,96	3,35	na	na	na
	083 Santé animale et santé publique vétérinaire	0,04	1,72	0,31	0,82	2,30	0,99	na	na	na
	084 Développement des productions halieutiques et aquacoles	0,03	1,84	0,51	0,26	1,97	0,67	na	na	na
	085 Pilotage et soutien	0,75	2,28	2,83	0,12	2,38	3,05	na	na	na
29	Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	4,82	24,22	22,75	5,25	27,14	24,39	-	14,74	14,61
	086 Gestion durable des ressources forestières et fauniques	2,06	9,21	10,49	3,02	12,36	11,51	-	8,73	6,68
	087 Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	0,39	2,00	0,70	0,06	1,83	0,50	-	1,38	0,16
	088 Gouvernance environnementale et développement durable	0,84	1,89	1,06	0,74	2,17	0,39	-	0,46	0,04
	089 Economie verte et changement climatique	0,83	2,45	1,65	0,72	2,18	1,69	-	0,73	0,47
	090 Pilotage et soutien	0,70	8,67	8,85	0,72	8,61	10,31	-	3,44	7,26
30	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX	108,29	104,30	91,43	78,17	118,14	103,85	95,47	84,56	66,73

SCT°	PROGProgramme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	Ministère des Infrastructures)									
	091 Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	55,24	49,92	37,15	57,48	56,60	43,88	72,13	27,43	11,84
	092 Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	21,13	41,06	40,33	20,20	42,46	40,47	21,92	49,11	45,90
	093 Développement de réseau de pistes rurales	31,77	9,82	9,33	0,50	16,62	15,40	1,22	4,94	4,82
	094 Pilotage et soutien	0,15	3,50	4,62	-	2,47	4,11	0,20	3,08	4,17
31	Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	28,08	32,06	31,96	73,31	113,01	91,18	6,18	11,88	9,32
	095 Développement d'infrastructures de communications électroniques	27,80	30,46	30,60	58,92	82,35	64,97	2,94	5,25	4,46
	096 Appui au sous-secteur postal	0,00	0,08	0,09	4,72	5,82	4,84	0,00	0,02	0,01
	097 Pilotage et soutien aux structures du MDENP	0,18	1,00	0,90	1,71	11,21	10,57	0,45	1,34	1,64
	136 Transformation et écosystème numérique	0,09	0,51	0,38	7,96	13,64	10,80	2,79	5,27	3,21
32	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	2,61	9,46	9,31	2,72	13,64	11,52	8,37	11,20	8,59
	098 Transports et météorologie	2,40	7,43	7,21	-	7,29	6,13	7,14	8,56	5,90
	099 Mobilité et sécurité routière	0,21	0,92	0,88	2,72	4,56	3,44	1,24	1,38	1,26
	100 Pilotage et soutien des services du MTMUSR	-	1,11	1,23	-	1,79	1,95	-	1,26	1,43
35	Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,08	2,02	1,68	-	1,11	1,11	na	na	na
	019 Droits humains	-	1,16	0,42	-	0,46	-	na	na	na
	020 Citoyenneté et paix (ex Civisme et citoyenneté)	-	0,41	0,15	-	0,27	-	na	na	na
	145 Pilotage et soutien des services du Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,08	0,45	1,12	-	0,39	1,11	na	na	na
37	Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de	0,51	15,89	14,63	3,23	16,08	14,55	na	na	na

SCT°	PROGProgramme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	l'Entrepreneuriat des Jeunes)									
101	Jeunesse	-	2,00	2,40	-	2,45	2,74	na	na	na
102	Formation professionnelle	0,45	3,92	3,19	1,24	6,87	5,50	na	na	na
103	Promotion de l'emploi (ex Insertion professionnelle)	0,06	8,55	7,18	1,92	4,89	3,94	na	na	na
104	Pilotage et soutien des services du Ministère	-	1,41	1,86	0,07	1,87	2,37	na	na	na
38	Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat (EX Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville)	4,87	6,33	4,43	7,35	10,34	9,64	5,15	9,20	8,59
105	Planification et aménagement urbain	2,86	2,47	0,53	2,57	3,19	2,81	4,07	6,18	5,62
106	Architecture et construction	1,89	2,68	2,48	3,10	4,18	4,04	0,50	1,30	0,51
107	Accès aux logements décents	0,11	0,35	0,23	1,68	2,21	1,56	0,43	0,95	0,37
108	Pilotage et soutien aux service du MUH	-	0,82	1,18	-	0,77	1,23	0,15	0,77	2,09
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	26,23	43,29	35,86	27,09	54,57	46,00	80,70	108,00	82,56
073	Energie							36,21	36,87	21,74
086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques							1,63	4,78	4,32
087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie							0,13	0,69	0,59
088	Gouvernance environnementale et développement durable							0,00	1,20	0,26
089	Economie verte et changement climatique							1,45	1,91	1,47
109	Aménagements hydrauliques (ex Mobilisation des ressources en eau)	11,42	18,77	18,04	10,93	22,37	20,86	24,63	25,23	22,82
110	Gerstion intégrée des ressources en eau	3,10	5,08	1,81	3,02	6,28	3,81	1,21	6,75	4,90
111	Approvisionnement en eau potable (exEau potable)	9,31	13,73	11,02	9,34	17,24	13,67	12,15	20,99	18,81
112	Assainissement des eaux usées et excréta (ex Assainissement)	2,34	2,75	2,40	2,90	4,37	4,08	2,29	3,15	2,63
113	Pilotage et soutien	0,06	2,96	2,58	0,90	4,31	3,57	0,99	6,44	5,00
143	Approvisionnement en Eau et Assainissement									
43	Ministère de l'Energie	4,27	37,66	36,03	-	0,38	0,38	na	na	na
073	Energie	4,27	36,97	35,42	-	0,17	0,15	na	na	na

SCT°	PROG	Programme / Dotation	2020			2021			2022		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	140	Pilotage et soutien des services du Ministère de l'Energie	-	0,69	0,62	-	0,22	0,23	na	na	na
44		Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières							-	0,75	0,75
44	150	Pilotage et soutien							-	0,75	0,75
50		Grande Chancellerie	-	0,74	0,74	-	0,84	0,84	-	0,96	0,96
	114	Ordres burkinabè	-	0,74	0,74	-	0,84	0,84	-	0,96	0,96
51		Conseil Supérieur de la Communication	-	0,82	0,82	0,05	1,01	0,97	-	1,14	1,14
	115	Régulation du secteur de la communication	-	0,82	0,82	0,05	1,01	0,97	-	1,14	1,14
52		Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1,21	2,39	2,38	1,48	2,94	2,94	0,10	1,84	1,82
	116	Contrôle d'Etat	1,21	2,39	2,38	1,48	2,94	2,94	0,10	1,84	1,82
54		Conseil Constitutionnel	-	0,77	0,77	0,05	0,89	0,88	-	0,80	0,75
	117	Coordination des actions du Conseil constitutionnel	-	0,77	0,77	0,05	0,89	0,88	-	0,80	0,75
55		Conseil d'Etat	0,06	1,11	1,11	0,05	0,93	0,93	0,05	0,98	0,98
	118	Juridiction supérieure de l'ordre administratif	0,06	1,11	1,11	0,05	0,93	0,93	0,05	0,98	0,98
56		Cour des Comptes	-	1,49	1,49	0,05	1,46	1,46	-	1,87	1,87
	119	Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	-	1,49	1,49	0,05	1,46	1,46	-	1,87	1,87
57		Cour de Cassation	0,07	1,79	1,79	0,10	1,68	1,67	-	1,53	1,53
	120	Juridiction supérieure de l'Ordre judiciaire	0,07	1,79	1,79	0,10	1,68	1,67	-	1,53	1,53
58		Commission Electorale Nationale Indépendante	-	0,34	0,34	-	0,43	0,43	-	0,41	0,41
	121	Elections	-	0,34	0,34	-	0,43	0,43	-	0,41	0,41
59		Commission de l'Informatique et des Libertés	-	0,37	0,37	0,05	0,45	0,45	0,20	0,58	0,57
	122	Protection des données à caractère personnel	-	0,37	0,37	0,05	0,45	0,45	0,20	0,58	0,57
60		Médiateur du Faso	-	0,57	0,57	-	0,66	0,66	-	0,71	0,71
	123	Médiateur du Faso	-	0,57	0,57	-	0,66	0,66	-	0,71	0,71
61		Commission Nationale des Droits Humains	na	na	na	na	na	na	-	0,45	0,30
61	147	Défense des Droits Humains	na	na	na	na	na	na	-	0,45	0,30
98		Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	9,34	38,69	38,69	7,95	42,26	42,25	10,50	40,92	40,48
	135	Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	9,34	38,69	38,69	7,95	42,26	42,25	10,50	40,92	40,48
99		Dépenses Communes Interministérielles	67,70	287,90	251,45	23,34	182,95	180,59	11,50	288,39	281,17
	133	Dépenses communes interministérielles	67,70	287,90	251,45	23,34	182,95	180,59	11,50	288,39	281,17
TOTAL GENERAL			695,49	2 532,76	2 402,91	643,64	2 672,78	2 550,43	673,33	3 052,01	2 934,37

Source : DGB/Lois de règlement.

Tableau N°3.24 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA) (fin)

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023			2024*			2025*		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
1		Présidence du Faso	5,66	47,6	47,56	131,5	177,55	176,56	20,21	43,6	43,13
	1	Pilotage de l'action présidentielle	5,66	39,89	39,84	131,5	172,89	171,9	20,21	40,26	39,79
	2	Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	0	0,45	0,45	0	0,46	0,46	na	na	na
	3	Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	0	7,26	7,26	0	4,2	4,2	na	na	na
	2	Lutte contre le VIH, le Sida et les IST	na	na	na	na	na	na	0	3,34	3,34
2		Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,2	1,43	1,42	0,32	1,63	1,32	0,07	1,44	1,43
	4	Organisation du travail gouvernemental	0,2	1,43	1,42	0,32	1,63	1,32	0,07	1,44	1,43
3		Primature	0,59	8,07	7,5	0,61	8,19	7,78	0,08	6,95	6,82
	5	Orientation de l'action gouvernementale (EX Soutien à l'action de la Primature ou Soutien à l'action du Premier Ministre)	0	2,66	2,57	0,56	4,02	3,66	0,07	2,48	2,48
	6	Appui à la gouvernance	0	1,18	1,16	0	1,16	1,14	na	na	na
	7	Supervision des secteurs stratégiques (Pilotage des projets stratégiques)	0	0,48	0,48	0	0	0	0	0,6	0,6
	8	Promotion du capital humain	0,59	3,75	3,3	0,06	3,01	2,98	0	2,95	2,95
	6	Pilotage et soutien aux services de la Primature	na	na	na	na	na	na	0,01	0,91	0,8
4		Parlement	0	19,5	19,5	0	14,99	14,99	0	7,5	2,5
	134	Fonction parlementaire	0	19,5	19,5	0	14,99	14,99	0	7,5	2,5
5		Conseil Economique et Social	0,15	1,03	1,03	0	0,18	0,18	na	na	na
	9	Conseil Economique et Social	0,15	1,03	1,03	0	0,18	0,18	na	na	na
6		Conseil National de Sécurité d'Etat	na	na	na	na	na	na	8,41	21,68	21,68
	165	Sécurité d'Etat	na	na	na	na	na	na	8,41	21,68	21,68
8		Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	29	Intégration africaine	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	137	Gestion des Burkinabè de l'extérieur	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	141	Pilotage et soutien des services du MIABE	na	na	na	na	na	na	na	na	na
9		Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité (EX Ministère	39,46	190,03	188,29	40,97	200,24	190,2	31,93	57,7	56,36

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023			2024*			2025*		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
		de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité)									
	10	Sûreté de l'Etat	0	1,74	1,74	0	2,22	2,22	0	0	0
	11	Administration du territoire	0,4	8,35	8,14	0	13,7	13,58	0,13	11,09	10,43
	12	Sécurité intérieure	33,47	122,29	121,88	19,83	110,19	100,97	0	0	0
	13	Protection civile	1,14	2,37	2,01	1,04	4,3	3,94	1,9	4,6	4,32
	14	Décentralisation	4,34	35,01	34,82	2,71	22,61	22,59	3,01	17,87	17,84
	15	Etat civil	0,12	0,34	0,22	0,02	0,47	0,39	0,02	0,25	0,25
	16	Pilotage et soutien des services du MATD	0	19,94	19,48	0,04	18,62	18,43	26,73	16,2	15,97
	98	Transports et météorologie	na	na	na	17,32	19,65	19,62	0	6,68	6,63
	99	Mobilité et sécurité routière	na	na	na	0	8,47	8,46	0,14	0,89	0,83
	157	Affaires religieuses, coutumières et traditionnelles	na	na	na	na	na	na	0	0,11	0,09
10		Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	9,69	40,09	39,29	10,58	40,43	39,68	15,04	37,58	37,42
	17	Administration judiciaire	1,19	15,63	15,23	8,13	16,72	16,04	14,83	16,41	16,32
	18	Administration pénitentiaire	8,37	16,53	16,25	2,43	16,86	16,82	0,21	13,72	13,7
	19	Droits humains	0,01	0,31	0,31	0,02	0,4	0,43	0	0,26	0,25
	20	Citoyenneté et paix	0,01	0,33	0,32	0	0,3	0,29	0	0,31	0,3
	21	Pilotage et soutien	0,11	7,18	7,07	0	6,04	6,01	0	6,77	6,75
	124	Relations avec les Institutions (Relations avec le Parlement)	0	0,1	0,1	0	0,12	0,1	0	0,1	0,1
11		Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	238,3	622,34	622,34	195,1	578,79	564,82	79,94	526,86	526,67
	22	Défense	186,2	333,55	333,55	114,1	194,07	180,32	56,51	127,25	127,25
	23	Préparation et emploi des forces	9,71	156,49	156,49	25,06	223,19	223,19	10,21	255,82	255,82
	24	Equiperment des forces	10,84	11,64	11,64	22,76	23,61	23,61	3,11	4,17	4,17
	25	Appui à la sécurité publique et à la protection civile	2,7	59,3	59,3	3,14	72,12	72,12	0,2	88,12	88,12
	26	Renforcement du lien Armée-Nation	0,27	1,85	1,85	0,33	3,12	3,12	0,02	3,21	3,21
	27	Pilotage et soutien aux services du Ministère	28,62	59,51	59,51	29,69	62,69	62,46	9,89	48,28	48,09
12		Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabés de l'Extérieur (EX	2,2	39,77	39,45	1,53	50,55	50,38	1,78	42,99	42,25

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023			2024*			2025*		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
		Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération)									
	28	Coopération bilatérale (Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde)	2,2	33,39	33,31	1,53	45,44	45,41	0,75	15,25	15,17
	29	Coopération bilatérale (Intégration Africaine (ex Intégration régionale))	0	1,38	1,39	0	0,53	0,52	0,66	8,06	7,72
	30	Pilotage et soutien aux services du Ministère	0	4,75	4,53	0	3,78	3,71	0,08	14,37	14,1
	137	Intégration Africaine (Gestion des Burkinabè de l'extérieur)	0	0,24	0,22	0	0,79	0,75	0,08	0,53	0,53
	158	Diaspora et migration internationale	na	na	na	na	na	na	0,22	4,36	4,35
	159	Protection internationale et consulaire	na	na	na	na	na	na	0	0,41	0,39
13		Ministère de la Sécurité	na	na	na	10,74	11,73	11,58	7,75	123,73	123,43
	10	Sûreté de l'Etat	na	na	na	1	1	1	0,44	8,89	8,84
	12	Sécurité intérieure	na	na	na	9,74	10,7	10,57	7,3	75,19	74,98
	139	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	na	na	na	0	0,03	0,01	0,01	39,65	39,61
14		Ministère de l'Economie et des Finances (EX Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective)	90,75	462,29	468,64	108,2	510,76	528,32	42,15	565,25	581,24
	31	Charge de la dette	0	234,16	245,39	0	292,77	310,42	0	343,95	360,98
	32	Pilotage de l'Economie et du développement	78,97	129,91	128,77	81,56	117,61	117,61	25,92	128,01	127,4
	33	Mobilisation des ressources	9,75	46,07	45,01	26,09	53,18	53,18	14,91	44,22	44,16
	34	Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	0	10,33	9,64	0	9,9	9,88	0	10,34	10,28
	35	Gestion des comptes publics et sauvegarde des intérêts financiers et du patrimoine de l'Etat	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	36	Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	0	3,22	3,16	0	3,42	3,41	0	3,18	3,17
	37	Relations économiques et financières internationales	na	na	na	na	na	na	na	na	na

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023			2024*			2025*		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	38	Pilotage et soutien des services du ministère	2,03	38,6	36,66	0,58	33,88	33,82	1,32	35,56	35,25
15		Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	na	na	na	3,98	19,63	19,3	na	na	na
	39	Culture	na	na	na	0,84	3,79	3,79	na	na	na
	40	Tourisme	na	na	na	0,86	2,02	1,85	na	na	na
	41	Pilotage et soutien aux services du MCAT	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	46	Communication	na	na	na	2,25	9,17	9,16	na	na	na
	47	Pilotage et soutien	na	na	na	0,03	4,65	4,49	na	na	na
	124	Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	na	na	na
17		Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1,46	16,26	15,69	1,5	16,88	16,87	1,11	17,46	17,36
	42	Ressources humaines de l'administration publique (Ex Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique)	1,21	8,31	7,82	1,03	8,6	8,59	1,11	7,85	7,82
	43	Réforme de l'administration	0	0,27	0,27	0	0,27	0,27	0	0,25	0,25
	44	Travail décent	0,11	4,27	4,24	0,47	5,81	5,81	0	6,83	6,79
	45	Pilotage et soutien aux services du Ministère (Pilotage et soutien des services du MFPTPDS)	0,14	3,4	3,35	0	2,21	2,21	0	2,54	2,51
18		Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement)	0,64	19,23	18,65	3,98	19,63	19,23	6,1	26,58	26,29
	1	Culture	0	3,5	3,49	0,84	3,79	3,79	0	5,11	5,1
		Tourisme	0,61	1,57	1,29	0,86	2,02	1,85	2,1	3,49	3,25
	46	Communication	0	9,49	9,34	2,25	9,17	9,16	4	10,66	10,66
	47	Pilotage et soutien	0,03	4,67	4,53	0,03	4,65	4,43	0	7,32	7,28
	124	Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	na	na	na
19		Ministère du Genre et de la Famille	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	48	Femme et du genre	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	49	Enfance et famille	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	151	Pilotage des services du ministère	na	na	na	na	na	na	na	na	na

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023			2024*			2025*		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
20		Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	5,35	28,02	25,19	2,68	25,29	25,22	4,05	27,31	27,26
	52	Sport et loisirs (Ex Sport et activités physiques)	5	15,81	13,19	2,15	12,94	12,93	2,82	18,73	18,71
	53	Loisirs	0	0,22	0,21	0	0,3	0,28			
	54	Pilotage et soutien aux services du Ministère	0	3,39	3,35	0,21	3,68	3,66	0	3	2,99
	101	Jeunesse et éducation permanente (ex Jeunesse)	0	1,62	1,6	0,18	1,37	1,37	0	1,38	1,37
	102	Enseignement et formation techniques et professionnels (EX Formation professionnelle)	0,31	4,08	3,95	0,07	4,83	4,83	0	0	0
	103	Promotion de l'emploi	0,05	2,9	2,89	0,07	2,16	2,16	1,23	4,2	4,19
21		Ministère de la Santé (EX Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique)	41,32	310,26	308,72	42,36	354,61	354,03	24,03	347,86	346,17
	55	Offre de soin (ex Accès aux services de santé)	36,02	173,15	172,68	38,01	164,9	164,7	18,68	147,36	146,53
	56	Santé publique (ex Prestation des services de santé)	4,29	80,69	80,6	4,34	86,52	86,45	5,21	137,43	136,96
	57	Pilotage et soutien aux services du Ministère	0,01	38,85	38,51	0,01	78,75	78,57	0,14	35,12	34,87
	146	Accès aux produits de santé	1	17,58	16,93	0	24,45	24,31	0	27,96	27,82
22		Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	2,09	43,67	43,2	2,43	42,5	42,32	2,17	26,97	26,63
	48	Femme et du genre	0	0,98	1,01	0	0,91	0,9	0	2,23	2,22
	49	Enfance et famille	0,08	2,13	2,08	0	2,75	2,63	0,64	4,23	4,02
	50	Solidarité nationale et gestion des catastrophes et des crises humanitaires	1,82	36,2	36,01	2,43	34,67	34,64	1,53	16,59	16,49
	51	Pilotage et soutien des services du Ministère	0,2	4,36	4,1	0	4,16	4,14	0	3,92	3,9
23		Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (Ex Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales)	60,13	588,94	559,81	21,74	613,49	611,38	10,92	407,55	402,83
	58	Accès à l'éducation formelle	50,1	327,18	302,13	15,22	354,71	354,7	7,44	204,04	203,38

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023			2024*			2025*		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	59	Qualité de l'éducation formelle	8,63	85,36	82,22	5,35	93,52	93,46	0,58	38,67	38,3
	60	Education non formelle et promotion des langues nationales (ex Accès et qualité de l'éducation non formelle)	0,2	1,75	1,75	0,2	2,68	2,67	1,49	3,64	3,54
	61	Pilotage et soutien aux services du Ministère (Ex Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle)	1,2	174,65	173,71	0,97	162,58	160,56	1,21	122,46	121,65
	160	Evaluation et certification dans l'éducation formelle et non formelle	na	na	na	na	na	na	0,14	8,37	8,02
	161	Fourniture de services sociaux dans l'éducation	na	na	na	na	na	na	0,05	30,37	27,94
24		Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (EX Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)	21,63	112,09	106,85	4,7	106,83	103,96	6,52	111,65	110,83
	62	Enseignement supérieur	18,47	57,62	53,31	2,23	47,93	47,41	3,76	47,43	46,76
	63	Fourniture des services sociaux aux étudiants	0	34,73	34,72	1,12	39,27	38,06	0,3	41,79	41,77
	64	Recherche scientifique et technologique	2,44	11,88	11,54	1,08	12,26	11,49	1,57	12,46	12,41
	65	Pilotage et soutien aux services du Ministère (EX Pilotage de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation)	0,64	7,6	7,14	0,02	6,91	6,75	0,22	9,46	9,41
	66	Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	0,08	0,25	0,13	0,25	0,46	0,26	0,67	0,51	0,48
25		Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat (EX Ministère Dév't Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises)	0,58	15,9	15,69	1,28	28,69	28,65	0,45	31,87	31,56

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023			2024*			2025*		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	67	Industrie	0,36	0,69	0,58	0,23	0,61	0,61	0,21	0,69	0,54
	68	Commerce	0,06	11,13	11,08	0	11,12	11,11	0	26,02	26,02
	69	Artisanat	0	0,3	0,3	1,01	1,71	1,7	0,23	1,56	1,51
	70	Secteur privé	0,1	2,9	1,31	0	12,89	12,89	0	1,01	0,93
	71	Pilotage et soutien aux services du Ministère	0,06	0,88	2,43	0,03	2,37	2,35	0	2,59	2,56
26		Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières (EX Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières)	30,33	61,24	58,32	15,08	44,31	43,38	53,54	83,87	83,14
	72	Mines (ex Mines et carrières)	0	4,02	4,01	0	4,07	4,05	0	1,62	1,61
	73	Energie	30,33	55,27	52,43	15,08	37,89	37,02	53,54	80,08	79,4
	74	Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	0	1,69	1,63	0	1,62	1,59	0	1,76	1,74
	138	Carrières	0	0,26	0,26	0	0,73	0,73	0	0,41	0,4
27		Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (Ex Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques)	57,33	139,37	122,93	75,08	209,22	206,81	115,66	226,98	223,1
	75	Aménagements hydro-agricoles et irrigations	37,43	61,83	52,35	63,54	118,28	117,27	69,47	99,99	98,02
	76	Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	1,82	13,71	13,25	1,17	10,17	10,14	9,27	11,84	11,8
	77	Economie agricole	7,38	14,51	11	1,67	6,88	6,87	9,32	5,85	5,79
	78	Développement durable des productions agricoles	1,01	12,03	11,62	0,81	31,69	31,17	16,51	32,37	31,87
	79	Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	3,72	6,76	6,62	0,47	2,85	2,82	0,87	3,01	3
	80	Pilotage et soutien aux services du Ministère	0,08	11,66	11,47	0,2	14,23	13,94	0,72	13,72	13,27
	81	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	5,51	14,43	12,39	5,16	10,74	10,71	1,3	30,82	30,79
	82	Productivité et compétitivité des productions animales	0,05	2,15	2,12	1,41	11,59	11,1	6,41	23,15	22,42
	83	Santé animale et santé publique vétérinaire	0,25	2	1,88	0,47	2,56	2,55	1,11	5,36	5,3

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023			2024*			2025*		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	84	Développement des productions halieutiques et aquacoles	0,09	0,28	0,24	0,18	0,24	0,23	0,68	0,86	0,84
28		Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	81	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	82	Productivité et compétitivité des productions animales	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	83	Santé animale et santé publique vétérinaire	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	84	Développement des productions halieutiques et aquacoles	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	85	Pilotage et soutien	na	na	na	na	na	na	na	na	na
29		Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	86	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	87	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	88	Gouvernance environnementale et développement durable	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	89	Economie verte et changement climatique	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	90	Pilotage et soutien	na	na	na	na	na	na	na	na	na
30		Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	28,85	82,88	68,72	12,44	62,86	62,78	121,64	228,02	226,7
	91	Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	15,48	34,1	24,61	7,88	11,03	11,01	18,04	40,94	40,31
	92	Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires,	4,13	42,18	38,57	4,33	46,79	46,75	97,83	180,55	180,37

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023			2024*			2025*		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
		maritimes et cartographiques									
	93	Développement de réseau de pistes rurales	8	2,62	1,63	0	0,84	0,83	5,44	2,22	1,75
	94	Pilotage et soutien aux services du Ministère	1,24	3,98	3,92	0,23	4,2	4,19	0,33	4,3	4,26
31		Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques)	16,04	15,49	15,36	4,44	17,06	17,06	13,59	12,52	12,44
	95	Développement d'infrastructures de communications électroniques	3,07	3,31	3,19	0,76	0,88	0,87	12,32	6,14	6,14
	96	Appui au sous-secteur postal	0	0,02	0,02	0	0,61	0,61	0	0,01	0,01
	97	Pilotage et soutien aux services du Ministère	0	1,04	1,04	0	1,5	1,5	0,01	2,28	2,2
	136	Transformation et écosystème numérique	12,97	11,13	11,12	3,68	14,07	14,07	1,26	4,08	4,08
32		Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	151	68,81	66,91	7,71	24,3	20,88	na	na	na
	98	Transports et météorologie	151	65,26	63,37	7,67	22,09	18,83	na	na	na
	99	Mobilité et sécurité routière	0	1,89	1,89	0,04	0,57	0,45	na	na	na
	100	Pilotage et soutien des services du MTMUSR	0	1,66	1,65	0	1,65	1,6	na	na	na
35		Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	19	Droits humains	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	20	Citoyenneté et paix (ex Civisme et citoyenneté)	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	145	Pilotage et soutien des services du Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na	na	na	na
37		Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique (EX Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi)	na	na	na	0	0,13	0,13	4,23	246,15	245,6

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023			2024*			2025*		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	101	Jeunesse	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	102	Formation professionnelle	na	na	na	na	na	na	2,77	22,24	22,21
	103	Promotion de l'emploi (ex Insertion professionnelle)	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	104	Pilotage et soutien des services du Ministère	na	na	na	0	0,13	0,13	0,49	51,56	51,31
	163	Enseignement secondaire général	na	na	na	na	na	na	0,97	133,16	132,89
	164	Orientation, pratiques d'activités parascolaires et périscolaires et continuité éducative	na	na	na	na	na	na	0	39,19	39,19
38		Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (EX Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat)	0,89	5,93	5,36	3,1	6,83	6,37	0,12	4,09	3,56
	105	Urbanisme et topographie (Planification et aménagement urbain)	0,35	3,07	2,68	2,01	3,16	3,14	0,12	1,84	1,35
	106	Architecture et construction	0,02	0,71	0,7	0,4	1,22	1,07	0	0,91	0,89
	107	Accès aux logements décents	0,42	0,58	0,42	0,69	0,95	0,68	0	0	0
	108	Pilotage et soutien au service du Ministère	0,1	1,57	1,55	0	1,5	1,47	0	1,33	1,31
42		Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	25,5	75,05	69,76	31,83	74,36	71,65	22,01	91,69	88,23
	73	Energie	0	0,08	0,08	na	na	na	na	na	na
	86	Ressources forestières et fauniques (EX Gestion durable des ressources forestières et fauniques)	1,78	5,76	5,29	2,12	12,46	11,95	1,91	9,33	8,91
	87	Assainissement de l'environnement (ex Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie)	0,01	2,07	0,44	0,04	0,85	0,84	1,1	5,81	5,6
	88	Gouvernance environnementale et développement durable	0,26	1	0,99	0,73	7,83	7,81	1,47	17,17	16,83
	89	Economie verte et changement climatique	2,21	3,22	3,19	0,04	0,94	0,92	0	0,06	0,06
	109	Aménagements hydrauliques (ex	12,94	21,52	20,23	14,92	16,57	16,17	1,55	8,58	7,95

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023			2024*			2025*		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
		Mobilisation des ressources en eau)									
	110	Gestion intégrée des ressources en eau	1,49	3,71	2,69	1,02	3,31	3,29	0,98	9,87	9,62
	111	Approvisionnement en eau potable (ex Eau potable)	5,91	21,88	21,27	8,77	15,25	13,97	14,83	24,53	23,05
	112	Assainissement des eaux usées et excréta (ex Assainissement)	0,65	1,22	1,13	4,09	4,7	4,31	0	0	0
	113	Pilotage et soutien aux services du Ministère	0,26	14,59	14,44	0,1	12,44	12,38	0,17	16,34	16,22
	143	Approvisionnement en Eau et Assainissement				na	na	na	na	na	na
43		Ministère de l'Energie	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	73	Energie	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	140	Pilotage et soutien des services du Ministère de l'Energie	na	na	na	na	na	na	na	na	na
44		Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	150	Pilotage et soutien	na	na	na	na	na	na	na	na	na
50		Grande Chancellerie	0	0,97	0,97	0	0,8	0,8	0	1,02	1,02
	114	Ordres burkinabè	0	0,97	0,97	0	0,8	0,8	0	1,02	1,02
51		Conseil Supérieur de la Communication	0	0,99	0,98	0	1,06	1,05	0,01	1,21	1,21
	115	Régulation du secteur de la communication	0	0,99	0,98	0	1,06	1,05	0,01	1,21	1,21
52		Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1,09	2,71	2,34	0,04	2,8	2,79	0	1,42	1,4
	116	Contrôle d'Etat	1,09	2,71	2,34	0,04	2,8	2,79	0	1,42	1,4
54		Conseil Constitutionnel	0	0,79	0,79	0,01	0,85	0,85	0	0,84	0,84
	117	Coordination des actions du Conseil constitutionnel	0	0,79	0,79	0,01	0,85	0,85	0	0,84	0,84
55		Conseil d'Etat	0	1,01	1,01	0,04	1,11	1,11	0	1,02	1,02
	118	Juridiction supérieure de l'ordre administratif	0	1,01	1,01	0,04	1,11	1,11	0	1,02	1,02
56		Cour des Comptes	0,04	1,7	1,7	0,02	2,07	2,07	0,06	1,97	1,96
	119	Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	0,04	1,7	1,7	0,02	2,07	2,07	0,06	1,97	1,96
57		Cour de Cassation	0,03	1,68	1,68	0,2	1,75	1,74	0	1,49	1,49
	120	Juridiction supérieure de l'Ordre judiciaire	0,03	1,68	1,68	0,2	1,75	1,74	0	1,49	1,49
58		Commission Electorale Nationale Indépendante	0	0,49	0,49	0	0,49	0,49	0	0,5	0,5
	121	Elections	0	0,49	0,49	0	0,49	0,49	0	0,5	0,5
59		Commission de l'Informatique et des Libertés	0,1	0,67	0,67	0,12	0,8	0,8	0	0,48	0,48

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023			2024*			2025*		
			AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	122	Protection des données à caractère personnel	0,1	0,67	0,67	0,12	0,8	0,8	0	0,48	0,48
60		Médiateur du Faso	0,06	0,68	0,68	0	0,08	0,07	na	na	na
	123	Médiateur du Faso	0,06	0,68	0,68	0	0,08	0,07	na	na	na
61		Commission Nationale des Droits Humains	0,02	0,43	0,43	0	0,42	0,42	0	0,54	0,52
	147	Défense des Droits Humains	0,02	0,43	0,43	0	0,42	0,42	0	0,54	0,52
98		Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	8,77	34,58	34,58	12,74	16,68	16,68	na	na	na
	135	Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	8,77	34,58	34,58	12,74	16,68	16,68	na	na	na
99		Dépenses Communes Interministérielles	0	364,17	360,65	57,18	435,17	407,14	19,03	759,07	749,85
	133	Dépenses communes interministérielles	0	364,17	360,65	57,18	435,17	407,14	19,03	759,07	749,85
TOTAL GENERAL			840,2	3426,1	3343,14	794,1	3706,1	3652,47	612,58	4095,41	4074,94

Source : DGB/Lois de règlement

(*) Les données de 2024 sont celles de la loi de règlement et celles de 2025 sont de l'avant-projet de la loi de règlement.

3.2.3. Evolution des dépenses par titre budgétaire et par ministère et institution

Tableau 3. 25: Evolution de l'exécution des dépenses du titre I par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution		2016
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement		228,39
Dépenses Communes Interministérielles		0,70
Total		229,10

Source : DGB/Lois de règlement

Tableau 3. 26: Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Dépenses Communes Interministérielles	0,50	0,05	0,50	0,42	0,50	0,36

Source : DGB/Lois de règlement.

Tableau N°3.26 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA) (suite)

	2020		2021		2022	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Dépenses Communes Interministérielles	0,50	0,46	0,82	0,82	1,00	0,70

Source : DGB/Lois de règlement.

Tableau N°3.26 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA) (fin)

	2023		2024*		2025*	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Dépenses Communes Interministérielles	1,79	1,76	1,74	1,74	1,48	1,44

Source : DGB/Lois de règlement

(*) Les données de 2024 sont celles de la loi de règlement et celles de 2025 sont de l'avant-projet de la loi de règlement.

Tableau 3. 27: Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Ministère de l'économie et des finances	67,69	69,63	99,71	95,77	100,00	116,77

Source : DGB /Lois de règlement.

Tableau N°3.27 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA) (suite)

	2020		2021		2022	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Ministère de l'économie et des finances	113,38	139,91	173,60	191,76	195,80	229,50

Source : DGB/Lois de règlement.

Tableau N°3.27 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA) (fin)

	2023		2024*		2025*	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Ministère de l'économie et des finances	234,16	245,39	292,77	310,48	343,95	360,98

Source : DGB/Lois de règlement

(*) Les données de 2024 sont celles de la loi de règlement et celles de 2025 sont de l'avant-projet de la loi de règlement.

Tableau 3. 28: Situation des dépenses du titre II par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2016
Présidence	1,37
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,38
Premier Ministère	0,87
Parlement	na
Conseil Economique et Social	0,20
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na
Ministère des Relations avec le Parlement et Réformes Politiques	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de Décentralisation et de la Sécurité.	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de Décentralisation et de la Sécurité intérieure	50,83
Ministère de la Justice	na
Ministère de la Justice et de la Promotion des Droits Humains.	na
Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion. Civique	13,85
Ministère de la Défense	na

Ministère et institution	2016
Ministère Défense Nationale et des Anciens Combattants.	63,19
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	15,40
Ministère de la Sécurité	na
Ministère de l'Economie et des Finances	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	26,51
Ministère des Finances et du Budget	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et francophonie	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	2,17
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Administration.	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et la Sécurité. Sociale	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,25
Ministère de l'Information	na
Ministère de la Communication	na
Ministère de la Communication, chargé des Relations avec CNT	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,17
Ministère de la Promotion de la Femme	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du genre	1,00
Ministère des Sports et des Loisirs	1,76
Ministère de la Santé	67,83
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	na
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille	7,35
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na
Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	198,95
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	na
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na
Ministère de l'Industrie, du Commerce, P Init. Priv Art.	na
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	1,44
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	na
Ministère des Mines et de l'Energie	0,63
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	na
Ministère de l'Agriculture de l'Hydraulique.	na
Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na
Ministère. de l'Agriculture RessHydrAss&Séc Alimentaire	na
Ministère. de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques	11,46
Ministère des Ressources Animales	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutique	4,73
Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie	na
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	na
Ministère de l'Environnement et des Ressources. Halieutiques	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	6,26
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na

Ministère et institution	2016
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na
Ministère des Infrastructures	2,88
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	na
Ministère des Postes et Télécommunications	na
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	na
Ministère des Transports	na
Ministère des Transports, des Postes et de l'Economie. Numérique.	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	0,55
Ministère de l'Economie et du Développement	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na
Ministère de la Jeunesse et de la Formation Professionnelle et de l'Emploi.	na
Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Insertion. Professionnelle	2,61
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,99
Ministère. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na
Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	1,73
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	56,74
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na
Grande Chancellerie	0,06
Conseil Supérieur de l'Information	na
Conseil Supérieur de la communication	0,28
Inspection Générale de l'Etat	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	0,41
Délégation Générale à l'Informatique	na
Conseil Constitutionnel	0,53
Conseil d'Etat	0,45
Cour des Comptes	0,69
Cour de Cassation	0,78
Médiateur du Faso	na
Commission Electorale Nationale Indépendante	na
Dépenses Communes Interministérielles	6,33
Total	556,88

Source : DGB/Lois de règlement

Tableau 3. 29: Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	1,68	1,68	2,03	3,37	3,8	3,78
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,43	0,43	0,44	0,52	0,63	0,62
Primature	0,89	0,89	0,95	1,38	1,3	1,29
Conseil Économique et Social	0,18	0,18	0,2	0,21	0,18	0,18
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	0,27	0,26
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité (EX Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité)	60,32	60,31	10,74	11,44	11,05	11,03
Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement)	15,07	16,06	18,07	17,24	20,52	20,46

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	78,63	78,6	83,58	83,58	117,61	117,61
Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération et des Burkinabés de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabés de l'Extérieur)	19,56	19,46	26,77	17,38	18,95	18,44
Ministère de la Sécurité			48,25	49,21	77,99	77,78
Ministère de l'Économie et des Finances (EX Ministère de l'Économie, des Finances et de la Prospective)	28,28	28,27	28,16	38,53	35,18	35,16
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	2,3	2,3	2,58	2,85	3,07	3,06
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,31	3,28	3,99	3,71	3,69	3,69
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,37	2,37	2,37	2,38	2,13	2,09
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	1,81	1,82	1,86	1,9	2,02	2,02
Ministère de la Santé (EX Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être)	71,7	71,69	75,89	78,71	102,37	102,24
Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale (EX Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire)	8,61	8,6	7,94	8,31	8,08	8,04
Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (EX Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales)	262,82	262,79	272,07	322,83	385,99	385,93
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	19,83	19,81	5,25	8,26	6,31	6,18
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (EX Ministère Développement Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises)	1,55	1,55	1,68	1,66	2,04	2,03
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Carrières (EX Ministère de la Transition Énergétique, des Mines et des Carrières)	0,81	0,81	0,48	0,66	0,7	0,7
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques)	10,81	10,81	10,61	11,28	11,03	10,92
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	4,94	4,93	5,22	5,46	5,53	5,51
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	9,49	9,55	8,56	9,79	10,28	10,23
Ministère des Infrastructures (EX Ministère des Infrastructures et du Désenclavement)	2,98	2,98	2,43	2,57	2,45	2,44
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,58	0,58	0,73	0,63	0,68	0,68
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,24	0,24	0,48	0,89	1,11	1,04
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique						
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	2,71	2,71	2,17	3,12	3	2,99
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (EX Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville)	1,11	1,11	1,17	1,22	1,34	1,31
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	1,84	1,84	2,04	2,32	2,17	2,15
Ministère de l'Energie	na	na	0,26	0,48	0,62	0,62
Grande Chancellerie	0,06	0,06	0,06	0,12	0,14	0,14
Conseil Supérieur de la Communication	0,31	0,31	0,35	0,33	0,38	0,37
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,45	0,45	0,51	0,49	0,47	0,47
Conseil Constitutionnel	0,45	0,45	0,62	0,58	0,49	0,49
Conseil d'Etat	0,55	0,55	0,54	0,54	0,56	0,56
Cour des Comptes	0,83	0,83	0,76	0,82	0,77	0,77
Cour de Cassation	0,98	0,98	0,94	0,95	1,02	0,95
Dépenses Communes Interministérielles	2,4	0,02	74,73	0	0	0
Total	620,89	619,31	705,52	695,7	845,9	844,24

Source : DGB/Lois de règlement

Tableau N°3.29 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite)

	2020		2021		2022	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	4,8	4,8	5,11	5,11	4,64	4,64
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,58	0,58	0,56	0,56	0,66	0,66
Primature	1,5	1,5	1,52	1,52	1,55	1,55
Conseil Economique et Social	0,2	0,2	0,18	0,18	0,2	0,2
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0,55	0,55	0,25	0,25	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité (EX Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité)	11,26	11,26	11,3	11,3	98,15	98,15
Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement)	19,96	19,96	22,52	22,52	23,38	23,38
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	119,37	119,37	136,29	136,29	152,44	152,44
Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération et des Burkinabés de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	24,67	24,66	19,9	19,9	23,92	21,02
Ministère de la Sécurité	82,98	82,98	82,89	82,88	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances (EX Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective)	34,73	34,73	34,68	34,68	35,64	35,64
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	3,32	3,32	3,47	3,47	5,25	5,25
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,67	3,67	3,79	3,79	3,76	3,76
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,22	2,22	1,73	1,73	na	na
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	2,34	2,34	2,26	2,26	5,44	5,44
Ministère de la Santé (EX Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être)	121,14	121,13	131,96	131,96	134,15	134,14
Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale (EX Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire)	8,46	8,46	8,32	8,32	7,95	7,95
Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (EX Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales)	396,27	395,48	421,01	420,57	452,48	452,47
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	8,28	8,28	8,56	8,56	9,77	9,77
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (EX Ministère Développement Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises)	2,3	2,3	2,4	2,4	2,44	2,44
Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières (EX Ministère de la Transition Énergétique, des Mines et des Carrières)	1,01	1,01	1,45	1,45	1,93	1,93
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques)	12,27	12,27	11,95	11,95	18,45	18,45
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	6,19	6,19	6,14	6,13	na	na
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	11,44	11,44	12,86	12,86	13,58	13,58
Ministère des Infrastructures (EX Ministère des Infrastructures et du Désenclavement)	2,73	2,73	2,8	2,8	2,86	2,86
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,76	0,76	0,94	0,94	1,55	1,55
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,26	1,26	1,35	1,35	1,58	1,58
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,9	0,9	1,11	1,11	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	3,22	3,22	3,25	3,25	na	na
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (EX Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville)	1,36	1,36	1,58	1,58	2,55	2,55

	2020		2021		2022	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	2,71	2,71	2,89	2,89	3,05	3,05
Ministère de l'Energie	0,71	0,71	0,38	0,38	na	na
Grande Chancellerie	0,14	0,14	0,14	0,14	0,17	0,17
Conseil Supérieur de la Communication	0,37	0,37	0,38	0,38	0,43	0,43
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,49	0,49	0,65	0,65	0,61	0,61
Conseil Constitutionnel	0,47	0,47	0,52	0,52	0,49	0,49
Conseil d'Etat	0,85	0,85	0,66	0,66	0,68	0,68
Cour des Comptes	1,16	1,16	1,06	1,06	1,2	1,2
Cour de Cassation	1,35	1,35	1,16	1,16	1,06	1,06
Dépenses Communes Interministérielles	0,02	0,02	0,02	0	0,03	0,02
Total	898,01	897,2	950	949,52	1 012,03	1 009,11

Source : DGB/Lois de règlement.

Tableau N°3.29 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA) (fin)

	2023		2024*		2025*	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	4,67	4,67	4,95	4,95	6,24	6,24
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,68	0,68	0,73	0,73	0,77	0,77
Primature	1,52	1,52	1,59	1,59	1,64	1,64
Conseil Economique et Social	0,21	0,21	0,18	0,18	na	na
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité (EX Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité)	101,52	101,52	105,30	105,29	21,77	21,72
Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement)	26,74	26,74	26,81	26,79	28,61	28,60
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	200,71	200,71	262,28	262,28	320,96	320,96
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabés de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	15,36	15,36	28,68	28,67	21,31	21,22
Ministère de la Sécurité	na	na			93,58	93,55
Ministère de l'Economie et des Finances (EX Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective)	35,07	35,07	34,89	34,89	36,10	36,10
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	4,98	4,99	4,80	4,80	4,33	4,33
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,70	3,70	3,54	3,54	3,84	3,84
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	5,28	5,27	5,22	5,22	4,78	4,77
Ministère de la Santé (EX Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être)	143,54	143,54	122,82	122,77	118,38	118,30
Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale (EX Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire)	7,52	7,52	7,12	7,12	7,16	7,15
Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (EX Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales)	480,24	480,21	496,34	494,34	335,87	335,35
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	11,22	11,22	13,49	13,49	14,60	14,60
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (EX Ministère Développement Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises)	2,42	2,42	2,40	2,40	2,57	2,44
Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières (EX Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières)	1,81	1,81	1,91	1,91	2,04	2,04

	2023		2024*		2025*	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques)	18,42	18,42	17,98	17,98	18,62	18,55
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	na	na	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures (EX Ministère des Infrastructures et du Désenclavement)	2,95	2,95	3,10	3,10	3,22	3,22
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	1,22	1,22	1,63	1,63	1,92	1,92
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,88	1,88	2,02	2,02		
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (EX Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville)	2,23	2,23	2,48	2,48	2,56	2,55
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	18,31	18,31	17,51	17,51	22,18	22,13
Ministère de l'Energie	na	na				
Grande Chancellerie	0,18	0,18	0,22	0,22	0,27	0,27
Conseil Supérieur de la Communication	0,42	0,42	0,48	0,48	0,46	0,46
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,63	0,64	0,79	0,79	0,93	0,93
Conseil Constitutionnel	0,47	0,47	0,48	0,48	0,47	0,47
Conseil d'Etat	0,76	0,76	0,76	0,76	0,84	0,84
Cour des Comptes	1,16	1,16	1,24	1,24	1,40	1,40
Cour de Cassation	1,10	1,10	1,02	1,02	1,10	1,10
Commission Nationale des Droits Humains			0,08	0,08	0,19	0,19
Dépenses Communes Interministérielles	0,26	0,00	4,55	0,02	na	na
Total	1 097,18	1 096,90	1 177,38	1 170,75	1 274,60	1 273,35

Source : DGB/Lois de règlement

(*) Les données de 2024 sont celles de la loi de règlement et celles de 2025 sont de l'avant-projet de la loi de règlement.

Tableau 3. 30: Situation des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2016
Présidence	6,19
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,23
Premier Ministère	0,84
Parlement	na
Conseil Economique et Social	0,59
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na
Min. Relat° avec le Parlement et Réf Pol	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	na
Min. Admin.Territoriale et Sécurité	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	8,66
Ministère de la Justice	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	3,26
Ministère de la Défense	na
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	18,24
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	13,10
Ministère de la Sécurité	na
Ministère de l'Economie et des Finances	0,00

Ministère et institution	2016
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	5,55
Ministère des Finances et du Budget	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et Francophonie	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	0,35
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	na
Min, FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	2,40
Ministère de l'Information	na
Ministère de la Communication	na
Ministère de la Communication, chargé Relat ^o avec CNT	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	0,99
Ministère de la Promotion de la Femme	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	na
Ministère des Sports et des Loisirs	3,92
Ministère de la Santé	11,49
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	0,59
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	18,20
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur	na
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na
Min. de l'Industrie Commerce & Artis.	0,38
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	na
Ministère des Mines et de l'Energie	0,18
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	na
Min. de l'Agriculture & et de l'Hydraulique.	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	0,44
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	0,94
Ministère des Ressources Animales	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,62
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	0,80
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na
Ministère des Infrastructures	1,42
Min. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	0,24
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	na
Ministère des Postes et des Technologies	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	1,34
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	na
Ministère des Transports	na
Min. Transports Postes & Eco. Numérique.	na
Ministère de l'Economie et du Développement	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	0,21
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,46

Ministère et institution	2016
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na
Ministère RechScientif et Innovation	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	2,11
Grande Chancellerie	0,45
Conseil Supérieur de l'Information	na
Conseil Supérieur de la communication	0,25
Inspection Générale de l'Etat	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	0,27
Délégation Générale à l'Informatique	na
Conseil Constitutionnel	0,22
Conseil d'Etat	0,19
Cour des Comptes	0,31
Cour de Cassation	0,19
Commission Electorale Nationale Indépendante	na
Médiateur du Faso	na
Transferts Ressources Collectivités T.	4,80
Dépenses Communes Interministérielles	16,78
Total	127,20

Source : DGB/Lois de règlement

Tableau 3. 31: Evolution de l'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	6,96	6,70	6,27	5,20	10,56	9,95
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,32	0,31	0,28	0,27	0,35	0,34
Primature	1,14	1,10	1,32	1,28	1,24	1,17
Conseil Economique et Social	0,66	0,65	0,58	0,58	0,64	0,64
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	0,50	0,46	0,82	0,70
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité (Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité)	3,55	3,45	3,52	3,29	2,90	2,72
Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement)	3,44	3,31	3,90	3,80	3,32	3,21
Ministère de la Défense et des Anciens Combattants (EX Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants)	17,70	17,70	19,54	19,54	18,95	18,95
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	13,35	13,24	14,40	13,34	19,28	18,94
Ministère de la Sécurité	4,47	4,43	5,08	4,99	7,32	6,89
Ministère de l'Economie et des Finances (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	45,12	44,78	60,24	59,34	42,10	41,79
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	0,50	0,46	0,66	0,63	0,69	0,66
Ministère du Genre et de la Famille	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,42	3,35	2,98	2,83	2,87	2,72
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,03	2,01	1,79	1,78	2,49	2,42
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	4,27	4,25	4,08	4,03	5,15	5,06
Ministère de la Santé (EX Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être)	14,26	13,83	15,54	15,37	19,10	18,92
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	1,01	0,89	1,44	1,26	0,91	0,88

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (EX Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales)	21,61	21,09	22,10	21,71	24,82	24,29
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	2,53	2,51	1,95	1,92	2,27	2,25
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (EX Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises)	0,43	0,41	0,46	0,43	0,51	0,48
Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières (EX Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières)	0,34	0,33	0,29	0,22	0,36	0,30
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques)	1,25	1,22	1,29	1,24	1,35	1,31
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,67	0,61	0,59	0,57	0,75	0,72
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	1,18	0,99	1,32	1,07	1,39	1,31
Ministère des Infrastructures (EX Ministère des Infrastructures et du Désenclavement)	1,76	1,69	2,08	1,85	1,91	1,82
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	1,47	1,46	1,61	1,58	1,39	1,38
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,44	0,42	0,49	0,46	0,64	0,62
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	0,36	0,33
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	0,31	0,29	0,34	0,32	0,50	0,50
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (EX Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville)	0,59	0,51	0,22	0,17	0,26	0,23
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	0,57	0,55	0,53	0,51	0,69	0,66
Ministère de l'Energie	0,24	0,23	0,25	0,20	0,29	0,26
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières						
Grande Chancellerie	0,62	0,61	0,52	0,52	0,58	0,58
Conseil Supérieur de la Communication	0,45	0,31	0,48	0,39	0,42	0,35
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,53	0,53	0,69	0,69	0,77	0,71
Conseil Constitutionnel	0,32	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31
Conseil d'Etat	0,19	0,19	0,21	0,21	0,22	0,22
Cour des Comptes	0,29	0,29	0,29	0,29	0,35	0,35
Cour de Cassation	0,22	0,22	0,19	0,18	0,21	0,21
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,08	0,08	0,06	0,06	0,16	0,16
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,02	0,02	0,04	0,04	0,02	0,02
Médiateur du Faso	0,02	0,02	0,01	0,01	0,17	0,17
Commission Nationale des Droits Humains	na	na	na	na	na	na
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98
Dépenses Communes Interministérielles	17,05	13,60	15,13	14,58	25,61	20,63
Total général	180,34	173,91	198,55	192,47	209,96	201,10

Source : DGB/Lois de règlement

Tableau N°3.31 : Evolution de l'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite)

	2020		2021		2022	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	5,78	5,67	7,88	7,79	6,04	5,57
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,28	0,28	0,36	0,36	0,38	0,36
Primature	1,15	1,15	1,31	1,21	1,31	1,21
Conseil Economique et Social	0,57	0,57	0,59	0,58	0,53	0,51
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0,37	0,36	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité (Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité)	3,10	2,89	3,79	3,71	13,44	12,72
Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement)	3,00	2,98	3,98	3,88	4,51	4,20
Ministère de la Défense et des Anciens Combattants (EX Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants)	19,98	19,98	20,73	20,73	20,41	20,41
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	17,06	16,95	20,79	20,59	20,42	20,03
Ministère de la Sécurité	6,58	5,95	6,99	6,88	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	26,91	26,77	30,30	29,89	35,35	33,94
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	0,58	0,58	0,61	0,60	2,42	1,99
Ministère du Genre et de la Famille	na	na	na	na	0,42	0,18
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2,09	2,05	2,94	2,92	3,51	3,33
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	1,54	1,54	1,47	1,34	na	na
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	3,35	3,31	6,50	6,45	6,30	6,21
Ministère de la Santé (EX Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être)	18,53	18,32	19,28	19,04	23,26	22,86
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	1,11	1,03	1,40	1,33	1,08	0,96
Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (EX Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales)	24,05	23,73	28,61	28,34	37,10	34,76
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	2,03	1,99	2,56	2,49	2,63	2,18
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (EX Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises)	0,45	0,44	0,57	0,55	0,54	0,50
Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières (EX Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières)	0,27	0,23	0,51	0,39	0,50	0,43
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques)	1,24	1,22	1,48	1,47	2,30	2,18
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,68	0,64	0,87	0,86	na	na
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	1,18	1,16	1,31	1,27	0,39	0,32
Ministère des Infrastructures (EX Ministère des Infrastructures et du Désenclavement)	1,66	1,59	1,91	1,88	1,88	1,68
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	1,14	1,14	1,10	1,07	1,06	0,96
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,52	0,51	1,32	1,31	0,87	0,82
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,26	0,25	-	na	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	0,33	0,33	0,40	0,38	na	na

	2020		2021		2022	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (EX Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville)	0,46	0,46	0,44	0,40	0,33	0,32
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	0,55	0,52	0,72	0,67	2,12	1,78
Ministère de l'Energie	0,21	0,20	na	na	na	na
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières					0,38	0,38
Grande Chancellerie	0,60	0,60	0,69	0,69	0,79	0,79
Conseil Supérieur de la Communication	0,34	0,34	0,47	0,47	0,59	0,59
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,69	0,68	0,82	0,81	1,12	1,10
Conseil Constitutionnel	0,29	0,29	0,32	0,32	0,31	0,25
Conseil d'Etat	0,20	0,20	0,22	0,22	0,24	0,24
Cour des Comptes	0,31	0,31	0,33	0,33	0,65	0,65
Cour de Cassation	0,21	0,21	0,22	0,21	0,27	0,27
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,14	0,14	0,21	0,21	0,20	0,20
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,03	0,03	0,04	0,04	0,02	0,02
Médiateur du Faso	0,15	0,15	0,25	0,25	0,29	0,29
Commission Nationale des Droits Humains	na	na	na	na	na	na
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98
Dépenses Communes Interministérielles	31,25	23,13	20,47	19,48	20,78	19,45
Total général	186,20	175,82	199,95	196,73	219,71	209,59

Source : DGB/Lois de règlement.

Tableau N°3.31 : Evolution de l'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA) (fin)

	2023		2024*		2025*	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	7,87	7,83	6,06	5,07	7,58	7,47
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,55	0,54	0,57	0,57	0,60	0,60
Primature	1,41	1,39	1,90	1,84	1,51	1,40
Conseil Economique et Social	0,67	0,67	na	na	na	na
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité (Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité)	10,50	9,81	11,79	11,15	5,26	4,95
Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement)	5,02	4,91	5,13	4,99	5,66	5,53
Ministère de la Défense et des Anciens Combattants (EX Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants)	23,16	23,16	25,24	25,02	27,12	26,92
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	20,27	19,96	19,60	19,45	16,64	16,21
Ministère de la Sécurité	na	na	0,30	0,24	7,13	7,09
Ministère de l'Economie et des Finances (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	32,72	31,32	30,28	30,21	31,16	30,85
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EXMinistère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	2,46	2,39	2,42	2,32	3,44	3,39
Ministère du Genre et de la Famille	na	na				
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	5,70	5,60	4,70	4,69	4,53	4,44
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	9,41	9,32	7,30	7,24	10,51	10,47
Ministère de la Santé (EX Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être)	19,56	19,02	23,70	23,57	25,62	25,33
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	1,95	1,70	1,74	1,69	1,41	1,37

	2023		2024*		2025*	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (EX Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales)	36,12	34,43	45,53	45,46	22,47	21,27
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	2,54	2,25	2,58	2,47	3,66	3,58
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (EX Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises)	0,50	0,48	0,60	0,57	0,66	0,64
Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières (EX Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières)	0,60	0,52	0,57	0,48	0,74	0,68
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques)	2,30	2,16	1,88	1,79	2,08	1,88
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques			na	na	na	na
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)			na	na	na	na
Ministère des Infrastructures (EX Ministère des Infrastructures et du Désenclavement)	1,69	1,65	1,79	1,75	1,90	1,86
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,83	0,80	0,75	0,75	0,67	0,59
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,94	0,93	0,72	0,64	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (EX Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville)	0,56	0,53	0,79	0,75	0,72	0,69
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	2,08	2,00	2,11	2,04	1,66	1,56
Ministère de l'Energie	na	na	na	na	na	na
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières	na	na	na	na	na	na
Grande Chancellerie	0,80	0,80	0,52	0,52	0,75	0,75
Conseil Supérieur de la Communication	0,45	0,45	0,45	0,43	0,61	0,61
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1,11	1,06	1,96	1,95	0,49	0,47
Conseil Constitutionnel	0,31	0,31	0,36	0,36	0,37	0,37
Conseil d'Etat	0,25	0,25	0,32	0,32	0,19	0,19
Cour des Comptes	0,49	0,49	0,80	0,80	0,50	0,50
Cour de Cassation	0,36	0,36	0,33	0,32	0,27	0,26
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,24	0,24	0,24	0,24	0,26	0,26
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,41	0,41	0,54	0,54	0,42	0,42
Médiateur du Faso	0,20	0,20	0,01	na	na	na
Commission Nationale des Droits Humains	0,26	0,26	0,24	0,24	0,20	0,19
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4,97	4,97	2,91	2,91	na	na
Dépenses Communes Interministérielles	18,89	17,99	17,50	17,38	20,16	20,02
Total général	218,17	211,17	224,37	220,88	230,85	226,47

Source : DGB/Lois de règlement

(*) Les données de 2024 sont celles de la loi de règlement et celles de 2025 sont de l'avant-projet de la loi de règlement

Tableau 3. 32: Situation des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2016
Présidence	1,69
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	na
Premier Ministère	2,61
Parlement	na
Assemblée Nationale	12,66
Conseil Economique et Social	na
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na

Ministère et institution	2016
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	na
Min. Admin. Territoriale et de la Sécurité	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	11,18
Ministère de la Justice	na
Ministère de la Justice et de la Promotions des Droits Humains	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	0,93
Ministère de la Défense	na
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	2,31
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	0,46
Ministère de la Sécurité	na
Ministère de l'Economie et des Finances	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	11,44
Ministère des Finances et du Budget	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et Francophonie	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	1,63
Ministère de la Culture et du Tourisme	na
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	2,73
Ministère de l'Information	na
Ministère de la Communication	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	4,56
Ministère de la Promotion de la Femme	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,57
Ministère de la Santé	43,73
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	2,35
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	31,67
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	53,71
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	1,60
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	na
Ministère des Mines et de l'Energie	2,62
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	na
Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique.	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	2,30
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na
Ministère des Ressources Animales	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,94
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	1,60
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na
Ministère des Infrastructures	0,93
Min. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	0,21

Ministère et institution	2016
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	na
Ministère des Postes et des Technologies	na
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	na
Ministère des Transports	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	0,31
Ministère des Transports, des Postes et de l'Economie Numérique	na
Ministère de l'Economie et du Développement	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na
Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	na
Min. Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	2,93
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,01
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na
Ministère des Recherches Scientifique et Innovation	na
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	0,17
Grande Chancellerie	na
Conseil Supérieur de l'Information	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	0,05
Conseil Supérieur de la communication	0,11
Inspection Générale de l'Etat	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	na
Délégation Générale à l'Informatique	na
Conseil Constitutionnel	na
Conseil d'Etat	na
Cour des Comptes	na
Cour de Cassation	0,10
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,21
Commission Informatique et des Libertés	0,33
Médiateur du Faso	0,43
Dépenses Communes Interministérielles	166,79
Total	365,89

Source : DGB/Lois de règlement

Tableau 3. 33: Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	3,67	3,21	3,67	2,83	6,58	6,58
Primature	2,89	2,87	4,24	4,13	4,45	4,42
Parlement	12,17	12,17	13,17	13,17	15,63	15,63
Conseil Économique et Social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	0,25	0,25	1,43	1,43
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	12,70	11,95	14,44	14,16	14,95	14,94
Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement)	1,31	1,14	1,14	1,14	1,35	1,35
Ministère de la Défense et des Anciens Combattants (EX Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants)	2,35	2,35	2,35	2,35	2,35	2,35
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	0,52	0,52	2,52	2,52	0,83	0,82
Ministère de la Sécurité	2,41	2,22	3,88	3,80	3,79	3,42
Ministère de l'Economie et des Finances (EX Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective)	11,88	11,56	21,50	17,59	32,32	30,88

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	2,36	2,31	3,86	3,83	4,05	4,02
Ministère du Genre et de la Famille						
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,13	3,13	4,57	4,57	5,15	5,14
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	5,18	4,48	7,43	7,43	5,78	5,78
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	0,46	0,40	0,43	0,43	0,63	0,63
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	49,83	49,74	63,88	63,88	63,89	63,88
Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale (EX Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire)	2,37	2,17	2,34	2,32	3,76	3,73
Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (EX Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales)	19,24	19,20	23,45	22,11	24,81	24,18
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (EX Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)	63,02	63,01	64,39	64,39	70,75	70,75
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises)	8,24	8,23	11,55	8,55	2,39	2,36
Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières (EX Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières)	2,75	2,37	1,96	1,96	4,73	4,73
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques)	3,65	3,62	2,45	2,45	6,95	6,92
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,94	0,92	1,01	0,98	1,07	1,05
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	1,64	1,63	2,21	2,19	2,74	2,74
Ministère des Infrastructures (EX Ministère des Infrastructures et du Désenclavement)	0,33	0,33	0,44	0,44	0,30	0,30
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,32	0,32	0,31	0,31	0,44	0,44
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,05	1,05	1,04	1,04	0,60	0,60
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	0,26	0,26
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	3,23	3,07	3,45	3,43	5,83	5,82
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	0,03	0,00	0,03	0,02	0,02	0,02
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	1,04	1,01	0,98	0,97	0,98	0,95
Ministère de l'Energie	2,78	2,78	1,29	1,29	2,37	2,37
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières						
Conseil Supérieur de la Communication	0,11	0,11	0,07	0,07	0,11	0,06
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,05	0,05	0,05	0,05	0,06	0,06
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseil d'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cour des Comptes	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Cour de Cassation	0,20	0,20	0,19	0,18	0,21	0,20
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,19	0,19	1,19	1,19	0,22	0,21
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,33	0,33	0,35	0,35	0,35	0,35
Médiateur du Faso	0,41	0,41	0,42	0,42	0,41	0,41
Commission Nationale des Droits Humains						
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	18,88	18,88	18,88	18,88	18,88	18,88
Dépenses Communes Interministérielles	200,77	198,40	123,78	122,66	182,54	141,20
Total	442,46	436,34	409,19	398,33	493,98	449,86

Source : DGB/Lois de règlement

Tableau N°3.33 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite)

	2020		2021		2022	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	4,59	4,59	5,00	5,00	5,49	5,49
Primature	9,06	9,06	4,66	4,61	5,29	5,19
Parlement	17,44	17,44	19,39	17,39	9,99	9,99
Conseil Economique et Social	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	0,01
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	1,67	1,67	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	13,02	13,02	15,10	14,62	14,79	14,76
Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement)	1,30	1,29	2,53	2,53	2,11	2,11
Ministère de la Défense et des Anciens Combattants (EX Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants)	5,18	5,18	5,59	5,59	15,84	15,84
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	0,34	0,34	2,22	2,22	2,03	2,03
Ministère de la Sécurité	3,91	3,87	3,96	3,95	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances (EX Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective)	25,53	24,85	30,23	30,06	33,87	33,61
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	4,49	4,49	3,11	3,11	11,03	11,01
Ministère du Genre et de la Famille					0,98	0,78
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,55	3,55	5,67	5,66	5,69	5,68
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	9,51	9,51	8,51	8,48	na	na
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	0,44	0,44	0,63	0,63	6,50	6,44
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	68,24	68,24	74,84	74,73	70,93	70,16
Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale (EX Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire)	17,19	17,18	7,49	7,48	9,16	9,10
Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (EX Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales)	21,97	21,83	29,70	28,67	30,03	28,82
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (EX Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)	65,22	65,22	71,29	71,29	72,04	72,02
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (Ministère Dév't Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises)	14,15	2,14	6,06	6,02	6,53	6,46
Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières (EX Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières)	3,79	3,79	11,02	8,76	4,05	4,05
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques)	2,39	2,37	3,39	2,31	3,71	3,66
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,91	0,91	0,94	0,94	na	na
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	2,08	2,07	2,50	2,50	0,74	0,71
Ministère des Infrastructures (EX Ministère des Infrastructures et du Désenclavement)	0,56	0,56	0,35	0,35	0,35	0,35
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,32	0,32	0,61	0,51	1,21	1,21
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,67	0,67	1,30	1,20	0,85	0,85
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,31	0,31	na	na	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	9,10	9,10	6,28	6,28	na	na

	2020		2021		2022	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	0,00	0,00	0,03	0,03	0,04	0,02
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	4,25	4,24	3,19	3,17	5,35	5,22
Ministère de l'Energie	12,96	12,96	na	na	na	na
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières			na	na	0,37	0,37
Conseil Supérieur de la Communication	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseil d'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cour des Comptes	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Cour de Cassation	0,17	0,17	0,21	0,20	0,20	0,20
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,20	0,20	0,23	0,23	0,22	0,22
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,34	0,34	0,36	0,36	0,36	0,36
Médiateur du Faso	0,41	0,41	0,41	0,41	0,42	0,42
Commission Nationale des Droits Humains			na	na	0,45	0,30
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	18,88	18,88	18,98	18,98	19,04	19,04
Dépenses Communes Interministérielles	135,57	121,14	101,29	100,82	156,36	154,64
Total	479,87	452,48	447,20	439,23	496,16	491,26

Source : DGB/Lois de règlement.

Tableau N°3.33 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA) (fin)

	2023		2024*		2025*	
	CP	Ord. En CP	CP AJUSTE	Ord. En CP	CP AJUSTE	Ord. En CP
Présidence du Faso	13,64	13,64	16,09	16,09	5,01	5,01
Primature	3,82	3,71	4,01	3,92	3,72	3,71
Parlement	10,00	10,00	10,07	10,07	6,50	2,50
Coneil National de Sécurité d'Etat			na	na	13,26	13,26
Conseil Economique et Social	0,00	0,00	na	na	na	na
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	14,09	14,07	16,19	15,89	16,68	15,77
Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement)	2,14	2,14	1,78	1,77	1,43	1,43
Ministère de la Défense et des Anciens Combattants (EX Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants)	12,84	12,84	16,44	16,44	15,90	15,90
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	1,92	1,92	0,74	0,73	3,26	3,12
Ministère de la Sécurité	na	na	0,02	0,02	13,11	13,11
Ministère de l'Economie et des Finances (EX Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective)	49,50	48,08	39,91	39,91	34,36	34,30
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	10,99	10,93	9,11	8,99	12,65	12,65
Ministère du Genre et de la Famille	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	5,90	5,90	7,06	7,06	7,18	7,18
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na				
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	6,98	6,98	9,53	9,53	4,72	4,72
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	73,35	72,86	72,33	72,15	94,73	94,37
Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale (EX Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire)	10,49	10,49	10,96	10,85	11,32	11,21

	2023		2024*		2025*	
	CP	Ord. En CP	CP AJUSTE	Ord. En CP	CP AJUSTE	Ord. En CP
Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (EX Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales)	29,74	27,43	47,82	47,81	30,47	28,15
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (EX Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)	74,43	74,41	74,91	74,91	80,21	80,21
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises)	12,45	12,41	12,90	12,89	27,37	27,29
Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières (EX Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières)	6,09	6,04	5,70	5,70	2,76	2,76
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques)	3,69	3,66	3,38	3,20	3,28	3,28
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	na	na	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures (EX Ministère des Infrastructures et du Désenclavement)	0,39	0,39	0,57	0,57	22,60	22,60
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,71	0,71	0,47	0,47	0,98	0,98
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,27	1,23	0,93	0,88	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	0,10	0,10	0,20	0,20	0,19	0,19
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	3,76	3,73	4,08	4,08	2,87	2,87
Ministère de l'Energie	na	na	na	na	na	na
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières	na	na	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la Communication	0,11	0,11	0,14	0,14	0,14	0,14
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,01	0,00	0,01	0,01	na	na
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	na	na	na	na
Conseil d'Etat	0,00	0,00	na	na	na	na
Cour des Comptes	0,01	0,01	0,01	0,01		
Cour de Cassation	0,20	0,20	0,20	0,20	0,13	0,13
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,24	0,24	0,25	0,25	0,24	0,24
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,10	0,10	0,09	0,09	0,06	0,06
Médiateur du Faso	0,42	0,42	0,07	0,07		
Commission Nationale des Droits Humains	0,15	0,15	0,10	0,10	0,14	0,14
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	19,04	19,04	0,10	0,10	na	na
Dépenses Communes Interministérielles	170,24	169,99	227,43	227,22	483,31	483,08
Total	538,82	533,96	593,60	592,34	922,16	913,93

Source : DGB/Lois de règlement

(*) Les données de 2024 sont celles de la loi de règlement et celles de 2025 sont de l'avant-projet de la loi de règlement.

Tableau 3. 34: Situation des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2016
Présidence	9,81
Secrétariat Général du Gouvernement-Conseil des Ministres	na
Premier Ministère	16,82
Parlement	na
Conseil Economique et Social	na
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na
Ministère des Relations avec le Parlement et des Réformes Politiques	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	na
Min. Admin. Territoriale & de la Sécurité	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	na
Min. Admin. Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	16,36
Ministère de la Justice	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	0,82
Ministère de la Défense	na
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	11,70
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	5,50
Ministère de la Sécurité	na
Ministère de l'Economie et des Finances	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	35,02
Ministère des Finances et du Budget	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et Francophonie	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	0,41
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	na
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	0,73
Ministère de l'Information	na
Ministère de la Communication	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	0,64
Ministère de la Promotion de la Femme	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	na
Ministère des Sports et des Loisirs	1,21
Ministère de la Santé	23,66
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	2,28
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	17,42
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	8,84
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na
Min. de l'Industrie Commerce & Artis.	0,86
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	na
Ministère des Mines et de l'Energie	6,15
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	na
Min. de l'Agriculture & de l'Hydraulique	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na
Min Agri RessHydrAss & Séc Alimentaire	na

Ministère et institution	2016
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	34,36
Ministère des Ressources Animales	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	3,64
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	2,55
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na
Ministère des Infrastructures	56,01
Ministère des Postes et des Technologies	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	0,97
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	na
Ministère des Transports	na
Min. Transports Postes & Eco. Numérique	na
Ministère de l'Economie et du Développement	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	7,99
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	4,76
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na
Ministère RechScientif et Innovation	na
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	24,20
Grande Chancellerie	na
Conseil Supérieur de l'Information	na
Conseil Supérieur de la communication	na
Inspection Générale de l'Etat	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	0,06
Délégation Générale à l'Informatique	na
Conseil Constitutionnel	0,04
Conseil d'Etat	na
Cour des Comptes	na
Cour de Cassation	na
Commission Electorale Nationale Indépendante	na
Transferts Ressources Collectivités T.	10,25
Dépenses Communes Interministérielles	16,41
Total	319,45

Source : DGB/Lois de règlement

Tableau 3. 35: Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements « part Etat » par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2017			2018			2019		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Présidence du Faso	13,24	18,23	15,87	29,78	9,60	9,42	34,29	16,58	16,58
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	na	na	na	0,10	0,00	0,00	0,24	0,12	0,12
Primature	24,23	19,85	19,85	11,47	8,17	8,17	12,49	11,19	11,16
Parlement	3,25	3,25	3,25	3,50	3,50	3,50	0,00	5,24	5,24
Conseil Economique et Social									
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	0,10	0,00	0,00	0,18	0,17	0,15
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité (EX Ministère de l' Administration	7,23	16,49	15,19	31,77	6,53	6,33	1,94	7,47	7,42

	2017			2018			2019		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité)									
Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement)	10,19	5,01	3,10	9,07	5,02	5,01	6,48	6,80	5,11
Ministère de la Défense et des Anciens Combattants (EX Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants)	13,00	15,42	15,42	67,93	64,47	64,47	67,95	70,82	70,82
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabés de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabés de l'Extérieur)	13,60	4,73	4,72	12,60	2,92	2,74	5,22	2,80	2,72
Ministère de la Sécurité	12,58	14,43	14,30	13,89	14,01	14,00	14,20	14,04	14,02
Ministère de l'Economie et des Finances (EX Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective)	57,89	26,17	24,93	12,82	12,09	12,00	21,73	12,47	12,42
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	8,04	0,96	0,53	9,41	0,06	0,06	0,41	0,32	0,32
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2,19	1,81	1,59	5,21	0,88	0,88	1,72	0,78	0,78
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	5,74	1,46	1,39	2,59	1,47	1,47	1,40	1,16	0,97
Ministère du Genre et de la Famille									
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	3,25	2,24	1,80	2,92	1,22	1,15	1,43	1,20	1,18
Ministère de la Santé (EX Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être)	70,06	48,55	47,49	46,76	36,80	36,60	39,61	28,93	28,93
Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale (EX Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire)	2,93	2,23	1,95	2,79	1,59	1,31	0,86	2,73	2,35
Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (EX Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales)	21,92	24,23	23,54	17,40	13,45	12,95	5,06	11,73	11,20
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (EX Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)	90,68	16,94	16,88	27,70	9,32	8,91	31,00	13,27	13,25
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (EX Ministère Développement Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises)	10,39	3,21	3,07	7,86	4,75	4,73	3,18	2,43	2,43
Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières (EX Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières)	0,00	0,02	0,02	4,34	0,00	0,00	0,48	0,27	0,11
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques)	54,27	59,90	56,13	88,37	46,65	44,78	38,87	33,64	32,35

	2017			2018			2019		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	101,20	9,59	9,15	44,49	8,31	7,45	7,57	9,34	9,27
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	3,95	4,90	3,61	2,60	2,60	2,47	6,21	4,29	3,25
Ministère des Infrastructures (EX Ministère des Infrastructures et du Désenclavement)	628,31	92,92	92,41	134,00	81,22	80,35	20,03	51,32	51,00
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	4,50	3,06	3,02	3,46	4,05	4,05	1,66	4,61	4,57
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	2,72	0,21	0,17	17,18	4,49	4,08	7,20	7,19	6,99
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	nana		na	0,00	0,13	0,13
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	1,91	11,38	11,06	1,67	5,46	4,81	1,09	2,30	2,11
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (EX Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville)	15,57	6,27	5,62	8,93	2,90	2,62	6,99	6,56	4,16
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	63,03	74,83	73,11	75,12	45,64	43,82	18,92	26,45	25,83
Ministère de l'Energie	149,07	12,24	12,11	98,58	9,06	8,73	34,93	9,45	9,13
Grande Chancellerie	0,21	0,21	0,21	0,00	0,03	0,03	0,00	0,00	0,00
Conseil Supérieur de la Communication	0,05	0,03	0,03	0,50	0,05	0,03	0,40	0,10	0,10
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	6,10	1,96	1,68	1,00	0,98	0,98	1,20	1,17	1,17
Conseil d'Etat	na	na	na	nana		nana	na		na
Conseil Constitutionnel	5,37	1,83	1,81	32,33	2,34	2,34	na	na	na
Cour des Comptes									
Cour de Cassation	0,06	0,06	0,00	0,11	0,00	0,00	0,16	0,11	0,11
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,04	0,04	0,04	nana		nana	na		na
Médiateur du Faso									
Commission Nationale des Droits Humains									
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	33,27	33,27	12,08	17,39	17,39	9,26	14,73	14,73
Dépenses Communes Interministérielles	9,97	39,73	36,98	8,91	17,26	14,78	5,14	27,48	21,48
Total	1 444,75	577,66	555,28	849,32	444,32	432,44	409,49	409,35	393,63

ggSource : DGB/Lois de règlement

Tableau N°3.35 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements «part Etat» par ministère et institution (milliards FCFA)
(suite)

	2020			2021			2022		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Présidence du Faso	27,41	14,71	14,51	25,75	18,67	18,63	7,98	114,28	113,88
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,1	0,1	0,04	0,21	0,26	0,2	0,1	0,1	0,1
Primature	4,95	5,93	5,93	8,83	7,24	6,91	11,3	10,94	10,18
Parlement	1,5	1,5	1,5	7,4	7,4	7,4			
Conseil Economique et Social				0,1	0,1	0,1	0,06	0,06	0,06

	2020			2021			2022		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0,08	0,09	0,09	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité (EX Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité)	1,77	8,3	8,28	6,67	13,56	12,88	28,17	51,86	51,42
Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement)	0,82	1,14	0,82	2,69	4,2	3,45	4,76	4,55	2,38
Ministère de la Défense et des Anciens Combattants (EX Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants)	78,34	78,64	78,64	90,46	92	92	77,47	189,17	189,17
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	2,44	2,44	2,43	8,02	7,84	6,87	3,61	3,69	3,67
Ministère de la Sécurité	19,17	21,64	21,4	22,29	23,23	22,38	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances (EX Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective)	12,89	15,39	15,24	21,04	20,84	16,66	12,55	13,61	13,04
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	0,32	0,1	0,1	1,11	1,64	1,11	0,41	0,77	0,62
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1,68	0,46	0,44	1,78	1,07	1,03	1	1,03	0,6
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,06	2,36	2,36	3,08	3,08	3,08	na	na	na
Ministère du Genre et de la Famille							0,33	1,02	0,76
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	2,28	2,1	2,07	18,61	5,58	5,36	9,36	8,6	7,94
Ministère de la Santé (EX Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être)	20,46	40,76	36,45	33,72	52,95	50,25	27,02	55,74	48,84
Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale (EX Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire)	0,14	0,59	0,48	2,03	2,5	1,83	0,51	1,87	1,03
Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (EX Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales)	7,52	8,59	7,94	10,57	11,44	9,98	10,2	15,53	8,16
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (EX Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)	8,28	9,62	8,9	15,41	12,13	11,38	18,78	11,38	10,02
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (EX Ministère Développement Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises)	0,8	1,53	1,53	1,66	1,97	1,39	0,78	1,56	1,17
Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières (EX Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières)	-	-	-	1,23	9,25	5,79	-	0,06	-
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de	22,88	37,19	34,01	24,85	49,57	41,27	15,69	50,84	42,53

	2020			2021			2022		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques)									
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	8,37	7,89	7,86	2	4,15	3,39	na	na	na
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	3,12	4,47	3,84	3,33	4,88	4,32	-	0,03	-
Ministère des Infrastructures (EX Ministère des Infrastructures et du Désenclavement)	57,59	56,57	54,98	20,19	60,85	58,62	13,96	55,66	52,85
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	1,55	3,27	3,22	2,92	4,27	3,36	3,77	4,12	2,77
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,5	5,85	5,84	2,72	7,33	5,32	7,85	5,32	4,63
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,08	0,21	0,21	-	-	-			
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	0,51	1,53	1,48	1,12	3,37	2,73	na	na	na
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (EX Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville)	4,87	3,72	2,61	6,17	7,02	6,48	1,13	3,36	2,78
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	14,05	23,86	22,33	19,71	36,79	35,08	47,48	48,5	41,48
Ministère de l'Energie	2,87	5,27	5,11	na	na	na	na	na	na
Grande Chancellerie	na	na	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la Communication	-	-	-	0,05	0,05	0,01	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1,21	1,21	1,21	1,48	1,46	1,46	0,1	0,1	0,1
Conseil d'Etat	0,06	0,06	0,06	0,05	0,04	0,03	0,05	0,05	0,05
Conseil Constitutionnel	na	na	na	0,05	0,04	0,03	na	na	na
Cour des Comptes				0,05	0,05	0,05	na	na	na
Cour de Cassation	0,07	0,07	0,07	0,1	0,1	0,1	na	na	na
Commission de l'Informatique et des Libertés	na	na	na	0,05	0,05	0,05	0,2	0,2	0,19
Médiateur du Faso									
Commission Nationale des Droits Humains									
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	9,34	14,83	14,83	7,95	18,3	18,3	10,5	16,9	16,47
Dépenses Communes Interministérielles	2,7	55,57	45,02	3,34	50,81	49,93	1,5	105,33	101,54
Total	323,77	437,55	411,85	378,76	546,09	509,22	316,61	776,25	728,44

Source : DGB/Lois de règlement.

Tableau N°3.35 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements «part Etat» par ministère et institution (milliards FCFA)
(fin)

c	2023			2024*			2025*		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Présidence du Faso	5,66	21,41	21,41	131,45	150,45	150,45	20,21	24,77	24,41
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,20	0,20	0,20	0,32	0,32	0,02	0,07	0,07	0,06
Primature	0,59	1,31	0,88	0,61	0,69	0,43	0,08	0,07	0,07

c	2023			2024*			2025*		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Parlement		9,50	9,50	0,00	4,92	4,92	0,00	1,00	0,00
Coneil National de Sécurité d'Etat							8,41	8,41	8,41
Conseil Economique et Social	0,15	0,15	0,15	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité (EX Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité)	24,91	33,04	32,17	20,93	28,18	19,08	31,93	13,99	13,91
Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement)	9,64	6,14	5,46	4,48	6,72	6,06	15,04	1,88	1,86
Ministère de la Défense et des Anciens Combattants (EX Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants)	238,29	385,63	385,63	195,08	274,83	261,08	79,94	162,88	162,88
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	2,20	2,21	2,20	1,53	1,53	1,53	1,78	1,77	1,70
Ministère de la Sécurité				8,66	9,34	9,25	7,75	9,91	9,67
Ministère de l'Economie et des Finances (EX Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective)	7,37	9,24	8,37	19,24	20,16	20,13	42,15	119,68	119,01
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	0,64	0,80	0,34	3,98	3,29	3,13	6,10	6,15	5,92
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1,46	0,96	0,49	1,50	1,58	1,58	1,11	1,91	1,91
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement				na	na	na	na	na	na
Ministère du Genre et de la Famille				na	na	na	na	na	na
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	5,33	5,29	2,56	2,66	2,92	2,92	4,05	7,29	7,29
Ministère de la Santé (EX Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être)	9,83	20,12	19,61	11,29	64,56	64,33	24,03	109,13	108,17
Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale (EX Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire)	0,67	3,45	3,23	1,83	13,98	13,97	2,17	7,08	6,89
Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (EX Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales)	41,24	10,66	6,77	12,48	9,59	9,56	10,92	18,74	18,06
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (EX Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)	14,59	9,84	8,38	3,58	7,87	5,12	6,52	13,17	12,44
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (EX Ministère Développement Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises)	0,58	0,53	0,38	1,28	1,27	1,27	0,45	1,27	1,20

c	2023			2024*			2025*		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières (EX Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières)	4,00	3,31	3,28	0,01	3,25	2,41	53,54	78,33	77,66
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques)	10,72	39,62	36,55	27,10	59,71	57,57	115,66	203,00	199,39
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques				na	na	na	na	na	na
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)				na	na	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures (EX Ministère des Infrastructures et du Désenclavement)	16,57	40,77	36,63	3,20	38,15	38,11	121,64	200,29	199,01
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	3,14	2,38	2,29	0,82	0,51	0,51	13,59	8,95	8,95
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	13,21	16,07	16,07	7,71	8,09	4,79	na	na	na
Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	na	na	na	na	na	na	4,23	2,83	2,72
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique				na	na	na	na	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)				0,00	na	na	na	na	na
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (EX Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville)	0,89	1,53	0,99	1,10	1,36	0,94	0,12	0,61	0,13
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	18,28	28,39	25,83	27,21	32,06	29,50	22,01	64,99	61,67
Ministère de l'Energie	na	na	na	na	na	na	na	na	na
Grande Chancellerie	na	na	na	0,00	0,06	0,06			
Conseil Supérieur de la Communication	na	na	na	na	na	na	0,01	0,01	0,01
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1,09	0,96	0,65	0,04	0,04	0,04	na	na	na
Conseil d'Etat	0,00	0,00	0,00	0,04	0,04	0,04			
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01			
Cour des Comptes	0,04	0,04	0,04	0,02	0,02	0,02	0,06	0,06	0,06
Cour de Cassation	0,03	0,03	0,03	0,20	0,20	0,20			
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,10	0,17	0,17	0,12	0,17	0,17	na	na	na
Médiateur du Faso	0,06	0,06	0,06	na	na	na	na	na	na
Commission Nationale des Droits Humains	0,02	0,02	0,02	na	na	na	na	na	na
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	8,77	10,57	10,57	12,74	13,67	13,67	na	na	na
Dépenses Communes Interministérielles	0,00	166,17	164,09	0,43	124,96	104,53	1,03	221,13	213,16
Total	440,23	830,56	804,97	501,63	884,51	827,39	594,58	1 289,37	1 266,62

Source : DGB/Lois de règlement

(*) Les données de 2024 sont celles de la loi de règlement et celles de 2025 sont de l'avant-projet de la loi de règlement

Tableau 3. 36: Situation des dépenses du titre VI par ministère et institution (en milliards FCFA)

		2016
Dépenses communes interministérielles		6,99

Source : DGB /Lois de règlement

Tableau 3. 37: Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA)

Ministère et Institution	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses Communes Interministérielles	20,19	20,19	16,52	32,50	25,50	22,23	5,06	5,06	1,31

Source : DGB/Lois de règlement

Tableau N°3.37 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA) (suite)

Ministère et Institution	2020			2021			2022		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses Communes Interministérielles	65,00	65,00	61,69	20,00	9,55	9,55	10,00	4,90	4,83

Source : DGB /Lois de règlement.

Tableau N°3.37 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA) (fin)

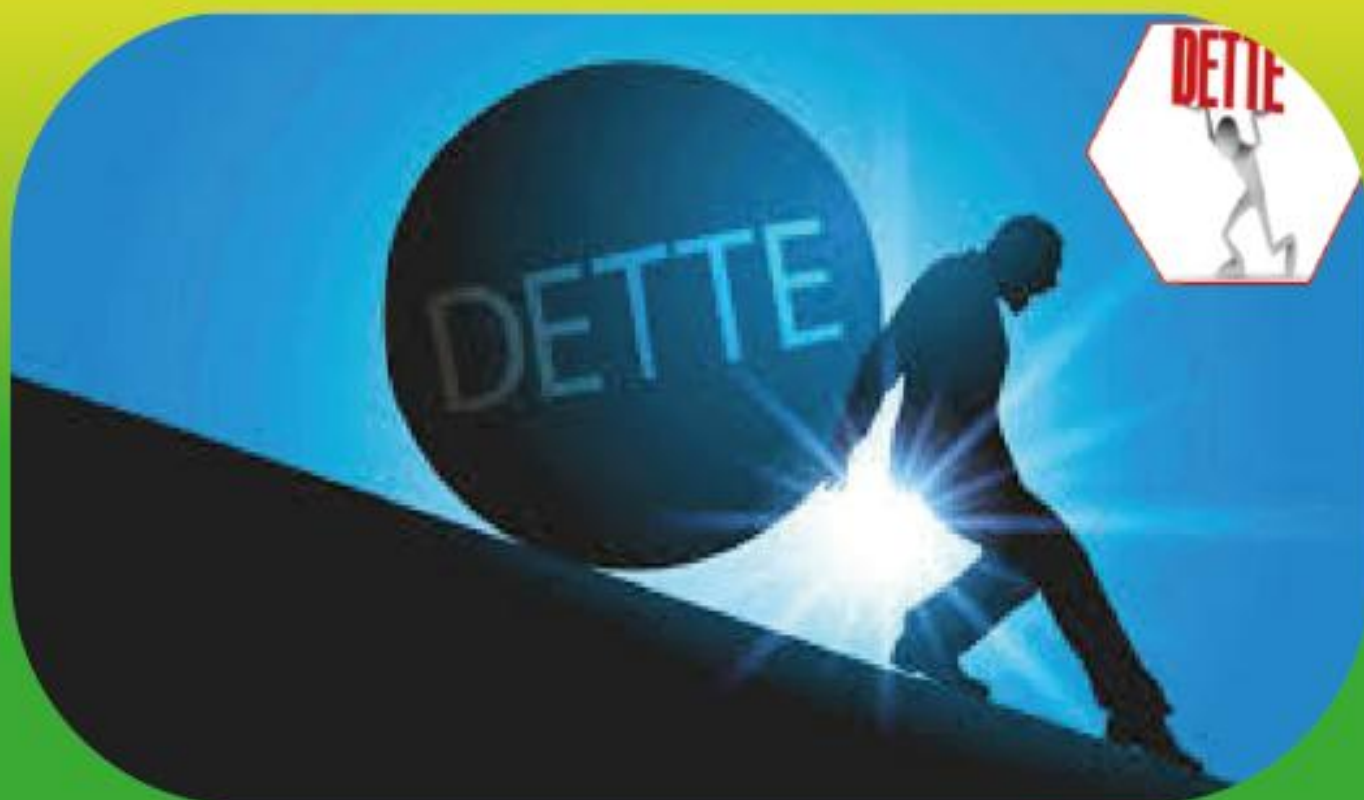
Ministère et Institution	2023			2024*			2025*		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses Communes Interministérielles	0,00	6,82	6,82	56,75	58,98	56,25	18,00	33,00	32,15

Source : DGB/Lois de règlement.

(*) Les données de 2024 sont celles de la loi de règlement et celles de 2025 sont de l'avant-projet de la loi de règlement.



QUATRIEME PARTIE : SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE



4.1. Encours de la dette

Tableau 4. 1: Evolution de l'encours de la dette extérieure par détenteur (en milliards FCFA)

Détenteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dette extérieure	1766,14	1742,99	1909,56	2188,57	2464,25	2852,48	3054,84	2982,39	3252,08	3496,65
Dette multilatérale	1524,21	1505,38	1664,38	1946,03	2178,09	2528,78	2715,31	2644,10	2907,37	3144,62
Fonds monétaire international*	129,23	109,35	106,45	134,04	213,90	199,17	184,61	na	na	na
Association internationale pour le développement	732,93	729,92	834,35	980,35	1082,94	1242,36	1343,55	1419,03	1590,59	1815,77
Fonds africain développement	291,20	298,44	313,72	329,21	352,74	358,94	363,90	367,76	394,35	410,19
Autres dettes extérieures	370,85	367,67	409,87	502,43	528,52	728,32	826,99	857,80	922,43	920,46
Dette bilatérale	241,93	221,74	224,24	224,24	238,56	256,78	263,55	257,36	242,34	265,00
Club de Paris	50,68	58,11	86,23	87,37	95,91	94,14	120,76	125,23	115,47	136,05
Hors Club de Paris	191,25	163,64	138,01	136,87	142,65	162,64	142,79	132,14	126,87	128,92
Créditeurs privés	na	15,87	20,94	18,30	35,38	57,28	54,00	64,90	101,96	87,06
Banques commerciales	na	15,87	20,94	18,30	35,38	57,28	54,00	64,91	71,87	57,24

Source : DGTCP/Direction de la dette publique, SYGADE

(*) A partir de 2023, la dette du FMI est considérée comme une dette intérieure et est comptabilisée dans « autres dettes (BCEAO) »

Tableau 4. 2: Evolution de l'encours de la dette intérieure par détenteur (en milliards FCFA)

Détenteur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dette intérieure	730,97	1 024,20	1 456,39	1 778,96	2 313,42	3 326,23	3 737,34	4 148,61	4 777,51	5 157,49
Bons du Trésor	225,00	273,76	282,68	244,43	242,01	356,46	86,86	157,49	297,09	429,93
Obligations du Trésor	416,72	683,11	971,38	1 260,86	1 619,37	2 299,49	2 704,99	3 030,14	3 433,22	3 830,00
Dettes titrisées	5,27	4,39	160,40	148,84	136,20	41,64	299,01	72,78	275,64	63,92
Banques commerciales	62,97	49,04	35,10	123,80	315,64	537,00	554,84	554,89	412,52	400,36
Arriérés audités non-titrisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dettes (BCEAO)	21,01	13,90	6,83	1,02	0,20	91,64	91,64	333,32	359,05	433,28

Source : DGTCP/Direction de la dette publique, SYGADE

4.2. Service de la dette publique

Tableau 4. 3: Evolution du service de la dette publique selon l'origine par type de service (en milliards FCFA)

Type de dette	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Service de la dette extérieure	56,33	70,37	78,14	80,45	84,91	101,16	145,92	173,98	219,62	246,32
Amortissement	39,38	50,21	55,08	59,58	61,37	72,53	111,71	130,69	172,39	190,13
Charges, intérêts et commissions	16,94	20,16	23,06	20,87	23,55	28,63	34,21	43,29	47,23	56,19
Service de la dette intérieure	172,06	158,93	177,90	264,62	718,04	947,85	919,80	1 049,78	932,54	1 149,65
Amortissement	122,06	109,47	103,64	233,91	595,10	784,64	724,75	802,19	672,36	846,31
Charges, intérêts et commissions	50,01	49,46	74,26	30,71	122,95	163,22	195,05	247,59	260,18	303,34
Total service de la dette publique	228,39	229,30	256,04	345,07	802,96	1 049,02	1 065,72	1 223,76	1 152,16	1 395,97

Source : DGB/Direction de la dette publique, SYGADE

4.3. Ratios d'endettement

Tableau 4. 4: Evolution des principaux ratios d'endettement

Ratios	Norme	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Valeur actualisée de la dette/PIB	<=55	22,90	25,00	30,90	33,60	42,50	44,30	51,73	52,30	56,40	46,60
Valeur actualisée de la dette/XBS	<=180	61,70	57,40	70,00	138,86	67,50	39,40	45,45	58,90	54,10	41,25
Valeur actualisée de la dette/Rev*	<=250	92,60	88,80	132,00	158,62	na	na	na	na	na	na
Service de la dette / XBS		3,36	3,73	3,55	3,91	2,90	3,10	4,20	5,40	13,50	13,90
Service de la dette /Rev	<=18	4,58	5,07	5,10	4,60	3,80	6,20	7,89	6,90	18,80	7,53
Encours de la dette (en milliards FCFA)		2 497,11	2 767,19	3 365,95	3 967,53	4 777,67	6 178,71	6 792,19	7 131,00	8 029,59	8 654,14
PIB nominal (en milliards FCFA)		7 605,12	8 191,30	8 826,08	9 393,80	10 202,27	10 922,88	11 615,92	12 200,44	14 022,22	16 176,27
Encours/PIB (%)		32,83	33,78	38,14	42,24	46,83	56,57	58,47	58,45	57,26	53,50

Source : DGTCP/Direction de la dette publique

PIB : Produit intérieur brut ; XBS : Exportation des biens et service ; Rev : Revenu national

(*) l'indicateur VA/Rev n'est plus suivi depuis 2020

4.4. Tirages sur emprunts

Tableau 4. 5: Evolution des tirages sur emprunts par type (en milliards FCFA)

Type	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dette extérieure	170,67	146,08	214,17	336,70	431,82	423,20	308,23	259,08	378,55	346,28
Multilatéraux	152,10	113,94	193,47	321,62	353,82	379,01	260,38	220,42	321,07	324,79
Prêts programme	81,94	3,53	13,99	103,70	142,07	60,62	56,74	0,00	0,00	0,00
Prêts projets	70,16	110,41	179,48	217,92	211,75	318,39	203,64	220,42	321,07	324,79
Bilatéraux	18,57	16,27	12,92	15,07	54,52	22,72	47,85	18,72	11,13	21,48
Prêts programme	0,00	0,00	0,00	9,18	31,96	0,00	0,00		0,00	
Prêts projets	18,57	16,27	12,92	5,89	22,57	22,72	47,85	18,72	11,13	21,48
Créditeurs privés	na	15,87	7,79	0,00	23,48	21,47	0,00	19,95	0,00	0,00
Prêts programme	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts projets	na	15,87	7,79	0,00	23,48	21,47	0,00	19,95	0,00	0,00
Dette intérieure	165,00	351,77	347,19	362,80	635,77	933,63	653,62	672,45	1 498,73	793,04
Emprunts obligataires intérieurs	165,00	351,77	347,19	362,80	635,77	933,63	653,62	672,45	1 498,73	793,04
Total tirages	335,67	497,86	561,36	699,50	1 067,59	1 356,83	961,85	931,53	1 877,29	1 117,83

Source : DGTCP/Direction de la dette publique, SYGADE

4.5. Allègements de dette obtenus

Tableau 4. 6: Evolution des allègements obtenus de la dette par type (en milliards FCFA)

Type	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Initiative des Pays pauvres très endettés (PPTE)	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01
Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95
Annulation du service FMI/ COVID 19	na	na	na	na	14,3	16,63	0,62	0,00	0	0
Annulation de 3 prêts /Chine	na	na	na	na	na	na	16,21	na	na	na
Total allègements obtenus	31,96	31,96	31,96	31,96	46,26	48,59	48,79	31,96	31,96	31,96

Source : DGTCP/Direction de la dette publique, SYGADE



CINQUIEME PARTIE :

SITUATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT



5.1. Aide publique au développement par nature de financement

Tableau 5. 1: Déboursement de l'aide extérieure par nature de financement (millions dollars US)

Nature	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Prêts	313,74	282,25	416,46	532,16	745,55	671,88	584,80	568,56	642,41	nd
Subventions	781,04	857,38	1 023,76	1 016,56	1 396,11	1 497,82	1 238,74	1511,31	1302,44	nd
Ensemble	1 094,78	1 139,64	1 440,22	1 548,72	2 141,66	2 169,70	1 823,54	2 079,87	1 944,85	nd

Source : DGCOOP, Plateforme de gestion de l'aide

Tableau 5. 2: Déboursement de l'aide extérieure par secteur et sous-secteur nationaux de 2015 à 2020 (millions dollars US)⁸

Secteurs\sous-secteurs	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Appui programme	264,71	267,00	22,72	152,23	1,20	0,85
Appui budgétaire général	264,53	266,59	22,72	151,68	1,20	0,85
Non attribué	0,17	0,41	0,00	0,55	0,00	0,00
Organisation, infrastructures et équipements administratifs	124,74	132,06	240,50	347,10	170,50	271,01
Cartographie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Informatique	1,41	3,38	29,80	12,57	0,00	0,00
Infrastructure	39,69	16,84	17,64	21,78	39,51	66,14
Matériel et équipement administratif	7,70	7,90	3,71	4,36	9,28	10,11
Mesures et actions institutionnelles	74,92	103,93	181,15	308,25	119,76	191,28
Non attribué	1,02	0,00	8,20	0,13	1,96	3,49
Production	188,86	172,95	322,66	218,61	282,69	302,25
Agriculture	162,83	123,25	250,51	151,14	198,25	245,65
Artisanat	0,80	0,00	0,23	0,20	0,00	1,73
Elevage	8,81	11,85	22,01	17,62	30,80	28,16
Environnement	13,21	20,21	41,66	39,20	50,54	20,59
Industrie	0,16	5,32	1,55	2,88	0,69	0,30
Mines	2,76	6,30	5,77	5,91	0,93	2,06
Pêche	0,11	0,89	0,92	1,34	1,25	3,77
Non attribué	0,17	5,14	0,00	0,32	0,24	0,00
Secteurs sociaux	273,60	245,73	318,42	414,88	507,30	705,09
Action sociale	50,80	60,53	59,13	122,43	168,86	238,96
Education et formation	90,29	93,99	90,07	114,86	94,41	134,11
Habitat et urbanisme	0,76	2,24	7,51	24,89	1,37	44,01
Information, art et culture	12,89	1,37	13,41	5,67	3,22	5,12
Santé	106,17	69,55	143,19	146,81	236,10	268,07
Sports et loisirs	0,00	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00
VIH/SIDA	3,45	0,97	0,84	0,22	0,00	0,00
Non attribué	9,24	17,08	4,20	0,00	3,34	14,83
Soutien à la production	237,73	241,00	229,27	301,90	325,34	307,94
Commerce	56,47	3,62	4,80	1,38	1,38	22,93
Eau et aménagements hydro agricole	77,79	131,21	94,38	97,06	185,41	115,18
Energie	52,14	38,56	66,23	84,39	73,63	79,26
Tourisme et hôtellerie	0,07	0,04	0,00	0,00	0,00	0,01
Transports	50,49	67,55	63,86	119,06	64,47	87,20
Non attribué	0,76	0,02	0,00	0,00	0,45	3,36
Secteur non attribué	11,08	36,03	1,08	5,50	257,53	552,62
Non attribué	11,08	36,03	1,08	5,50	257,53	552,62
Total	1 100,72	1 094,78	1 134,65	1 440,22	1 544,57	2 139,77

Source : DGCOOP, Plateforme de gestion de l'aide.

⁸ Compte tenu de la mise à jour de la PGA entamée suite aux difficultés techniques constatées depuis 2021, il n'est plus possible de renseigner ce tableau. Il est remplacé par le tableau présentant l'APD selon les secteurs de planification définis dans le PNDES

Tableau 5. 3: Déboursement de l'aide extérieure par secteur de planification (millions dollars US)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Commerce et services marchands	31,67	28,26	7,70	33,30	1,52	0,00	4,69	0,89	nd
Culture, Sport et Loisirs	nd	nd	1,15	0,01	1,49	5,30	0,39	0,52	nd
Défense et Sécurité	na	na	5,44	36,22	49,64	9,62	16,70	9,64	nd
Education et formation	89,60	134,18	99,18	131,90	156,25	135,11	175,27	150,94	nd
Environnement, Eau et Assainissement	194,37	165,98	242,64	222,41	179,36	94,68	131,05	176,71	nd
Gouvernance administrative et locale	82,42	121,52	89,92	133,66	110,84	217,51	254,27	359,33	nd
Gouvernance économique	97,01	95,86	28,05	53,32	93,38	81,60	106,66	80,18	nd
Infrastructure de transport, Communication et Habitat	130,09	140,54	92,06	147,29	193,09	193,80	130,17	145,57	nd
Justice et droits humains	4,90	0,00	2,69	0,00	27,09	9,47	21,64	26,32	nd
Production agro-sylvo-pastorale	260,22	174,23	213,53	196,36	263,10	237,16	303,38	275,81	nd
Recherche et innovation*	na	na	na	0,00	31,58	10,77	6,56	3,70	nd
Santé	102,00	182,89	235,51	272,41	353,08	224,23	232,41	159,19	nd
Transformations industrielles et artisanales	74,63	107,33	76,77	86,42	155,12	121,48	103,00	90,49	nd
Travail, emploi et protection sociale	57,10	136,93	203,02	290,13	312,93	295,21	483,82	344,58	nd
Non affecté	15,64	9,04	0,00	7,36	0,73	0,00	0	0,00	nd
Total des secteurs	1 139,65	1 296,76	1 297,66	1 610,78	1 929,20	1 635,96	1 970,00	1 823,86	nd
Appui budgétaire général*	na	192,42	251,05	530,87	240,50	187,58	109,87	120,99	nd
Total général	1 139,65	1 489,18	1 548,71	2 141,65	2 169,70	1 823,54	2 079,87	1 944,85	nd

Source : DGCOOP, Plateforme de gestion de l'aide.

Pour les années 2016 et 2017, l'ABG était comptabilisé dans le secteur "Gouvernance économique". De même, l'APD du secteur "Recherche et innovation" était pris en compte dans le secteur "Éducation" sur la période 2016-2019

5.2. Principaux ratios de l'aide publique au développement

Tableau 5. 4: Evolution des principaux ratios de l'Aide publique au développement (APD)

Ratios	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
APD/PIB (en %)	8,53	8,10	9,07	9,66	12,09	11,02	9,69	10,23	8,61	nd
APD/tête (en \$US)	57,52	58,05	71,14	75,53	102,88	101,12	82,51	91,41	83,08	nd
APD/tête (en milliers FCFA)	34,08	33,78	39,55	44,25	59,23	56,08	51,47	55,45	50,38	nd

Source : DGCOOP, Plateforme de gestion de l'aide

5.3. Aide publique au développement par donateur

Tableau 5. 5: Evolution de l'aide publique au développement par bailleur (en millions de dollars US)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Bilatérale	396,41	424,85	419,94	473,09	782,80	699,65	595,93	521,97	269,21	nd
Abu Dhabi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Allemagne	38,19	43,77	45,37	74,10	75,51	80,20	72,11	91,27	117,19	nd
Arabie Saoudite	5,92	0,00	0,00	1,68	2,55	0,00	3,13	8,62	6,50	nd
Autriche	5,36	3,59	0,00	8,65	7,17	0,00	32,22	10,74	4,12	nd
Banque de Chine	na	na	na	16,35	34,70	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Belgique	0,00	6,18	17,11	18,86	41,34	40,59	22,51	14,23	9,01	nd
Brésil	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Canada	27,32	22,55	39,59	29,43	47,46	56,35	43,79	25,87	35,05	nd
Chine-Taiwan	26,86	20,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Corée du Sud	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Danemark	39,38	59,39	54,90	26,93	12,46	27,24	0,00	27,47	0,22	nd
Espagne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,19	0,00	0,00	nd

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Etats Unis	46,23	105,12	93,71	73,23	195,78	180,45	218,15	162,57	0,00	nd
France	107,89	82,79	81,99	105,55	171,63	132,13	91,18	62,70	20,96	nd
Inde	0,13	1,59	0,61	1,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Italie	6,64	5,81	7,06	10,69	11,89	14,32	5,28	0,00	0,00	nd
Japon	15,03	26,58	13,44	11,05	53,31	32,38	20,05	2,79	17,74	nd
Koweït	0,89	0,00	0,00	3,09	0,06	0,98	2,27	7,95	4,49	nd
Luxembourg	23,50	16,34	21,88	24,74	30,35	33,14	19,98	29,19	20,78	nd
Norvège	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	nd
Pays-Bas	0,00	0,00	0,00	0,00	23,98	31,55	0,00	26,14	0,00	nd
Principauté de Monaco	0,79	0,00	0,94	1,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Suisse	27,73	24,50	27,85	29,43	38,18	40,75	28,47	28,22	33,14	nd
Suède	24,44	6,16	15,48	36,35	36,43	29,58	36,59	24,24	0,00	nd
Multilatérale	660,66	648,96	958,65	999,56	1 276,00	1 383,48	1 176,52	898,80	1 518,07	nd
Banque africaine de développement	51,88	78,13	103,43	48,74	49,65	15,72	17,62	13,62	49,68	nd
BADEA	3,14	2,87	4,84	16,98	25,62	11,16	17,62	16,24	25,48	nd
Banque islamique de développement	19,60	23,14	50,81	65,83	25,23	223,02	72,04	42,68	57,65	nd
Banque mondiale	296,79	196,63	404,36	331,90	416,79	544,09	589,32	586,30	632,85	nd
BOAD	30,54	25,13	29,99	25,51	46,23	139,55	122,09	42,10	50,48	nd
BIDC	0,00	8,27	10,21	0,00	0,00	0,00	4,95	2,11	1,02	nd
FMI	32,04	6,07	25,16	49,69	195,22	29,99	0,00	109,87	64,72	nd
Fonds OPEP	0,75	1,14	8,45	4,02	27,28	17,09	7,50	6,90	5,83	nd
Fonds Mondial	0,00	0,00	0,00	0,00	61,37	109,44	114,47	78,97	0,00	nd
Nations Unies	97,43	113,87	85,11	179,58	163,40	142,15	108,14	438,79	543,71	nd
UEMOA	na	na	na	na	na	1,83	0,00	0,00	0,00	nd
Union européenne	128,48	193,71	236,30	176,24	265,21	149,45	132,14	137,40	86,66	nd
ONG Internationales	37,71	65,84	61,64	76,07	82,86	86,57	51,10	82,91	157,58	nd
Populations cibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Total	1 094,78	1 139,65	1 440,22	1 548,72	2 141,66	2 169,70	1 823,54	2 079,87	1 944,85	nd

Source : DGCOOP, Plateforme de gestion de l'aide.

5.4. Aide publique au développement selon les instruments de financement

Tableau 5. 6: Evolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financement

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Aide projet (en millions \$US)	774,08	948,09	1 134,53	1 118,10	1 452,31	1 802,94	1 493,66	1 558,82	1 556,88	nd
Appui budgétaire (en millions \$US)	282,70	133,47	242,62	328,86	575,09	258,09	187,58	109,87	120,99	nd
Aide alimentaire (en millions \$US)	31,66	52,03	50,92	40,43	7,46	64,63	126,26	116,62	17,80	nd
Assistance et secours d'urgence (en millions \$US)	6,34	1,06	12,15	61,32	106,80	44,04	16,04	294,56	249,19	nd
Total APD (en millions \$US)	1 094,78	1 134,65	1 440,22	1 548,72	2 141,66	2 169,70	1 823,54	2 079,87	1 944,85	nd
Total APD (en milliards FCFA)	648,60	659,23	800,73	907,41	1 233,00	1 203,16	1 137,45	1 261,59	1 179,26	nd

Source : DGCOOP, Plateforme de gestion de l'aide.

Tableau 5. 7: Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions dollars US)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Aide projet Avec fonds commun	102,29	40,95	44,41	65,39	57,18	103,94	41,32	46,61	18,53	nd
Affaires Mondiales Canada	10,13	7,70	7,72	7,54	7,46	7,99	5,77	1,18	0,02	nd
Agence danoise pour le développement international	2,93	2,59	5,99	1,00	1,59	4,77	0,00	2,33	0,22	nd
Agence française de développement	54,90	11,79	7,61	15,34	17,22	28,68	16,66	25,26	4,14	nd
Agence suédoise de développement international	2,21	0,00	0,00	0,00	0,00	8,18	2,87	0,00	0,00	nd
Association internationale de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Agence Italienne pour la Coopération au Développement	0,00	0,63	0,00	2,61	1,84	0,00	0,00	9,22	0,00	nd
Coopération néerlandaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération autrichienne	0,75	1,10	0,00	0,00	0,47	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération suédoise	16,64	2,77	2,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Direction du développement et de la coopération	2,18	2,15	2,03	14,61	3,22	8,01	5,78	0,00	0,00	nd
FAD/BAD	0,00	0,00	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds Européen de Développement	0,00	7,32	15,68	0,00	0,00	19,01	0,72	0,00	0,15	nd
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	5,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds des Nations Unies pour la population	0,00	0,00	0,00	11,21	5,70	8,55	9,52	0,00	9,91	nd
GAVI Alliance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
GIZ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds OPEP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,11	nd
ONU Femme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,97	nd
Grand-Duché du Luxembourg	6,02	4,89	2,48	12,54	13,77	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
KFW	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Lux-développement	1,53	0,02	0,00	0,00	0,00	18,75	0,00	0,00	0,00	nd
Organisation Mondiale de la Santé	0,00	0,00	0,00	0,00	5,92	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0,00	nd
Programme des Nations unies pour le développement	0,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Service de coopération et d'action culturelle	0,02	0,00	0,00	0,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Aide projet - Sans fonds commun	671,79	907,14	1 090,12	1 052,72	1 395,14	1 699,00	1 452,34	0,00	1 527,63	nd
ACDI/VOCA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Abu Dhabi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Africare	0,00	0,44	0,15	0,00	0,00	0,00	0,23	0,00	0,00	nd
Affaires Mondiales Canada	17,19	14,85	31,87	21,89	39,92	36,50	30,57	0,00	33,66	nd
Agence danoise pour le développement international	22,75	38,90	32,61	18,29	7,18	19,78	0,00	0,00	0,00	nd
Agence française de développement	39,54	56,98	50,84	44,53	91,02	67,43	74,51	0,00	16,82	nd
Agence Internationale de Coopération pour le Développement	0,00	0,00	0,00	16,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Agence suédoise de développement international	5,00	0,59	0,63	3,77	18,13	18,19	33,72	0,00	0,00	nd
Association internationale de développement	144,10	196,63	328,94	233,74	266,23	380,68	401,74	0,00	576,58	nd
Association Solidarité Afrique de l'Ouest	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Autres ONG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,34	0,00	0,00	0,00	nd
Banque arabe pour le développement économique en Afrique	3,14	2,87	4,84	16,98	25,62	11,16	8,27	0,00	3,09	nd
Banque européenne d'investissements	0,00	10,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Banque Islamique de Développement	19,60	23,14	50,81	65,83	25,23	223,02	72,04	384,68	57,65	nd

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Banque Ouest-africaine de développement	30,54	25,13	29,99	25,51	46,23	139,55	122,09	0,00	50,48	nd
Banque d'investissements et de développement de la CEDEAO	0,00	8,27	10,21	0,00	0,00	0,00	4,95	0,00	1,02	nd
Bornefonden	1,63	1,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Brésil	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Catholic Relief Services	12,11	13,51	0,00	8,61	13,04	12,67	12,30	0,00	20,35	nd
Centre italien d'aide à l'enfance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Commission européenne	0,00	1,12	8,81	1,77	18,17	0,00	131,42	0,00	86,50	nd
Compassion Internationale	1,23	22,45	25,28	31,86	34,97	32,69	0,00	0,00	38,42	nd
Coopération allemande	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,65	18,54	91,27	0,00	nd
Coopération chinoise-taiwanaise	22,49	19,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération française	2,03	0,00	0,00	0,00	17,65	7,08	0,00	0,00	0,00	nd
Agence Italienne pour la Coopération au Développement	6,64	5,18	7,06	8,08	10,05	9,19	3,18	0,00	0,00	nd
Coopération japonaise	11,91	23,69	8,12	0,77	33,09	13,83	11,83	0,00	13,78	nd
Coopération néerlandaise	0,00	0,00	0,00	0,00	23,98	31,55	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération autrichienne	3,97	2,50	0,00	5,04	5,22	0,00	25,91	0,00	4,12	nd
Coopération suédoise	0,58	2,81	12,12	32,58	12,67	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Corée du Sud	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Direction du développement et de la coopération	17,39	15,09	18,07	9,23	25,97	25,94	22,70	0,00	33,14	nd
FAD/BAD	14,50	58,63	76,18	15,95	19,06	0,00	0,44	0,00	72,06	nd
Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria	0,00	0,00	0,00	91,53	60,93	107,52	107,11	0,00	0,00	nd
Fondation Nouvelle planète	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds africain de développement	37,38	19,50	27,06	18,81	0,95	15,72	17,17	0,00	0,00	nd
Fonds européen de développement	60,39	84,27	108,33	71,94	109,07	105,31	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds international de développement agricole	6,21	11,43	5,56	17,55	10,91	11,42	11,75	0,00	5,98	nd
Fonds koweïtien	0,89	0,00	0,00	3,09	0,06	0,98	2,27	0,00	4,49	nd
Fonds mondial pour la nature	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds OPEP	0,75	1,14	8,45	4,02	27,28	17,09	7,50	0,00	2,71	nd
Fonds saoudien	5,92	0,00	0,00	1,68	2,55	0,00	3,13	0,00	6,50	nd
Fonds d'équipement des Nations unies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds de l'environnement mondial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,26	nd
Fonds des Nations unies pour l'enfance	20,99	32,77	8,85	37,89	87,37	85,47	0,00	0,00	36,65	nd
Fonds des Nations unies pour la population	13,09	8,19	10,46	6,81	6,54	8,07	6,64	0,00	6,76	nd
Fonds Vert pour le Climat	0,00	0,00	0,00	0,59	0,44	1,92	0,00	0,00	0,00	nd
GAVI Alliance	0,00	0,00	0,00	8,95	0,00	0,00	7,36	0,00	0,00	nd
GIZ	8,49	24,75	24,42	26,63	27,93	38,62	36,25	0,00	19,73	nd
Grand-Duché du Luxembourg	13,50	11,43	19,39	12,19	13,09	4,35	11,91	0,00	17,43	nd
Helen Keller International	1,93	0,75	0,51	2,18	2,47	4,14	0,00	0,00	7,62	nd
Helvetas Burkina Faso	2,01	2,86	2,62	3,49	0,00	0,00	5,45	0,00	0,00	nd
Hunger Project Burkina	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,49	0,69	0,00	0,00	nd
Inde	0,13	1,59	0,61	1,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
KFW	29,70	19,02	18,24	32,92	16,68	20,75	17,32	0,00	97,46	nd
Lutheran World Relief	0,28	0,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Lux-développement	2,45	0,00	0,00	0,00	0,00	8,13	0,00	0,00	0,00	nd
Millennium Challenge Account- Burkina Faso	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
OCADES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Organisation mondiale de la santé	5,64	3,40	3,04	3,04	9,30	0,00	0,00	0,00	8,83	nd
Organisation néerlandaise de développement	3,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,38	0,00	0,00	nd

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	4,31	5,05	0,00	3,32	4,12	0,00	0,00	0,00	4,54	nd
Haut-Commissariat des Nations Unies Pour les Réfugiés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,16	nd
ONU SIDA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	nd
Organisation Internationale pour l'Immigration	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,79	nd
Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,54	nd
Oxfam Belgique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Oxfam Intermon	0,00	5,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,87	nd
Oxfam Québec	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Oxfam Burkina Faso	0,00	0,00	13,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Plan Burkina	9,22	6,09	0,00	0,00	0,00	18,37	0,00	0,00	0,00	nd
Plan International	0,00	0,00	12,23	14,43	11,57	0,00	22,07	0,00	16,13	nd
Populations cibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Principauté de Monaco	0,79	0,00	0,82	1,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Programme alimentaire mondial	0,00	0,00	0,00	16,47	0,00	0,00	51,33	0,00	176,79	nd
Programme des Nations unies pour le développement	11,75	6,73	11,72	14,93	28,76	28,63	28,89	0,00	30,34	nd
RES PUBLICA	0,00	2,23	0,00	1,73	0,00	2,30	0,00	0,00	4,53	nd
Royaume de Belgique	0,00	6,18	16,96	17,29	32,71	34,01	7,25	0,00	7,53	nd
Coopération Technique Belge	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,48	nd
SOS Sahel International France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,32	nd
Save The Children	0,00	4,51	4,84	7,51	8,08	0,00	0,00	0,00	5,59	nd
Service de coopération et d'action culturelle	4,21	2,72	9,80	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
United States Agency for International Development	46,01	97,12	83,65	58,96	95,53	125,91	110,45	0,00	0,00	nd
Water Aid	2,36	2,63	2,34	6,13	6,65	5,67	0,00	0,00	2,05	nd
Welt hunger hilfe	3,08	2,98	0,00	0,00	6,09	7,91	0,00	0,00	4,59	nd
Solidarité Union Coopérarion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,60	nd
Terre des Hommes Suisse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,36	nd
Tearfund	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,26	nd
Self Help Africa - Programme de l'Afrique de l'Ouest	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,35	nd
NITIDAE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,01	nd
Hunger Project Burkina	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,52	nd
HUMUNDI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,74	nd
Fondation de Solidarité et d'Aide au Peuple Africain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,89	nd
Direct-Aid	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,79	nd
Diakonia	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,19	nd
Agriculteurs Français et Développement International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,23	nd
Total	774,08	948,09	1 134,53	1 118,10	1 452,31	1 802,94	1 493,66	560,55	1 556,88	nd

Source : DGCOOP/Plateforme de gestion de l'aide.

Tableau 5. 8: Evolution de l'appui budgétaire par agence donatrice (en millions dollars US)

	*	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Appui budgétaire général	275,58	74,15	192,42	251,05	530,87	240,50	187,58	109,87	38,50	nd
Agence canadienne pour le développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Agence danoise pour le développement international	10,40	11,39	11,87	0,00	0,00	1,58	0,00	0,00	0,00	nd
Agence française de développement	7,19	11,30	11,80	37,22	18,31	11,76	0,00	0,00	0,00	nd

	*	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Agence suédoise de développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Association internationale de développement	152,87	0,00	75,42	98,16	150,56	163,41	187,58	0,00	0,00	nd
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération néerlandaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération autrichienne	0,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération Française	0,00	0,00	0,00	0,00	3,42	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération suédoise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Direction du développement et de la coopération	8,16	7,26	7,75	5,59	8,99	6,79	0,00	0,00	0,00	nd
FAD/BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds africain de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	28,80	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds européen de développement	64,27	38,13	60,42	60,40	125,56	25,13	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds monétaire international	32,04	6,07	25,16	49,69	195,22	29,99	0,00	109,87	38,50	nd
KFW	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
UEMOA	na	na	na	na	na	1,83	0,00	0,00	0,00	nd
Appui budgétaire sectoriel	7,12	59,32	50,19	77,81	44,22	17,58	0,00	0,00	0,00	nd
Agence danoise pour le Développement International	3,30	6,50	4,43	7,64	2,63	1,11	0,00	0,00	0,00	nd
Agence française de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	18,55	10,29	0,00	0,00	0,00	nd
Agence suédoise de développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Association Internationale de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération chinoise-taiwanaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Banque Islamique de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds Africain de Développement	0,00	0,00	0,00	13,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds européen de développement	3,82	52,82	43,05	41,81	12,02	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Grand-Duché du Luxembourg	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
KFW	0,00	0,00	2,71	14,55	11,02	6,18	0,00	0,00	0,00	nd
Lux-développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Service de coopération et d'action culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Total	282,70	133,47	242,62	328,86	575,09	258,09	187,58	109,87	38,50	nd

Source : DGCOOP/Plateforme de gestion de l'aide.

Tableau 5. 9: Evolution de l'aide alimentaire par agence donatrice (en millions dollars US)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Affaires Mondiales Canada	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09	0,00	3,19	0,00	1,37	nd
Banque islamique de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Catholic Relief Services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,89	12,28	nd
Coopération chinoise-taiwanaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération italienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération Française	0,00	0,00	0,00	0,00	4,57	6,88	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération japonaise	3,12	2,89	5,33	4,59	2,81	2,73	3,90	0,00	3,96	nd
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,32	0,00	0,00	nd
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds européen de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Grand-Duché du Luxembourg	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,66	4,18	0,18	nd
Lux-développement	na	na	na	na	na	0,47	0,00	0,00	0,00	nd
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Oxfam Intermon	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,12	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Programme alimentaire mondial	28,54	41,14	45,48	35,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd

Service de coopération et d'action culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
United States Agency for International Development	0,00	8,00	0,00	0,00	0,00	54,54	107,70	110,55	0,00	nd
Africare	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,48	0,00	0,00	nd
Total	31,66	52,03	50,92	40,43	7,46	64,63	126,26	116,62	17,80	nd

Source : DGCOOP/Plateforme de gestion de l'aide

Tableau 5. 10: Evolution de l'assistance et secours d'urgence par agence donatrice (en millions dollars US)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Affaires Mondiales Canada	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,87	4,25	0,00	0,00	nd
Agence Danoise pour le développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	1,06	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Agence suédoise de Développement International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,21	0,00	0,00	0,00	nd
Catholic Relief Services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,95	4,57	14,56	nd
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération allemande	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération chinoise-taiwanaise	4,37	0,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération Française	0,00	0,00	0,00	0,00	0,89	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Agence Italienne de Coopération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,13	2,11	0,00	0,00	nd
Coopération japonaise	0,00	0,00	0,00	5,70	17,41	15,81	4,32	0,00	0,00	nd
Coopération néerlandaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,00	3,61	1,48	0,00	0,00	5,16	0,00	nd
Coopération suédoise	0,00	0,00	0,00	0,00	5,63	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,63	0,00	nd
FAD/BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,33	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds africain de développement	0,00	0,00	0,00	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds européen de développement	0,00	0,00	0,00	0,32	0,39	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds d'équipement des Nations unies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Fonds des Nations unies pour l'enfance	0,00	0,00	0,00	32,62	0,00	0,00	0,00	0,00	36,65	nd
GIZ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Grand-Duché du Luxembourg	0,00	0,00	0,00	0,00	3,48	0,00	3,41	8,43	3,16	nd
Helen Keller International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Lutheran World Relief	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Lux-développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,44	0,00	0,00	0,00	nd
OMS	0,00	0,00	0,00	0,00	3,11	0,00	0,00	0,00	14,29	nd
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	1,93	0,16	0,00	0,00	1,66	0,00	0,00	0,00	5,83	nd
Oxfam Belgique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Plan Burkina	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Programme alimentaire mondial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168,37	nd
Programme des Nations unies pour le développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Royaume de Belgique	0,00	0,00	0,14	1,57	8,63	6,58	0,00	0,00	0,00	nd
Save The Children	0,00	0,00	0,00	0,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
SOS Sahel International France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Service de coopération et d'action Culturelle	0,00	0,00	1,95	2,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
United States Agency for International Development	0,04	0,00	10,06	14,27	62,72	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Direct-Aid	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,55	nd
Tearfund	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,05	nd
Welt Hunger Hilfe (WHH)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,73	nd
Total	6,34	1,06	12,15	61,32	106,80	44,04	16,04	239,95	249,19	nd

Source : DGCOOP/Plateforme de gestion de l'aide.



SIXIEME PARTIE :

TABLEAUX DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT ET SOLDES CARACTERISTIQUES



6.1. Situation des opérations de recettes de l'Etat

Tableau 6. 1: Evolution des opérations de recettes par nature (en milliards FCFA)

Nature	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Recettes courantes	1 230,48	1 389,27	1 530,78	1 747,70	1 659,08	1 946,59	2 288,25	2 543,72	2 904,90	3 617,36
Recettes fiscales	1 075,39	1 238,24	1 354,26	1 424,86	1 377,02	1 687,51	2 052,45	2 246,19	2 575,82	3 090,31
Recettes non fiscales	155,09	151,03	176,52	322,83	282,05	259,08	235,81	297,52	329,07	527,05
Recettes en capital	0,03	0,00	0,00	0,00	0,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes totales	1 230,51	1 389,27	1 530,78	1 747,70	1 659,38	1 946,59	2 288,25	2 543,72	2 904,90	3 617,36
Dons	180,19	194,30	215,09	134,27	317,65	277,27	263,69	203,50	178,49	170,35
Dons Projets	98,99	119,95	122,39	45,89	156,28	196,35	203,43	203,50	178,49	170,35
Dons Programmes	81,20	74,36	92,70	88,38	161,37	80,93	60,27	0,00	0,00	0,00
Recettes totales et dons	1 410,67	1 583,57	1 745,87	1 881,97	1 976,72	2 223,87	2 551,94	2 747,22	3 083,39	3 787,71

Source : DGTCP/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2016-2025.

Tableau 6. 2: Evolution des opérations de recettes fiscales par type (en milliards FCFA)

Type	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Impôts sur les revenus, bénéfices et gains en capital	285,83	323,29	375,28	448,64	457,05	572,63	723,21	724,39	720,09	925,99
Impôts sur la main d'œuvre	8,76	10,81	12,43	13,22	14,61	16,24	18,24	18,46	20,13	22,31
Impôts sur la propriété	10,69	8,42	7,81	8,65	10,29	58,90	62,02	73,38	86,75	101,68
Impôts et taxes sur les biens et services	601,62	702,88	744,88	746,85	701,19	822,54	950,67	1 110,27	1 407,25	1 638,50
Taxes sur la valeur ajoutée	440,58	511,93	537,72	536,74	485,01	615,54	717,78	795,16	804,59	931,61
Taxes sur les produits pétroliers	71,82	90,17	100,04	102,92	106,86	125,77	143,15	157,70	172,98	176,08
Autres taxes spécifiques sur consommation hors TPP	89,22	100,79	107,12	107,19	109,32	81,22	89,74	157,40	234,41	284,40
Impôts sur le commerce et transactions interna. (hors TVA au cordon douanier)	159,14	181,19	202,47	195,89	185,30	215,78	296,25	318,47	340,35	399,35
Droit sur commerce extérieur	139,21	159,51	180,42	174,91	164,25	191,56	265,61	287,61	306,68	358,61
Droits et taxes à l'import.	138,79	15,38	179,97	174,48	163,91	191,05	264,94	287,14	304,79	356,47
Contribution du secteur de l'élevage	0,40	0,06	0,45	0,42	0,34	0,31	0,36	0,47	0,38	0,27
Prélèvement communautaire (UEMOA et CEDEAO)	18,94	20,59	20,53	19,72	19,70	22,09	28,61	29,01	31,61	37,75
Autres recettes sur commerce extérieur	0,99	1,09	1,16	1,09	1,34	2,13	2,03	1,84	2,06	2,99
Autres recettes fiscales	9,34	11,64	11,40	11,63	8,58	1,43	2,07	1,22	1,25	2,49
Total	1 075,39	1 238,24	1 354,26	1 424,86	1 377,02	1 687,51	2 052,45	2 246,19	2 575,82	3 090,31

Source : DGTCP/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2016-2025

Tableau 6. 3: Evolution des opérations de recettes non fiscales par type (en milliards FCFA)

Type	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Droits et frais administratifs	5,66	6,34	6,55	6,61	4,74	5,78	5,11	7,50	13,94	13,64
Ventes non industrielles	34,73	35,59	29,96	151,70	83,76	70,32	47,29	42,89	40,78	54,93
Amendes et condamnations pécuniaires	17,45	1,99	2,62	2,39	3,13	2,16	4,46	2,47	3,79	6,71
Produits financiers	29,52	33,44	39,01	45,35	58,81	53,27	72,29	102,31	56,77	178,58
Autres recettes non fiscales	67,72	73,67	98,44	116,78	131,61	127,55	106,66	142,35	213,78	273,18
Total	155,09	151,03	176,59	322,83	282,05	259,08	235,81	297,52	329,07	527,05

Source : DGTCP/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2016-2025

6.2. Situation des opérations de dépenses de l'Etat

Tableau 6. 4: Evolution des opérations de dépenses et prêts nets par nature (en milliards FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dépenses totales	1 645,11	2 150,00	2 137,70	2 201,27	2 544,28	2 921,68	3 627,35	3 590,08	3 901,68	4 031,29
Dépenses courantes	1 118,75	1 318,66	1 383,36	1 644,48	1 764,28	1 922,60	2 353,55	2 211,54	2 301,41	2 620,13
Salaires	554,47	617,95	705,11	844,43	897,21	949,55	1 009,12	1 096,95	1 170,85	1 272,76
Dépenses de fonctionnement	127,98	174,08	196,22	198,43	176,29	197,54	210,37	221,33	313,37	348,90
Intérêts dus	65,35	69,52	97,24	117,07	140,58	192,55	229,59	290,41	310,48	359,53
sur dette intérieure	48,54	49,35	74,14	95,56	117,03	163,93	196,28	246,96	263,24	304,82
sur dette extérieure	16,81	20,16	23,10	21,51	23,55	28,62	33,31	43,45	47,23	54,71
Transferts courants	370,94	457,12	384,79	484,56	550,20	582,96	904,47	602,85	506,72	638,95
dont collectivités	11,97	0,00	0,00	10,79	11,37	11,61	3,38	45,51	16,76	20,32
dont EPE	111,67	87,79	104,40	109,97	102,17	116,53	113,89	148,63	150,67	223,06
dont subventions produits pétroliers (sociales)	9,76	35,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dont subventions SONABEL	27,42	50,00	51,00	81,00	98,13	31,35	390,49	189,92	120,36	192,38
Dépenses en capital	526,36	831,33	754,34	556,79	780,00	999,08	1 273,80	1 378,55	1 600,27	1 411,16
Investissements sur ressources propres	338,55	570,38	446,95	418,99	432,92	518,66	871,38	873,14	1 070,60	856,93
dont chèques du Trésor	25,51	15,00	10,00	25,00	21,01	21,00	21,00	21,00	21,00	15,00
dont reliquat dépenses exceptionnelles 2009	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dont dépenses d'investissement exercice 2010	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts en capital et restructurations	6,99	16,52	82,23	1,31	61,69	9,55	4,83	6,82	58,98	37,28
Investissements sur ressources extérieures	180,82	244,44	225,16	136,50	285,39	470,88	397,59	498,58	470,69	516,95
Dons	98,99	119,95	122,39	45,89	141,93	179,30	202,80	203,50	178,49	170,35
Prêts	81,83	124,49	102,77	90,60	143,46	291,57	194,79	295,08	292,20	346,61
Prêts nets	-8,66	-3,53	-10,10	-23,85	-4,35	10,24	-9,52	-11,48	-1,76	45,13
Rembours, prêts (hors emprunt d'Etat)	-1,53	-8,42	-9,80	-8,77	-9,47	-8,48	-12,67	-8,99	-8,72	-5,36
Avances et rétrocession emprunt d'Etat (Net)	-7,14	4,90	-0,30	-15,08	5,12	18,72	3,16	-2,49	6,97	50,49
Dépenses totales et prêts nets	1 636,45	2 146,47	2 127,61	2 177,42	2 539,93	2 931,92	3 617,83	3 578,61	3 899,93	4 076,42

Source : DGTCP/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2016-2025

6.3. Situation des soldes caractéristiques

Tableau 6. 5: Evolution des soldes caractéristiques et financements (en milliards FCFA)

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Principaux soldes caractéristiques										
Solde courant	111,73	70,61	147,41	103,21	-105,20	-91,91	-269,40	331,85	603,49	997,23
Solde global base engagements	-225,75	-562,90	-381,74	-295,45	-564,59	-823,96	-1 269,99	-831,72	-812,74	-295,72
Solde global hors dons (Base engagement)	-405,94	-757,20	-596,83	-429,73	-880,55	-1 101,23	-1 533,68	-1 035,22	-991,23	-466,06
Ajustement caisse	87,09	74,76	-96,65	-2,59	31,76	4,24	199,17	316,02	217,84	-340,04
Solde global base caisse	-138,66	-488,13	-478,39	-298,04	-532,83	-819,72	-1 070,82	-515,70	-594,90	-635,75
Solde de base	-225,12	-512,76	-371,67	-293,23	-595,16	-630,35	-1 136,09	-536,64	-520,54	50,89
Solde primaire de base	-159,77	-443,25	-274,43	-178,39	-424,01	-437,81	-906,83	-246,23	-210,06	410,42
Solde primaire courant	177,08	140,13	244,65	220,28	35,37	-63,29	-235,19	375,30	650,72	1051,94
Financements										
Financement intérieur	31,80	408,28	394,59	196,93	379,31	559,01	911,38	351,18	437,81	413,19
Financement extérieur	105,75	74,28	75,89	97,15	152,41	265,00	156,45	158,13	162,39	211,66
Financement	137,54	482,57	470,48	294,09	531,71	824,00	1 067,83	509,31	600,20	624,85
Décaissement	144,80	124,49	13,99	97,15	213,77	337,29	251,53	295,08	321,31	393,75
Amortissement dette	-39,06	-50,21	-55,08	-58,95	-61,37	-72,29	-95,08	-136,95	-158,92	-182,09

Source : DGTCP/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2016-2025



SEPTIEME PARTIE :

COMPTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES



7.1. Compte des régions

Tableau 7. 1: Evolution des recouvrements de recettes des régions collectivités territoriales (en millions FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Boucle du Mouhoun	442,53	577,50	811,03	791,25	1 254,10	2 594,06	2 248,90	2 919,77	2 872,30	nd
Cascades	266,05	357,85	539,88	740,40	999,67	1 532,09	1 396,17	1 751,83	1 751,70	nd
Centre	2 295,94	2 715,78	2 439,59	2 242,00	2 107,37	2 825,92	2 706,25	3 328,80	4 123,55	nd
Centre-Est	587,40	585,97	295,27	818,38	683,67	943,34	1 172,91	1 559,68	1 535,92	nd
Centre-Nord	732,00	289,27	900,39	1 295,45	2 065,68	2 199,34	1 526,88	2 049,73	2 312,22	nd
Centre-Ouest	552,04	645,21	751,73	1 041,18	1 230,37	1 264,90	867,57	1 030,74	892,29	nd
Centre-Sud	309,66	326,12	649,52	210,14	870,60	1 044,26	782,98	1 291,64	1 432,13	nd
Est	744,92	758,54	563,12	1 202,00	1 611,87	2 406,85	1 709,17	2 198,59	1 471,77	nd
Hauts-Bassins	1 465,12	1 416,53	1 286,29	1 546,08	2 018,18	2 125,45	1 475,24	2 296,15	2 497,55	nd
Nord	426,94	289,27	763,26	759,42	433,71	1 544,76	1 038,68	1 350,73	1 496,60	nd
Plateau Central	414,29	389,49	859,58	990,32	1 135,67	1 817,31	1 757,82	2 508,89	2 876,95	nd
Sahel	395,09	605,96	1 291,21	1 155,90	3 442,99	3 950,63	2 839,61	3 443,87	4 269,56	nd
Sud-Ouest	162,91	390,47	646,94	645,28	950,71	1 133,31	916,08	1 187,64	1 096,69	nd
Burkina Faso	8 794,89	9 347,96	11 797,81	13 437,80	18 804,59	25 382,22	20 438,26	26 918,06	28 629,22	nd

Source : DGB / DTFCT.

Tableau 7. 2: Evolution de l'exécution des dépenses totales des régions collectivités territoriales (en millions FCFA)

Région	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Boucle du Mouhoun	294,12	483,24	503,13	655,24	708,01	603,39	742,80	644,55	802,08	nd
Cascades	100,90	144,50	102,90	309,42	409,81	290,45	479,50	602,55	458,81	nd
Centre	986,57	1 058,37	1 440,58	1 188,08	1 103,45	1 311,47	1 176,07	1 013,31	958,44	nd
Centre-Est	222,24	443,89	234,45	688,31	412,44	328,19	334,13	460,38	337,54	nd
Centre-Nord	678,58	279,03	337,28	281,11	919,99	1 020,00	734,05	721,41	548,20	nd
Centre-Ouest	233,16	442,79	515,04	512,39	759,15	814,93	645,90	656,56	404,22	nd
Centre-Sud	168,36	289,54	606,03	147,52	533,33	515,81	175,03	265,15	315,70	nd
Est	282,55	432,87	464,37	464,96	467,03	940,83	481,95	1 703,26	771,76	nd
Hauts-Bassins	603,88	1 036,28	498,76	1 003,60	1 394,92	1 328,28	989,74	1 099,78	1 526,81	nd
Nord	325,37	279,03	507,03	314,02	1 197,72	843,09	477,30	452,63	299,75	nd
Plateau Central	351,41	254,87	164,49	237,32	224,73	396,42	518,82	608,55	1 152,80	nd
Sahel	245,97	311,05	450,94	346,79	782,37	1 273,59	947,14	510,34	1 506,21	nd
Sud-Ouest	107,75	297,34	239,15	303,93	480,82	354,57	305,77	519,43	553,08	nd
Burkina Faso	4 600,86	5 752,80	6 064,15	6 452,69	9 393,77	10 021,02	8 008,20	9 257,89	9 635,42	nd

Source : DGB / DTFCT

7.2. Comptes des communes

Tableau 7. 3: Evolution des recouvrements des recettes totales par communes urbaines (en millions FCFA)

Commune	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Banfora	810,08	1 425,95	1 129,39	1 466,77	1 637,04	1 739,51	1 655,75	2 019,23	1 567,30	nd
Batié	211,44	434,34	431,07	416,77	452,34	659,98	668,63	618,19	769,68	nd
Bittou	416,59	603,48	625,19	656,01	592,53	599,57	539,53	597,72	528,70	nd
Bobo-Dioulasso	6 212,44	8 925,44	9 736,83	8 368,64	7 838,14	7 512,53	7 918,32	9 230,03	7 998,14	nd
Bogandé	261,36	688,36	627,80	739,71	649,99	1 006,28	539,08	621,28	374,50	nd
Boromo	263,95	409,68	404,58	398,45	387,11	578,49	440,39	543,42	747,45	nd
Boulsa	391,11	820,12	690,88	499,56	470,47	654,07	560,65	736,48	353,62	nd
Boussé	312,06	543,82	543,82	nd	nd	382,57	800,93	771,62	460,41	nd
Dano	199,50	403,18	265,77	324,32	450,94	446,69	406,65	427,45	363,47	nd
Dédougou	477,61	760,77	958,53	965,11	948,75	1 051,37	1 350,66	1 601,63	1 846,51	nd
Diapaga	412,20	394,09	585,59	572,36	792,19	622,39	419,15	546,62	296,78	nd
Diébougou	315,33	666,60	552,91	550,73	505,52	569,46	544,21	650,70	562,64	nd
Djibo	487,01	665,42	604,16	342,13	534,79	722,62	805,35	1 099,44	1 523,07	nd
Dori	520,39	856,99	855,50	554,02	790,27	810,74	450,78	764,70	840,18	nd
Fada-N'gourma	1 364,95	1 990,34	2 237,74	1 869,77	1 772,48	1 944,30	1 428,67	1 565,98	1 842,90	nd
Gaoua	441,51	856,99	908,87	833,04	890,05	945,74	1 009,27	1 223,69	1 113,36	nd
Garango	490,46	458,24	713,66	719,18	nd	566,73	662,19	707,30	543,36	nd
Gayéri	230,15	633,92	487,63	495,52	651,79	914,18	758,64	611,68	553,67	nd
Gorom-Gorom	973,68	1 358,61	1 602,67	1 886,33	4 013,74	3 151,79	2 105,68	3 812,41	7 465,75	nd
Gourcy	347,33	nd	858,21	1 107,03	966,38	905,13	744,02	831,62	744,34	nd
Houndé	403,28	649,92	745,85	1 071,19	nd	5 371,80	5 318,30	7 954,61	10 528,62	nd
Kaya	1 072,44	1 261,72	1 436,20	1 850,14	1 960,65	1 981,45	1 885,76	2 180,87	1 914,92	nd
Kombissiri	422,46	642,69	796,06	561,48	749,86	924,84	982,98	805,94	1 186,99	nd
Kongoussi	430,78	593,98	661,02	548,78	806,44	731,44	588,01	2 148,00	807,34	nd
Koudougou	1 741,04	1 471,88	1 670,80	1 371,49	1 405,78	1 806,12	1 784,77	1 191,42	2 312,12	nd
Koupéla	460,22	552,77	513,83	500,67	684,81	637,29	823,38	1 040,10	680,19	nd
Léo	451,18	637,45	706,53	725,41	nd	613,24	559,05	560,16	656,92	nd
Manga	288,99	468,24	585,62	807,05	772,82	567,58	551,29	668,44	680,84	nd
Niangoloko	395,01	666,04	564,68	667,37	673,09	828,24	730,01	869,67	884,68	nd
Nouna	221,92	559,35	657,72	649,47	804,21	710,66	479,30	662,81	614,83	nd
Orodara	303,13	364,61	485,40	543,65	nd	659,14	661,79	722,30	704,30	nd
Ouagadougou	24 468,03	29 560,52	35 324,67	38 391,55	40 725,20	41 905,07	46 486,29	53 876,86	55 078,21	nd
Ouahigouya	786,77	1 106,08	1 193,54	1 360,30	1 631,50	1 865,98	1 456,23	1 531,88	1 164,12	nd
Ouargaye	139,27	287,47	256,38	326,02	287,30	337,52	288,58	417,52	410,81	nd
Pama	202,49	364,16	210,83	412,40	nd	687,82	347,97	579,42	624,66	nd
Po	310,07	581,89	454,89	617,17	655,90	1 067,18	759,69	851,35	764,85	nd
Pouytenga	492,98	917,66	712,80	747,89	957,72	911,41	1 118,63	1 311,58	1 648,64	nd
Réo	328,08	689,10	689,10	634,17	1 097,72	1 841,39	1 880,85	1 832,31	1 452,56	nd
Sapouy	299,53	477,79	403,86	506,86	452,87	586,30	582,71	677,50	518,37	nd
Sebba	232,36	344,42	260,49	308,46	293,69	483,90	248,48	406,48	409,51	nd
Sindou	125,25	205,88	179,79	172,99	241,89	348,67	244,31	326,40	277,79	nd
Solenzo	530,72	991,51	986,74	1 091,36	994,64	919,86	700,95	910,27	669,08	nd
Tenkodogo	1 092,97	1 442,85	1 476,14	1 408,82	1 711,87	1 656,95	1 743,97	1 917,47	1 694,75	nd
Titao	333,44	478,34	318,71	566,39	531,17	754,90	725,02	791,61	635,20	nd
Toma	139,11	261,98	569,81	247,76	237,20	428,53	350,19	577,51	376,59	nd
Tougan	317,79	628,64	624,55	562,06	663,43	932,61	715,12	842,49	618,68	nd
Yako	475,07	769,72	920,22	858,26	1 110,74	1 227,14	963,48	1 245,87	1 023,36	nd
Ziniaré	125,46	994,13	1 053,46	889,21	968,64	1 012,44	908,47	1 322,36	1 699,60	nd
Zorgho	290,77	473,71	479,23	475,29	693,62	626,58	687,72	847,55	820,13	nd
Burkina Faso	52 019,76	71 340,84	79 759,72	81 639,11	85 457,28	98 210,19	98 381,85	118 051,93	121 354,49	nd

Source : DGB / DTFCT

Tableau 7. 4: Evolution de l'exécution des dépenses totales par commune urbaine (en millions FCFA)

Commune	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Banfora	727,82	1266,14	838,91	1057,73	1193,48	1162,56	1138,41	1292,25	955,37	nd
Batié	79,01	190,63	275,85	236,61	225,91	136,96	196,82	115,58	267,56	nd
Bittou	337,05	265,25	500,33	531,32	442,29	414,06	346,36	373,42	242,94	nd
Bobo-Dioulasso	2 991,55	5140,41	7658,68	7404,37	7477,01	6700,58	6204,9	6578,60	5143,90	nd
Bogandé	157,21	347,32	479,66	596,2	404,37	765,48	218,88	425,35	335,65	nd
Boromo	219,85	326,71	356,44	400,24	275,94	466,56	341,60	240,98	562,74	nd
Boulsa	224,73	451,77	544,6	475,83	309,32	417,59	269,02	569,18	378,52	nd
Boussé	111,88	341,8	341,8	nd	nd	164,57	438,59	632,00	336,57	nd
Dano	176,91	343,71	316,86	241,74	409,91	327,03	335,05	274,52	301,86	nd
Dédougou	299,96	490,49	716,117	745,75	810,2	558,79	725,87	848,57	1041,44	nd
Diapaga	232,32	176,72	360,24	297,32	634,88	452,56	256,17	408,79	194,30	nd
Diébougou	219,82	419,31	435,06	432,53	447,42	486,63	250,94	415,74	317,81	nd
Djibo	346,39	424,8	599,39	275,43	199,15	284,81	285,2	296,17	699,29	nd
Dori	352,6	597,07	743,97	471,18	705,6	830,94	302,46	557,92	474,48	nd
Fada-N'gourma	621,41	693,48	1 580,59	1 497,88	1 259,21	1 472,51	1 074,64	1206,00	1 199,97	nd
Gaoua	249,19	414,83	645,92	465,54	631,72	568,57	428,87	587,87	417,50	nd
Garango	438,99	230,31	507,51	593,18	nd	322,63	457,29	403,30	268,97	nd
Gayéri	153,15	359,47	354,29	195,94	201,34	417,59	341,37	200,22	175,39	nd
Gorom-Gorom	866,16	1 030,09	1 329,29	1 108,33	2 895,84	1 489,96	2 012,35	3 196,35	4 719,94	nd
Gourcy	178,28	nd	189,03	721,72	622,31	555,4	469,2	369,41	443,87	nd
Houndé	272,29	557,55	623,1	780,33	nd	611,86	762,67	1 478,73	3 547,70	nd
Kaya	756,81	705,15	735,97	807,99	1169,67	987,32	610,21	983,29	851,76	nd
Komissiri	322,68	529,45	723,43	362,69	401,37	377,93	272,06	539,86	251,52	nd
Kongoussi	388,62	421,82	581,37	407,72	674,59	540,37	448,43	1090,04	573,45	nd
Koudougou	1368,06	1001,54	1538,37	1128,09	1133,17	1332,46	954,31	507,17	1 068,56	nd
Koupéla	354,64	440,98	464,86	313,78	479,21	521,03	369,37	818,31	474,22	nd
Léo	179,76	291,34	663,97	698,9	nd	489,17	413,96	281,46	376,86	nd
Manga	138,26	169,22	292,15	311,31	638,89	343,56	265,80	252,79	388,26	nd
Niangoloko	388,5	511,62	503,3	519,17	394,11	744,05	464,89	486,90	228,56	nd
Nouna	155,78	219,88	384,47	352,54	578,5	542,12	258,32	261,61	338,96	nd
Orodara	204,17	153,4	325,97	307,78	nd	279,28	353,63	289,75	228,43	nd
Ouagadougou	12 582,23	13 096,80	19060,52	20 255,17	24 790,63	20 335,24	21 956,57	22 360,01	24 069,25	nd
Ouahigouya	624,34	945,18	983,8	1 216,84	1 259,24	1 414,35	1 356,53	1 226,54	1 140,68	nd
Ouargaye	95,2	175,44	180,55	251,93	200,42	279,56	180,27	166,03	174,86	nd
Pama	139,23	313,75	135,83	280,11	nd	241,78	100,73	38,99	171,93	nd
Po	186,29	520,55	268,02	465,73	277,45	778,47	406,2	518,51	433,92	nd
Pouytenga	232,79	753,28	659,78	464,35	790,6	498,89	566,06	457,41	410,48	nd
Réo	199,24	492,21	492,21	354,35	317,97	523,96	630,3	707,10	492,71	nd
Sapouy	241,02	369,66	296,28	426,41	272,54	306,95	243,02	386,98	307,03	nd
Sebba	166,26	275,51	271,23	308,29	281,66	392,37	155,69	158,54	203,01	nd
Sindou	96,02	158,41	152,78	110,08	122,47	218,24	146,29	161,15	123,38	nd
Solenzo	256,96	471,36	530,83	761,57	725,11	607,75	239,04	462,31	181,45	nd
Tenkodogo	576,52	779,48	894,03	553,55	1084,63	711,36	680,68	774,49	591,54	nd
Titao	228,04	450,93	187,84	421,02	476,17	376,13	337,05	381,46	227,62	nd
Toma	90,04	214,16	529,96	226,36	137,12	228,64	135, 20	322,73	240,02	nd
Tougan	254,27	311,83	437,92	308,58	417,26	555,43	367,2	414,69	339,60	nd
Yako	238,38	303,18	611,49	410,88	514,44	651,47	307,18	496,48	540,48	nd
Ziniaré	66,2	475,94	766,33	533,53	592,8	569,52	395,41	317,36	540,48	nd
Zorgho	184,88	335,69	443,26	202,03	489,71	335,21	278,38	374,97	331,89	nd
Burkina Faso	29 971,76	38 955,62	52 514,16	51 289,92	57 365,63	53 790,25	49 614,24	55 707,90	57 326,67	nd

Source : DGB / DTFCT

Tableau 7. 5: Evolution des recouvrements des recettes totales des communes rurales par région (en millions FCFA)

Région	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Boucle du Mouhoun	7 515,46	11 464,04	13 539,39	13 660,84	17 993,38	25 152,76	25 085,25	24 842,60	24 068,79	nd
Cascades	2 649,20	3 649,32	3 216,36	3 254,38	5 054,30	7 390,76	6 445,21	8 144,77	8 120,01	nd
Centre	3 991,25	5 122,78	5 435,59	5 254,40	6 211,79	7 498,86	7 931,32	11 586,75	12 103,07	nd
Centre-Est	5 922,69	5 710,85	6 655,40	7 022,73	8 497,81	8 356,83	8 356,84	7 742,46	5 096,69	nd
Centre-Nord	5 767,77	9 152,83	10 534,65	12 259,85	13 074,18	15 348,92	15 899,94	16 480,31	16 751,40	nd
Centre-Ouest	6 341,42	9 938,97	8 648,67	9 380,25	10 988,24	11 899,78	11 910,99	11 299,25	8 263,01	nd
Centre-Sud	4 017,98	6 063,73	6 087,65	5 722,57	6 825,76	7 753,31	7 729,62	8 644,86	7 679,29	nd
Est	4 818,13	7 388,58	8 055,87	9 709,38	13 117,87	14 864,29	15 467,30	12 866,40	11 925,44	nd
Hauts-Bassins	4 988,17	7 369,49	7 445,23	7 274,28	9 900,16	12 302,60	12 302,60	11 995,90	10 610,43	nd
Nord	5 065,02	7 754,97	6 920,66	7 425,53	9 707,85	12 445,24	13 445,24	11 581,16	8 875,37	nd
Plateau Central	3 813,31	5 691,03	5 304,75	5 669,45	5 535,62	9 842,70	9 843,71	13 615,06	16 086,01	nd
Sahel	4 353,37	6 217,81	6 381,22	7 301,88	12 247,34	12 359,09	12 359,09	14 544,26	17 964,27	nd
Sud-Ouest	3 984,04	4 889,95	4 398,41	5 226,75	7 554,10	7 363,71	7 366,72	7 080,53	6 538,12	nd
Burkina Faso	63 227,81	90 414,35	92 623,85	99 162,29	126 708,40	152 578,85	154 143,84	160 424,30	154 081,90	nd

Source : DGB / DTFCT

Tableau 7. 6: Evolution de l'exécution des dépenses totales des communes rurales par région (en millions FCFA)

Région	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Boucle du Mouhoun	4 218,99	6 090,07	8 240,89	6 590,63	10 666,71	11 879,93	7 341,99	7 930,09	6 457,54	nd
Cascades	2 553,19	2 750,76	2 474,11	1 783,28	2 531,84	3 124,10	2 996,15	3 221,59	2 739,49	nd
Centre	2 337,45	2 974,77	4 343,47	3 989,58	4 354,95	4 536,33	3 166,85	4 778,63	4 287,48	nd
Centre-Est	4 470,76	4 570,22	4 697,41	4 218,25	5 985,69	5 708,83	5 708,84	5 251,62	3 117,95	nd
Centre-Nord	4 033,02	5 797,45	6 865,01	6 132,74	8 192,05	9 315,43	8 414,07	7 915,02	4 470,67	nd
Centre-Ouest	3 626,29	6 934,97	7 343,16	7 046,75	8 501,08	8 515,89	8 495,44	6 506,55	4 866,13	nd
Centre-Sud	2 352,04	3 479,67	4 322,02	3 273,98	3 981,15	3 951,20	3 951,20	3 500,47	3 396,04	nd
Est	3 151,76	3 995,49	6 213,53	5 995,33	7 135,49	8 381,88	8 727,65	4 614,18	2 551,88	nd
Hauts-Bassins	3 530,08	5 093,69	5 529,25	4 537,32	5 613,30	7 775,42	7 775,43	5 035,33	4 472,49	nd
Nord	3 256,86	5 665,58	5 499,81	4 788,98	5 749,39	8 538,49	8 538,49	6 076,29	3 850,97	nd
Plateau Central	2 275,29	3 856,84	4 261,22	3 550,64	3 106,95	4 457,03	4 457,90	5 687,89	4 561,38	nd
Sahel	2 780,48	3 890,02	4 656,61	3 542,90	6 005,90	5 691,16	5 692,22	5 185,58	4 290,82	nd
Sud-Ouest	2 360,71	3 186,07	2 934,41	2 954,23	5 224,27	4 425,99	4 424,17	3 208,63	3 275,87	nd
Burkina Faso	40 946,92	58 285,60	67 380,90	58 404,61	77 048,77	86 301,68	79 690,40	68 911,87	52 338,72	nd

Source : DGB/DTFCT

7.3. Recettes et dépenses des collectivités territoriales par nature

Tableau 7. 7: Evolution des recouvrements des recettes des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)

Nature des recettes	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Recettes de fonctionnement (A)	62,33	89,80	111,63	118,07	127,35	132,73	137,09	141,78	109,79	nd
Recettes fiscales	23,84	23,40	28,78	31,23	33,06	36,86	37,42	46,64	46,53	nd
Recettes non fiscales	10,30	12,83	15,28	16,05	15,81	20,21	14,42	18,03	19,04	nd
Dotations liées aux compétences transférées	6,84	28,79	29,25	28,48	28,60	29,72	29,82	25,88	2,69	nd
Appuis financiers de l'Etat (DGF, TPP, participation/Etat)	5,52	4,44	7,62	11,60	9,51	10,30	12,19	13,80	2,30	nd
Autres subventions	1,35	0,73	1,54	2,49	4,53	1,41	0,62	0,19	0,21	nd
Report de fonctionnement	14,48	19,62	29,16	28,22	35,84	34,23	42,61	37,24	39,03	nd
Recettes d'investissement (B)	71,41	95,00	87,27	92,56	135,69	168,78	131,40	181,35	206,38	nd
Epargne sur fonctionnement (C)	9,35	11,52	15,46	19,38	22,22	22,46	21,14	17,74	12,10	nd
Soutien équipement/Etat	8,99	4,87	0,89	15,41	35,45	54,37	6,23	51,80	46,40	nd

Nature des recettes	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dotations liées aux compétences transférées	7,98	27,65	11,91	10,06	9,65	12,32	10,50	9,05	6,67	nd
Autres recettes d'investissement	19,91	20,12	18,87	16,13	25,07	19,99	4,11	8,23	6,72	nd
Report investissement	25,17	30,84	40,14	31,58	43,30	59,63	89,41	94,53	134,48	nd
Total recettes (A+B-C)	124,38	173,28	183,44	191,25	240,82	279,05	247,34	305,39	304,07	nd

Source : DGB / DTFCT

Tableau 7. 8: Evolution de l'exécution des dépenses des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)

Nature des dépenses	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dépenses de fonctionnement (A)	42,89	60,53	83,71	83,00	92,93	91,17	87,48	74,85	131,25	nd
Achats de biens	10,26	22,12	32,51	28,16	33,41	29,94	29,82	35,44	27,63	nd
Matières, matériels et fournitures	na	na	na	na	na	na	20,55	28,15	22,76	nd
Produits alimentaires	na	na	na	na	na	na	13,89	17,53	5,47	nd
Carburant, lubrifiants et combustibles	2,95	3,35	3,72	3,94	4,78	5,23	5,10	5,46	12,39	nd
Fournitures de bureau	0,75	0,71	0,72	0,81	0,87	0,98	1,00	1,02	1,03	nd
Matériels et fournitures spécifiques	4,36	6,53	7,15	6,57	6,30	6,55	5,94	5,01	2,20	nd
Autres achats de biens	2,21	11,52	20,92	16,84	21,47	17,18	17,78	2,28	2,68	nd
Acquisitions de services	1,52	2,00	2,35	2,24	2,74	2,89	2,22	5,17	5,02	nd
Autres services	6,86	6,95	8,56	8,13	8,46	8,88	8,80	6,98	4,86	nd
Charges de personnel	8,88	11,17	15,54	15,33	16,20	17,06	17,89	18,21	18,41	nd
Charges exceptionnelles	na	na	na	na	na	na	984,70	5,47	5,65	nd
Cérémonies et réceptions	3,63	4,21	6,58	6,76	6,34	6,32	3,83	0,60	0,60	nd
Prestation de services (impression, reluire,)	0,41	0,55	0,70	0,71	0,84	0,75	0,54	4,04	4,03	nd
Indemnités, frais de mission et de formation dus aux élus locaux	1,49	1,97	3,59	3,29	3,07	3,19	1,05	1,95	2,11	nd
Frais financiers	1,33	0,98	1,08	1,16	1,09	0,80	1,94	0,02	0,01	nd
Autres dépenses de fonctionnement	1,06	1,57	1,63	1,84	2,48	2,81	1,84	3,56	69,66	nd
Epargne section de fonctionnement	9,35	11,52	15,46	19,38	22,22	22,46	21,14	17,74	12,10	nd
Dépenses d'investissement (B)	42,00	55,51	57,64	50,59	76,25	80,84	51,51	59,03	53,33	nd
Immobilisations incorporelles	na	na	na	na	na	na	na	0,95	0,46	nd
Frais de recherches et de développement	0,80	1,14	1,12	1,12	1,92	1,02	0,59	0,81	0,35	nd
Logiciels	na	na	na	na	na	na	na	0,14	0,10	nd
Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	na	na	na	na	na	na	na	0,33	0,45	nd
Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	na	na	na	na	na	na	na	47,22	41,42	nd
Bâtiments administratifs à usage de bureau	na	na	na	na	na	na	na	2,43	2,66	nd
Bâtiments administratifs à usage de logement	na	na	na	na	na	na	na	1,01	0,70	nd
Bâtiments administratifs à usage technique	na	na	na	na	na	na	na	25,70	21,12	nd
Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1,16	0,80	2,34	2,50	3,92	3,53	3,07	9,10	10,39	nd
Matériel, outillage et mobilier	4,61	6,28	4,87	5,47	9,82	9,89	7,19	9,05	10,23	nd
Matériel de transport	1,18	2,11	1,70	2,38	4,12	4,32	0,77	4,80	0,84	nd
Autres dépenses d'investissement	10,33	12,01	14,74	12,75	18,70	21,34	15,18	1,43	0,62	nd
Total (A+B-Epargne)	75,53	104,51	125,89	114,21	146,96	149,55	117,85	116,14	172,49	nd

Source : DGB/ DTFCT



HUITIEME PARTIE :

SITUATION DU COMMERCE EXTERIEUR



8.1. Solde commercial

Tableau 8. 1: Evolution des flux du commerce extérieur (en milliards FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Exportations	1 499,27	1 689,35	1 815,85	1 910,72	2 517,98	2 806,08	2 841,87	2 710,19	3 421,32	nd
Importations	1 984,46	2 289,70	2 443,16	2 495,62	2 399,39	2 610,63	3 519,17	3 573,71	3 901,12	nd
Solde commercial	-485,18	-600,35	-627,31	-584,90	118,59	195,45	-677,30	-863,52	-479,80	nd
Taux de couverture (en %)	75,55	73,78	74,32	76,56	104,94	107,49	80,75	75,84	87,70	nd

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur 2024

8.2. Exportations

Tableau 8. 2: Evolution des exportations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)

Sections	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Animaux vivants et produits du règne animal	2,03	2,43	1,23	0,61	0,57	0,95	1,01	3,87	11,94	nd
Produits du règne végétal	174,53	205,09	240,55	160,20	140,30	151,67	196,99	184,53	172,30	nd
Graisses et huiles animales ou végétales	9,29	12,08	14,04	20,68	20,75	18,14	19,46	17,31	22,70	nd
Produits des industries alimentaires, boissons, liquides alcooliques	8,07	9,87	9,55	8,98	10,28	19,06	21,86	23,72	32,07	nd
Produits minéraux	8,36	8,38	15,68	16,71	85,83	118,29	107,10	81,29	76,60	nd
Produits des industries chimiques et connexes	14,05	4,42	12,51	7,97	8,49	7,74	11,32	10,52	5,99	nd
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	4,92	2,89	2,42	2,65	0,93	2,29	2,78	1,24	2,24	nd
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1,34	0,01	0,15	0,09	0,03	0,12	0,48	1,08	0,85	nd
Bois, charbons de bois et ouvrages en bois	0,21	0,06	0,11	0,03	0,12	0,09	0,16	0,47	0,11	nd
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	0,15	0,08	0,24	0,13	0,18	0,35	1,77	0,40	0,66	nd
Matières textiles et ouvrages en ces matières	255,52	217,37	180,14	209,06	153,90	255,19	299,51	158,83	204,45	nd
Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes	0,04	0,03	0,02	0,02	0,03	0,08	0,05	0,11	0,24	nd
Ouvrages en pierres, plâtre, ciments, amiante, mica ou matières analogues	0,12	0,25	0,17	0,11	0,04	0,05	0,17	0,09	0,46	nd
it	922,25	1088,36	1192,39	1330,89	2054,60	2175,97	2102,29	2133,57	2818,51	nd
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	61,26	102,12	115,41	101,07	11,64	13,67	27,78	18,70	19,00	nd
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties	17,50	19,83	20,60	22,38	19,89	23,76	29,07	42,03	29,29	nd
Matériel de transport	17,32	13,05	8,30	26,01	8,41	16,59	17,78	29,09	18,97	nd
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie	0,43	1,22	0,56	0,97	0,63	0,81	1,02	1,13	3,90	nd
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	0,48	0,09	0,16	0,48	0,05	0,00	0,14	0,04	0,08	nd

Sections	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Marchandises et produits divers	1,15	1,46	1,20	1,42	1,11	1,07	1,02	2,03	0,87	nd
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,24	0,28	0,42	0,27	0,17	0,19	0,12	0,15	0,12	nd
Total exportations	1499,27	1689,35	1815,85	1910,72	2517,98	2806,08	2841,87	2710,19	3421,32	nd

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur 2024

Tableau 8. 3: Situation des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)

Rang	2016		2017	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	920,4	Or et alliages d'or à usage non monétaire	1 085,40
2	Coton (non compris les linters) en masse	236,5	Coton (non compris les linters) en masse	195,3
3	Graines de sésame	67,4	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	99,6
4	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	66,9	Zinc	95,8
5	Zinc	53,7	Graines de sésame	59
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	22,6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	18
7	Coton cardé ou peigné	15,8	Coton cardé ou peigné	18
8	Charbons actifs	9,7	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	8,9
9	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	8,4	Maïs non moulu	7,6
10	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	8,3	Tourteaux et autres résidus solides de graines de coton	7,5
11	Huiles végétales fixes, nda	6,4	Huiles végétales fixes, nda	7,2
12	Tourteaux et autres residus solides de graines de coton	6	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	4,9
13	Autres	3,8	Voitures automobiles à usages spéciaux autres que le transport	4
14	Parties	3,3	Arachides non grillées, décortiquées ou non	3,9
15	Maïs non moulu	2,9	Huiles de coton	3,4
16	Fils de fer	2,6	Parties	3,3
17	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	2,6	Argent	2,9
18	Huiles de coton	2,4	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	2,7
19	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	2,2	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement, d'excavation	2,5
20	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston, nda.	2,1	Autres machines et appareils de lavage de chargement de déchargement....	2

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur, 2016 et 2017

Tableau N°8.3 : Situation des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA) (suite)

Rang	2018		2019	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or a usage non monétaire	1 190,70	Or et alliages d'or a usage non monétaire	1 329,20
2	Coton (non compris les linters) en masse	177	Coton (non compris les linters) en masse	206,1
3	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	117,1	Zinc	90,9
4	Zinc	103,7	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	55,8
5	Graines de sésame	71,1	Graines de sésame	41,4
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	23,2	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	39
7	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	13,3	Huiles végétales fixes, nda	18,6

8	Huiles végétales fixes, nda	12,4	Aérodynes entrainées par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	15,9
9	Tomates fraîches ou réfrigérées	9,4	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	13,7
10	Charbons actifs	7,2	Barres en fer ou en acier	5,3
11	Tourteaux et autres résidus solides de graines de coton	6,3	Explosifs préparés	4,2
12	Barres en fer ou en acier	5,8	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	4,2
13	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	3,2	Graine de coton	4,1
14	Parties	2,5	Ciments hydrauliques	3,9
15	fil de coton mesurant en fil simple 14000m ou moins par kg, non pr vente	2,2	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	3,8
16	Explosifs préparés	2,1	Maïs non moulu	3,6
17	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	2	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	3,6
18	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston, nda.	1,8	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	2,6
19	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	1,8	Fèves de soja	2,5
20	Autres	1,7	Voitures automobiles a usages spéciaux autres que le transport	2,1

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur, 2018 et 2020

Tableau N°8.3 : Situation des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA) (suite)

Rang	2020		2021	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	2 050,80	Or et alliages d'or à usage non monétaire	2 171,96
2	Coton (non compris les linters) en masse	150,7	Coton (non compris les linters) en masse	252,00
3	Minerais de zinc, même enrichis	60,7	Minerais de zinc, même enrichis	87,68
4	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	39	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	64,37
5	Graines de sésame	36,9	Graines de sésame	34,95
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	26,2	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	23,60
7	Huiles végétales fixes, nda	18,6	Ciments Hydrauliques	19,67
8	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	15,7	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	17,57
9	Ciments Hydrauliques	15,5	Huiles végétales fixes, nda	15,49
10	maïs non moulu	13	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	12,04
11	Barres en fer ou en acier	6,3	Cigarettes	7,16
12	Tourteaux et autres résidus solides de graines de coton	6,3	Barres en fer ou en acier	6,58
13	Explosifs préparés	4,9	graine de coton	5,84
14	parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	4,3	Explosifs préparés	5,36
15	argent	3,8	Fèves de soja	4,52
16	Fèves de soja	3,7	Argent	4,01

Rang	2020		2021	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
17	voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	2,5	Autres machines et appareils de levage de chargement de dechargement....	3,99
18	dolomie, brute, dégrossie ou simplement débitée par sciage	2,3	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	3,83
19	Voitures automobiles a usages spéciaux autres que le transport	2,1	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	3,52
20	autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	2,1	Minerais de fer, même enrichis, non agglomérés	2,50

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur 2020 et 2021

Tableau N°8.3 : Situation des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA) (suite)

Rang	2022		2023	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	2 099,08	Or et alliages d'or à usage non monétaire	2 130,28
2	Coton (non compris les linters) en masse	295,76	Coton (non compris les linters) en masse	154,94
3	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	89,72	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	72,44
4	Ciments hydrauliques	50,83	Ciments hydrauliques	63,98
5	Graines de sésame	41,88	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	49,22
6	Minerais de zinc, même enrichis	34,61	Graines de sésame	34,96
7	Farines de graines et de fruits oléagineux, nondéshuilés, sauf celle de moutarde	33,00	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	16,76
8	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	22,08	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	15,67
9	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	20,05	Huiles végétales fixes, nda	15,41
10	Barres en fer ou en acier	16,22	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	14,04
11	Huiles végétales fixes, nda	15,85	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	8,21
12	Cigarettes	8,04	Barres et profilés en fer ou en acier	7,12
13	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	6,82	Tourteaux, grillons et autres résidus des huiles de coton	7,07
14	Tourteaux et autres résidus solides de graines de coton	6,41	Cigarettes	6,46
15	Explosifs préparés	6,25	Explosifs préparés	6,45
16	Fèves de soja	6,06	Fèves de soja	6,35
17	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	5,43	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement...	6,14
18	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	3,94	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	5,39
19	Catapultes	3,44	Bouteurs(bulldozers), bouteurs biais(angledozer) et niveleuses, autopropuls	4,01
20	Argent	3,20	Limonades, eaux gazeuses aromatisées et aut. Boissons non alcooliques, nda	3,98

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur 2022 et 2023

Tableau N°8.3 : Situation des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA) (fin)

Rang	2024		2025	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	2 815,00	nd	nd
2	Coton (non compris les linters) en masse	201,78	nd	nd
3	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	67,58	nd	nd
4	Graines de sésame	43,11	nd	nd
5	Ciments Hydrauliques	42,82	nd	nd
6	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	33,06	nd	nd
7	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	22,50	nd	nd
8	Huiles végétales fixes, nda	20,71	nd	nd
9	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	16,34	nd	nd
10	Tomates fraîches ou réfrigérées	13,43	nd	nd
11	Cigarettes	10,14	nd	nd
12	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	8,08	nd	nd
13	Limonades, eaux gazeuses aromatisées et aut. boissons non alcooliques, nda	7,84	nd	nd
14	Espèce ovine	7,83	nd	nd
15	de coton	7,05	nd	nd
16	fil manchine	3,66	nd	nd
17	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	3,35	nd	nd
18	Explosifs préparés	3,28	nd	nd
19	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	3,22	nd	nd
20	Catapultes	3,19	nd	nd

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur 2024

Tableau 8. 4: Evolution des principaux produits d'exportation (nomenclature INSD en milliards FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble des exportations	1689,35	1815,85	1910,72	2517,98	2806,08	2841,87	2710,18	3421,32	nd
Bovins	0,48	0,65	0,42	0,21	0,67	0,49	1,69	3,98	nd
Ovins et Caprin	0,47	0,45	0,16	0,19	0,23	0,29	2,06	7,83	nd
Mais en grain	7,64	1,52	3,63	13,04	1,41	0,05	0,61	0,12	nd
Autres céréales et produits céréaliers, nda	2,12	0,01	0,80	0,79	0,35	0,06	0,12	0,17	nd
Oignons, échalotes, poireaux etc.	0,26	0,33	0,38	0,40	0,46	0,43	0,34	2,24	nd
Autres fruits et légumes, nda	111,76	142,36	72,71	56,50	84,05	114,10	91,79	106,35	nd

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Café, the, cacao, épices et produits dérivés	0,56	0,40	1,12	0,40	1,09	2,11	1,52	2,37	nd
Vins	0,37	0,35	0,38	0,50	0,45	0,59	0,48	0,41	nd
Autres boissons, nda	0,77	1,70	0,96	1,11	1,66	2,55	4,91	8,30	nd
Graines de coton	0,35	0,01	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,02	nd
Graines de sésame	60,63	71,31	41,50	36,93	35,31	41,99	35,02	43,12	nd
Coton en masse égrené	195,28	176,97	206,12	150,68	252,00	295,76	154,95	201,78	nd
Beurre de karité	7,07	12,35	18,58	18,42	13,91	12,02	11,77	15,81	nd
Autres huiles et graisses végétales, nda	4,25	1,34	1,73	2,02	4,22	7,36	5,49	6,88	nd
Produits organiques	0,04	0,09	0,03	0,01	0,04	0,08	0,23	0,05	nd
Produits inorganiques	0,23	0,14	0,79	0,16	0,65	0,77	0,71	0,51	nd
Peintures	0,54	0,43	0,60	0,59	0,60	0,76	0,82	0,36	nd
Produits médicaux pharmaceutiques	0,21	0,15	0,45	0,82	0,31	0,44	0,85	0,47	nd
Huiles, essences et produits de parfumerie	0,29	0,30	0,24	0,34	0,32	0,66	0,67	0,55	nd

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur 2024

Tableau 8. 5: Evolution des exportations selon les principaux pays de destination (en milliards FCFA)

Destination	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Union européenne	117,82	92,32	136,75	121,71	100,03	74,22	153,19	97,12	114,30	nd
dont										nd
France	37,19	45,17	76,06	61,33	31,56	22,21	59,50	21,81	24,96	nd
Belgique, Luxembourg	2,16	4,21	6,21	8,68	13,11	13,39	14,48	10,62	10,99	nd
Pays-Bas	5,93	16,45	15,98	5,09	6,34	7,52	12,06	13,35	18,59	nd
Allemagne	6,35	5,16	7,23	8,52	11,07	7,29	13,73	8,15	8,55	nd
Italie	1,33	0,74	0,67	1,75	1,22	3,25	9,96	9,44	1,05	nd
Royaume-Uni	22,33	8,71	17,40	12,04	2,41	3,35	3,56	5,63	3,44	nd
Autres pays européens	889,52	1000,18	957,21	1 049,61	1 922,73	2 040,96	1 957,86	1828,13	1923,83	nd
dont										nd
Suisse	889,46	999,96	957,04	1 048,87	1 921,30	2 039,88	1 956,87	1827,57	1922,34	nd
Afrique du Nord	0,80	0,96	1,97	1,57	0,91	1,31	1,84	2,67	4,05	nd
Afrique de l'Ouest	147,77	198,67	238,59	214,10	191,41	231,64	391,81	379,17	296,31	nd
dont										
Mali	12,80	17,71	10,07	13,99	23,66	43,55	188,31	162,76	78,88	nd
Niger	8,48	11,44	10,35	17,92	30,22	19,62	18,98	12,72	8,23	nd
Sénégal	4,32	7,07	6,43	6,05	6,57	6,65	10,28	15,43	12,3	nd
Guinée	1,95	4,80	2,89	1,92	3,02	3,99	6,29	11,16	3,3	nd
Côte d'Ivoire	64,61	108,69	115,17	104,52	71,98	101,13	104,85	82,38	99,1	nd
Ghana	35,07	26,35	55,82	52,01	34,01	27,90	32,83	49,53	51,1	nd
Togo	17,16	20,59	34,11	15,88	20,21	19,58	19,68	40,25	36,3	nd
Bénin	1,00	0,65	1,34	0,86	1,21	2,61	6,35	2,74	3,1	nd
Afrique centrale	0,67	0,53	0,30	0,49	0,15	0,24	0,28	0,50	2,64	nd
Afrique australe	54,08	16,57	0,49	1,50	1,64	0,56	0,36	3,22	34,56	nd
dont										
Afrique du Sud	54,08	16,57	0,49	1,38	1,64	0,56	0,30	0,81	33,47	nd
Afrique orientale	1,23	2,06	3,77	5,68	21,06	18,96	18,42	20,14	31,98	nd
Asie	275,36	375,39	463,49	500,02	273,22	405,24	289,65	356,84	998,58	nd
dont										
Émirats Arabes Unis	1,14	1,06	5,73	5,49	7,73	7,30	121,43	230,62	895,75	nd
Inde	77,30	168,03	278,77	336,29	170,36	268,99	46,66	50,27	32,91	nd
Chine	24,93	5,84	7,29	8,06	1,48	11,04	0,90	8,39	14,35	nd
Japon	9,55	16,66	2,26	4,34	4,76	2,58	1,80	4,81	6,96	nd
Singapour	136,98	153,19	139,71	123,78	69,01	107,96	107,21	50,10	27,93	nd

Destination	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Amérique	11,96	2,65	13,21	15,85	6,76	32,79	28,32	21,56	14,74	nd
dont										
Etats Unis	1,27	1,94	4,34	4,40	5,94	31,38	26,46	17,82	11,19	nd
Canada	10,62	0,52	8,17	1,23	0,67	1,16	1,49	2,21	2,22	nd
Océanie	0,07	0,04	0,07	0,19	0,08	0,17	0,14	0,79	0,33	nd
Autres pays	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Ensemble	1 499,27	1 689,35	1 815,85	1 910,72	2 517,98	2 806,08	2 841,87	2 710,15	3 421,32	nd

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur 2024

8.3. Importations

Tableau 8. 6: Evolution des importations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)

Sections	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Animaux vivants et produits du règne animal	17,82	19,65	24,1	26,14	27,9	29,51	35,95	44,97	59,68	nd
Produit du règne végétal	117,86	128,39	142,19	126,56	121,83	117,9	196,21	182,05	184,18	nd
Graisses et huiles animales ou végétales	25,81	18,71	20,85	14,79	14,77	12,23	16,35	27,18	28,21	nd
Produits des industries alimentaires : boissons, alcool, etc.	113,5	115,16	114,51	105,78	120,1	150,47	150,61	159,4	171,51	nd
Produits minéraux	475,33	636,15	736,86	766,1	753,72	879,26	1 432,28	1 566,89	1 728,32	nd
Produits des industries chimiques et connexes	302,54	263,45	318,07	278,03	311,24	304,84	431,33	411,82	377,31	nd
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	73,6	74,97	94,35	89,76	89,28	104,76	117,92	98,68	112,45	nd
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1,23	0,85	3	1,66	2,63	3,78	5,47	5,08	5,03	nd
Bois, charbons de bois et ouvrages en bois	4,49	4,52	3,97	4,01	5,17	5,4	7,92	10,24	14,06	nd
Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	27,35	28,75	30,77	29,26	30,38	39,99	49,44	36,31	38,56	nd
Matières textiles et ouvrages en ces matières	61,61	34,64	30,84	51,65	50,02	47,59	58,34	39,07	48,98	nd
Chaussures, coiffures, parapluie, cannes, etc.	8,3	5,81	6,57	5,89	5,32	7,18	7,27	8,31	9,92	nd
Ouvrages en pierres, plâtres, ciments, amiante, mica ou matières analogues	13,99	16,69	17,54	22,51	25,71	28,95	35,85	36,9	33,3	nd
Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux	0,21	0,34	0,36	0,21	0,26	0,6	0,86	0,94	1	nd
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	169,5	186,29	194,37	202,78	183,86	210,75	290,78	242,7	245,76	nd
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties, etc.	362,58	499,09	425,78	456,57	403,36	396,78	428,69	456,67	541,95	nd
Matériel de transport	154,95	203,88	213,88	252,24	189,5	207,66	187,88	187,17	224,56	nd
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographique	21,32	21,53	27,76	25,56	40,52	30,92	37,26	30,33	38,71	nd

Armes, munitions et leurs parties et accessoires	4,28	3,39	6,91	2,24	2,03	1,84	0,81	1,48	1,55	nd
Marchandises et produits divers	21,95	20,68	24,75	19,58	21,78	30,2	27,84	27,45	36,08	nd
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,01	0,02	0,02	0,04	0,02	0,03	0,1	0,07	0,01	nd
Total importations	1 978,24	2 282,98	2 437,45	2 481,37	2 399,39	2 610,63	3 519,17	3 573,71	3 901,12	nd

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur 2024.

Tableau 8. 7: Situation des importations de quelques produits selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)⁹

	2016
Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	373,09
Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	98,76
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	45,7
Brisures de riz	35,1
Energie électrique	-
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	38,35
Ciments hydrauliques (Clinkers)	63,55
Propane et butane liquéfiés	24,58
Aérodynes entrainés par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	-
Sérums d'animaux ou de personnes immunisés ; vaccins microbiens	23,94
Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gpe 7442	32,77
Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser) ; extrait ou sauces de tabac	27,74
Diodes transistors et dispositifs similaires à semi-conducteur...	21,68
Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement...	11,64
Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	34,28
Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	37,04
Explosifs préparés	6,01
Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	19,2
Antiparasitaires, antis rongeurs, et produits similaires présentés à l'état	17,83
Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	23,94

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur 2016

Tableau 8. 8: Situation des principaux produits importés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)

Rang	2017		2018	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	452,80	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	539,80
2	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	88,80	Médicament Contenant d'autres substances	101,50
3	Ciments hydrauliques (Clinkers)	82,90	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	72,80
4	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes ...	62,20	Ciments hydrauliques (Clinkers)	70,90
5	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	54,80	Brisures de riz	50,10
6	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	51,00	Energie électrique	49,60
7	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	40,40	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	46,90
8	Brisures de riz	40,00	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	43,00
9	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants : azote, phosphore	39,20	Propane et butane liquéfiés	40,90

⁹ Ce tableau sera progressivement remplacé par le tableau 8.8 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)

10	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur...	39,00	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants : azote, phosphore	31,70
11	Appareils Électriques d'éclairage Et De Signalisation Essuie-Glaces	35,30	Appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie par fil ...	31,40
12	Propane et butane liquéfiés	34,90	Riz semi-blanchi ou blanchi, poli, glacé (avec riz étuvé sauf brisure)	30,40
13	Energie électrique	31,70	Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l'état	30,20
14	Tabacs fabriqués (à fumer, a chiquer, a priser); extrait ou sauces de tabac	31,60	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	29,60
15	Autre Froment (Avec l'épeautre) Et Méteil Non moulus	26,00	Sérums d'animaux ou de personnes immunisés ; vaccins microbiens	27,10
16	Cyanures simples et complexes	25,00	Sucres raffinés et aut. Produits du raffinage du sucre ou better, bruts, sol	27,00
17	Sucres raffinés et aut. Produits du raffinage du sucre ou better, bruts, sol	25,00	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	26,50
18	Riz semi-blanchi ou blanchi, poli, glacé (avec riz étuvé sauf brisure)	24,30	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	24,70
19	Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	23,90	Ouvrages en fonte, fer ou acier, à l'état brut nda	24,30
20	Autres	23,00	Constructions	23,30

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur 2017 et 2018

Tableau N°8.8 : Situation des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (suite)

Rang	2019		2020	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	583,60	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	497,70
2	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	86,20	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	109,80
3	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	77,00	Ciments Hydrauliques (Clinkers)	96,50
4	Brisures de riz	62,80	Energie électrique	81,70
5	Energie électrique	62,60	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	70,30
6	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	58,80	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	49,60
7	Ciments hydrauliques (Clinkers)	48,20	Propane et butane liquéfiés	49,60
8	Propane et butane liquéfiés	42,70	Brisures de riz	44,50
9	Aérodynes entrainées par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	37,70	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants: azote, phosphore	33,30
10	Sérums d'animaux ou de personnes immunisés; vaccins microbiens	30,70	Cyanures simples et complexes	30,90
11	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	30,50	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	29,40
12	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	29,50	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	29,20
13	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur.....	29,30	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	28,00
14	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	27,40	Explosifs préparés	27,00
15	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	27,20	Ouvrages en fonte, fer ou acier, à l'état brut nda	25,50
16	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	27,20	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	23,80
17	Explosifs préparés	26,70	Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	20,90
18	Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	26,00	Préparations alimentaires, nda	18,80
19	Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l'état	24,40	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	17,40

20	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	23,30	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur...	17,10
----	--	-------	---	-------

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur 2019 et 2020

Tableau N°8.8 : Situation des principaux produits importés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA) (Suite)

Rang	2021		2022	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	581,38	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	1 130,72
2	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	106,54	Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	123,42
3	Ciments hydrauliques (Clinkers)	105,75	Ciments hydrauliques (Clinkers)	108,80
4	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes ...	84,45	Energie électrique	85,21
5	Energie électrique	81,34	Propane et butane liquéfiés	80,75
6	Propane et butane liquéfiés	64,17	Brisures de riz	71,38
7	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	43,90	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	66,79
8	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	41,63	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	59,17
9	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	35,69	Sérums d'animaux ou de personnes immunisés; vaccins microbiens	52,05
10	Brisures de riz	35,68	Fil machine	50,05
11	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	35,50	Ouvrages en fonte, fer ou acier, à l'état brut nda	41,33
12	Ouvrages en fonte, fer ou acier, à l'état brut nda	28,24	Autres	39,37
13	Explosifs préparés	26,22	Explosifs préparés	37,10
14	Appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie par fil ...	25,24	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	34,74
15	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	24,66	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants: azote, phosphore	34,29
16	Cyanures simples et complexes	24,53	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	33,37
17	Fil manchine	23,87	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	33,09
18	Produits chimiques nda	22,27	Cyanures simples et complexes	31,11
19	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur....	20,88	Tôles	29,85
20	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao nda	19,75	Produits chimiques nda	29,45

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur 2021 et 2022

Tableau N°8.8 : Situation des principaux produits importés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA) (Fin)

2023			2024		2025	
Rang	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	1 220,99	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	1 424,94	nd	nd
2	Ciments hydrauliques	124,35	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	119,59	nd	nd
3	Energie électrique	118,92	Ciments Hydrauliques	101,53	nd	nd
4	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	103,16	Energie électrique	99,25	nd	nd
5	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	63,91	Propane et butane liquéfiés	70,9	nd	nd
6	Propane et butane liquéfiés	58,97	Brisures de riz	67,31	nd	nd

7	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	58,48	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	63,5	nd	nd
8	Brisures de riz	57,48	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	62,89	nd	nd
9	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants : azote, phosphore	52,15	LAMPES	62,07	nd	nd
10	Sucres raffinés et autres produits du raffinage du sucre ou betterave bruts	39,12	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	50,83	nd	nd
11	Explosifs préparés	38,28	Sucres raffinés et aut. produits du raffinage du sucre ou better.bruts,sol	46,43	nd	nd
12	Antiparasitaires, antirongeurs, et produits similaires présentés à l'état	37,02	Cyanures simples et complexes	40,13	nd	nd
13	Cyanures simples et complexes	36,29	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants: azote, phosphore	38,96	nd	nd
14	Ouvrages en fonte, fer ou acier, à l'état brut, nda	35,97	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	36,87	nd	nd
15	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	35,61	Poissons frais ou réfrigérés	36,43	nd	nd
16	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	35,1	fil machine	35,42	nd	nd
17	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser) ; extrait ou sauces de tabac	33,73	Constructions	34,93	nd	nd
18	Sérums d'animaux ou de personnes immunisés ; vaccins microbiens	33,54	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de taba	34,22	nd	nd
19	Lampes	32,24	Ouvrages	33,98	nd	nd
20	Fil machine en fer ou en acier	30,16	Parties et pièces detachees, nda,des machines et appareils du ss-gpe 7283	29,06	nd	nd

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur 2023 et 2024

Tableau 8. 9: Evolution des importations de quelques produits selon la nomenclature INSD (en milliards FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble des importations	1 978,242	282,982	437,452	481,372	399,392	610,633	519,173	573,713	901,12	nd
Machines non électriques	245,03	298,30	270,59	300,26	268,66	235,76	239,30	237,23	292,23	nd
Gaz oil	161,79	198,37	242,28	288,41	253,69	253,34	491,65	554,45	671,31	nd
Autres pétroles et produits dérivés du pétrole, nda	177,00	237,20	278,41	269,79	218,39	312,87	584,79	635,75	690,08	nd
Machines et appareils électriques	116,12	200,10	139,29	146,63	131,44	151,93	169,86	181,75	190,22	nd
Produits médicaux pharmaceutiques	127,37	97,49	137,07	128,08	139,94	138,65	190,82	152,51	166,10	nd
Autres combustibles minéraux, lubrifiants et connexes, nda	22,93	57,34	74,22	87,18	108,45	112,30	118,86	147,01	128,81	nd
Voitures de tourisme	40,90	55,68	65,66	71,40	61,91	76,88	62,61	53,58	61,09	nd
Riz	61,93	65,89	81,07	69,29	58,26	39,51	89,70	72,55	83,12	nd
Camions, camionnettes	35,45	49,05	46,13	53,61	47,79	40,88	32,97	34,98	36,87	nd
Autres articles manufactures en métal, nda	37,05	52,70	59,17	55,79	46,85	54,45	68,61	90,80	95,94	nd
Autres fer et acier, nda	47,64	36,93	46,48	55,37	51,61	58,82	84,70	68,12	64,29	nd
Ciment hydraulique (clinkers)	63,55	82,91	70,93	48,18	96,55	105,75	108,80	124,35	101,53	nd
Autres machines et matériels de transport, nda	4,89	8,26	15,92	46,66	7,46	3,01	4,83	6,33	7,89	nd

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur 2024

Tableau 8. 10: Evolution des importations selon certains pays d'origine (en milliards FCFA)

Pays d'origine	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Union européenne	509,1	671,8	589,3	615,4	617,1	621,1	892,2	784,7	689,1	nd
dont										
France	157,9	192,8	175,1	181,3	176,1	203,8	325,4	262,7	184,1	nd
Belgique, Luxembourg	34,7	43,9	43,3	50,8	37,3	48,1	139,0	123,6	149,4	nd
Pays-Bas	88,6	153,2	76,1	55,4	73,0	79,4	121,5	102,1	30,6	nd
Allemagne	59,3	88,2	82,5	70,0	82,3	73,4	77,9	86,3	61,1	nd
Italie	32,9	34,2	38,4	50,0	54,9	30,3	39,1	54,0	47,7	nd

Pays d'origine	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Royaume-Uni*	24,4	23,7	30,1	45,4	46,3	51,8	22,6	26,4	26,2	nd
Autres pays européens	57,3	96,6	194,8	241,9	203,9	165,8	318,7	378,1	484,5	nd
dont										
Russie	44,9	50,3	131,9	196,8	166,3	131,0	273,5	318,9	455,6	nd
Afrique du nord	42,9	44,0	73,8	62,6	59,9	77,1	90,0	135,4	101,3	nd
dont										
Maroc	27,0	22,7	38,3	41,4	29,8	31,9	35,9	44,9	38,3	nd
Egypte	7,2	10,6	11,7	7,7	11,8	18,2	19,6	54,8	47,6	nd
Afrique de l'Ouest	429,59	496,65	522,92	533,82	546,77	562,11	747,47	939,10	1 161,60	nd
dont										
Sénégal	24,2	22,0	17,5	19,3	14,0	16,6	16,6	20,0	93,3	nd
Côte d'Ivoire	170,5	235,9	275,4	264,8	196,6	220,8	372,0	496,6	595,2	nd
Ghana	95,7	108,7	116,6	171,2	151,4	153,4	191,7	228,8	347,7	nd
Mali	41,5	34,5	21,4	10,8	25,8	16,3	12,1	20,7	14,6	nd
Niger	18,2	16,1	9,3	12,6	57,9	67,5	15,7	39,2	28,9	nd
Togo	68,9	71,6	72,6	40,9	81,5	72,7	123,2	125,3	59,6	nd
Nigeria	7,3	6,5	7,1	6,6	5,5	8,3	14,1	6,2	19,1	nd
Afrique centrale	15,0	2,3	1,3	3,3	11,7	1,1	10,4	7,7	14,2	nd
Afrique australe	35,1	43,3	47,0	38,0	37,7	38,7	36,0	40,9	40,0	nd
dont										
Afrique du Sud	34,5	42,9	46,9	37,4	37,2	38,3	35,9	40,8	39,9	nd
Afrique orientale	1,3	0,6	0,8	0,4	2,2	1,1	1,5	1,0	1,3	nd
Asie	643,3	681,1	770,7	712,9	691,5	896,0	1 141,6	1 026,8	1 180,7	nd
dont										
Chine	286,2	331,1	309,1	304,7	299,5	363,0	457,0	493,8	618,6	nd
Japon	47,9	70,2	65,8	66,3	73,9	71,5	69,8	64,9	68,2	nd
Turquie	32,8	36,7	30,8	37,3	48,5	75,7	74,1	60,2	55,4	nd
Vietnam	26,4	6,2	7,9	9,7	9,5	18,3	33,6	26,6	45,0	nd
Thaïlande	42,8	38,9	39,9	31,9	11,1	13,9	20,3	31,5	58,7	nd
Inde	103,0	101,8	132,1	140,8	131,9	146,6	227,0	205,3	179,3	nd
Amérique	223,0	215,6	204,4	234,4	208,3	229,6	246,6	237,1	201,1	nd
dont										
Etats Unis d'Amérique	158,1	156,9	142,1	153,5	168,4	180,5	187,7	148,1	110,1	nd
Brésil	10,1	14,5	15,6	50,6	12,7	12,1	21,0	36,6	43,3	nd
Océanie	21,7	31,1	32,3	38,6	20,2	17,9	32,0	22,9	27,1	nd
Autres pays	-	-	0,1	0,0	-	-	2,7	0,0	0,1	nd
Ensemble	1 978,2	2 283,0	2 437,4	2 481,4	2 399,4	2 610,6	3 519,2	3 573,7	3 901,1	nd

Source : INSD, Annuaire du commerce extérieur 2024

(*) en attendant la mise à jour de la base de données du commerce extérieur, ce pays est maintenu dans le groupe Union Européenne



NEUVIEME PARTIE :

BALANCE DES PAIEMENTS ET SITUATION MONETAIRE



9.1. Balance des paiements

Tableau 9. 1: Présentation synthétique de la balance des paiements (en milliards FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Compte des transactions courantes	-462,4	-520,4	-369,3	-306,9	269,3	42,8	-875,7	-616,8	-556,8	1 857,60
1- Biens et services	-471,7	-413,2	-364,1	-325,5	184,6	221,1	-590,7	-559,3	-331,9	2 156,40
Balance des biens	-0,4	105,2	161,1	214,3	618,1	698,2	-3,9	-56,5	178,6	2 703,50
Exportations de biens FOB :	1676,4	1995,6	2196,4	2301,3	2843,3	3148,8	3312,2	3209,2	3708,3	6 562,60
Dont intra-UEMOA	122,2	132,0	73,0	72,2	77,9	84,2	455,3	319,3	281,0	247,30
Réexportations	39,4	36,4	35,1	52,1	26,7	36,6	53,8	54,6	50,0	63,20
Importations de biens FOB	-1676,7	-1890,4	-2035,2	-2087,0	-2225,1	-2450,6	-3316,1	-3265,8	-3529,7	-3 859,10
Importations de biens CAF	-1983,5	-2268,1	-2436,0	-2495,4	-2405,3	-2612,5	-3505,3	-3566,8	-3898,1	-4 283,70
dont :										
Dont intra-UEMOA	-648,0	-680,4	-583,6	-552,6	-580,2	-609,2	-871,4	-733,9	-645,8	-568,30
Balance des services	-471,4	-518,5	-525,3	-539,8	-433,5	-477,0	-586,9	-502,7	-510,5	-547,10
Crédit	262,9	279,2	309,4	316,3	292,8	308,1	314,1	376,9	382,1	389,30
Dont voyage	72,2	68,1	67,2	68,2	43,1	45,3	47,1	90,4	76,7	80,60
Débit	-734,2	-797,7	-834,7	-856,1	-726,3	-785,1	-901,0	-879,6	-892,6	-936,50
Dont fret et assurances	-338,6	-381,7	-405,1	-416,9	-314,0	-351,0	-443,0	-436,3	-495,5	-539,40
2- Revenu primaire	-231,8	-230,4	-267,0	-299,5	-319,9	-512,0	-647,8	-544,4	-691,6	-754,70
Dont intérêts sur la dette	-16,8	-20,2	-53,5	-62,1	-70,1	-90,4	-119,9	-148,5	-159,9	-187,60
3- Revenu secondaire	241,1	231,5	261,8	318,0	404,5	333,7	362,8	486,9	466,8	455,90
- Administrations publiques	111,0	100,0	123,3	169,3	235,0	146,2	169,5	269,0	239,8	225,90
Dont aides budgétaires	81,2	74,4	92,7	88,5	159,7	80,9	60,3	0,0	0,0	0,00
- Autres secteurs	130,1	131,5	138,5	148,7	169,5	187,5	193,3	217,9	227,0	230,00
Dont transferts de fonds des migrants	218,1	221,3	230,2	241,7	268,3	282,2	290,7	316,4	325,9	335,70
Compte de capital	150,1	172,8	175,8	125,9	197,3	235,7	261,0	262,6	238,8	231,80
4- Acquisition/ cessions d'actifs non financiers	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,30
5- Transferts de capital	150,0	172,6	175,6	125,8	197,0	235,5	260,7	262,3	238,5	231,60
- Administrations publiques	99,0	119,9	122,4	71,8	235,0	146,2	169,5	203,5	178,5	170,30
Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Autres transferts de capital	99,0	119,9	122,4	71,8	141,9	179,3	203,4	203,5	178,5	170,30
- Autres secteurs	51,0	52,7	53,2	54,0	169,5	187,5	193,3	58,8	60,0	61,20
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-312,2	-239,3	-193,4	-181,0	466,6	278,6	-614,8	-354,2	-318,0	2 089,50
Compte financier	-554,9	-490,7	-313,2	-252,6	-8,5	-374,5	47,5	-11,1	-777,8	1 060,30
6- Investissement direct	-201,6	4,5	-111,5	-85,9	52,7	20,4	-403,1	-39,0	157,2	184,40
7- Investissements de portefeuille	-7,9	-112,4	-150,2	-120,0	-105,8	-440,5	-41,6	-258,0	-249,8	-273,70
8- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
9- Autres investissements	-345,4	-382,8	-51,5	-46,7	44,6	45,6	492,1	285,9	-685,1	1 149,60
- Administrations publiques	-145,0	-77,1	-158,6	-233,7	235,0	146,2	169,5	-164,0	-196,5	-411,70
- Tirages	144,8	124,5	131,0	293,0	334,1	424,5	288,2	295,1	369,2	393,30
- Variations des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
- Rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
- Autre financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
- Amortissements	-41,9	-50,2	-55,1	-76,9	-61,4	-72,5	-95,1	-130,7	-154,1	-168,30
- Autres secteurs	-200,4	-305,7	107,1	186,9	169,5	187,5	193,3	450,0	-488,7	1 561,30
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
- Variations des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
- Rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
- Remise de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
- Autres (financement à rechercher)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Erreurs et omissions nettes	-3,3	-4,5	-3,5	-4,2	-4,3	-4,3	-4,4	-4,6	-4,3	-4,00
Solde global	239,4	247,0	116,3	67,4	470,8	648,7	-666,7	-347,7	455,5	1 025,20
g- Ecart d'évaluation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
h- Variation des avoirs extérieurs nets	-239,4	-247,0	-116,3	-67,4	-470,8	-648,7	662,7	347,7	-455,5	-1025,2
Banque centrale	70,9	-125,7	-314,4	231,4	-124,4	-257,6	1089,5	-249,7	-319,6	-852,4
Autres institutions de dépôts	-310,3	-121,3	198,1	-298,8	-346,4	-391,1	-426,8	597,4	-135,9	-172,8

Source : BCEAO, Juillet 2026

9.2. Situation monétaire

Tableau 9. 2: Agrégats de monnaie (en milliards FCFA)

Agrégats	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Circulation fiduciaire	280,60	447,89	577,81	655,88	697,69	833,54	828,75	986,10	1 255,01	1 601,84
Billets et monnaies mis en circulation	351,19	521,52	665,86	752,75	809,81	953,4	967,05	1147,21	1 403,39	1 784,59
Encaisses des banques (à déduire)	62,61	66,01	78,64	90,59	103,37	113,30	131,74	154,54	141,82	176,18
Encaisses des Trésors (à déduire)	7,98	7,63	9,41	6,28	8,75	6,60	6,57	6,57	6,57	6,57
Dépôts transférables	1 333,21	1 577,75	1 710,97	1 828,64	2 300,48	2 783,60	2 813,94	2 491,77	2 492,58	2 999,84
BCEAO	0,56	0,38	0,37	2,17	2,89	1,86	1,86	1,00	0,60	0,79
Banques	1153,72	1377,24	1486,23	1576,25	2007,91	2480,19	2480,19	2189,17	2 190,38	2 697,46
CCP et CNE	178,93	200,12	224,37	250,22	289,69	301,60	301,60	301,60	301,60	301,60
M1	1613,81	2025,63	2288,78	2484,52	2998,17	3617,14	3617,14	3477,87	3 747,59	4 601,69
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1166,82	1341,09	1429,49	1571,89	1781,05	1967,90	2074,18	2074,14	2 184,61	2 361,34
BCEAO	0,33	0,33	0,33	0,33	0,33	0,30	0,33	0,33	0,33	0,33
AID	1166,49	1340,75	1429,15	1571,55	1780,71	1967,60	2073,85	2073,81	2 184,27	2 361,01
Masse monétaire (M2)	2780,63	3366,72	3718,27	4056,41	4779,21	5585,10	5 716,87	5 552,01	5 932,19	6 963,03
Actifs extérieurs nets	1052,76	1 330,12	1 443,50	1 508,53	1 983,66	2 636,75	1 972,07	1 626,28	2 075,21	3 100,41
BCEAO	-136,60	-0,98	310,50	76,72	205,46	467,42	-624,09	-372,52	-59,45	792,92
Banques	1 189,37	1 331,09	1 133,00	1 431,81	1 778,20	2 169,34	2 596,16	1 998,81	2 134,67	2 307,48
Créances intérieures	2 055,84	2 436,31	2 721,90	3 068,01	3 380,85	3 487,40	4 396,14	4 764,69	4 949,52	5 078,72
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-88,48	66,06	57,23	151,84	192,38	-66,50	142,06	443,46	639,68	1 034,64
BCEAO	-149,77	-55,74	-66,74	-41,73	21,45	-95,40	60,57	199,76	171,70	114,30
Banques	61,30	121,80	123,96	193,57	170,93	28,90	81,49	243,70	468,00	920,30
Créances sur les autres secteurs	2 144,32	2 370,24	2 664,67	2 916,17	3 188,47	3 553,90	4 254,07	4 321,23	4 309,84	4 044,08
BCEAO	4,23	5,19	5,70	6,33	7,89	7,65	9,15	9,00	9,43	11,31
Banques	2140,09	2365,06	2658,98	2909,84	3180,58	3546,25	4244,92	4312,22	4 300,41	4 032,80
Passifs à caractère non monétaire (2)	487,01	571,34	630,07	719,81	842,30	1 020,10	1 187,88	1 370,48	1 462,43	1 478,80
Actions et autres participations dans les ID	396,49	463,81	470,94	535,85	633,18	724,10	838,32	912,80	919,16	958,76

Agrégats	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
BCEAO	17,95	22,70	16,51	1,55	0,47	0,50	0,50	0,49	0,50	0,50
Banques	378,55	441,11	454,43	534,30	632,71	723,60	837,82	912,32	918,65	
Engagements non monétaires des ID	90,51	107,53	159,13	183,97	209,11	296,00	349,56	457,68	543,28	520,05
Dépôts exclus de M2	61,38	89,58	134,08	150,57	182,43	228,90	290,07	384,59	488,82	463,70
Emprunts	26,69	17,10	25,05	33,39	26,69	67,10	59,49	73,09	54,46	50,60
Titres autres qu'actions exclus de M2	2,45	0,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres postes nets (3)	-159,03	-171,64	-182,93	-199,68	-257,00	-481,10	-536,55	-531,52	-369,89	-262,71
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-178,93	-200,12	-224,37	-250,22	-289,69	-301,60	-301,60	-301,60	-301,60	-301,60
Total des contreparties de M2 (4)	2 780,63	3 366,72	3 718,27	4 056,41	4 779,21	5 585,10	5 585,10	5 552,01	5 932,19	6 963,03

Source : BCEAO

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial auprès des banques, dépôts rémunérés dans livres de la Banque Centrale

(2) Actions et autres participations dans les institutions de dépôt et engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Tableau 9. 3: Situation des créances nettes sur l'Administration centrale (en milliards FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale	-88,48	66,06	57,23	151,84	192,38	-66,50	281,64	418,51	639,68	1034,64
Créances nettes de la BCEAO	-149,77	-55,74	-66,74	-41,73	21,45	-95,40	60,57	174,81	171,70	114,33
Créances	135,58	120,85	111,47	118,59	214,71	289,98	276,06	333,18	359,32	351,61
Crédits	135,58	120,85	111,47	118,61	214,71	289,98	276,06	333,18	359,32	351,61
Concours adossés aux DTS	15,00	9,93	4,70	0,59	0,20	91,63	91,63	91,63	91,63	91,63
Concours consolidés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concours du FMI	120,58	110,92	106,76	118,02	214,51	198,35	184,43	241,55	267,69	259,98
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres crédits (créances financières) (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Portefeuille de titres du Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances (2)	0,00	0,00	0,00	-0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Engagements	285,36	176,59	178,20	160,32	193,26	385,38	215,48	162,84	187,61	237,27
Encaisses du Trésor	7,98	7,63	9,41	6,28	8,75	6,57	6,57	6,57	6,57	6,57
Dépôts	277,37	168,94	168,79	154,03	184,51	378,82	208,92	126,85	181,04	230,71
Autres engagements (3)	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00
Créances nettes des banques	61,30	121,80	123,96	193,57	170,93	28,89	221,07	243,70	467,97	920,31
Créances	345,83	465,07	464,27	556,59	744,94	874,08	1 158,82	1 154,75	1 408,25	1 834,61
Crédits	31,19	49,97	9,44	8,60	65,12	113,69	277,58	295,92	322,63	455,35
Portefeuille de titres du Trésor	314,64	415,10	454,83	547,99	679,82	760,39	881,24	858,83	1085,62	1379,27
Engagements	284,53	343,27	340,31	363,02	574,01	845,18	937,75	911,05	940,27	914,31
dont dépôts	284,53	343,27	340,31	363,02	573,98	845,04	936,13	908,44	940,21	913,55

Source : BCEAO

- (1) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par l'Etat
 (2) Les dépenses pour le compte de l'Etat à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur l'Etat
 (3) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte de l'Etat

Tableau 9. 4: Situation des autres institutions de dépôt (en milliards FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Actifs extérieurs nets	1 189,37	1 331,09	1 133,00	1 431,81	1 778,20	2 169,34	2 596,16	1998,81	2 134,67	2 307,48
Créances sur les non-résidents	1 645,43	1 975,63	1 604,19	1 775,46	2 089,88	2 455,93	2 968,30	2624,31	2 535,47	2 871,18
Engagements envers les non-résidents	-456,06	-644,53	-471,19	-343,64	-311,68	-286,60	-372,14	-625,50	-400,80	-563,70
Créances sur la Banque Centrale	186,17	215,68	245,19	253,32	451,83	649,90	430,39	433,61	474,94	738,56
Numéraire	62,61	66,01	78,64	90,59	103,37	113,28	131,74	154,54	141,82	176,18
Dépôts	123,56	149,67	166,55	162,73	348,46	536,62	298,65	279,07	333,11	562,39
Autres créances sur la banque centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances nettes sur l'administration centrale	61,30	121,80	123,96	193,57	170,93	28,89	221,07	243,70	467,97	920,31
Créances sur l'administration centrale	345,83	465,07	464,27	556,59	744,94	874,08	1 158,82	1154,75	1 408,25	1 834,61
Engagements envers l'administration centrale	-284,53	-343,27	-340,31	-363,02	-574,01	-845,18	-937,75	-911,05	-940,27	-914,31
Créances sur les autres secteurs	2 140,09	2 365,06	2 658,98	2 909,84	3 180,58	3 546,25	4 105,34	4 312,22	4 300,41	4 032,77
Créances sur les autres sociétés financières	22,11	33,22	13,33	18,46	17,66	41,43	59,41	72,39	43,42	33,17
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,00	0,00	1,04	21,83	4,88	0,02	15,11	5,36	6,37	28,94
Créances sur les sociétés non financières publiques	158,73	89,74	252,38	210,97	237,15	289,42	359,96	347,83	449,78	324,25
Créances sur le secteur privé	1 959,25	2 242,10	2 392,23	2 658,58	2 920,89	3 215,39	3 670,87	3886,64	3 800,84	3 646,41
Engagements envers la banque centrale	778,37	765,42	548,63	814,98	903,98	1 088,20	1 812,49	1 508,27	1 647,67	1 436,30
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large	1 153,72	1 377,24	1 486,23	1 576,25	2 007,91	2 480,19	2 511,91	2 189,17	2 190,38	2 697,46
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	1 166,49	1 340,75	1 429,15	1 571,55	1 780,71	1 967,58	2 073,85	2 189,17	2 184,27	2 361,01
Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	61,15	81,29	133,72	149,79	181,82	228,33	289,29	380,93	480,09	463,70
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	2,45	0,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	26,69	17,10	25,05	33,39	26,69	67,11	59,49	73,09	54,46	50,57
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réserves techniques d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et autres titres de participation	378,55	441,11	454,43	534,30	632,71	723,62	757,82	912,32	918,65	958,29
Autres postes (net)	9,50	9,87	83,92	108,29	47,74	-160,64	-151,89	-149,24	-97,55	31,80

Source : BCEAO

Tableau 9. 5: Situation de la Banque centrale (en milliards FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Actifs extérieurs nets	-136,60	-0,98	310,50	76,72	205,46	467,42	-624,09	-372,52	-59,45	792,92
Créances sur les non-résidents	621,81	897,76	929,51	1 031,97	970,18	1 044,10	168,75	524,37	912,03	1 628,59
Engagements envers les non-résidents	758,41	898,74	619,01	955,25	764,71	576,68	792,84	896,89	971,48	835,67
Créances sur les autres institutions de dépôt	776,14	762,04	645,72	864,23	886,15	1 088,82	1 812,49	1 508,41	1 648,49	1 437,15
Créances nettes sur l'administration centrale	-141,79	-48,11	-57,33	-35,45	30,20	-88,84	67,14	206,33	178,27	120,90
Créances sur l'administration centrale	135,58	120,85	111,47	118,59	214,71	289,98	276,06	333,18	359,32	351,61
Engagements envers l'administration centrale	277,37	168,96	168,79	154,03	184,51	378,82	208,92	126,85	181,05	230,71
Créances sur les autres secteurs	4,23	5,19	5,70	6,33	7,89	7,65	9,15	9,00	9,43	11,31
Créances sur les autres sociétés financières	0,60	1,10	1,67	1,97	3,39	2,76	3,66	2,69	2,40	5,08
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les sociétés non financières publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur le secteur privé	3,63	4,09	4,03	4,36	4,49	4,89	5,49	6,31	7,03	6,23
Base monétaire	478,16	684,11	869,06	902,21	1 120,90	1 473,50	1 262,74	1 382,59	1 765,50	2 352,71
Circulation fiduciaire	351,19	521,52	665,86	752,75	809,81	953,39	967,05	1 147,21	1 403,39	1 784,59
Engagements envers les autres institutions de dépôt	126,09	161,87	202,49	146,95	307,87	517,92	294,93	234,05	361,17	567,01
Engagements envers les autres secteurs	0,89	0,72	0,71	2,51	3,22	2,19	0,76	1,33	0,93	1,12
Autres engagements envers autres institutions de dépôt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,23	8,30	0,36	0,79	0,61	0,55	0,78	3,66	8,72	5,77
Dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	0,23	8,30	0,36	0,79	0,61	0,55	0,78	3,66	8,72	5,77
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et autres titres de participation	17,95	22,70	16,51	1,55	0,47	0,50	0,50	0,49	0,50	0,47
Autres postes (net)	5,64	3,03	18,67	7,27	7,71	0,50	0,67	-35,52	2,02	3,32

Source : BCEAO.

Tableau 9. 6: Situation des créances sur les secteurs autres que l'Administration centrale (en milliards FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Créances des institutions de dépôts	2 144,32	2 370,24	2 664,67	2 916,17	3 188,47	3 553,90	4 114,49	4 321,23	4 309,84	4 044,080
Créances de la BCEAO	4,23	5,19	5,70	6,33	7,89	7,70	9,15	9,00	9,43	11,31
Crédits	4,02	4,75	5,58	6,18	7,69	6,80	7,37	6,54	6,86	9,27
Autres secteurs résidents	3,42	3,65	3,91	4,22	4,30	4,10	3,70	3,85	4,46	4,19
Secteurs financiers non bancaires	0,60	1,10	1,67	1,97	3,39	2,80	49,62	2,69	2,40	5,08
Actions et autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances des banques	2 140,09	2 365,06	2 658,98	2 909,84	3 180,58	3 546,20	4 105,34	4 312,22	4 300,41	4 032,77
Crédit bancaire	2 125,65	2 354,83	2 643,05	2 900,50	3 169,38	3 532,50	4 093,45	4 293,83	4 287,73	4 022,93
Secteur financier non bancaire	19,62	28,38	8,70	11,88	11,03	36,70	49,62	56,45	38,17	27,33
Secteur public	158,73	89,74	252,23	231,91	239,87	289,00	374,34	353,24	456,09	353,37
Administration locale	0,00	0,00	0,45	21,13	3,03	0,00	15,11	5,36	6,37	28,94
Sociétés non financières publiques	158,73	89,74	251,79	210,78	236,84	289,00	359,23	347,88	449,78	324,25
Secteur privé	1 947,30	2 236,71	2 382,12	2 656,71	2 918,48	3 206,90	3 669,48	3 884,14	3 793,48	3 642,22
Sociétés non financières privées	1 028,49	1 157,64	1 181,80	1 367,44	1 572,61	1 717,70	1 927,03	2 134,74	2 068,55	1 895,82
Ménages et ISBLSM	918,81	1 079,07	1 200,32	1 289,27	1 345,88	1 489,20	1 742,46	1 749,40	1 724,93	1 746,40
Titres autres qu'actions	5,73	0,00	8,78	0,70	3,14	6,40	0,03	0,28	6,35	3,65
Secteur financier non bancaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,22	2,54
Secteur public	0,00	0,00	0,60	0,70	2,16	0,00	0,00	0,00	0,07	-0,18
Administration locale	0,00	0,00	0,60	0,70	1,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Secteur privé	5,73	0,00	8,18	0,00	0,99	6,40	0,03	0,28	6,35	3,65
Sociétés non financières privées	5,73	0,00	8,18	0,00	0,99	6,40	0,03	0,28	6,35	3,65
Actions et autres participations	5,52	6,24	3,77	3,88	4,71	4,10	4,00	3,96	3,29	2,89
Secteur financier non bancaire	1,11	2,93	1,25	1,82	3,28	1,50	1,92	1,78	2,22	2,54
Secteur public	0,00	0,00	0,59	0,20	0,00	0,50	0,73	-0,05	0,07	-0,18
Sociétés non financières publiques	0,00	0,00	0,59	0,20	0,00	0,50	0,73	-0,05	0,07	-0,18
Secteur privé	4,41	3,32	1,93	1,87	1,42	2,10	1,36	2,23	1,01	0,53
Sociétés non financières privées	4,41	3,32	1,93	1,87	1,42	2,10	1,36	2,23	1,01	0,53

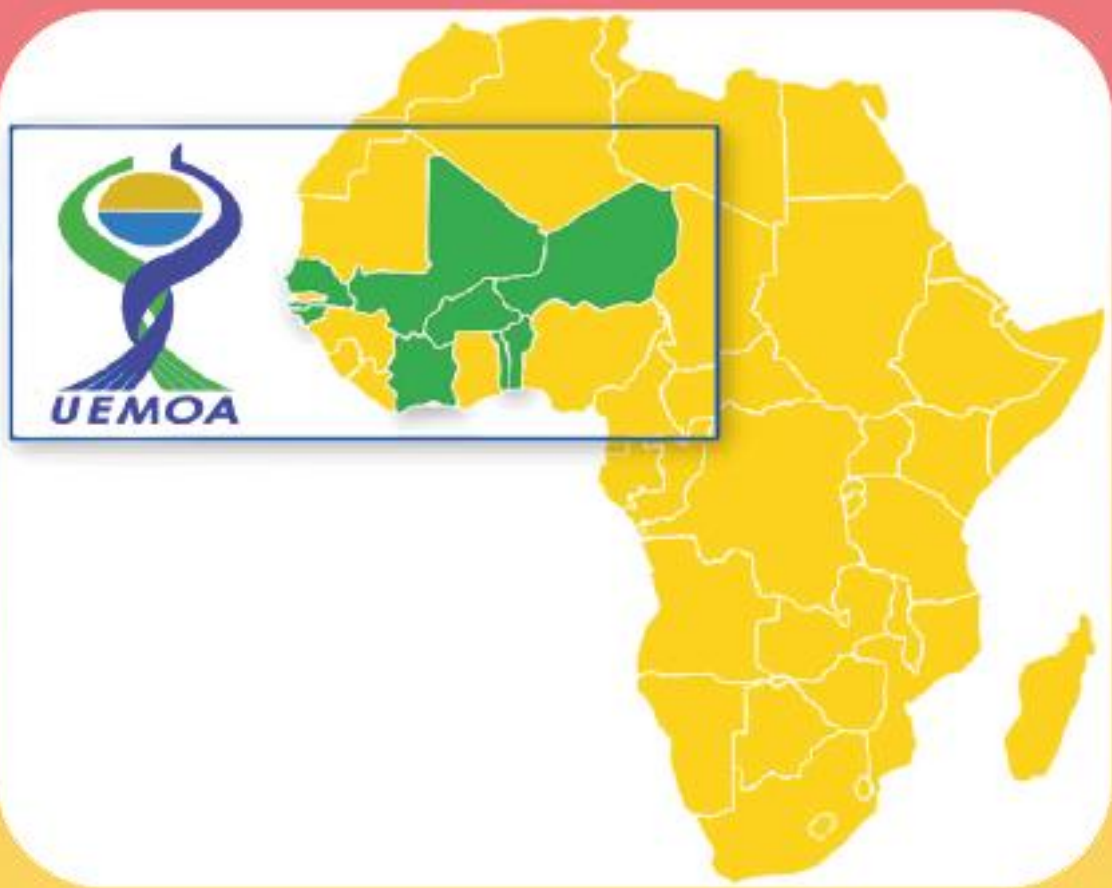
Source : BCEAO.

Tableau 9. 7: Situation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôt (en milliards FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
ACTIFS EXTERIEURS NETS	1 052,76	1 330,12	1 443,50	1 508,53	1 983,66	2 636,80	1 972,07	1 626,28	2 075,21	3 100,41
BCEAO	-136,60	-0,98	310,50	76,72	205,46	467,40	-624,09	-372,52	-59,45	792,92
Créances sur les non-résidents	621,81	897,76	929,51	1 031,97	970,18	1 044,10	168,75	524,37	912,03	1 628,59
Avoirs officiels de réserve	33,26	22,02	24,14	31,33	134,10	240,10	168,24	157,67	188,04	170,04
Or Monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Monnaies Étrangères	2,04	1,03	1,70	1,82	2,28	0,60	1,60	5,06	1,85	5,66
Dépôts et Titres inclus dans les réserves officielles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dép. Transf. Inclus dans les Réserves Officielles ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Dép. Inclus dans les Réserves Officielles, Autres ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres Inclus dans les Réserves Officielles ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Position de réserve au FMI	21,16	13,53	19,82	17,08	13,34	21,90	17,68	18,32	21,05	16,37
Avoirs en DTS	10,06	7,46	2,63	12,43	118,49	217,60	148,97	134,30	165,14	148,02
Autres actifs extérieurs	588,55	875,74	905,37	1 000,64	836,07	804,00	0,50	366,70	723,99	1 458,55
Engagements extérieurs	758,41	898,74	619,01	955,25	764,71	576,70	792,84	896,89	971,48	835,67
Engagements extérieurs de court terme	129,84	110,51	108,16	118,20	206,74	199,50	187,61	238,55	271,79	246,02
Dépôts de non-résidents à court terme en monnaie étrangère	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dép. Transf. Excl. MMSL Non-Résidents Court Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Dép. Excl. MMSL Non-Résidents Court Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits FMI	129,84	110,51	108,16	118,20	206,74	199,50	187,61	238,55	271,79	246,02
Autres engagements extérieurs	628,57	788,22	510,85	837,05	557,97	377,20	605,23	658,34	699,69	589,65
Allocation DTS	48,17	44,85	45,87	45,90	44,72	140,40	142,17	138,32	142,38	132,25
Autres	580,40	743,37	464,99	791,15	513,26	236,80	463,06	520,02	557,31	457,40
Dép. Transf. Excl. MMSL Non-Résidents, Autres MN	142,94	177,02	194,45	175,05	189,76	232,10	304,66	338,49	351,41	360,35
Autres Dép. Excl. MMSL Non-Résidents MN	1,62	0,08	8,20	15,74	4,05	4,70	14,33	2,17	3,08	12,78
Autres Crédits Non-Résidents Long Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Comptes à Payer, Autres Non-Résidents MN	435,55	566,27	262,33	600,35	319,44	0,00	144,07	139,83	3,08	12,78
Autres Comptes à Payer, Autres Non-Résidents ME	0,29	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES INSTITUTIONS DE DEPOT	1 189,37	1 331,09	1 133,00	1 431,81	1 778,20	2 169,30	2 596,16	1 998,81	2 134,67	2 307,48
Créances sur les non-résidents	1 645,43	1 975,63	1 604,19	1 775,46	2 089,88	2 455,90	2 968,30	2 624,31	2 535,47	2 871,18
Avoirs en monnaies étrangères	6,90	5,24	2,49	3,15	4,83	2,90	6,14	1,21	1,62	5,13
Dépôts	232,38	261,50	219,24	98,75	109,96	165,20	257,67	182,74	133,80	167,63
Dépôts transférables	195,21	219,43	197,15	81,42	89,04	149,76	220,37	157,52	95,93	120,85
Autres dépôts	37,17	42,07	22,09	17,34	20,92	15,47	37,30	25,22	37,87	46,78
Crédits	326,26	601,68	454,25	686,52	584,48	545,68	700,34	476,09	512,22	574,30
Pensions	0,00	0,00	1,01	147,02	68,51	76,03	3,55	12,51	15,02	1,00
Autres crédits	326,26	601,68	453,24	539,51	515,97	469,66	696,79	463,59	497,19	573,30
Titres autres qu'actions	1 057,14	1 084,06	912,33	935,92	1 340,06	1 694,20	1 957,72	1 914,03	1 831,47	2 028,60

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Actions et autres titres de participation	20,68	16,13	10,96	48,83	48,70	45,20	45,29	47,51	52,18	91,93
Autres créances	2,08	7,01	4,92	2,29	1,86	2,70	1,16	2,72	4,19	3,58
Crédits commerciaux / avances	1,01	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres comptes à recevoir	1,06	5,95	4,92	2,29	1,86	2,67	1,16	2,72	4,19	3,58
Engagements envers les non-résidents	456,06	644,53	471,19	343,64	311,68	286,60	372,14	625,50	400,80	563,70
Dépôts	293,04	383,60	305,36	185,95	193,62	191,10	254,53	450,03	247,07	320,11
Dépôts transférables	237,16	290,60	255,73	120,41	128,55	107,40	165,63	248,67	145,11	233,77
Autres dépôts	55,89	92,99	49,63	65,54	65,07	83,70	88,90	201,36	101,96	86,34
Crédits	162,93	256,55	161,02	154,44	115,33	90,80	114,00	169,63	145,18	229,54
Pensions	0,00	19,46	0,00	5,03	0,00	0,00	10,00	5,00	0,00	1,00
Autres crédits	162,93	237,08	161,02	149,41	115,33	90,84	104,00	164,62	145,18	228,54
Autres engagements	0,09	4,39	4,81	3,25	2,73	4,70	3,61	5,85	8,56	14,04
Autres comptes à payer	0,09	4,39	4,81	3,25	2,73	4,69	3,61	5,85	8,56	14,04

Source : BCEAO.



DIXIEME PARTIE :

INDICATEURS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE



10.1. Critères de convergence UEMOA¹²

Tableau 10. 1: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1er rang UEMOA)

Critères de 1 ^{er} rang UEMOA	Norme	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal	≥-3%	-3,6	-6,3	-4,3	-3,4	-5,2	-7,6	-11,0	-6,8	-5,4	-1,3
Taux d'inflation annuel moyen (IHPC) (en %)	≤3%	0,4	1,5	2,0	-3,2	1,9	3,9	14,1	0,7	4,2	-0,5
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal (en %)	≤70%	32,8	33,4	37,7	42,1	46,7	54,9	58,0	56,9	57,3	53,8

Source : SEN-PND, avril 2026, BDSM

Tableau 10. 2: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2ème rang UEMOA)

Critères de 2 ^{ème} rang UEMOA	Norme	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022	2023	2024	2025
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	≤35%	57,9	49,3	52,2	59,2	65,0	55,3	46,0	43,8	41,3	37,8
Taux de pression fiscale (en %)	≥20%	13,0	15,3	15,3	15,1	13,4	15,6	17,6	18,2	18,4	19,1

Source : SEN-PND, avril 2026, BDSM



ONZIEME PARTIE :

AUTRES STATISTIQUES DU SECTEUR DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



11.1. Statistiques des passations de marchés publics

Tableau 11. 1: Evolution des marchés publics par mode de passation des ministères et institutions (en nombre)

Mode de passation	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Appels d'offres ouverts	164	228	368	309	689	413	217	405	119	99
Demandes de prix	48	119	298	268	446	353	286	311	262	267
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	66	60	102	124	83	185	53	106	23	16
Appels d'offres restreints	5	5	16	63	72	145	8	22	46	47
Entente directe	53	62	164	127	258	165	86	118	245	230
Total	336	474	948	891	1 548	1 261	650	962	695	659

Source : DGCMEF, situation des contrats approuvés.

NB : Les demandes de cotation, les contrats issus de la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, les informations relatives aux marchés publics des structures régionales, provinciales, communales ainsi que des sociétés d'Etat et des établissements publics de l'Etat ne sont pas prises en compte.

Tableau 11. 2: Evolution des marchés publics par mode de passation des ministères et institutions (en milliards FCFA)

Mode de passation	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Appels d'offres ouverts	106,14	37,76	122,01	132,39	222,97	42,27	45,34	139,60	41,78	22,02
Demandes de prix	0,46	2,1	5,12	4,84	25,04	6,47	4,18	5,46	16,31	6,35
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	16,67	4,19	10,85	11,19	11,55	11,91	6,48	9,84	2,96	1,99
Appels d'offres restreints	0,54	0,48	8,38	97,80	15,38	52,51	3,31	1,37	14,52	13,40
Entente directe	13,27	19,94	12,32	36,15	52,18	37,40	11,83	100,64	690,60	83,37
Total	137,09	64,46	158,68	282,36	327,11	150,56	71,14	256,91	766,17	127,13

Source : DGCMEF, situation des contrats approuvés.

NB : Les demandes de cotation, les contrats issus de la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, les informations relatives aux marchés publics des structures régionales, provinciales, communales ainsi que des sociétés d'Etat et des établissements publics de l'Etat ne sont pas prises en compte.

11.2. Statistiques de l'inclusion financière

Tableau 11. 3: Nombre d'institutions de microfinance (IMF) agréées et répartition des membres/clients

Indicateurs IMF	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre d' IMF	133	134	129	132	135	135	134	124	120	nd
Membres/clients	1 858 806	1 892 029	1 998 287	1 175 749	1 337 716	1 521 342	1 632 913	1 785 056	1 934 878	nd
Hommes	1 057 667	1 066 495	1 121 267	610 903	696 698	774 750	834 170	900 140	984 865	nd
Femmes	569 671	582 027	606 863	401 373	444 108	513 321	549 575	611 317	677 024	nd
Groupement	231 468	243 507	270 157	163 473	196 910	233 271	249 148	273 598	272 989	nd

Source : ANPFI, Annuaire statistique 2024.

Tableau 11. 4: Evolution des encours de l'épargne, des crédits, des créances en souffrance (en milliards FCFA) et du portefeuille à risque

Indicateurs IMF	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Encours de l'épargne	195,12	201,99	218,89	230,59	276,28	337,42	368,49	409,01	472,74	nd
Encours du crédit	142,94	169,21	225,25	186,97	216,35	273,77	327,55	372,84	406,70	nd
Créances en souffrance	6,49	7,24	7,72	9,23	12,70	11,41	15,77	22,98	26,38	nd
Portefeuille à risque de plus de 90 jours (en %)	5,60	4,00	2,83	4,44	5,90	4,20	4,80	5,56	7,41	nd

Source : ANPFI, Annuaire statistique 2024.

Tableau 11. 5: Répartition des points de services des IMF agréées par région et par province (en nombre)

Région\Province	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Région de la Boucle du Mouhoun	122	122	122	92	33	78	75	31	27	nd
Balé	30	30	30	6	6	6	6	14	14	nd
Banwa	14	14	14	nd	nd	nd	nd	nd	0	nd
Kossi	6	6	6	nd	nd	nd	nd	nd	0	nd
Mouhoun	29	29	29	86	15	60	61	8	10	nd
Nayala	12	12	12	nd	6	6	6	7	3	nd
Sourou	31	31	31	nd	6	6	2	2	0	nd
Région des Cascades	11	11	11	23	15	16	18	11	11	nd
Comoé	7	7	7	23	15	16	18	11	11	nd
Léraba	4	4	4	nd	nd	nd	nd	nd	0	nd
Région du Centre	122	122	127	202	255	205	287	338	327	nd
Kadiogo	122	122	127	202	255	205	287	338	327	nd
Région du Centre-Est	40	40	40	9	9	9	9	9	9	nd
Boulgou	26	26	26	6	6	6	6	6	6	nd
Koulpélogo	6	6	6	nd	nd	nd	nd	nd	0	nd
Kouritenga	8	8	8	3	3	3	3	3	3	nd
Région du Centre-Nord	41	41	41	19	23	19	21	22	21	nd
Bam	23	23	23	6	6	6	6	6	5	nd
Namentenga	7	7	7	7	11	8	10	7	7	nd
Sanmatenga	11	11	11	6	6	5	5	9	9	nd
Région du Centre-Ouest	56	56	56	14	15	14	20	25	28	nd
Boulkiemdé	34	34	34	13	13	12	18	24	26	nd
Sanguié	6	6	6	nd	nd	nd	nd	nd	0	nd
Sissili	10	10	10	1	2	2	2	1	2	nd
Ziro	6	6	6	nd	nd	nd	nd	nd	0	nd
Région de Centre-Sud	31	31	31	29	28	30	32	35	42	nd
Bazèga	9	9	9	7	6	6	8	11	17	nd
Nahouri	8	8	8	3	3	3	3	3	3	nd
Zoundwéogo	14	14	14	19	19	21	21	21	22	nd
Région de l'Est	39	39	39	23	26	21	23	22	22	nd
Gnagna	7	7	7	5	5	5	5	4	6	nd
Gourma	18	18	18	12	15	12	14	15	15	nd
Komandjari	4	4	4	nd	nd	nd	nd	nd	0	nd
Kompienga	3	3	3	nd	nd	nd	nd	nd	0	nd
Tapoa	7	7	7	6	6	4	4	3	1	nd
Région des Hauts-Bassins	82	82	83	41	48	52	49	58	62	nd
Houet	63	63	64	36	48	47	44	53	57	nd
Kénédougou	8	8	8	5	nd	5	5	5	5	nd
Tuy	11	11	11	nd	nd	nd	nd	nd	0	nd
Région du Nord	59	59	59	41	23	23	28	24	38	nd
Loroum	4	4	4	1	1	1	1	1	0	nd
Passoré	8	8	8	6	5	4	4	4	4	nd
Yatenga	38	38	38	22	14	11	13	15	25	nd
Zonoma	9	9	9	12	3	7	10	4	9	nd
Région du Plateau Central	15	15	15	6	10	13	13	13	13	nd
Ganzourgou	6	6	6	nd	nd	nd	nd	nd	0	nd
Kourwéogo	4	4	4	1	6	nd	nd	8	8	nd
Oubritenga	5	5	5	5	4	13	13	5	5	nd
Région du Sahel	57	57	57	9	19	9	9	8	9	nd
Oudalan	9	9	9	nd	10	nd	nd	nd	0	nd
Séno	13	13	13	9	9	9	9	8	9	nd
Soum	37	37	37	nd	nd	nd	nd	nd	0	nd
Yagha	2	2	2	nd	nd	nd	nd	nd	0	nd
Région du Sud-Ouest	16	16	16	10	10	11	11	10	11	nd
Bougouriba	5	5	5	nd	nd	nd	nd	nd	0	nd

loba	4	4	4	6	6	6	6	6	6	nd
Noumbiel	1	1	1	nd	nd	nd	nd	nd	0	nd
Poni	6	6	6	4	4	5	5	4	5	nd
Total	691	691	697	518	504	500	595	606	620	nd

Source : ANPFI, Annuaire statistique 2024.

Tableau 11. 6: Situation des indicateurs des Prestataires des Services Financiers

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de bancarisation strict (TBS)	21,00	22,30	20,30	20,20	20,50	21,80	22,80	23,40	nd
Taux d'utilisation des services de microfinance (TUSM)	18,92	20,97	19,46	12,86	13,99	14,21	14,31	14,52	nd
Taux de bancarisation élargi (TBE)	39,90	43,30	39,70	33,10	34,50	36,00	37,10	37,90	nd
Taux d'utilisation des services de monnaie électronique (TUSME)	38,52	57,12	0,64	0,70	0,75	0,78	0,65	0,59	nd
Taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF)	67,80	69,30	70,50	73,90	78,80	80,90	79,00	79,70	nd
taux d'intérêt nominal des crédits (TINc) bancaires	7,25	7,44	7,27	6,63	6,75	7,15	7,80	7,71	nd
Taux d'intérêt nominal des dépôts (TINd) au niveau des banques	5,67	5,70	5,87	5,79	5,62	5,18	5,30	5,10	nd

Source : ANPFI, Annuaire statistique d'inclusion financière 2024

Tableau 11. 7: Situation des indicateurs des banques

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023*	2024	2025
Nombre de banques	13	14	15	15	15	15	16	16	nd
Nombre d'Etablissements financiers	4	4	4	4	4	4	4	4	nd
Nombre d'agences	295	317	321	309	322	338	351	350	nd
Nombre d'Emetteurs de monnaie électronique			4	4	4	4	6	8	nd
Établissement de monnaie électronique (EME)			1	1	1	1	1	1	nd
Partenariats entre Banques et opérateurs de télécommunication			3	3	3	3	5	7	nd
Nombre de GAB/DAB	431	476	492	509	543	569	590	610	nd
Nombre de comptes bancaires	1 811 774	1 938 515	2 120 346	2 202 333	2 880 250	2 635 484	3 110 393	3 343 314	nd
Encours de crédits (en milliards)	2 633,8	2 885,4	3 227,1	3 713,0	4 106,4	5 025,6	4 736,5	4 703,8	nd
Encours d'épargne (en milliards)	3 286,9	3 528,3	3 888,23	4 551,4	5 669,9	5 997,1	5 922,0	6 107,0	nd

Source : ANPFI, Annuaire statistique d'inclusion financière 2024.

Tableau 11. 8: Evolution du nombre de compagnies d'assurances

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Compagnies d'assurance	16	17	16	16	16	16	16	17	nd
Non-vie (IARD)	8	9	8	9	9	9	9	10	Nd
Vie	8	8	8	7	7	7	7	7	nd

Source : ANPFI, Annuaire statistique d'inclusion financière 2024.

Tableau 11. 9: Evolution du nombre des intermédiaires

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Intermédiaires agréés	96	114	112	144	219	201	263	236	nd
Courtiers	22	28	27	40	46	55	66	72	nd
Agences générales	74	86	85	104	173	146	197	164	nd
Sous agences	14	22	11	22	29	42	42	nd	nd

Bureaux directs	23	26	21	29	20	21	21	nd	nd
-----------------	----	----	----	----	----	----	----	----	----

Source : ANPFI, Annuaire statistique d'inclusion financière 2024.

Tableau 11. 10: Situation des indicateurs des Emetteurs de Monnaie Electronique (en nombre)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Comptes de monnaie électronique ouverts	9 582 115	11 795 896	15 270 145	17 927 572	18 944 048	20 784 982	23 708 070	nd
Comptes de monnaie électronique actifs	5 771 847	6 810 779	8 125 316	12 529 927	13 330 759	8 912 672	8 654 640	nd
Titulaires de comptes adultes (15 ans et plus)	9 452 939	11 070 844	12 229 548	16 685 911	18 914 192	20 756 365	22 593 666	nd
Titulaires femmes	1 999 960	2 024 126	2 663 826	3 057 573	3 531 462	3 760 898	4 023 994	nd
Titulaires hommes	7 452 979	9 046 718	9 565 722	13 628 338	15 382 730	16 995 467	18 569 672	nd

Source : ANPFI, Annuaire statistique d'inclusion financière 2024.

11.3. Statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat

Tableau 11. 11: Evolution du nombre de bâtiments administratifs réhabilités et de baux administratifs conclus

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre de bâtiments administratifs réhabilités au titre du programme de réhabilitation	48	61	34	35	20	28	4	10	6	5
Nombre de baux administratifs conclus	8	9	21	12	26	26	5	0	6	1

Source : DGAIE.

Tableau 11. 12: Autres statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (en milliards FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dépense de consommation en eau-électricité-téléphone	29,28	29,71	32,63	33,32	34,19	35,71	34,77	36,21	36,38	40,16
Dépense de consommation en eau des services de l'Etat	7,57	7,13	8,17	8,71	8,52	8,92	8,40	8,43	8,19	8,67
Dépense de consommation en électricité des services de l'Etat	17,37	18,29	19,11	18,71	19,51	20,84	20,40	21,84	22,78	25,53
Dépense de consommation en téléphone des services de l'Etat	4,34	4,29	5,36	5,91	6,16	5,96	5,97	5,94	5,41	5,95
Budget du programme de réhabilitation des bâtiments administratifs	1,00	2,50	1,20	1,52	1,00	1,31	1,00	0,50	0,50	0,80

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Prévision budgétaire pour la prise en charge des factures de loyers des bâtiments loués par l'Etat	6,34	5,50	5,50	7,00	5,99	6,64	11,43	7,86	7,76	5,00
Dépenses relatives à la prise en charge des factures de loyers des bâtiments loués par l'Etat	6,02	5,46	5,50	6,97	5,71	6,57	11,16	7,42	7,66	7,45
Recettes réalisées au titre des ventes aux enchères publique au profit du budget de l'Etat	1,65	0,82	0,94	0,47	1,03	1,47	0,11	0,34	0,16	0,86
Recettes réalisées au titre des ventes aux enchères publique au profit du budget de l'Etat	0,99	0,57	0,57	0,22	0,71	0,91	0,29	0,21	0,08	0,50
Valeur du patrimoine non financier de l'Etat (*)	na	na	na	na	1885,16	1908,91	1895,33	1982,66	2209,95	2506,18

Source : DGAIE, juin 2025.

(*) La valeur du patrimoine non financier de 2023 résulte de l'intégration des données sur les infrastructures routières, (routes nationales, régionales et départementales à l'exclusion du réseau intra urbain) des immobilisations incorporelles (logiciels et progiciel des ministères et institutions), du patrimoine roulant (Cf. section 248 du compte central) et des données du recensement géo référencé et valorisé dans 10 chefs-lieux de régions Centre, Hauts Bassins, Cascades, Sud-Ouest, Centre-Sud, Centre-Ouest, Centre-Est, Plateau central, Boucle du Mouhoun et Centre-Nord) (terrains et bâtiments).

Tableau 11. 13: Evolution du Parc Automobile de l'État

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre de véhicules 4 roues**	5 767	6 148	3 332	3 727	3 727	3 727	5 771	5 771	7 528	3 772
Nombre de véhicules 2 roues (motos)*	7322	10961	11434	11434	11434	11434	11434	11434	11434	11542

Source : DGAIE, annuaire statistique des affaires immobilière et de l'équipement de l'Etat 2025.

(*) les données ne sont pas actualisées pour la période de 2019 à 2024 pour les véhicules 2 roues.

(**) les données ne sont pas actualisées pour les années 2020; 2021 et 2024 pour les véhicules 4 roues.

11.4 Statistiques sur la budgétisation sensible au genre et aux droits de l'enfant (BSGDE)

Tableau 11. 14: Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA)

Thématique	2019				2020			
	CP int	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)
Genre	57,69	56,83	98,52	5,70	82,11	74,93	91,26	6,44
Droits de l'enfant	41,18	39,91	96,91	4,00	89,40	88,47	98,96	7,61
Total BSGDE	98,87	96,75	97,85	9,70	171,51	163,40	95,27	14,05
TOTAL BE	1 065,08	997,25	93,63	nd	1 677,06	1 163,21	69,36	nd

Source : Rapports des ministères sur la BSGDE, CID.

Tableau N°11.14 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA) (suite)

	2021	2022
--	------	------

Thématique	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)
Genre	115,20	108,43	94,13	5,76	162,67	151,67	0,93	nd
Droits de l'enfant	103,32	96,04	92,96	5,10	108,90	90,06	0,83	nd
Total BSGDE	218,52	204,48	93,58	10,86	193,59	182,70	0,94	nd
TOTAL BE	2 023,61	1 882,65	93,03	nd	nd	nd	nd	na

Source : Rapports des ministères sur la BSGDE, SI-N@folo.

Tableau N°11.14 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA) (fin)

Thématique	2023				2024			
	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)
Genre	166,95	128,23	76,81	6,23	nd	nd	nd	nd
Droits de l'enfant	85,93	76,35	88,85	3,71	nd	nd	nd	nd
Total BSGDE	0,00	0,00	80,90	0,00	nd	nd	nd	nd
TOTAL BE	2 316,09	2 059,41	88,92	na	nd	nd	nd	nd

Source : Rapports des ministères sur la BSGDE, CID.

Tableau N°11.14 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA) (fin)

Thématique	2025			
	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)
Genre	nd	nd	nd	nd
Droits de l'enfant	nd	nd	nd	nd
Total BSGDE	nd	nd	nd	nd
TOTAL BE	nd	nd	nd	nd

Source : Rapports des ministères sur la BSGDE, CID

Tableau 11. 15: Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant du MEF (en milliers FCFA)

	2019				2020				2021			
	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Part dans l'exécution du budget de la section (en%)	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Part dans l'exécution du budget de la section (en%)	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Part dans l'exécution du budget de la section (en%)
Genre	1 429,17	1 049,83	73,46	0,44	1 099,19	980,13	89,17	0,40	1 145,16	1 011,53	88,33	0,27
Droits de l'enfant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total BSGDE	1 429,17	1 049,83	73,46	0,44	1 099,19	980,13	89,17	0,40	1 145,16	1 011,53	88,33	0,27

Source: DGESS/Cellule genre MEF

Tableau N°11.15 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant (en milliers FCFA) (suite)

2022					2023				2024			
Thématique	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Part dans l'exécution du budget de la section (en%)	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Part dans l'exécution du budget de la section (en%)	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Part dans l'exécution du budget de la section (en%)
Genre	635,78	603,77	94,97	0,15	18 563,97	12 235,56	65,91	2,96	659,36	491,22	74,50	nd
Droits de l'enfant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0		nd
Total BSGDE	635,78	603,77	94,97	0,15	18 563,97	12 235,56	65,91	2,96	659,36	491,22	74,50	nd

Source: DGESS/Cellule genre MEF

Tableau N°11.15 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant (fin)

Thématique	2025			Part dans l'exécution du budget de la section (en%)
	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	
Genre	3910,15	3143,02	80,38	
Droits de l'enfant				
Total BSGDE	3 910 ,15	3 143,02	80,38	

Source: DGESS/Cellule genre MEF

11.5 Statistiques sur les projets et programmes

Tableau 11. 16: Situation des projets et programmes de développement en exécution sous tutelle du MEF

	2023	2024	2025
Nombre de projets selon la maturité	14	16	15
En phase de démarrage	0	1	0
En cours d'exécution	13	12	15
En Phase de clôture	1	3	0
Coût du portefeuille de projets en phase de démarrage (en milliards FCFA)	0	60,77	0
Coût du portefeuille global (millions FCFA)	877 372,95	827 816,45	884 022,05
Contrepartie nationale (millions FCFA)	201 737,25	68 260,06	40 788,68
PTF (millions FCFA)	675 635,70	759 556,40	843 233,37
Montant planifié (en millions FCFA)	201 088,37	209 084,68	252 877,28
Montant décaissé (en millions FCFA)	158 965,89	121 106,08	188 859,27
Montant dépensé (en millions FCFA)	148 383,22	117 885,82	179 708,13

Source : DGESS/MEF rapport consolidé des PPD 2025

GLOSSAIRE

Concepts	Définitions
Aide alimentaire	L'aide alimentaire, selon la FAO, est la fourniture de vivres à des fins de développement, y compris les dons et prêts pour l'achat de vivres. Les dépenses connexes (transport, stockage, distribution, etc.) figurent aussi dans cette rubrique, ainsi que les articles apparentés fournis par les donateurs, la nourriture pour animaux et les intrants agricoles, par exemple, pour les cultures vivrières lorsque ces apports font partie d'un programme d'aide alimentaire.
Aide projet	L'aide projet comprend non seulement l'aide destinée aux projets d'investissements, mais également celle allant à la coopération technique liée aux projets d'investissement et à la coopération technique autonome.
Aide publique au développement	L'Aide publique au développement (APD) correspond aux courants d'aide en direction de pays en développement et d'institutions multilatérales émanant d'organismes publics, y compris l'Etat et les autorités locales ou leurs agents d'exécution, et dont chaque opération répond aux critères suivants : a) avoir pour objectif principal de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement ; b) avoir un caractère concessionnel et comprendre un élément don d'au moins 35% (au taux d'escompte de 10, cf. Prêt libéral).
Appel d'offres ouvert	L'appel d'offres ouvert est la procédure d'appel à concurrence ouverte par laquelle l'autorité contractante choisit l'offre conforme évaluée la moins disant, sans négociation, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats dans le dossier d'appel d'offres et qui peuvent être exprimés en termes monétaires.
Appel d'offres restreint	L'appel d'offres est dit restreint lorsque seuls peuvent remettre des offres, les candidats que l'autorité contractante a décidé de consulter. Le nombre de candidats admis à soumissionner, d'un minimum de trois (3), doit assurer une concurrence réelle. Il est ensuite procédé de manière identique comme en matière d'appel d'offres ouvert. Toutefois, lorsque le nombre d'entreprises exerçant dans le domaine est inférieur à trois (03), l'autorité contractante peut consulter les deux (02) entreprises.
Appui budgétaire	Assistance qui ne s'inscrit pas dans le cadre de projets précis d'investissement ou de coopération technique mais correspond plutôt à des objectifs plus larges de développement macro-économique et/ou qui est fournie dans le but précis d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire et de mettre à sa disposition des devises. Cette catégorie comprend l'assistance en nature pour les apports de produits de base autres qu'alimentaires et les dons et prêts financiers permettant de payer ces apports. Elle comprend aussi les ressources correspondant aux annulations de dette publique.
Appui financier de l'Etat aux collectivités	Les appuis financiers au profit des collectivités s'effectuent essentiellement sous forme de subventions. Ils comprennent : 1. la subvention TPP servie aux communes depuis 1995. Elle est issue de la répartition des produits de la Taxe sur les Produits Pétroliers (TPP) entre l'Etat et les collectivités territoriales ; 2. la subvention des salaires des ex-agents provinciaux : après, la suppression des provinces en tant que collectivité territoriale, leur personnel a été transféré aux communes et aux régions. Pour alléger le poids de ces salaires sur les budgets de fonctionnement, l'Etat a décidé d'octroyer une subvention chaque année pour la prise en charge des salaires de ces ex-agents provinciaux ; 3. les dotations globales qui représentent la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement et d'investissement des collectivités territoriales ; 4. les interventions ponctuelles (participations) ; 5. les transferts de ressources en accompagnement des compétences transférées.
Autorisation d'engagement (AE)	Les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances. Pour une opération d'investissement directement exécutée par l'Etat, l'autorisation d'engagement couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction.

Concepts	Définitions
	Pour les contrats de partenariats publics-privés, contrats par lesquels l'Etat confie à un tiers le financement, la réalisation, la maintenance ou l'exploitation d'opérations d'investissements d'intérêt public, les autorisations d'engagement couvrent, dès l'année où les contrats sont conclus, la totalité de l'engagement juridique.
Autres droits d'enregistrement (ADE)	Impôt principalement perçu sur l'enregistrement des marchés publics et accessoirement par la taxation d'autres actes que ceux portant transmission de propriété ou de jouissance de biens.
Actifs extérieurs nets (AEN)	Solde de l'ensemble des opérations de la Banque Centrale et des Autres Institutions de Dépôt (AID) avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des créances brutes sur l'extérieur, l'ensemble des engagements extérieurs.
Autorité contractante	Personne morale de droit public ou de droit privé à savoir, les ministères et institutions, les autorités administratives indépendantes, le Parlement, les missions diplomatiques et consulaires, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, les établissements publics de l'Etat, les agences d'exécution et les personnes morales ayant la qualité d'organisme de droit public ou assimilé, les sociétés d'Etat, les sociétés à participation financière publique majoritaire, les associations formées par une ou plusieurs de ces personnes morales de droit public, signataire d'un marché public ou d'une délégation de service public.
Balance commerciale	Compte de la balance des paiements qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour calculer la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire. Si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou sa balance commerciale est déficitaire.
Balance des biens et services	Elle regroupe la balance commerciale qui est la différence entre les exportations et les importations de biens et la balance des services qui est la différence entre les exportations et les importations de services (transport, communication, assurance, redevance et droits de licences, voyage, etc.)
Balance des paiements	Etat statistique qui retrace sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs ou de portefeuille).
Balance des revenus primaires	Le solde du compte de revenu primaire est la différence entre les flux de revenus primaires reçus par les unités institutionnelles résidentes et ceux versés aux unités non-résidentes. Le revenu primaire représente le revenu qui revient aux unités institutionnelles en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles. On distingue deux catégories de revenus primaires : - Les revenus liés au processus de production (la rémunération des salariés qui est le revenu de la contribution du facteur travail à la production et les impôts et les subventions sur les produits et la production qui constituent également un revenu en rapport avec la production) ; - Les revenus liés à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits (le revenu de la propriété est le revenu procuré par la fourniture d'actifs financiers et la location de ressources naturelles ; le revenu des investissements est le revenu procuré par la fourniture d'actifs financiers et comprend les dividendes et les revenus tirés des quasi-sociétés, les bénéfices réinvestis et les intérêts).
Balance des revenus secondaires	Le compte de revenu secondaire retrace les flux sans contreparties entre unités résidentes d'une économie et celles non-résidentes. Le revenu secondaire résulte de la redistribution ultérieure des revenus par transferts courants. Il est composé des transferts personnels et des autres transferts courants (impôts courants sur le revenu ou le patrimoine, cotisations sociales versées par les ménages aux organismes d'assurance sociale, prestations sociales payées au titre des régimes de sécurité sociale, primes nettes d'assurance-dommages et garanties, indemnités d'assurance-dommages et appels au titre de garanties, coopération internationale courante comprenant notamment l'aide budgétaire, aides humanitaires en nature ou en espèce, etc.). Les transferts personnels comprennent tous les transferts courants en espèce ou en nature effectués par des ménages ou reçus de ménages non-résidents par des ménages résidents.
Consultation de consultants	Procédure de mise en concurrence simplifiée que l'on peut utiliser pour les marchés de prestations intellectuelles dont le montant prévisionnel est strictement inférieur à dix millions (10.000.000) de FCFA TTC.

Concepts	Définitions
Compte de capital	Il retrace les transferts en capital (remises de dette, aides à l'investissement) entre le pays et l'étranger et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers (brevets, droits d'auteur, etc.). Il y a transfert en capital lorsque la propriété d'un actif fixe est cédée ou lorsqu'un engagement financier est annulé par accord mutuel entre le débiteur et le créancier sans que ce dernier ne reçoive de contrepartie.
Compte de transactions courantes	Elément de la balance des paiements regroupant la balance des biens et services, la balance des revenus primaires et la balance des revenus secondaires.
Compte financier	Compte retraçant les différents flux financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents. Il prend en compte : les Investissements directs étrangers (IDE), les investissements de portefeuille (achat ou vente d'actions et d'obligations de l'étranger ou à l'étranger), les autres investissements (financement d'opérations commerciales et diverses opérations de prêts ou d'emprunts), et les « avoirs de réserve » qui recensent la variation des réserves de change d'un pays.
Comptes courants postaux (CCP)	Solde des comptes de particuliers et entreprises auprès des chèques postaux.
Consommation finale des administrations publiques	Dépenses courantes des administrations publiques consacrées à l'achat de biens et de services (y compris la masse salariale). Elle comprend aussi la plupart des dépenses au titre de la défense et de la sécurité nationale, mais non les dépenses militaires de l'État, qui font partie de la formation de capital par l'État.
Créances sur l'économie (CE)	Ensemble des créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) sur les secteurs intérieurs autres que l'Administration Centrale. Elles correspondent à la quantité de crédits dont bénéficient les particuliers et les sociétés non-financières publiques et privées pour le développement de leurs activités ou pour leur consommation.
Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (CN-AC)	Concours net des institutions de dépôts à l'Etat ; elles correspondent aux créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) nettes de leurs engagements envers l'Administration Publique Centrale. NB : les CCP et CNE sont exclus du champ de l'Administration Publique Centrale
Crédits de paiement (CP)	Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année.
Demande de cotations non formelle	Procédure de mise en concurrence simplifiée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipements et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprises est inférieur à un million (1 000 000) de FCFA.
Demande de cotations formelle	Procédure de mise en concurrence simplifiée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipements et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprises est supérieur ou égal à un million (1 000 000) de FCFA et strictement inférieur à dix millions (10 000 000) de FCFA.
Demande de prix	Procédure de mise en concurrence accélérée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipement et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprise n'excédant pas les seuils suivants : a. Pour les marchés de travaux : - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à soixante-quinze millions (75 000 000) de FCFA TTC pour les ministères, les institutions, les autorités administratives indépendantes, les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et les autres organismes publics ; - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à cent millions (100 000 000) de FCFA TTC pour les sociétés d'Etat. b. Pour les marchés de fournitures, d'équipement et services courants : - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à cinquante millions (50 000 000) de FCFA TTC pour les ministères, les institutions, les autorités administratives indépendantes, les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et les autres organismes publics ; - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à soixante-quinze millions (75 000 000) de FCFA TTC pour les sociétés d'Etat.
Demande de propositions allégées	Procédure de mise en concurrence simplifiée pour les marchés de prestations intellectuelles dont le montant prévisionnel est supérieur ou égal à dix millions (10.000.000) de FCFA TTC et strictement inférieur à trente millions (30.000.000) de FCFA TTC
Demande de proposition précédée d'un avis à manifestation d'intérêt	La demande de proposition précédée d'un avis à manifestation d'intérêt est la procédure de droit commun pour la passation des marchés de prestations intellectuelles. Le contrat de prestations intellectuelles

Concepts	Définitions
	recouvre les activités qui ont pour objet des prestations à caractère principalement intellectuel, dont l'élément prédominant n'est physiquement quantifiable.
Dépenses	Engagements non remboursables des administrations, qu'il s'agisse d'opérations avec ou sans contrepartie. Elles se décomposent en dépenses ordinaires et en dépenses en capital.
Dépenses communes interministérielles	Section 99 du budget destiné à la prise en charge des besoins de financement des ministères et institutions, nés en cours d'année et de certaines dépenses spécifiques (subvention hydrocarbure, remboursement TVA, etc.).
Dépenses en capital	Dépenses d'investissement. Elles sont, en principe, destinées à l'acquisition de biens de capital fixe, de stocks stratégiques ou d'urgence, de terrains ou d'actifs incorporels ; elles concernent aussi les paiements sans contrepartie ayant pour but de permettre aux bénéficiaires d'acquérir des biens de capital. Cependant, l'acquisition par l'Etat de biens de capital pour les entreprises publiques est considérée comme une prise de participation et enregistrée en prêts nets. Les dépenses en capital sont regroupées selon l'origine du financement (ressources propres ou ressources extérieures, ces dernières portant sur l'ensemble du programme d'investissement public). On distingue également les investissements directement exécutés par les administrations publiques et les transferts en capital effectués par elles.
Dépenses ordinaires	Somme des charges financières de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services, des dépenses de transferts courants et des dépenses en atténuation des recettes.
Dette	Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs qui comportent l'obligation pour le débiteur de rembourser le principal et/ou verser des intérêts, à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des résidents d'une économie par des personnes ou entités de la même économie et/ou d'autres économies.
Dette avalisée	Dette pour laquelle l'Etat ou ses démembrements est (sont) constitué(s) aval (garant personnel).
Dette bilatérale	Ensemble des dettes contractées à une date donnée par un État auprès d'un autre État.
Dette extérieure	Montant à une date donnée des engagements contractuels en cours et ayant donné lieu à un versement des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents, comportant obligation de remboursement du principal avec ou sans paiement d'intérêt.
Dette intérieure (ou domestique)	Ensemble des dettes contractées auprès d'acteurs résidents dans le pays et exprimées en monnaie locale.
Dette intérieure contractuelle	Appelée « instruments de dette intérieure » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les dettes obtenues sur la base d'un contrat, d'une convention ou tout autre engagement signé entre l'Etat et les partenaires ou tout autre souscripteur, personne physique ou morale, résidents. Ce sont les conventions d'emprunts passées avec les institutions financières et celles non financières, les obligations du Trésor, les bons du Trésor, les dettes irisées ou consolidées sur les entreprises publiques ou privées et sur la banque centrale.
Dette intérieure flottante	Appelée « autres dettes » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les engagements financiers à court terme de l'Etat, qui ne nécessitent pas l'établissement d'un contrat en tant que tel ; Elle regroupe deux catégories de dépenses à savoir les instances de paiement auprès du Trésor Public et les autres engagements de l'Etat à honorer par le biais du Trésor.
Dette multilatérale	Ensemble des dettes contractées par un État auprès d'un groupe d'États ou d'une Institution financière internationale (Banque mondiale, FMI, banques de développement régionales (comme la Banque africaine de développement) et autres institutions multilatérales (comme le Fonds européen de développement)).
Dette publique	Dette résultant d'emprunts contractés par l'Etat ou ses démembrements auprès d'entités résidentes et/ou non résidentes.
Dette publique extérieure	Elle représente l'ensemble des prêts contractés par les pouvoirs publics d'un pays auprès de créanciers (privés ou publics, bilatéraux ou multilatéraux) extérieurs.
Différé de remboursement	Il correspond à la période, généralement au début de l'emprunt, pendant laquelle l'emprunteur n'a pas à rembourser de capital. Mais durant cette période, l'emprunteur rembourse les intérêts de la dette.
Document de prévision budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP)	C'est un instrument de programmation triennal qui permet, sur la base d'un cadrage macroéconomique, d'évaluer le niveau global des recettes attendues de l'Etat, décomposées par grande catégorie d'impôts et de taxes et les dépenses budgétaires décomposées par grande catégorie de dépenses.
Document de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD)	Le DPPD est un Instrument budgétaire sectoriel pluriannuel glissant établi en référence au DPBEP. Il présente l'évolution budgétaire des programmes sur une période de trois ans. Tous les ministères, budgets annexes et comptes spéciaux présentent chacun un DPPD qui regroupe les programmes qui leurs sont associés.

Concepts	Définitions
Droits fixes	Les droits fixes communément appelés frais de permis de recherche sont des taxes perçues par l'Etat avant l'octroi du permis. Les droits fixes sont acquittés en une seule fois par tout requérant lors de l'octroi, du renouvellement, du transfert des titres miniers ou des autorisations administratives délivrés en vertu du code minier.
Elément don	Différence entre la valeur nominale (ou valeur actualisée des décaissements) et la valeur actualisée du service de la dette, exprimée en pourcentage de la valeur nominale du prêt. C'est un indicateur qui permet de mesurer le degré de confessionnalité du prêt.
Emprunt d'Etat	Obligation ou titre de créance négociable émis généralement dans sa propre devise par un gouvernement.
Encours de la dette	Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés ou annulés.
Endettement public	Action du secteur public (administration centrale, sociétés à capitaux publics, collectivités territoriales, établissements publics de l'Etat) impliquant la création d'une dette.
Epargne de fonctionnement	Encore appelé prélèvement sur les dépenses de fonctionnement, l'épargne de fonctionnement est le montant provenant du prélèvement effectué sur les dépenses de fonctionnement. Le taux est d'au moins 20%.
Exportations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands fournis au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des revenus des facteurs et de la propriété (autrefois qualifiés de services, y compris les revenus des facteurs), comme le produit des placements, les intérêts et le revenu du travail, en est exclue.
Exportations Free on Board (FOB)	Valeur des marchandises exportées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
Financement	Par définition, le financement total est égal au déficit ou à l'excédent des opérations de l'Etat sur base caisse. Il représente donc les variations des engagements de l'Etat au titre de ses remboursements futurs et celles de ses avoirs liquides, qui lui sont nécessaires pour couvrir les différences entre ses décaissements et ses encaissements. Le financement recouvre les opérations par lesquelles les administrations publiques contractent des emprunts et les remboursent, ou reçoivent des dépôts de tiers pour gérer leurs liquidités. Il comprend aussi la variation nette des avoirs que ces administrations détiennent sous forme de monnaie et de dépôts.
Fonds communs ou paniers communs	Instrument d'intervention des PTF. Ils permettent aux PTF de cofinancer des programmes d'envergure dans une perspective d'harmonisation des procédures et des conditions de décaissements. Dans sa mise en œuvre, un PTF chef de file est désigné pour assurer la coordination avec le gouvernement.
Formation brute de capital fixe (FBCF)	Dépenses consacrées à l'accroissement du capital fixe de l'économie, plus les variations nettes du niveau des stocks. L'accroissement du capital fixe recouvre les travaux d'amélioration foncière (clôtures, fossés, canaux d'écoulement, etc.) ; les installations et achats d'outillages et de matériels ; et la construction de routes, voies ferrées, et autres infrastructures, y compris les écoles, les immeubles de bureaux, les hôpitaux, les logements privés et les établissements commerciaux et industriels. Les stocks comprennent les quantités de marchandises détenues par les entreprises pour faire face à des fluctuations temporaires ou imprévues des niveaux de la production ou des ventes, ainsi que les « travaux en cours ».
Entente directe	Lorsque l'autorité contractante engage les discussions qui lui paraissent utiles avec un entrepreneur, un fournisseur, ou un prestataire de services et propose à l'autorité compétente l'attribution du marché à celui qu'elle a retenu. Le marché peut être passé par entente directe dans les cas suivants : 1. extrême urgence, pour les travaux, fournitures ou services que l'autorité contractante doit faire exécuter en lieu et place de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire défaillant ; 2. catastrophe naturelle renvoyant au déchaînement des forces de la nature entraînant d'importants dégâts et tout autre événement analogue imprévisible, indépendant de la volonté de l'autorité contractante et qu'elle ne peut surmonter en dépit de sa diligence et ne permettant pas de respecter les délais prévus dans les conditions d'appel à la concurrence nécessitant une intervention immédiate et lorsqu'elle n'a pas pu prévoir les circonstances qui sont à l'origine de l'urgence ; 3. lorsque les besoins ne peuvent être satisfaits que par une prestation nécessitant l'emploi d'un brevet d'invention, d'une licence ou de droits exclusifs détenus par un seul entrepreneur, un seul fournisseur ou un seul prestataire ; 4. lorsque les marchés ne peuvent être confiés qu'à un prestataire déterminé pour des raisons techniques ou s'il y a une nécessité de continuer avec le même prestataire ou pour des raisons artistiques ; 5. lorsque les prestations requièrent la sélection d'un consultant particulier en raison de sa qualification unique ou de la nécessité de continuer avec le même prestataire ;

Concepts	Définitions
	6. lorsque les prix unitaires des biens sont réglementés ou font l'objet d'une tarification et que le montant du contrat est strictement inférieur à deux cent cinquante millions (250 000 000) de FCFA toutes taxes comprises ; 7. lorsque la procédure de demande de cotation est infructueuse ; 8. pour les prestations spécifiques dont la liste et les modalités de mise en œuvre sont données par arrêté du ministre en charge du budget.
Importations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands provenant du reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services hors facteurs.
Importations Free On Board (FOB)	Valeur des marchandises importées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
Impôt sur les bénéfices industriels des personnes physiques	Impôt annuel perçu sur les bénéfices des activités ou des professions industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, pastorales et forestières exercées par les exploitants individuels. Il est également perçu sur les bénéfices réalisés par les titulaires de permis d'exploitation minière et d'autorisation d'exploitation de carrières.
Impôt sur les revenus des créances dépôts et cautionnements (IRC)	Impôt appliqué aux revenus de capitaux mobiliers entendus comme les intérêts, arrérages, primes de remboursement et tous autres produits des créances, dépôts, cautionnements et comptes courants ainsi que les produits des clauses d'indexation afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition d'une société par ses associés ou ses actionnaires.
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)	Impôt perçu sur les revenus distribués par les sociétés et personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés. Cet impôt est prélevé à la source sur les dividendes, jetons de présence, tantièmes, autres revenus des actions, parts sociales et obligations mis à la disposition des bénéficiaires. Il est régi par les articles 648 à 668 du Code de l'Enregistrement, du Timbre et de l'Impôt sur les Valeurs Mobilières.
Impôt sur les sociétés (IS)	Impôt perçu sur l'ensemble des bénéfices ou revenus des sociétés, des autres personnes morales et des organismes assimilés (regroupés sous le vocable de « sociétés ») ayant une activité commerciale. Impôt dû mensuellement par les salariés domiciliés au Burkina Faso sur leurs revenus tels que les traitements publics et privés, les salaires, les indemnités, les émoluments, y compris les avantages en nature à l'exception de ceux supportés par l'Etat, les Collectivités territoriales et les Etablissements publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial. Autrement dit, l'IUTS est perçu sur toute rémunération versée à une personne à l'occasion ou en contrepartie d'une activité qu'elle en vertu d'un contrat écrit ou tacite qui la place en état de subordination vis-à-vis d'un employeur.
Impôts sur les revenus fonciers (IRF)	Impôt perçu sur les revenus de la location ou sous-location des immeubles bâtis ou non bâtis quel que soit leur usage, ainsi que les revenus accessoires.
Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)	Mesure de l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice synthétique de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.
Investissements de portefeuille	Achats de titres de propriété ou de créance émis par des agents non-résidents (c'est-à-dire, schématiquement, à l'étranger) par des épargnants qui ne désirent pas pour autant prendre le contrôle de l'entreprise, mais simplement placer leur argent dans une optique de rentabilité. Conventionnellement, selon le FMI, on considère qu'un achat d'action est un investissement de portefeuille (un placement) tant que le Total des actions détenues représente moins de 10 % du capital social de l'entreprise.
Investissements directs étrangers (IDE)	Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion. Plus précisément, d'après la définition du FMI, les IDE connaissent quatre formes : La création d'une entreprise ou d'un établissement; l'acquisition d'au moins 10 % du capital social d'une entreprise étrangère déjà existante ; le réinvestissement de ses bénéfices par une filiale ou une succursale située à l'étranger ; les opérations entre la maison mère d'une firme transnationale et ses filiales (souscription à une augmentation de capital, prêts, avances de fonds, etc).
Loi de finances initiale (LFI)	Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État. Elle comprend deux parties distinctes : • Dans la première partie, elle autorise la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.

Concepts	Définitions
	- Dans la seconde partie, elle fixe pour le budget général le montant global des crédits applicables aux services votés et arrête les autorisations nouvelles par titre et par ministère ; elle autorise, en distinguant les services votés des opérations nouvelles, les opérations des budgets annexes et les opérations des comptes spéciaux du Trésor. - La loi de finances initiale doit être votée avant le début de l'année à laquelle elle se rapporte.
Loi de finances rectificative (LFR)	Loi modifiant en cours d'année, les dispositions de la loi de finances initiale de l'année (appelée aussi "collectif").
Loi de règlement (LR)	Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la Loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant par ses lois rectificatives.
Marché public	Contrat administratif écrit, conclu à titre onéreux par une autorité contractante avec des entités privées ou publiques pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures, d'équipements ou de services.
Masse monétaire (M2)	Ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Autrement, c'est la quantité de monnaie en circulation (ensemble des valeurs susceptibles d'être converties en liquidités) dans l'économie à un instant donné. Elle est constituée de la circulation fiduciaire, des dépôts transférables et des autres dépôts qui ne peuvent être utilisés immédiatement et sans coût comme moyen de paiement.
Minimum forfaitaire de perception (MFP)	Impôt équivalent à l'impôt sur les sociétés, perçu au titre d'une année déterminée, sur les sociétés déficitaires ou dont le résultat fiscal ne permet pas de générer un impôt sur les sociétés supérieur à un montant déterminé indiqué par le Code général des Impôts.
Obligations cautionnées (OC)	Traites douanières, cautionnées par une ou plusieurs banques, souscrites au profit du Trésor public par les particuliers ou entreprises, auxquels ont été consentis des délais de paiement.
Participation de l'Etat	Dans le domaine des finances locales, la participation de l'Etat est constituée d'un montant prévisionnel des contributions financières de l'Etat aux dépenses de fonctionnement d'une collectivité territoriale.
Patrimoine non financier de l'Etat	Ensemble des biens corporels et incorporels de l'Etat
Prélèvement communautaire (PC)	Un prélèvement perçu pour le compte de la CEDEAO sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de la CEDEAO (0,5% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Prélèvement Confédéral (PC-AES)	Un prélèvement perçu pour le compte de l'AES sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de l'AES (0,5% de la valeur en douane de la marchandise importée)
Prélèvement communautaire de solidarité (PCS)	Un prélèvement perçu pour le compte de l'UEMOA sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de l'Union (0,8% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Produit intérieur brut (PIB)	Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :
Produit intérieur brut (PIB) selon l'optique production	le PIB selon l'optique production est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activités, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activités) ;
Produit intérieur brut (PIB) selon l'optique dépense	le PIB selon l'optique dépense est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
Produit intérieur brut (PIB) selon l'optique revenu	le PIB selon l'optique revenu est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.
Programmation triennal d'investissements publics glissant	Le Programme triennal d'investissements publics glissant décrit le cadre de cohérence des investissements publics avec les grandes orientations de l'Etat définies dans les différents référentiels de développement économique et social. Il s'appuie sur le CBMT et constitue de ce fait un outil de gestion qui permet d'améliorer la transparence budgétaire et la visibilité des investissements. C'est un cadre de programmation des investissements sur une période de trois (3) ans, qui a pour ambition de présenter l'allocation des ressources budgétaires en se fondant sur des programmes réalistes et réalisables par les différents départements ministériels et institutions.
Programme	Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions représentatif d'une politique publique clairement définie dans une perspective de moyen terme. Aux programmes sont associés des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et des résultats attendus.

Concepts	Définitions
Rapport de dépendance en fonction des âges	Rapport de la population de 0-14 ans et 65 ans et plus, à la population de 15-64 ans. Il mesure la charge potentielle supplémentaire de la population productrice de biens et services.
Ratio du service de la dette par rapport aux revenus	Montant du service de la dette extérieure en fin d'année rapporté aux recettes propres. Il sert à évaluer la charge du service de la dette extérieure par rapport aux recettes.
Recettes	Ensemble des encaissements non remboursables et sans contrepartie provenant de prélèvements obligatoires (tels les impôts) ainsi que les encaissements non remboursables et avec contrepartie (tels que le revenu de la propriété et du patrimoine, les droits divers et redevances) ne provenant pas d'autres administrations publiques, nationales ou étrangères, ou d'organisations internationales.
Recettes en capital	Paielements comportant une contrepartie correspondant à une opération en capital telle que la vente de biens de capital fixe, de stock, de terrains ou d'actifs incorporels. On rajoutera aux recettes en capital les recettes du portefeuille des participations de l'Etat et des transferts en capital (versements sans contrepartie effectués à des fins de formation de capital) provenant de sources autres que les administrations publiques. Elles ne comprennent pas le produit des privatisations, qui doit être classé en financement.
Recettes fiscales	Paielements sans contrepartie et non remboursables effectués au profit des administrations publiques. Elles comprennent également les droits et frais perçus par les administrations n'ayant aucune commune mesure avec le coût ou l'ampleur du service fourni au payeur.
Recettes non fiscales	Elles comprennent tous les encaissements non remboursables des administrations publiques ayant une contrepartie à l'exception de ceux qui proviennent des ventes de biens en capital, toutes les amendes et pénalités à l'exception de celles relatives aux infractions fiscales, et tous les encaissements courants des administrations publiques représentant des versements volontaires, non remboursables et sans contrepartie.
Redevance informatique (RI)	Redevance perçue sur les déclarations en détail (5000 FCFA par déclaration en détail d'un article majoré de 1000 FCFA par article supplémentaire) pour les bureaux de douane informatisés.
Redevance statistique	Taxe inscrite au tableau des droits du Tarif extérieur commun de la CEDEAO (1% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Remise spéciale (RSP)	Remise payée sur les déclarations dont les droits et taxes sont liquidés à crédit (1/1000 sur le montant des droits et taxes liquidés).
Ressources financières transférées	Les ressources transférées sont des ressources affectées. En effet, la loi portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso exige que tout transfert de compétences soit accompagné d'un transfert de ressources. L'Etat a commencé à procéder à partir de 2009 aux transferts de ressources.
Retenues à la source	Technique de prélèvement de l'impôt. Elle est réalisée pour l'Etat par un tiers payeur tel qu'un employeur (pour les revenus provenant d'une activité salariée) ou encore une banque (pour les revenus découlant de valeurs mobilières), comme un acompte sur la somme finale de l'impôt.
Retenues extérieures (RET/EXT)	Idem aux retenues à la source.
Retenues intérieures (RET/INT)	Idem aux retenues à la source, avec la particularité d'être collectées par les sociétés minières sur leurs fournisseurs.
Royalties ou redevances proportionnelles	C'est un ensemble de redevances dues, en échange d'un droit d'exploitation ou de passage, au propriétaire d'un terrain. Les royalties ainsi reversées par des exploitants, sont perçues sur la base d'un protocole préalablement établi. Elles sont calculées en fonction de la valeur, du type de minerai ou carrière exploité.
Secteur primaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale est l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche ou la sylviculture.
Secteur secondaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève de l'industrie manufacturière; de l'industrie extractive; de la production et la distribution de l'électricité, de l'eau et du gaz; des bâtiments et travaux publics.
Secteur tertiaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève du commerce, du transport, des communications, des banques et assurances, des autres services et de l'administration.
Sections	Ministères ou institutions bénéficiaires de dotations/prévisions budgétaires. Elles sont codifiées par deux (02) caractères et correspondent au premier niveau de la classification par destination.
Service de la dette	Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée.
Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés (SIFIM)	Part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

Concepts	Définitions
Solde budgétaire global	Capacité/besoin de financement, corrigé de la réorganisation des transactions sur actifs financiers et passifs réputées servir les objectifs de la politique générale (prêts en appui de politiques). Les prêts en appui de politiques sont ajoutés aux charges. Le produit de la privatisation tiré de la vente d'actifs non financiers et le remboursement des prêts sont inclus dans les transactions sur postes financiers dans le calcul du solde budgétaire global.
Solde courant	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes. Ce solde indique l'effort consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public.
Solde de base	Ce solde représente les recettes totales hors dons auxquelles il faut soustraire les dépenses courantes et les dépenses d'investissement sur ressources internes.
Solde global	Capacité/besoin de financement, y compris les transactions sur actifs financiers et passifs liées aux objectifs de la politique économique. Les soutiens financiers accordés sous forme de crédits doivent être assimilés à des charges, mais tous les produits des privatisations (y compris la vente d'actifs fixes) doivent être inclus parmi les transactions sur actifs financiers.
Solde global base engagement (déficit ou excédent)	Le solde global mesure l'écart entre les ressources (Recettes Totales et dons) et les dépenses (Dépenses Totales et prêts nets). (Excédent, si les ressources sont supérieures aux dépenses ; déficit, dans le cas contraire).
Solde global hors dons	Il est égal à la différence entre les Recettes Totales et les Dépenses Totales et prêts nets. Il indique véritablement l'ampleur de l'effort budgétaire nécessaire pour équilibrer la situation financière de l'Etat, sans avoir recours aux dons. De plus, il permet de tenir compte de la nature discrétionnaire et souvent difficilement prévisible des dons.
Solde primaire	Solde représentant la Capacité/besoin de financement hors charge d'intérêts ou charge nette d'intérêts. Il est utilisé pour l'analyse de la viabilité de la dette nette.
Solde de base	Solde global hors dons et hors investissements financés sur ressources extérieures. C'est un indicateur qui permet de mesurer la soutenabilité de la politique budgétaire.
Solde primaire de base	Solde primaire hors investissements financés par l'extérieur. C'est un indicateur qui permet de mesurer la capacité du pays à assurer le service de sa dette.
Solde primaire courant	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes hors charges de la dette. Il indique l'effort qui serait consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public si la charge de la dette ne devrait pas être payée.
Soutenabilité de la dette	Situation dans laquelle un pays peut honorer toutes ses obligations en termes de service de la dette, maintenant et dans un futur déterminé, sans recourir à des restructurations de sa dette, sans accumuler d'arriérés et sans compromettre sa croissance économique.
Soutenabilité des finances publiques	Situation dans laquelle un pays est en mesure de remplir ses obligations actuelles et futures au titre du service de la dette, sans recourir aux financements exceptionnels (accumulation d'arriérés et/ou rééchelonnement) et sans compromettre la stabilité de son économie.
Stock de la dette	Il s'agit de l'encours de la dette qui prend en compte les intérêts échus.
Stratégie d'endettement public	Ensemble des décisions prises pour mettre en œuvre la politique d'endettement public et de gestion de la dette.
Taxe sur les activités financières (TAF)	C'est un impôt spécifique applicable aux activités bancaires et financières. La taxe est acquittée par la personne bénéficiaire d'une prestation à caractère bancaire ou financier et d'une manière générale aux commerces des valeurs et de l'argent à l'exception des opérations de crédit-bail. Les opérations imposables à la TAF sont ainsi exonérées de la TVA. La loi a fixé le taux de la taxe à 17%. Ce taux de droit commun, s'applique à toute personne redevable de la TAF.
Tableau des opérations Financières de l'Etat (TOFE)	Instrument statistique cohérent qui permet de mesurer d'une part, l'activité des administrations publiques et leur impact sur les autres secteurs de l'économie et d'autre part, l'interaction entre les finances publiques et les différents agrégats macro-économiques (balance des paiements, situation monétaire, épargne et investissement). Il est essentiel pour la formulation, le suivi et la coordination des politiques budgétaires.
Taxe patronale et d'apprentissage (TPA)	Impôt payé par les personnes physiques et morales ainsi que des organismes qui paient des rémunérations à titre de traitements, indemnités, émoluments et salaires, et le cas échéant, qui accordent des avantages en nature. La TPA est due mensuellement par les employeurs.
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Impôt indirect sur les dépenses de consommation payé par les entreprises sur les ventes ou les services rendus à des tiers. Dans la pratique, la TVA est payée par le consommateur et collectée par les entreprises.

Concepts	Définitions
	qui participent au processus de production et de commercialisation, à concurrence d'un montant proportionnel au prix de vente hors taxe (HT). Le taux unique de 18% est applicable à toutes les opérations taxables.
Taxes superficielles	La taxe superficielle est une redevance perçue par l'Etat et les collectivités territoriales sur tout exploitant de site minier. La somme due est proportionnelle à la superficie octroyée. Les taxes superficielles sont calculées annuellement, proportionnellement à la superficie occupée.
Tirages sur emprunts	Décaissement partiel ou total accordé par un bailleur à l'emprunteur sur le montant initialement convenu entre les deux parties.
Titres miniers :	C'est un Acte réglementaire donnant la prérogative d'effectuer la recherche ou l'exploitation des substances minérales conformément aux dispositions du code minier. Sont des titres miniers le permis d'exploitation de grande ou de petite mine, le permis d'exploitation semi-mécanisée de substance de mines, l'autorisation d'exploitation industrielle de substance de carrière et l'autorisation d'exploitation semi-mécanisée de substance de carrière.
Titre 1	Jusqu'en 2003, il était intitulé « charge de la dette publique ». Depuis 2004, il s'intitule « amortissements, charge de la dette et dépenses en atténuation des recettes ». A partir de 2017, il s'intitule « Charges financières de la dette ».
Titre 2	Dépenses de personnel
Titre 3	Jusqu'en 2003, il était intitulé « dépenses de matériels ». Depuis 2004, il s'intitule « dépenses de fonctionnement ». A partir de 2017, il s'intitule « dépenses d'acquisition de biens et services ».
Titre 4	Transferts courants. A partir de 2017, il s'intitule « dépenses de transferts courants ».
Titre 5	Jusqu'en 2003, il était intitulé « dotation aux amortissements de la dette publique ». Depuis 2004, il s'intitule « investissements exécutés par l'Etat ».
Titre 6	Jusqu'en 2003, il était intitulé « Equipement-investissement et transferts en capital ». Depuis 2004, il s'intitule « Transfert en capital ».
Transferts	Les transferts concernent les virements effectués par l'Etat pour soutenir ses sous-secteurs ou d'autres secteurs de l'économie (par exemple, les subventions aux entreprises publiques, les subventions aux collectivités publiques autonomes, les bourses d'études, les subventions aux produits de première nécessité) mais aussi les dépenses liées à la participation de l'Etat aux organisations internationales, comme par exemple les cotisations annuelles.
Valeur ajoutée	Différence entre la production et les consommations intermédiaires. C'est la richesse produite par l'ensemble des unités de production.
Variations des stocks	Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.
Inclusion financière	Ensemble de mécanismes permettant à tous d'accéder et d'utiliser efficacement une gamme de produits et services financiers à des coûts abordables offerts par des institutions saines.
Taux de Bancarisation Elargi (TBE)	Pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) titulaire de comptes dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne et le Trésor, auquel s'ajoute celui des détenteurs de comptes dans les institutions de microfinance.
Taux de Bancarisation Strict (TBS)	Pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) détenant un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne et le Trésor Public.
Taux Global d'Utilisation des Services Financiers (TGUSF) ou taux d'inclusion financière :	Pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) détenant un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne, le Trésor Public et les institutions de microfinance, auquel s'ajoute celui des titulaires de comptes de monnaie électronique.
Taux d'intérêt nominal des dépôts (TINd)	Moyenne des Rémunération des dépôts des épargnants au niveau des banques.
Taux d'intérêt nominal des crédits (TINc)	Moyenne des Coûts supportés par les clients pour accéder aux crédits octroyés par les banques.
Viabilité de la dette	Situation dans laquelle l'évolution du rapport de la valeur actualisée nette (VAN) de la dette sur les exportations de biens et services, le PIB nominal et sur les recettes budgétaires est en deçà des normes définies.

METADONNEES

1. Taux d'inflation (en %)

Objectif : Mesurer l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages.

Définition : Le taux d'inflation annuel est la variation du niveau moyen de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) entre deux années consécutives.

$$\text{Taux d'inflation} = \frac{IHPC_t - IHPC_{t-1}}{IHPC_{t-1}} \times 100$$

Référence de l'indicateur : Critère de convergence de l'UEMOA

Producteur : INSD.

Désagrégation : Fonction de consommation, groupe et sous-groupe.

Périodicité : Mensuelle, Annuelle

Sources : INSD : Publications mensuelles IHPC, Annuaire statistique de l'INSD.
Site Internet : www.insd.bf

2. Produit intérieur brut (PIB) par tête en FCFA

Objectif : Mesurer la création de richesses.

Définition : Le produit intérieur brut nominal (PIB nominal) correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique à une période donnée, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation. Il couvre l'ensemble des activités productrices, y compris celles du secteur informel. Il est le rapport entre la valeur de PIB nominal et la population de l'année concernée.

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{PIB nominal}}{\text{Population totale}} \text{ (en FCFA)}$$

Référence de l'indicateur :

Producteur : INSD, DGEP.

Désagrégation : Non désagrégé.

Périodicité : Annuelle.

Sources : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision
Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf

3. Taux de croissance du PIB réel (en %)

Objectif : Mesurer la création de richesses, c'est à dire de la croissance économique, d'une année par rapport à une autre.

Définition : Le PIB réel ou en volume (constant) est la valeur du PIB en tenant compte de la variation des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel est constitué par la valeur des biens i produits au cours de la période t mesurés à prix constants. L'année de base, notée t_0 , est 2015.

$$\text{PIB réel}_t = \sum_{i=1}^n P_i^{t_0} * Q_i^t \text{ avec } \begin{cases} P_i^{t_0} = \text{Prix } (P_i) \text{ à la période de base } t_0 \\ Q_i^t = \text{Quantité } (Q_i) \text{ à la période } t \end{cases}$$

$$\text{Variation annuelle du PIB réel} = \frac{\text{PIB réel}_t - \text{PIB réel}_{t-1}}{\text{PIB réel}_{t-1}} * 100$$

Référence de l'indicateur : PNDES

Producteur : INSD, DGEP

Désagrégation : Non désagrégé.

Périodicité : Trimestrielle, Annuelle.

Sources : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision ;
Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf

4. Balance commerciale en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la contribution du commerce extérieur à la création de richesses.			
Définition : La balance commerciale en pourcentage du PIB est la différence entre le montant des exportations et celui des importations, rapportée au PIB nominal et exprimé en pourcentage.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Exportations} - \text{Importations}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
Référence de l'indicateur :	Producteur : INSD, DGEP.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Trimestrielle, Annuelle.
Sources : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision ; Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf			

5. Encours de la dette en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la capacité du pays à générer des richesses nécessaires au remboursement de sa dette.			
Définition : L'encours de la dette publique (intérieure et extérieure) est le montant qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les remboursements du principal. Le produit intérieur brut correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Encours de la dette publique totale}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
Référence de l'indicateur : Critère de convergence de l'UEMOA.	Producteur : DGTCP, DGEP, INSD, SEN-PND	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Source : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision ; Site Internet : www.tresor.bf , www.dgep.gov.bf , www.insd.bf			

6. Valeur actuelle de la dette en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la viabilité de la dette			
Définition : La valeur actuelle de la dette est égale à la somme de toutes les obligations futures au titre du service de la dette existante (principal et intérêts), actualisée au taux d'intérêt du marché. Le ratio valeur actuelle de la dette en pourcentage du PIB permet de mesurer la capacité du pays à remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du remboursement de la dette.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Valeur actuelle de la dette}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
Référence de l'indicateur : Initiative PPTE	Producteur : DGTCP, DGEP, INSD	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Sources : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision Site Internet : www.tresor.gov.bf , www.dgep.gov.bf , www.insd.bf			

7. Service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services

Objectif : Mesurer la soutenabilité de la dette			
Définition : Le service de la dette représente l'ensemble des paiements effectués au titre du remboursement du principal d'un prêt, des intérêts et des commissions d'engagement. Le ratio du service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services permet de cerner la capacité d'un pays à remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du service de sa dette extérieure, sans allègement de dette, ni rééchelonnement, ni accumulation d'arriérés sur la base des devises générées par les recettes d'exportations.			

Indicateur= $\frac{\text{Service de la dette}}{\text{Exportations de biens et services}} * 100$			
Référence de l'indicateur : Initiative PPTE	Producteurs : DGTCP, DGEP, INSD	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Sources : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision Site Internet : www.tresor.gov.bf , www.dgep.gov.bf , www.insd.bf			

8. Aide publique au développement en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la dépendance du pays vis-à-vis de l'aide publique au développement.			
Définition : C'est le ratio entre le montant total de l'APD et le PIB nominal de l'année concernée.			
Indicateur= $\frac{\text{Aide publique au développement}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
Référence de l'indicateur :	Producteur : DGCOOP ; DGEP ; INSD	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Sources : Rapport pour la coopération au développement, Instrument Automatisé de Prévision. Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgcoop.gov.bf ; www.dgep.gov.bf			

9. Taux de pression fiscale

Objectif : Critère de second rang du pacte de convergence de l'UEMOA, il vise entre autres à renforcer la stabilité macroéconomique des Etats membres. Ce ratio se veut supérieur ou égal à 20%.			
Définition : Le taux de pression fiscale mesure la proportion des recettes fiscales par rapport au PIB nominal			
Taux de pression fiscale = $\frac{\text{Recettes fiscales de l'année } n}{\text{PIB nominal}} * 100$			
Référence de l'indicateur : ODD, PNDES	Producteur : SEN-PND/CNPE.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Trimestrielle ; Annuelle.
Source : Rapports trimestriels sur la situation économique et financière			

10. Incidence de la pauvreté (P₀)

Objectif : Mesurer la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités.			
Définition : Proportion d'individus considérés comme pauvres dans une population donnée. Un individu est dit pauvre lorsque son bien-être n'atteint pas un niveau considéré comme minimum « raisonnable » selon des critères spécifiés.			
Indicateur(P ₀)= $\frac{\text{Nombre d'individus considérés comme pauvres}}{\text{Population totale}} * 100$			
Référence de l'indicateur : ODD, PNDES	Producteur : INSD.	Désagrégation : Région, milieu de résidence.	Périodicité : Triennale.
Source : Annuaire statistique national Site Internet : www.insd.bf .			

11. Profondeur de la pauvreté (P₁)

Objectif : Mesurer le degré de gravité de la situation des pauvres.			
Définition : Déficit total de tous les pauvres en termes de consommation par rapport au seuil de pauvreté. Il caractérise le manque à combler pour amener tous les pauvres au seuil de pauvreté.			

Indicateur (P_1) = $\frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \frac{z-y_i}{z}$ avec q=nombre d'individus considérés comme pauvres

n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; y_i =dépense moyenne par individu pauvre

Référence de l'indicateur : ODD, PNDES	Producteur : INS.D.	Désagrégation : Région, milieu de résidence.	Périodicité : Triennale.
--	-------------------------------	---	------------------------------------

Source : Annuaire statistique national
Site Internet : www.insd.bf.

12. Sévérité de la pauvreté (P_2)

Objectif : Mesurer l'éloignement moyen des pauvres du seuil de pauvreté.

Définition : Mesure liée de très près à l'écart de la consommation par rapport au seuil de pauvreté, mais elle accorde aux plus pauvres une pondération plus grande dans l'agrégation qu'aux moins pauvres.

Indicateur (P_2) = $\frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{z-y_i}{z} \right)^2$ avec q=nombre d'individus considérés comme pauvres

n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; y_i =dépense moyenne par individu pauvre

Référence de l'indicateur : ODD, PNDES	Producteur : INS.D.	Désagrégation : Région, milieu de résidence.	Périodicité : Triennale.
--	-------------------------------	---	------------------------------------

Source : Annuaire statistique national
Site Internet : www.insd.bf.

13. Indice du développement humain

Objectif : Mesurer le développement humain.

Définition : Le calcul de l'IDH est basé sur trois dimensions essentielles du développement humain à savoir la santé / longévité mesurée par l'espérance de vie à la naissance, l'instruction mesurée par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire et les conditions de vie mesurées par le logarithme du Revenu National Brut (RNB) par habitant en Parité du Pouvoir d'Achat (PPA).

$$IDH = \sqrt[3]{\text{Indice de longévité} * \text{Indice d'instruction} * \text{Indice de revenu}}$$

La formule générale de calcul de chacun des trois indices est la suivante : $\frac{\text{Valeur constatée} - \text{Valeur min}}{\text{Valeur max} - \text{Valeur min}}$

avec :

Indice	Mesure	Valeur maximale	Valeur minimale
Longévité	Espérance de vie à la naissance (EV)	83,4 ans	20 ans
Instruction	Durée moyenne de scolarisation pour les adultes	13,1 ans	0
	Durée attendue de scolarisation	20,6	0
Condition de vie	Log RNB par habitant (en PPA)	107721	100

Référence de l'indicateur :	Producteur : PNUD.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
------------------------------------	------------------------------	--	-----------------------------------

Sources : Institut National de la Statistique et de la démographie
Sites Internet : www.undp.org; www.insd.bf

14. Rapport de dépendance en fonction des âges ou rapport de dépendance démographique

Objectif : Mesure la charge potentielle supplémentaire de la population productrice de biens et services.

Définition : Rapport de la population de 0-14 ans et 65 ans et plus, à la population de 15-64 ans.

La formule de calcul est la suivante :
$$\frac{\text{Population de 0-14 ans} + \text{Population de 65 ans et plus}}{\text{Population de 15-64 ans}}$$

Référence de l'indicateur :

Producteur :
DGESS/MEF.

Désagrégation :
Non désagrégé.

Périodicité :
Annuelle.

Sources : A partir des données de l'INSD

EQUIPE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE

Nom et Prénom(s)	Structures
BAKAYOGO/ZOUNGO Aminata	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
NIKIEMA S. Olivier	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
GUERE Judicaël	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DAKISSAGA Sayouba	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
GUIATIN Youssouf	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
COMPAORE Felix	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
NESSAO Idrissa	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUANGO Moussa	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DRABO Abdoulaye	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
BITIENGA Serge Theophile	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
SIMPORE Vincent	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
BAKO Nebon	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDAOGO Abdoul Guélilou	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
SAWADOGO Abdoulaye	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
ZONGO Emmanuel	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
KABORE Adoline	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO/LIEHOUN Ténè Annick	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO Sayouba	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/DDP
SENI Yves Innocent	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/RG
ZIDA/TAPSOBA Odile	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/DSOFE
KABORE Mahamoudou	Direction générale des douanes
OUEDRAOGO Ousseni	Direction générale du Budget/DISB
NABI Pousga	Secrétariat exécutif national de la politique nationale de développement
SOULAMA Ibrahim	Direction générale de la coopération
TAPSOBA Kiswendsida Edouard	Direction générale de l'économie et de la planification
OUEDRAOGO/ZONGO Bernadette	Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat
ILBOUDO Arzouma Gaston	Agence nationale de promotion de la finance inclusive
TAMBOURA Abdoul-Rasmané	Direction des ressources humaines
GUIGMA Alidou	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
GANOU/ KINDA N. Véronique	Direction de la gestion des finances
OUATTARA Ibrahim	Institut national de la statistique et de la démographie
OUATTARA Soma Ismaël	Direction générale des impôts
BAGAYA Aminata	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

© Direction Générale des études et des Statistiques Sectorielles (DGESS)
Ministère de l'économie et des finances

Burkina Faso